

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**  
**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**  
**CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ**

**HABITER ET LA RÉSISTANCE DANS L'ESPACE PÉRIURBAIN**  
**DIGRESSIONS SUR LA TRANSGRESSION ET MÉGAPROJET AÉROPORTUAIRE**  
**DE LA VALLÉE DE MEXICO**

Par

**Jacob DESJARDINS**

Bachelier en science politique

Mémoire présenté pour obtenir le grade de

Maître ès sciences, M.Sc.

**Maîtrise en études urbaines**

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Août 2023

Ce mémoire intitulé

**HABITER ET LA RÉSISTANCE DANS L'ESPACE PÉRIURBAIN  
DIGRESSIONS SUR LA TRANSGRESSION ET MÉGAPROJET AÉROPORTUAIRE  
DE LA VALLÉE DE MEXICO**

et présenté par

**Jacob DESJARDINS**

a été évalué par un jury composé de

M. Dominic LAPOINTE, présidente, Université du Québec à Montréal

M. Nathan MCCLINTOCK, directeur de recherche, Institut National de la Recherche  
Scientifique

Mme Julie-Anne BOUDREAU, codirectrice, Université Nationale Autonome du Mexique

M. Eduardo GONZÁLEZ CASTILLO, examinateur externe, Université d'Ottawa

*« Habitar es otra cosa. Es un entrelazamiento de vínculos. Es pertenecer a los lugares en la misma medida en que ellos nos pertenecen. Es no ser indiferente a las cosas que nos rodean, es estar enlazados: a la gente, a los ambientes, a los campos, a los setos, a los bosques, a las casas, a tal plante que yace en el mismo espacio, a tal animal que suele ver ahí. Es estar anclados y tener posibilidades abiertas en nuestros espacios. Es lo opuesto a sus pesadillas de metrópoli, de las que solo cabe desahacernos. »*

- Consejo Nocturno, p. 97, 2018

*« A todos los países y hermanos aquí les decimos: compartamos y no compitamos la vida. Hay dos formas de ver y estar en el mundo, una es dentro y otra es fuera, y nosotros, los pueblos originarios estamos dentro. »*

- María Solorzano (mujer zapoteca, Istmo de Tehuantepec), Tizne, p. 21, 2019

*« Mirar el vaso medio lleno o medio vacío, en realidad, no importa. Siempre terminará quebrado o limpio, extremadamente pulcro.*

*Me pregunto, ¿qué pasaría si en lugar de llenar los vasos, los rompiéramos?*

*Así, quizás, no habría nada vacío, sólo el ruido de un quebranto. »*

- Miranda Guerrero, « Un vaso », Poesía sin paraísos, p. 19, 2019.

## RÉSUMÉ

Cette recherche se penche sur la trajectoire des pratiques transgressives et le rapport à l'habiter de femmes activistes qui vivent dans les municipalités de San Salvador Atenco et Texcoco dans le contexte de la construction du Nouvel Aéroport de la Ville de Mexico, dans l'État de Mexico, au nord-est de la capitale. À partir de cinq histoires de vie récoltées auprès de femmes ayant participé aux luttes contre la construction de l'aéroport, croisées avec une analyse d'archives historiques et journalistiques, l'objectif principal de la recherche est de construire et valoriser un savoir autour des pratiques politiques de défense et de l'habiter, depuis l'expérience et la voix des personnes directement impliquées. Je propose d'adopter une perspective décoloniale ainsi qu'une perspective de genre, replaçant ces pratiques dans leur continuité historique prenant en compte l'aspect colonial des territoires affectés par la construction de l'aéroport. La voix des personnes marginalisées à l'intérieur des mouvements sociaux de la région, est mise de l'avant afin de leur donner un lieu pour prendre parole et ainsi participer à un processus de construction d'un savoir scientifique autour de l'habiter, la défense et la transgression.

Mots-clés : Habiter; Transgression; Se défendre; Mégaprojet urbain; Mexique

## **ABSTRACT**

This research examines the trajectory of transgressive practices and the relationship to inhabitation of women activists living in the municipalities of San Salvador Atenco and Texcoco in the context of the construction of the New Mexico City Airport, in the state of Mexico, northeast of the capital. Based on five life stories collected from women who participated in the struggles against the construction of the airport, crossed with an analysis of historical and journalistic archives, the main objective of the research is to build and valorize a knowledge around the political practices of defense and inhabitation, from the experience and voice of those directly involved. I propose to adopt a decolonial perspective as well as a gender perspective, placing these practices in their historical continuity considering the colonial aspect of the territories affected by the construction of the airport. The voice of marginalized people within the social movements of the region is put forward to give them a place to speak and thus participate in a process of construction of a scientific knowledge around inhabitation, defense, and transgression.

Keywords: Inhabit; Transgression; Defend; Urban megaproject; Mexico

## REMERCIEMENTS

J'aimerais tout d'abord remercier les cinq femmes de San Salvador Atenco et de Texcoco qui m'ont accordé ces entrevues et qui m'ont fait confiance dans mes intentions de recherche et de créer des liens de solidarité avec elles. C'est à vous que je dédie cette recherche, en complète solidarité avec vos luttes et vos démarches. Je ne serai jamais assez reconnaissant de tout l'effort mis par Nikte pour que je puisse rencontrer ses amies et camarades de lutte, et pouvoir retranscrire une partie de leur histoire ici dans ce mémoire. Sans ton aide cette recherche aurait été impossible. Merci à Patricia et au professeur Vicente pour les discussions autour du sujet et pour m'avoir donné l'heure juste sur les enjeux sociaux entourant la construction du nouvel aéroport de la Ville de Mexico. Merci à ma co-directrice Julie-Anne Boudreau, pour ton écoute, ta compréhensivité, ton attention singulière, tes conseils et surtout la légitimité que tu me donnais lors des moments de doutes, d'hésitation et de manque de confiance. Merci à Nathan McClintock, qui est devenu mon co-directeur à la fin de mon parcours et dont les commentaires et les suggestions de lecture m'ont été forts utiles. Merci à ma famille, Chantal, ma mère, et Daniel, son conjoint, pour avoir cru en moi, même si parfois ce parcours de recherche vous a semblé plutôt abstrait. Merci à mon père, Serge, pour ton appui inconditionnel dans mes études universitaires, depuis le jour un. Merci à ma belle-famille, les « Machkhads », Amir, Nimâ, Daria et Leyli, c'est par votre dévouement envers ma réussite que j'ai eu la force de continuer pour les derniers milles de ce mémoire, kheili mamnoon. Je n'aurai jamais assez de mots pour décrire l'importance de mon amitié avec Anne-Marie, tu as été pour moi une personne clé dans mon parcours, une source constante d'inspiration, de par nos discussions, ton expérience dans la recherche, tes conseils, ton écoute bienveillante et ta présence importante dans les moments difficiles de la dernière année. Merci aux ami.e.s et collègues : Arnaud, Charles, Raphie, Élo, Ad, Xav, Eva, Ariane, Léo, Mica, Éli, Élia, Flo, Jeanne, Étienne, Jean-Philippe, James, Marco, Jean, Alexis, William, Sébastien et tou.te.s ceux qui m'ont écouté, supporté et encouragé. Un merci tout particulier à ma copine, ma meilleure amie, ma complice, Yalda, pour ton appui constant, même lorsque des milliers de kilomètres nous s'éparaient, dans tous mes projets (scolaires, artistiques et sportifs). Sans ta présence ce travail n'aurait pas été possible; dousset daram. Finalement, une partie de ce mémoire est aussi dédié à mon frère, Pascal, qui a frôlé la mort l'été dernier. C'est ton courage, ta combativité, ton acharnement à vivre qui m'ont permis d'avoir la motivation nécessaire pour mener un projet d'une grande envergure comme est le mémoire.

Gracias a la banda en el DF, con quienes tuve chance de compartir pedazos de cotidianidad entre 2017 y 2020, quienes me enseñaron lugares mágicos y me hicieron conocer a personas maravillosas: Diego, Edgar, Pareni, Emilio, Juan Fran, Maira, Ramón, Fernanda, Alejandra, Hannes y todxs lxs demás que conocí durante mis tiempos en México.

J'aimerais aussi remercier le support du groupe de recherche TRY Spaces et de MITACS qui m'ont appuyé financièrement afin de pouvoir louer un logement à Mexico, voyager pour faire mes entrevues et pour l'achat du billet d'avion.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>x</b>
<b>Liste des figures</b> .....	<b>x</b>
<b>Liste des abréviations et des sigles</b> .....	<b>xi</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 : Revue de littérature</b> .....	<b>6</b>
1.1 Écrits généraux sur le NAICM .....	8
1.2 Écrits sur l'implication sociopolitique des femmes et le NAICM .....	16
1.3 Écrits d'Edith Kuri Pineda.....	23
<b>Chapitre 2 : Problématique, question de recherche et hypothèse, et cadre conceptuel</b> ....	<b>29</b>
2.1 Problématique.....	29
2.2 Cadre conceptuel et opératoire .....	35
2.3 Question de recherche.....	45
2.4 Hypothèse.....	45
<b>Chapitre 3 : Méthodologie</b> .....	<b>46</b>
3.1 Posture épistémologique.....	46
3.2 Positionnalité .....	51
3.3 Collecte de données .....	52
<b>Chapitre 4 : L'histoire connue d'Atenco et Texcoco</b> .....	<b>54</b>
4.1 Période préhispanique .....	54
4.2 Cosmvision mésoaméricaine : centralité de l'eau et du territoire .....	56
4.3 Les dynamiques coloniales et postcoloniale.....	59
4.4 Répartition agraire du territoire depuis la Révolution mexicaine : ejido et communauté agraire .....	62
4.5 Réformes légales et nouvelles législations, années 1990-2000 .....	64
4.5.1 <i>Loi Agraire de 1992</i> .....	67
4.6 Le projet du Nouvel Aéroport International de la Ville de Mexico (NAICM).....	69
4.6.1 <i>Les années 1970 à 2000 : nécessités infrastructurelles à l'aube de la saturation aéroportuaire</i> .....	70



4.6.2 L'an 2000 : Tizayuca ou Texcoco? .....	73
4.6.3 2001 : Le projet du Parti Action Nationale (PAN) .....	76
4.6.4 2006 : Mayo Rojo .....	85
4.6.5 2014 : Réapparition du projet par le gouvernement du PRI .....	94
<b>Chapitre 5 : Mémoire et vécu des femmes d'Atenco et de Texcoco .....</b>	<b>106</b>
5.1 Récits de vie .....	106
5.1.1 Lidia .....	106
5.1.2 Nieves .....	111
5.1.3 Xarani .....	118
5.1.4 Edith .....	120
5.1.5 Laura .....	126
5.1.1 Se défendre et transgresser : genre, communauté et territoire .....	130
5.1.2 Habiter Atenco et Texcoco .....	149
<b>Conclusion .....</b>	<b>158</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>165</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Chronologie des moments marquants du conflit du NAIM (2001-2002).....	83
Tableau 2. Répartition des coûts du NAICM.....	100

## LISTE DES FIGURES

Figure 1. Castillo Rojo et TEC de Monterrey (Chihuahua).....	2
Figure 2. Carte du projet du NAICM .....	6
Figure 3. Carte du Lac de Mexico et de ses environs. Le cercle délimite le Lac de Texcoco .....	55
Figure 4. Personnage déguisé en Tlaloc .....	58
Figure 5. Chalchiuhtlicue .....	58
Figure 6. Sculpture de Xochiquetzal .....	59
Figure 9. Population totale d'Atenco 2000-2020 (INEGI, 2020) .....	97
Figure 10. Population totale de Texcoco 2000-2020 .....	97
Figure 11. Total des habitations habitées d'Atenco 2000-2020.....	98
Figure 12. Total des habitations habitées de Texcoco 2000-2020 .....	98
Figure 13. Carte des sites dynamitage et de pillage de colline pour l'extraction de matériaux de pierre pour la construction du Nouvel Aéroport de la Ville de Mexico.....	103
Figure 14. "Street view" du parc à l'entrée de Texcoco.....	107
Figure 15. Vue aérienne de l'ancienne carrière de Tlaminca, délimitée en rouge.....	108
Figure 16. "Street view" de la facade de la demeure et café de Lidia.....	109
Figure 17. Vue aérienne de la maison et terrain de Nieves .....	111
Figure 18. Mototaxi.....	112
Figure 19. Panoramique de la demeure de Nieves qui s'inscrit comme une sorte de bouclier face à la construction de l'autoroute .....	116
Figure 20. Photo de la demeure de Nieves prise depuis un des bouts de l'autoroute qui enclave sa demeure .....	117
Figure 21. Machette confectionné pour Nieves par des camarades allié.e.s pour lui rappeler qu'elle n'est pas seule.....	140
Figure 22. Bloc note fait spécialement pour Nieves avec les numéros des camarades qui l'appuient, afin qu'elle se souvienne qu'elle n'est jamais seule.....	140

## LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

AICM	Aéroport International de la Ville de Mexico
AICM	Aéroport International de Mexico
ALENA	Accord de Libre Échange Nord-Américain
AMLO	Andrés Manuel López Obrador
ASA	Aéroports et Services Auxiliaires
ASE	Agence Régionale de Sécurité
CABIN	Commission d'Évaluations des Biens Nationaux
CDRN	Comité de Défense des Ressources Naturelles
CERESO	Centre de Réinsertion Social
CESOP	Centre d'Études Sociales et d'Opinion Publique
CGH	Consejo General de Huelga
CIDH	Commission Interaméricaine des Droits Humain
CISEN	Centre de Recherche de Sécurité Nationale
EZLN	Ejercito Zapatista de Liberación Nacional
FPDT	Front des Peuples pour la Défense de la Terre
FPVT	Front Populaire de la Vallée de Texcoco
FRVT	Front Régional de la Vallée de Texcoco
HAUSA	Habitants Unis de San Salvador Atenco
GACM	Groupe Aéroportuaire de la Ville de Mexico
INEGI	Institut National de Statistiques et de Géographie
MORENA	Mouvement de Régénération Nationale
NAICM	Nouvel Aéroport International de la Ville de Mexico
NAIM	Nouvel Aéroport International de Mexico
NIMBY	Not in my back yard

OAG	Official Aviation Guide
PAN	Parti Action Nationale
PJGEM	Procuraduría Judicial General del Estado de México
PPP	Plan Puebla-Panama
PRI	Parti Révolutionnaire Institutionnel
RVCT	Région de la vallée de Cuatitlán-Texcoco
SEMARNAT	Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles
SME	Syndicat Mexicain des Électriciens
SNTE	Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation
UAM	Université Autonome Metropolitaine
ZMRELT	Zone d'Atténuation et de Sauvetage Écologique du Lac de Texcoco

## INTRODUCTION

En 2017, vers la fin de mes études au baccalauréat, j'ai pris le chemin pour la Ville de Mexico dans le but de faire un échange étudiant pour une durée de six mois. À l'époque, je ne maîtrisais pas aisément l'espagnol et j'étais en quête de changement, à la recherche de sens. C'était là, l'envie d'expérimenter une certaine forme de solitude – loin de mes proches et de mon chez-moi – et la possibilité de créer de nouveaux réseaux d'amitié. Étant étudiant à la UNAM, j'ai eu la chance de faire partie de l'équipe compétitive d'escalade de l'université et de me lier d'amitié avec Ever, originaire de Chihuahua, ville éponyme de l'État de Chihuahua, qui partage sa frontière avec le Texas. Durant les vacances de Noël de cette même année, j'ai passé du temps avec lui et sa famille, et découvert les environs. C'est lors d'une sortie d'escalade à Castillo Rojo (Château Rouge), en bordure de la ville, qu'émerge en moi l'idée de m'intéresser aux enjeux territoriaux urbains-périurbains. Dans une zone semi désertique, les chemins d'accès au site débutaient au pied d'une maison où on y élevait du bétail. Ce terrain se situe en bordure de la voie rapide Sacramento, formant une sorte de frontière entre le territoire urbain et celui de pâturage, péri-urbain. De là, on pouvait voir le réputé Institut Technologique et d'Études Supérieures de Monterrey, mieux connu sous le nom de Tec de Monterrey (voir Figure 1). Le campus privé se trouve vis-à-vis cette ferme, à l'intérieur des frontières urbaines, à moins de deux kilomètres à pied. Pour moi, dans cette mise en scène manichéenne, il y avait là un affront explicite entre deux mondes, deux réalités socio-économiques et politiques distinctes auquel on devrait porter une attention particulière et s'intéresser à des manières alternatives d'habiter le territoire. Au même moment, la campagne présidentielle de 2017-2018 battait de son plein. Le parti qui représente le changement – avec une tendance à gauche – est celui de MORENA (Mouvement de Régénération Nationale), avec comme candidat à la présidence Andrés Manuel López Obrador (AMLO).



**Figure 1. Castillo Rojo et TEC de Monterrey (Chihuahua)**

Source : Google Earth 2022. Reproduction autorisée par Google.

Une des promesses phares du parti d'AMLO est celle de tenir un référendum sur la continuité des travaux de construction du Nouvel Aéroport International de la Ville de Mexico (NAICM) et ce dès son entrée en poste à la présidence de la république mexicaine. C'est à cette époque que mon attention s'est tournée vers les enjeux entourant ce mégaprojet urbain. Par mon indignation et ma solidarité face aux injustices commises par l'État mexicain et les entreprises privées – nationales et internationales – je décide donc de me lancer dans ce projet de recherche, à partir de l'automne 2018.

Depuis le mois d'octobre 2001, un conflit socio-politique, économique, culturel et territorial oppose les habitant.e.s de 13 ejidos<sup>1</sup> des municipalités de San Salvador Atenco, Texcoco et Chimalhuacán, face à l'État fédéral mexicain, le gouvernement de l'État de Mexico, les gouvernements municipaux, et le secteurs privé national et international. Vicente Fox Quesada alors président du Mexique, pour le Parti Action National (PAN – Partido Acción Nacional), décrète

<sup>1</sup> J'explique ce terme détail au chapitre 4, section 4.2.1.

l'expropriation de plus de 5400 hectares de terres touchant aux trois municipalités ci-mentionnées, dans le but de construire le Nouvel Aéroport de la Ville de México (NAIM). La désuétude de l'Aéroport International de la Ville de Mexico (AICM – Aeropuerto Internacional de la Ciudad de México) est la cause de l'imposition de ce mégaprojet au nord-est de la capitale. Dès le jour un de l'annonce du projet, même quelques mois avant, les habitant.e.s, paysan.ne.s et ejidatarixs<sup>2</sup> – le ejido est une forme de propriété terrienne collective dédiée à l'agriculture – de Texcoco et San Salvador Atenco se mobilisent pour rejeter le projet et revendiquer leur droit à assurer la continuité de leur culture et leur mode de vie sur leur territoire ancestral. Le conflit s'étend sur 17 ans et peut être divisé en quatre périodes importantes.

1. D'abord de 2001 à 2002, avec l'officialisation du projet du PAN et finalement, son annulation en 2019;
2. En 2006, avec les violents événements de mai, surnommé Mai Rouge (Mayo Rojo), alors que des militant.e.s d'Atenco s'étaient solidarisé.e.s avec des fleuristes et producteurs du marché Belisario Domínguez de Texcoco, où le gouvernement de l'entité fédérative voulait construire un Wal-Mart;
3. En 2014, lors de la réapparition du projet aéroportuaire à Texcoco, sous le gouvernement d'Enrique Peña Nieto, du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI – Partido Revolucionario Institucional);
4. Finalement, en 2018, lors du référendum national sur la question de la localisation du nouvel aéroport international; les citoyen.ne.s devaient choisir entre maintenir le projet à Texcoco, ou le déplacer à Santa Lucía, où se trouvait un aéroport militaire.

Ce projet tente de brosser un portrait du rapport entre les mégaprojets de développement urbains et l'engagement social et politique. Cette relation n'est pas linéaire et n'a, dans bien des cas, pas de point de départ tacite, ni de fin. Pour plusieurs activistes, militant.e.s, acteur.trice.s de la société civile, l'implication social et politique découle d'un legs historique propre à leur culture, leur territoire et leur communauté. Propre au contexte politique à l'intérieur duquel elles naissent, grandissent et tentent de vivre, et survivre. Ce sont des acquis socio-culturels appris par l'observation, la transmission du savoir par la famille et l'entourage, et par le vécu et les expériences. Les parcours de vie sont au cœur de cette recherche. Plus particulièrement ceux de femmes, de Texcoco et

---

<sup>2</sup> Le « x » est utilisé dans le mémoire pour neutraliser le genre et permette une plus grande représentativité des personnes à qui le mot renvoie.

Atenco (figure 1), ayant été impliquée à différent niveau durant la lutte contre l'aéroport. Je m'intéresserai précisément à l'évolution des pratiques transgressives, ancrées dans le quotidien et le territoire, et leurs rapports avec l'environnement socio-politique, que je nomme « l'habiter ». De ce fait, je cherche à prendre un chemin alternatif à celui des théories des mouvements sociaux. Sans rejeter cette théorie, ce travail se veut une tentative d'approcher autrement la manière dont on étudie la contestation sociale.

Avant d'arriver à la discussion analytique, le premier chapitre propose une présentation de la littérature autour du projet aéroportuaire à Mexico. Ce chapitre se divise en trois sections, une première où j'analyse les travaux et articles scientifiques sociologiques généraux produits sur divers enjeux précis de l'aéroport. En second lieu, je mets l'emphase sur quelques recherches portant sur les réalités des femmes dans leur rapport avec la construction de l'aéroport et l'expropriation des terres. Finalement, je m'attarderai aux travaux d'Edith Kuri Pineda, qui semblent se rapprocher le plus de l'angle avec lequel j'ai décidé d'étudier l'enjeu de la mobilisation contre l'aéroport à Texcoco et Atenco. D'emblée, je peux mentionner en préambule qu'une très grande proportion des études se sont penchées soit spécifiquement sur la mobilisation à Atenco, la formation du Front des Peuples pour la Défense de la Terre (FPDT) ou les événements de Mai Rouge, en 2006. Très peu de recherche se sont attardées à l'activisme à Texcoco, par exemple, ou à Chimalhuacán.

Le second chapitre exposera la problématique, la question de recherche et l'hypothèse, et le cadre conceptuel. C'est par la triangulation des trois concepts suivant, point d'ancrage de mon analyse, que je réponds à ma question de recherche : la transgression, la défense de soi et de sa communauté (se défendre) et l'habiter. J'y démontrerai l'interaction existante entre ces trois concepts, le tout prenant forme à travers les récits de vie des participantes et des archives recueillies sur le sujet.

Le chapitre trois s'attardera à la méthodologie : posture épistémologique, positionnalité et collecte des données. Cette dernière partie ouvre sur une vignette ethnographique de l'entrée sur le terrain et la rencontre des participantes. Ensuite, je présente la méthode de cueillette des données, la grille d'analyse et la liste des cartes, archives et articles de presse recueillis.

S'en suit un chapitre dense sur le contexte historique et contemporain qui caractérisent ce que sont Texcoco et Atenco. Partant de l'époque préhispanique, discutant de l'origine de ces deux communautés, pour ensuite expliquer le processus de la révolution démocratique et les



changements légaux subséquents, et terminer sur les quatre grandes périodes de l'élaboration du projet aéroportuaire des décennies 2000 et 2010.

Finalement, au cinquième chapitre, je présenterai les données de ma recherche, la manière dont j'ai systématisé ces données et discuterai de leurs liens avec le cadre conceptuel. En conclusion, je présenterai les apports et limites scientifiques et sociales de ma recherche.

Les enjeux provoqués par l'élaboration du nouvel aéroport de la Ville de Mexico sont multiples et relève de problématiques environnementales, sociales, culturelles, politiques, économiques et sécuritaires. La vie des habitant.e.s d'Atenco et Texcoco manacé.e.s d'être expropriée.s et arraché.e.s à leur culture et leur communauté a été drastiquement ébranlée par ce mégaprojet. C'est pour revendiquer leur droit de vivre de leur culture, en mémoire de leurs ancêtres, en mémoire de tou.te.s ceux qui se sont battus arduement pour conserver des acquis historiques qu'illes se sont défendu.e.s face à des intérêts étrangers aux leurs. C'est par cette relation intrinsèque au territoire que les femmes et les hommes de Texcoco et d'Atenco ont mis leurs corps en lutte contre les volontés d'une minorité. C'est par soif de justice et de reconnaissance, pour leur dignité et la liberté que ceux qui ont composé ce mouvement d'ampleur nationale n'ont pas cessé, jusqu'à ce jour, de se rassembler pour la cause commune et assurer la survie de leurs communautés; enorgueilli.e.s par le scintillement collectif des machettes pointées haut dans les airs et revendiquant : « Tierra, Sí! Aviones, No! » et « Atenco, ni perdón, ni olvido ».



## CHAPITRE 1 : REVUE DE LITTÉRATURE

De manière générale, l'ensemble de la littérature consultée dans le cadre de cette recherche se centre principalement sur trois aspects de la problématique de la construction du Nouvel Aéroport de la Ville de Mexico (NAICM), qui présentent à mon avis certaines lacunes empiriques. Les auteur.trice.s qui ont contribué scientifiquement, et de manière engagée, à la compréhension des enjeux entourant le NAICM ont porté leur regard soit vers la mobilisation sociopolitique, en termes généraux, sur le territoire d'Atenco; soit sur la formation et le rôle du Front des Peuples pour la Défense de la Terre (FPDT); ou soit sur la violence étatique des événements de mai 2006, surnommée *Mai Rouge* (Mayo Rojo). Globalement, la lecture rigoureuse de ces articles m'a permis de saisir l'étendue des problématiques reliées à la construction de l'aéroport, ainsi que les contextes historiques et contemporains de son implantation à Texcoco.

Une minorité d'articles, de mémoires et de thèses se sont intéressés au rôle des femmes dans la lutte à Atenco et sur l'étendue des impacts de ce projet sur leur vie (Carrillo Franco, Zapata Martelo et Vázquez García 2009; Guzmán Velázquez 2014; Mendoza Cruz 2008; de Lourdes Quintana Muñoz 2019; Rivera Ramírez 2012; Vázquez García 2018). Presqu'aucune étude ne s'est penchée sur le rôle des habitant.e.s de Texcoco dans la lutte, la manière dont son territoire est affecté par l'élaboration du mégaprojet aéroportuaire, et la signification sociale, politique et culturelle que cela a généré dans les communautés de la municipalité. Aucune de ces études ne s'est précisément intéressée aux spécificités sociopolitiques, économiques, politiques et culturelles dans la municipalité de Chimalhuacán, pour le cas de la construction du NAICM.

Les angles de recherches des chercheur.e.s s'alignent généralement sur les éléments déclencheurs du mouvement social à Atenco et son legs pour les communautés de la région; les caractéristiques du FPDT, les raisons de son émergence et l'importance qu'il a eu au sein de la lutte; les motifs de la violence d'État durant les interventions policières des 3 et 4 mai 2006, les formes de résistance des habitant.e.s d'Atenco face à cette violence et le traitement réservé aux femmes durant les arrestations et leur incarcération. Le tout ancré dans les concepts centraux des canons des théories des mouvements sociaux, sauf pour quelques exceptions où les perspectives classiques se mélangent à des postures théoriques et épistémologiques postmodernes, féministes et décoloniales. La revue des écrits présentée ici s'organise en trois parties : littérature générale autour de la construction du NAICM; littérature autour des femmes

dans la lutte contre l'aéroport; et particulièrement sur les apports de l'autrice Edith Kuri Pineda en regard à l'évolution des pratiques sociopolitique à Atenco et l'historicité de la lutte sur le territoire.

## 1.1 Écrits généraux sur le NAICM

Comme mentionné précédemment, une grande majorité des recherches et analyses consultées se sont précisément attardées au mouvement social contre l'aéroport à Atenco et à l'émergence et le rôle social du FPDT dans cette région. Arellano et Cervantes (2016) ont voulu comprendre le processus de développement du FPDT et son importance dans le développement de la région à l'est de l'État de Mexico. Pour ce faire, les auteurs brossent d'abord un portrait type des activités de transformation du territoire dans l'État de Mexico. Ils nous informent sur les modalités du développement urbain et les différents projets d'exploitation des sols et extractivistes. Une des lacunes principales de cet article réside dans la méthodologie et la quantité des données empiriques, soit une seule entrevue avec le militant du FPDT, Ignacio del Valle Medina. Pour les trois chercheurs, l'organisation militante a su s'inscrire comme référence de réussite de la lutte sociale pour devenir ressources de premier plan pour toutes les demandes relatives à l'amélioration des conditions de vie et la défense des droits dans cette région. Sa présence aurait même su concrétiser, dans une certaine mesure, les rêves de l'autogouvernement, de l'exercice de l'autonomie politique *par et pour* la base populaire, collective et communautaire<sup>3</sup>. Toujours selon Arellano et Cervantes, le FPDT développe au cours de la lutte des pratiques de *défense* face à la répression qui lui sont propres. Le contexte d'émergence d'un tel projet dans le centre du pays aurait pour cause d'une part, la montée du néolibéralisme politique et économique, causant l'effritement du tissu social et de la sécurité sociale, avec le désengagement de l'État dans plusieurs services sociaux et économiques. Dans une autre mesure – indissociable du point précédent – Atenco connaît un processus d'urbanisation accéléré à cause de sa proximité avec la capitale et de sa position géographique particulière qui lui vaut d'être un point de connexion entre différents États de la république, régions et municipalités. Sur ces deux derniers points, je tiens à spécifier que je suis en accord avec les auteurs et que ma propre analyse est teintée par cette position. Que les municipalités affectées par la construction du nouvel aéroport ne sont pas

---

<sup>3</sup> Communautaire renvoie ici à l'idée de communauté. J'entend par communauté l'entité territoriale habitée par un ensemble d'individus, mais aussi et surtout, un regroupement social dont les membres sont liés culturellement, politiquement et socialement. C'est-à-dire que ces personnes partagent, en plus du territoire qu'elles habitent, un certain nombre d'affects et parfois, des idéaux politiques et des projets sociaux collectifs d'envergure. Une nuance doit être faite, la communauté peut aussi renvoyer à un groupe d'affects dont les membres n'entretiennent pas nécessairement de lien avec un territoire défini, mais qui se réunissent pour le bien d'un projet collectif.

étrangères à des reconfigurations et transformations territoriales importantes, et ce depuis la colonisation et la négation des identités autochtones, de leurs communautés et modes d'organisations sociopolitiques. Finalement, ce qui mobilise les paysan.ne.s d'Atenco autour d'un même objectif, soit l'annulation du projet aéroportuaire, c'est la défense de la terre – d'où le nom du front populaire. La terre, ici, ne doit pas être comprise comme un simple moyen et objet de production, sinon qu'elle représente un espace où l'on peut vivre en collectivité et construire les bases d'une nouvelle organisation sociale. En regard à ce rapport au territoire, les auteurs notent que c'est à la fois une lutte pour la défense du territoire, mais aussi pour la défense de l'identité collective, du droit d'accès à la terre, de l'environnement et de leur rapport à l'espace, au politique et au social.

Dans une démarche semblable, Ortega Bayona (2005) tente de démontrer comment les politiques de restructuration néolibérale, à partir des années 1980, ont entraîné des répercussions parallèles à celles économiques. Les formes de pratiques politiques et collectives des classes populaire ont été minées, surtout dans les communautés rurales-paysannes. En faisant l'historique de l'engagement politique à Atenco, l'auteur aborde la construction de l'identité de classe à partir d'une perspective historico-sociale (Ortega Bayona 2005). Ce processus doit être compris à partir d'un contexte large de transformations des relations politico-économiques dominantes à l'intérieur de l'État mexicain, dans les dernières décennies. L'identité culturelle défendue par les habitant.e.s de la région d'Atenco n'est pas exclusivement territoriale ou autochtone, mais c'est une identité paysanne forgée dans la résistance, avec une mémoire collective des luttes.

Le FPDT a produit un article collectif sur l'émergence de la lutte sociale, son processus organisationnel, ses demandes passées et actuelles. La force de cet article réside dans le fait que c'est un outil de transmission du savoir élaboré par des militant.e.s du groupe – peut-être ceux qui ont plus de facilité avec l'écriture scientifique – et qu'il représente une source clé pour la compréhension des intentions sociopolitiques du groupe. Un pas de recul est nécessaire afin d'avoir une compréhension plus large des enjeux de l'engagement des habitant.e.s contre l'aéroport à Texcoco-Atenco. Je n'ai pas l'intention de remettre en question l'honnêteté avec laquelle le FPDT prétend de représenter les intérêts collectifs des *atenquenses*<sup>4</sup>, cependant il ne me permet pas de saisir la contribution des habitant.e.s de Texcoco dans la défense du territoire, alors qu'elles ont été affecté.e.s de diverses manières par l'implantation du projet sur le territoire. Ce qui me laisse croire que leur engagement dans la lutte est notoire et que cet engagement ne

---

<sup>4</sup> Habitant.e.s d'Atenco.

peut être effacé et imbriqué sous l'étiquette du FPDT ou de la « région d'Atenco ». Cela étant, dans cet article, le FPDT identifie deux moments distincts dans le conflit : le référant, soit le fait d'avoir vaincu l'État, dans un premier temps, en 2002; dans un second temps, c'est là où l'État déploie une stratégie contre-insurrectionnelle, après quoi les droits humains des habitant.e.s engagé.e.s dans la défense de la terre et de leur identité seront violés. Leur lutte est une réponse au processus de mondialisation capitaliste et de son impact sur les communautés à l'échelle locale. C'est aussi la mise en valeur de leur droit d'accès à ce territoire qui leur a été légué par Nezahualcōyotl<sup>5</sup> et où on y vit depuis des siècles. Cette notion d'héritité de la terre et du territoire, est la source de mon intérêt pour mieux comprendre le rapport au politique, dans le contexte de la construction de l'aéroport à Texcoco et Atenco, à partir du concept de *l'habiter*, que je développerai au chapitre 2. Les membres du Front mentionnent aussi quelque chose qui attire mon attention et qui est en fond de trame de ce mémoire, au sujet de la *transgression*. En s'appuyant sur l'appareil théorique et conceptuel de Barrington Moore<sup>6</sup>, illes exercent un renversement de paradigme en soulignant que c'est l'autorité – comprendre ici l'État, la police, les fonctionnaires – qui est agent de la transgression, en ne respectant pas les bases fondamentales du « contrat social ». Le FPDT inclut la résistance, la lutte et les mouvements sociaux comme des droits humains universels qui permettent aux peuples de réclamer un monde plus juste et de faire respecter les acquis sociaux. Ce sont des droits qui permettent aux collectivités d'atteindre l'émancipation politique et humaine. C'est parce que l'État transgresse que les habitant.e.s de la région n'ont d'autres choix que de *se défendre*. Illes doivent développer un appareil de technique d'autodéfense et revendiquer leur droit à celle-ci. Ces techniques de contre-attaque face à la répression hautement organisée et outillée de l'État, sont ancrées dans une historicité spécifique de lutte, dont le FPDT identifie les origines au début de la révolution mexicaine de 1910. C'est cette mémoire collective qui a permis aux paysan.ne.s de Texcoco et Atenco de s'organiser rapidement et de faire tomber le projet en 2002. Un aspect qui est constaté et plus amplement développé dans les écrits de Kuri Pineda, sur lesquels je reviendrai dans la sous-section 1.3.

Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez et Vizcarra Bordi (2011) présentent de leur côté une analyse basée sur le concept de désocialisation et les apports théoriques d'Alberto Melucci, un des auteurs classiques de la théorie des mouvements sociaux. Illes avancent que ce qui a fait le succès global du mouvement social à Atenco c'est sa transparence par rapport aux objectifs

---

<sup>5</sup> Monarque de Texcoco au 15<sup>e</sup> siècle.

<sup>6</sup> Sociologue étatsuniens.

poursuivis et aux ressources à sa disposition pour faire tomber les décrets d'expropriation. L'État, quant à lui, aurait failli à clarifier ses stratégies, tout en ayant une profonde méconnaissance des intérêts des habitant.e.s de la région et tentant d'imposer le projet aéroportuaire par des moyens erronés. Le concept de désocialisation est ici pertinent puisqu'il renvoie à l'idée qu'autrefois l'État assurait certaines responsabilités sociales qu'il repousse tranquillement vers le secteur privé (économie, santé, éducation, pour ne nommer que ceux-ci). Comme il est classique de le faire dans les théories des mouvements sociaux, les auteur.rice.s mentionnent l'existence de deux pôles opposés dans le conflit aéroportuaire. Pourtant, si on s'intéresse aux rôles des femmes dans la lutte, on s'aperçoit que leur engagement politique est axé à la fois contre le projet aéroportuaire, mais aussi face au patriarcat. Elles remettent en question leurs rôles au sein même de la lutte, permettant d'identifier un troisième pôle, qui pourrait être imbriqué au bloc des opposant.e.s de l'aéroport, mais qui mérite d'être étudié pour son apport sociopolitique spécifique. Dans le cadre de leur recherche, les auteur.rice.s ont mené des entrevues principalement avec des membres du FPDT, ce qui semble restreindre une compréhension plus diversifiée de l'essence de ce mouvement.

La thèse de Castañeda de la Cruz et Castellanos Suarez (2016) renvoie à un des concepts sélectionnés pour ma recherche. Les mouvement sociaux à Atenco représentent l'espoir de la transformation de l'*ordre*, puisque les militant.e.s revendiquent leur opposition aux relations de domination imposées dans le processus de mondialisation des capitaux financiers internationaux. La collectivisation de leurs actions de revendication d'un *autre monde* a une portée nationale et/ou internationale. Comme l'ont à leur tour souligné le FPDT et Kuri Pineda (2008; 2010; 2020), ce qui uni les Atenquenses au-delà de leur rapport à l'aéroport, c'est l'essence communautaire de leur mémoire collective, précepte à la conscience historique. Un point intéressant apporté par Castañeda de la Cruz et Castellanos réside sur le fait qu'elles avancent qu'Atenco s'est « converti », par la lutte, en une municipalité avec une structure communautaire, une histoire et un idéal futur (2016). Finalement, que la résistance populaire et Atenco sont indissociables de par des facteurs structurants du territoire, que les auteur.rice.s définissent à partir de Zambrano, comme le lieu/l'espace où se construit l'acteur social et l'action collective. Encore une fois, mon point de divergence se retrouve dans l'essentialisation de la lutte et de la défense du territoire à travers la figure d'un seul acteur, tantôt la municipalité d'Atenco, tantôt le FPDT. Même en regardant seulement l'engagement politique à Atenco, on ne peut réduire la complexité des rapports au politique à un seul groupe ou une seule entité territoriale. Selon moi, on passe à côté de certaines subtilités que l'on rencontre dans le quotidien et qui, bien souvent, n'appartiennent

pas aux paramètres qui caractérisent le mouvement social. D'autre part, ces deux chercheur.e.s invisibilisent la participation singulière des femmes en prétendant que lorsqu'une personne participe dans le mouvement, il le fait au nom de sa famille et que cette participation ne doit pas être caractérisée d'individuelle, mais collective. Cependant, comme nous le verrons à la prochaine section, au début de la résistance contre l'aéroport, si l'on réduit l'implication politique à la participation aux manifestations et autres actions publiques, beaucoup de femmes n'ont pas la possibilité de sortir pour appuyer la résistance. En fait, même si elles manifestaient le désir d'appuyer leurs camarades, leurs pères, maris, frères et fils, ainsi que les autres hommes militants, leur faisaient comprendre qu'elles devaient s'occuper du foyer et ne pouvaient pas rompre avec l'assignation traditionnelle genrée. Les femmes n'étaient donc pas représentées, puisque, comme l'histoire le démontrera, elles mèneront une lutte non seulement contre la construction du mégaprojet aéroportuaire, mais aussi contre la violence patriarcale et pour revendiquer la rupture avec les traditions de division genrée du travail ménager. Finalement, inspiré.e.s par Tilly et McAdam, tous deux penseurs de la théorie des mouvements sociaux, illes étudient la lutte à travers les organisations et les figures dirigeantes (porte-paroles, représentant.e.s) qui sont malheureusement souvent des hommes. Le mouvement d'Atenco émerge en tant que réponse à la dépossession du territoire, par la défense et la revendication d'une identité collective. Il s'inscrit dans le champ du *conflict*, provoquant l'action collective solidaire et la production de nouvelles formes d'organisation et de subjectivités transformées, ouvrant la voie à la construction d'un acteur collectif, ici le FPDT. C'est à travers cette organisation, qu'un réel contre-pouvoir c'est institué pour changer les relations de force et transgresser les limites du système pour pouvoir atteindre ses objectifs.

Un long document signé par le collectif *Pueblos Unidos Contra el NAICM*, présenté en août 2018, est une source de premier plan pour comprendre les aspects qu'affecte la construction de l'aéroport. Ce recueil d'études et de recherche est une production militante opposée à l'aéroport et cherche à faire pression sur le nouveau gouvernement d'AMLO. Il fait près de 700 pages et se divise en 5 parties : la première est une collection d'articles sur la non-viabilité technique du NAICM, écrits par Jesús Flores Hernández. La deuxième couvre l'expertise faite sur l'impact négatif du projet sur l'environnement, rédigée par l'Union des Scientifiques Engagés envers la Société. La troisième section apporte un regard anthropologique sur la région, avec des écrits de Itzam Pineda Rebolledo, Jeffrey R. Parsons, Luis Morett Alatorre, Víctor Hugo Villanueva Gutiérrez et María de los Ángeles Rigel de La Portilla Quiroga et ses collègues. Le quatrième chapitre présente une systématisation des incidents d'agression et de violation des droits humains



dans le contexte de l'implantation du NAICM, comptabilisées par le Centre des Droits Humains Zeferino Ladrillero. Finalement, un dernier chapitre fait le recensement des entreprises participantes à la construction de l'aéroport et de leur lien entre elles, documentées par Juliet Lamberti et Talia Rothstein. Je me suis principalement servi des textes d'Hernández, et de Lamberti et Rothstein. Le travail de ces deux autrices m'a permis de dresser une liste exhaustive des personnes, entreprises et institutions étatiques impliquées dans le projet du NAICM. Elles ont fait une présentation de la collusion et de la corruption dans l'élaboration du mégaprojet et l'octroi des contrats.

Hernández (2016) présente une recherche menée à la suite de l'annonce du projet en 2014 et qui a été l'objet de son mémoire de maîtrise en architecture présenté en 2016. Ne cachant pas son opposition à la construction de l'aéroport, il arrive à exposer différentes facettes du projet : budget, institutions et entreprises impliquées, limites architecturales, entre autres. Une des contributions d'Hernández vient de son analyse du traitement du conflit par les médias. Il se positionne d'emblée : les médias mexicains font de la « sous-information » (information insuffisante) et de la désinformation (information erronée). Les médias principaux *Tv Azteca* et *Televisa* font de la manipulation idéologique répondant aux besoins des entreprises et de l'État, par la propagande contre les secteurs de la société qui vont à l'encontre de leurs intérêts. Dans ce contexte, lors du traitement de l'information pendant les affrontements de mai 2006, il n'est pas étonnant que la couverture médiatique se soit convertie en véritable « show télévisé » manichéens entre les bons (le gouvernement et la police) et les forces du mal (les paysan.ne.s) (Flores Hernández 2016). L'auteur souligne cependant que malgré ce mauvais traitement médiatique, une poignée de médias ont été indispensables dans la lutte pour la libération des prisonniers politiques, notamment les médias étrangers. La posture de ceux-ci aurait fait augmenter la pression sur l'État pour qu'il y ait des clarifications sur les événements. Ceux-ci mettent en lumière la fracture sociale et institutionnelle du Mexique au 21<sup>e</sup> siècle, alors que l'impunité et l'injustice font partie de la vie quotidienne des Mexicain.e.s.

Certain.e.s chercheur.e.s s'intéressent à d'autres aspects du conflit de l'aéroport notamment en s'attardant directement au rôle de l'État et ses institutions. C'est le cas de Flores Dewey et Davis (2013), Domínguez Virgen (2011) et Encinas Rodríguez (2015). D'abord, les premières ont été animées par le désir de comprendre ce qui a provoqué l'abandon du projet aéroportuaire par le PAN de Vicente Fox. Est-ce par le poids de la contestation sociale ou à cause d'un certain désordre institutionnel de l'État mexicain? Dewey et Davis mettent la gestion du conflit aéroportuaire à l'épreuve de la comparaison avec la contestation contre les mégaprojets aux

États-Unis depuis les années 1950. En passant par l'émergence du paradigme « do no harm » (ne pas nuire) et des mouvements « not in my back yard » (pas dans ma cour – NIMBY), elles avancent que malgré le fait que les pressions sociales aient changé la manière dont les dirigeants implantent les mégaprojets de développement urbain, ces derniers n'ont pas cessé d'apparaître, au contraire. Ce qui fait leur force, maintenant, c'est que l'État s'assurerait de l'acceptabilité sociale avant de mettre de l'avant un tel projet.

Au Mexique, le gouvernement de Vicente Fox aurait omis de prendre en compte le pouls de la population, en forçant sa construction à Atenco-Texcoco-Chimalhuacán. C'est dû à un processus de planification défectueux, où l'inhabilité des autorités gouvernementales mexicaines à accommoder ou anticiper la résistance sociale, a mené à délégitimer le projet. L'annulation du projet apparaissant comme la seule alternative possible. Cette analyse m'apparaît à la fois importante puisqu'elle invite à comprendre les mécanismes de prise de décision et d'implantation de mégaprojets, au Mexique, mais invisibilise d'un autre côté le poids de la résistance et mine l'agentivité des communautés qui se défendent et revendiquent certains idéaux. De plus, les deux autrices opposent sans cesse le nord global et le sud global, ce qui fonctionne démocratiquement et ce qui ne fonctionne pas. Dans le nord global, les exécutants de mégaprojets « ont appris à prévoir et respecter les oppositions citoyennes », alors qu'il est pourtant facile de démontrer le contraire en prenant, entre autres, l'exemple du projet du nouvel aéroport international à Notre-Dame-des-Landes, en France. L'endroit est devenu une référence pour les mouvements insurrectionnels, les projets autogérés en milieu rural et les idéaux post-situationnistes, appelistes<sup>7</sup>, autonomes et anarchistes, mais aussi un exemple concret de la portée des moyens de l'appareil répressif et violent de l'État moderne français en matière de contre-insurrection et pour « mater la meute ».

Domínguez Virgen (2011) se rapproche de l'analyse de Dewey et Davis, en faisant l'analyse du processus de politique publique respectif au NAICM et ainsi comprendre, depuis un point de vue historique, le contexte et les circonstances de l'annulation du projet de Fox. L'auteur s'outille de deux concepts : celui de « fenêtre d'opportunité » ou « fenêtres politiques », proposé par Kingdon, et le concept de « coalition des politiques publiques », proposé par Sabatier et Jenkins-Smith. Domínguez a mené des entrevues auprès de fonctionnaires des différents niveaux de gouvernement et conclu que ce sont davantage des considérations techniques qui ont justifié

---

<sup>7</sup> Néologisme donné à divers mouvements et groupes militants, et associé à postériori à la revue philosophique française, *Tiqqun*, et du courant de pensée qui lui est associé, ainsi qu'après la parution des ouvrages du *Comité Invisible*, « L'insurrection qui vient » et « À nos amis ».

l'implantation de l'aéroport à Texcoco, au dépend de Tizayuca. L'étude de cas met en lumière le manque d'analyse sur la vulnérabilité et les risques sociopolitiques pouvant freiner le projet et favoriser les capacités de mobilisation des opposant.e.s. Domínguez fait une revue détaillée des divers moments, depuis les années 1960, où l'idée d'agrandissement ou de déménagement de l'aéroport ont fait surface. Avant 2001, ce qui a refroidi les décideurs c'est un contexte économique national défavorable, surtout post-tremblement de terre de 1985, en plus de considérations environnementales. Texcoco passait l'épreuve des standards nationaux et internationaux en matière d'environnement, dit-on, et avait présenté un budget réaliste. C'est au niveau de l'acceptabilité sociale que le projet a failli. Les décideurs n'étaient pas dans l'obligation de déclencher un processus de consultation démocratique. On avait anticipé, dans une certaine mesure, la contestation sociale de groupes environnementaux, c'est pour cette raison que le projet était accompagné d'un projet de revitalisation de la zone de l'ancien Lac de Texcoco. Toutefois, l'État mexicain a hautement sous-estimé et invalidé, par le fait même, le rapport au territoire et à leur culture, que les habitant.e.s d'Atenco et de Texcoco entretiennent historiquement. Une des faiblesses de l'article est de dresser un portrait essentialiste de l'ensemble des personnes, groupes, institutions et entreprises impliquées en les divisant en deux groupes. D'un côté les partisans du projet à Texcoco et de l'autre, les partisans du projet à Tizayuca. Cependant, il m'apparaît réducteur de restreindre la complexité de la question aéroportuaire du centre du Mexique à un dilemme entre deux villes. Par cette position analytique, l'auteur invisibilise la lutte de ceux qui proposent un ralentissement du trafic aérien au pays, particulièrement dans la région de la capitale, qui est hautement polluée, donc l'abandon de la construction d'un nouvel aéroport.

Encinas Rodríguez (2015), membre du parti actuellement au pouvoir (MORENA), propose un rapport partisan contre la construction de l'aéroport et pour le déplacement du projet à Tizayuca. Cette étude trouve sa force dans la systématisation des étapes, budgets et acteurs du projet, de 2001 et 2014. C'est un affront direct à Enrique Peña Nieto et du PRI, ainsi qu'au PAN et aux institutions gouvernementales qui ont été corrompues, selon lui, par des décennies de mauvaise gestion et de copinage à tous les niveaux de gouvernement. Le document est donc une source essentielle pour une connaissance approfondie de l'amplitude du NAICM, mais ne présente pas de piste analytique claire pour la compréhension de l'engagement politique à Atenco et Texcoco.

Finalement, d'autres auteur.rice.s invitent les sociologues à s'intéresser au lien entre mouvements sociaux et utilisation du système judiciaire. C'est le cas de Meza Martínez et Morales Guzmán (2017) qui se sont penchés sur les stratégies de contestation et mobilisation légale du FPDT,

entre 2001 et 2002, en regard des structures d'opportunité politique et légale. On défend que le rôle du droit et des tribunaux doit être considéré comme un phénomène social propre aux mouvements sociaux. L'article mobilise le concept de « répertoire de l'action collective » de Tarrow pour observer le comportement des mouvements sociaux et de l'action collective dont la violence, l'altération de l'ordre et l'institutionnalisation font partie. Ils considèrent que la mobilisation légale peut être entendue comme une réclamation normative devant les instances judiciaires moyennant un processus de discussion appuyé par l'action collective (Meza Martínez et Morales Guzmán 2017). Ce qui détermine la forme de cette mobilisation, c'est le contexte, ou « la structure d'opportunité politique », comme le nomme Tarrow, qui permet d'expliquer le niveau de succès d'un mouvement auprès des institutions. Martínez et Guzmán s'opposent à Tarrow en mentionnant que pour pouvoir comprendre la complexité d'un mouvement social, on doit inclure d'autres contextes. Ainsi, les mouvements sociaux accèdent à des « structures de support » (tribunaux, législature, gouverneurs, groupes et organisation de défense des droits humains) afin d'accéder aux instances judiciaires. Pour le FPDT et le mouvement d'Atenco, c'est par une combinaison des répertoires de contestation de l'ordre et institutionnel qu'ils ont su empêcher la construction de l'aéroport en 2001. L'annulation du décret gouvernemental est, selon les auteurs, une première dans l'histoire moderne mexicaine. La contestation devant les tribunaux aurait été possible grâce à des alliés stratégiques comme le gouvernement du District Fédéral et des municipalités de San Salvador Atenco, Texcoco et Acolman. Une fois de plus, on s'est concentré à faire l'étude large des processus de mobilisation sociale, effaçant la diversité des rapports au politique et tout paramètre externe à ce qui est considéré comme étant de l'action politique dans les théories classiques sur les mouvements sociaux.

## **1.2 Écrits sur l'implication sociopolitique des femmes et le NAICM**

Le rôle des femmes est central dans la lutte contre l'aéroport et les études présentées ci-haut n'en font que très brièvement mention, voir même aucunement. Pourtant, elles ont été la cible d'une des interventions les plus violentes de l'État mexicain contre la défense du territoire, dans les années 2000. Les auteurs.rice.s – la majorité sont des femmes sauf un homme, Juan Manuel Rivera Ramírez (2012) – qui se sont intéressées à la place qu'ont pris les femmes au sein du mouvement ne les confinent pas à un statut de victimes, mais comme étant des personnes avec une agentivité forte et un dévouement soutenu envers le social et la collectivité. Ramírez (2012) a pour objectif, dans son mémoire, de décrire le rôle « de la femme » dans le mouvement de San

Salvador Atenco, et anticiper la participation « féminine » dans les futurs mouvements. À partir du concept d'incitatifs à l'engagement politique, il souhaite brosser un portrait du rôle et des activités qui correspondent actuellement aux femmes membres ou alliées du FPDT, et connaître leurs visions respectivement à la participation des femmes dans le mouvement social d'Atenco. Les femmes qui s'engagent dans l'action collective le font pour diverses raisons : une histoire familiale de lutte sociale, la religion ou l'idéologie, ou le statut social. Selon Ramírez, la participation des femmes d'Atenco était presque nulle au début de la lutte, mais elle connaît une ascension exponentielle après les événements de Mai Rouge, lorsqu'elle ont été violemment visées par les corps policiers mexicains. Une proposition de Ramírez est partagée par la majorité des textes abordant la violence sexuelle envers les femmes en 2006 : la violence étatique est perçue par les femmes comme une tentative de désintégrer le mouvement dans son ensemble. Après les entrevues avec des membres du FPDT, la révision documentaire et journalistique, et l'observation participante, l'auteur conclut que la participation des femmes était motivée principalement par leur désir de défendre leurs terres et leur territoire. Leur implication a provoqué de profonds changements dans la répartition genrée des rôles au sein de la lutte, malgré qu'elles continuent d'être majoritairement assignées aux tâches domestiques. L'analyse et les conclusions de Ramírez semblent minimiser le cadre, la portée et la signification de l'engagement sociopolitique des femmes à Atenco dans le contexte spécifique de la construction de l'aéroport. Il reste pris dans des perspectives macro et se limite aux témoignages du FPDT pour établir des conclusions sur le rapport au politique des femmes mexicaines.

Guzmán Velázquez (2014) pousse la réflexion plus loin en tentant de comprendre comment s'articulent les catégories corps, genre et territoire dans un contexte de violence d'État, où les femmes se sont engagées dans la défense du territoire<sup>8</sup>. Son étude se penche sur la mobilisation des femmes, de 2006 à 2014, pour dénoncer les violences sexuelles perpétrées par l'État mexicain. Elle considère que la culture de la violence envers le corps des femmes a permis de consolider la violence étatique, celle qui a servi à systématiser et améliorer les stratégies de contrôle social basées sur la torture sexuelle (Guzmán Velázquez 2014, 2). Ces tactiques de violence dirigées vers les femmes sont pensées pour diminuer leur participation et leur organisation dans les mouvements populaires. Guzmán Velázquez a mené cinq entrevues avec trois membres du FPDT et deux personnes ayant dénoncé la torture sexuelle à travers les organes du Comité Interaméricain des Droits Humains (CIDH) et fait des observations participantes. Son

---

<sup>8</sup> Elle définit le territoire comme un « espace empirique construit de manière volontaire par les sociétés humaines et qui constitue, à son tour, le principal champ des pratiques sociales qui donnent lieu aux divers espaces empiriques, physiques, que nous identifions aussi comme espace géographiques (Guzmán Velázquez 2014, 24).

objectif était de connaître la perception qu'elles se font d'elles-mêmes à travers leur identité, leur conception de la territorialité et les espaces où elles s'engagent politiquement. En s'outillant d'un appareil théorique et conceptuel de la géographie féministe, l'autrice arrive à cerner comment les femmes s'identifient avec le lieu et la diversité des expériences qu'elles ont avec l'environnement. Elle propose de faire l'étude des géographies personnelles. Elle complète son analyse avec une méthodologie élaborée autour des « cinq champs d'action et de lutte des femmes » développée par Julieta Paredes et Adriana Guzmán<sup>9</sup>, et proposée depuis le féminisme communautaire (Guzmán Velázquez 2014, 40). Quand les femmes du FPDT se sont organisées collectivement, leur temps a été affecté, puisqu'elles devaient compléter des doubles journées de travail entre le soin et l'entretien de la maison, et la mobilisation politique pour la défense de leur territoire. À l'intérieur même du FPDT, elles avaient principalement des tâches relatives aux espaces de soin de la communauté, de la préparation de repas et de service. À partir de ce constat, l'autrice peint un portrait des femmes qui composent la lutte à Atenco. Plusieurs d'entre elles étaient initialement assignées à l'espace privé, la maison, et se dédiait aux tâches ménagères. Elles avaient des rôles traditionnels des sociétés patriarcales. Comme l'espace n'est pas neutre et *apolitique*, si on le pense à partir d'une posture genrée, les femmes qui se sont jointes à la défense du territoire au sein du FPDT ou en tant qu'alliées ont une vision singulière du monde. Leur politisation à travers la mobilisation est un processus collectif, avance Guzmán Velázquez, qui les a transportées dans différentes spatialités et expériences de vie (Guzmán Velázquez 2014, 42). Je ne suis pas totalement d'accord avec l'idée que ce soit le mouvement qui ait provoqué leur politisation, puisque certaines femmes – je l'aborderai amplement au Chapitre 5 – avait déjà une expérience politique et sociale par leur famille et leur engagement envers leur communauté, notamment avec l'organisation des fêtes locales. À la suite des violences et des tortures sexuelles commises par l'État et son appareil répressif en mai 2006, un groupe de femmes nommé *Les Femmes d'Atenco*, s'est formé pour dénoncer devant les tribunaux les actes d'agression. D'ailleurs, souligne l'autrice, la majorité des femmes requérantes devant le CIDH, étaient des étudiantes activistes ayant des formations et des expériences politiques diverses (Guzmán Velázquez 2014, 43). Il me semble que l'autrice néglige aussi le fait que plusieurs femmes ne sont pas considérées comme *ejidatarias*, puisque le statut revient à leur mari ou parce qu'elles ne sont pas originaires de la région, et qu'elles n'ont donc pas hérité du droit de participation aux instances *ejidales*. Ce qui, pourtant, est apparu dans mes entretiens et qui a causé des dissensions particulières avec les

---

<sup>9</sup> Deux femmes autochtones aymaras, en Bolivie, du collectif *Communauté Femmes Faisant Communauté*. Les cinq catégories d'action et de lutte sont : le corps, l'espace, le temps, le mouvement et le territoire. S'analysant de manière simultanée, ces cinq dimensions permettent de situer la communauté et de réfléchir de manière individuelle et collective sur les besoins requis pour la survie de leur équilibre.

hommes et les autres membres de l'ejido. Finalement, pour Guzmán Velázquez, deux aspects principaux caractérisent les femmes d'Atenco : d'un côté, celles qui portent la machette, en tant que symbole de la lutte, natives de cette région et/ou membre du FPDT; et celles qui sont requérantes et non originaires de San Salvador Atenco, mais qui ont été associées parce qu'elles étaient présentes lors des mobilisations de mai 2006 et qu'elles ont subi de la violence et de la torture sexuelle. Les femmes de la résistance<sup>10</sup> d'Atenco ont généré de profonds changements sociospatiaux, par leur créativité et leur combativité, conjointement avec les membres du FPDT. Ces transformations ont su bouleverser le système traditionnel de genre et la manière dont elles construisent et donnent sens à leur identité, individuelle et collective. Elles élaborent, nous dit Guzmán Velázquez, de nouvelles significations dans le cadre urbain, en faisant l'apprentissage de nouvelles façons de se déplacer, se retrouver et transiter dans des territoires qui leurs étaient autrefois complètement étrangers. La force de ce mémoire est son engagement dans le vécu des femmes, leur quotidien, qui est compris comme transformateur dans tous les aspects de leur vie. Cela, malgré les horreurs des violences et tortures sexuelles auxquelles certaines ont été soumises, ce qui ne les réduit pas à être des victimes passives.

Quintana Muñoz (2019) a été inspirée par la démarche de l'autrice précédente et s'est aussi intéressée à la participation politique des femmes d'Atenco durant le conflit social des années 2001 et 2002. Elle cherche à comprendre le processus de participation politique des femmes et comment celles-ci ont interprété cet engagement ainsi que leur relation au territoire. La chercheuse se pose conceptuellement à partir des apports de la sociologie interprétative, phénoménologique et de la vie quotidienne, de la perspective de genre et de la géographie féministe. Pour ce faire elle a mené neuf entrevues semi-dirigées en 2014, avec celles qui ont pris part au mouvement en 2001 et en 2002. Muñoz cherchait à reconstruire les significations émergentes à la suite de leur participation politique, tant au niveau individuel que dans la formation d'un collectif « nous femmes » (de Lourdes Quintana Muñoz 2019, 2). Dans un premier temps, à partir des écrits de Melucci, l'autrice avance que le conflit social est une relation entre acteur.rice.s opposé.e.s luttant pour les mêmes ressources, mais y accordant une valeur distincte (de Lourdes Quintana Muñoz 2019, 3). Les expériences des habitantes d'Atenco sont ensuite analysées depuis la sociologie de la vie quotidienne dans leur contexte de ruralité, et du concept de vivre (ensemble) avec le territoire. Ainsi, pour certaines femmes la décision de participer est

---

<sup>10</sup> Pour l'autrice la résistance est une forme de contrepoids à force de l'exercice du pouvoir, une confrontation de deux forces dans un même espace ou lieu (Guzmán Velázquez 2014, 24). Entre le vieux et le nouveau, le *nous* et le *eux*, entre classes sociales et idéaux politiques opposés, poussée par la quête de justice à toutes les échelles où s'imisce l'abus de pouvoir.

motivée par le travail de soin; de pouvoir assurer le bien-être de leurs enfants et leur famille. Leur engagement politique transforme le quotidien, dans le contexte où certaines d'entre elles étaient autrefois contraintes par leur mari de ne pas participer aux actions. Elles délaissent le rôle de soin exclusif de leur famille pour se dévouer au collectif, à la communauté. Kuri Pineda, nous le verrons à la prochaine section, démontre en fait comment ce rôle était déjà assumé notamment par la préparation de grandes quantités de nourriture lors des fêtes et des événements locaux. Leur processus d'engagement permet la formation d'une communauté de femmes, d'un « nous femmes », une réalité intersubjective construite à partir de leur inter-reconnaissance d'agentivité, et qui est un lieu d'apprentissage mutuel, démontre Muñoz (de Lourdes Quintana Muñoz 2019, 11). Les femmes sont donc les gardiennes de la mémoire historique de la défense de la terre, puisque leur corps et le territoire ne font qu'un, que le territoire où se développe le conflit est celui de leur corps. Elles adoptent des pratiques contre-hégémoniques, anticapitalistes et décoloniales, qui s'enracinent dans leur propre historicité communautaire. Mendoza Cruz (2008) note que ces femmes défendent leur territoire tout en complétant une tâche triple au sein des communautés, et que leur lutte se déploie indissociablement à tous ces niveaux : le soin de leur famille et les tâches ménagères; le statut de travailleuses agricole, de commerçantes, d'artisanes, de professeures, d'éducatrices ou d'infirmières; et leur position de front en tant que militantes pour la défense de la terre.

Dans une analyse collective, Carrillo, Zapata et Vázquez García (2009) argumentent que la participation des femmes s'est convertie en cible de violence de genre, opérée depuis les institutions étatiques, à l'intérieur d'un contexte de persécution politique fondé sur la violence et la torture sexualisée<sup>11</sup>. Les autrices ont la volonté de présenter une nouvelle perspective analytique qui met en valeur les vécus et les perspectives des femmes à propos de la violence étatique, alors que la majorité des travaux sur cette forme de violence se sont intéressés aux expériences masculines. Elles ont dirigé des entrevues de type histoire de vie avec six femmes et quatre hommes. Les femmes interviewées ont été prisonnières et souffert de violences physiques et psychologiques. Deux d'entre-elles sont natives de San Salvador Atenco, alors que les quatre autres s'étaient solidarisées avec le FPDT, et ont subi de la violence sexuelle. Trois des hommes participants ont été détenus et ont subi de la violence physique et psychologique, durant les mêmes événements des 3 et 4 mai 2006, alors que le dernier participant vivait dans la clandestinité puisqu'un mandat d'arrestation pesait contre lui. Les autrices ont aussi mené des

---

<sup>11</sup> Ce concept est utilisé par les autrices parce qu'il vient directement des femmes qui en ont souffert. Il réfère aux actes de torture dirigés spécifiquement à des personnes selon leur genre.



observations participantes et des entrevues avec 19 femmes du FPDT, des camarades ou membre de la famille de ceux qui ont vécu la répression étatique. En prélude, les trois chercheuses soulignent que le Mexique connaît une escalade de la criminalisation des activités dissidentes et des mouvements sociaux, et que l'État la justifie par sa volonté de maintenir ou « rétablir l'État de droit ». En élargissant son dispositif répressif à travers de nouvelles lois, l'État s'extrait du cadre des lois fondamentales, notamment en matière de droits de rassemblement et de la libre expression. Dans ce contexte, rappellent Carrillo, Zapata et Vázquez García, toute forme de résistance ou de participation à des mouvements de renversement de l'ordre est passible d'être considéré comme une forme de délinquance, de transgression. Les autrices font donc l'analyse de l'État patriarcal et de la violence de genre, deux concepts indissociables et imbriqués, dans le contexte de l'engagement politique des femmes à Atenco. D'abord, nous disent-elles, au premier stade de leur implication politique et sociale, les femmes doivent affronter leur famille, le *privé*, pilier du système patriarcal. Lorsqu'elles tentent de se rendre visibles dans l'espace *public* et de se l'approprier, on les repousse, on les questionne constamment, et de manière violente, afin de les restreindre au rôle de gardiennes du foyer domestique. Ainsi l'État, lorsqu'il intervient à Atenco, et s'attaque particulièrement aux femmes, cherche à envoyer un message clair au « nous femmes » : elles sont « punies » pour avoir osé sortir de l'espace privé et prendre l'espace public, où se discutent et se négocient férocement le *pouvoir*, réservé aux hommes. Leur châtement est double : on leur fait violence pour être femme, et pour prendre part au mouvement contre-hégémonique. Comme l'autrice précédente le mentionnait dans son mémoire, le corps des femmes a été le champ de bataille du conflit atenguense. L'objectif de l'État mexicain était d'inhiber l'engagement politique des femmes, tant au niveau individuel que collectif (Carrillo Franco, Zapata Martelo et Vázquez García 2009, 144). Malgré les troubles post-traumatiques que certaines d'entre-elles vivent, le soutien de la communauté permet à quelques-unes de réintégrer la lutte petit à petit, munies de courage et de rage pour continuer le combat. C'est en ayant la conviction qu'elles doivent mourir en combattant que les femmes interviewées décident de rejeter l'emprise du système patriarcal sur leurs corps, sur leur territoire, et de sortir publiquement au niveau national et international et affirmer leur engagement politique, leur agentivité. Cette dimension du don de soi pour la lutte, pour le collectif, est une variante caractéristique observée aussi chez les militantes que j'ai interviewé lors de ma recherche.

Vázquez García (2018), s'était précédemment intéressée au processus d'accaparement des terres et la dynamique de genre qu'il revêt, dans le contexte de la construction du NAICM à Atenco. L'autrice montre que l'accaparement de terres comme un processus de vente ou de

location opérée par des petits propriétaires, à des personnes ou des entreprises avec un plus grand pouvoir (Vázquez García 2018, 2). C'est plus qu'une simple transaction de vente ou de location d'un certains nombres d'hectares. Il doit être entendu comme un phénomène qui provoque la perte de contrôle sur le territoire et sur les produits de l'investissement. L'analyse de genre permet d'élargir la « gamme des possibles accapareurs », pour y incorporer les membres de la famille et les voisins, et de s'attarder aux relations que les femmes ont avec les hommes tout au long de leur vie. Vázquez García met l'emphase sur deux groupes : les ejidatarías qui avaient été exclues des assemblées où s'est approuvé le changement de titre de certains ejidos à celui de *propriété libre* (dominio pleno), et la vente des terres; et les épouses d'ejidatarios dont le patrimoine terrien n'a pas été respecté. L'autrice a mené 50 entrevues en profondeur, fait des observations participantes pendant un an et demi, et fait une analyse systématique des documents ejidales inscrits dans le Registre Agraire National à Toluca. La chercheuse avance que l'État a orchestré stratégiquement l'écart des femmes du processus démocratique, notamment en faisant des modifications à l'article 80 de la Loi Agraire (Vázquez García 2018, 15). Cette modification législative exige dorénavant que la conjointe soit notifiée de son droit « d'emprise » sur la parcelle ejidale, et oblige l'inscription manuscrite de sa renonciation, si tel est le cas, à l'exercice de ce droit. Le tout doit être complété face à deux témoins au Registre Agraire National. Le document est aussi extensif aux enfants. Le constat est frappant, note l'autrice, la majorité des personnes interviewées n'étaient pas au courant de leur droit et ont signé le document sans le savoir; Velázquez García n'a pas identifié une seule femme qui aurait exercé ce droit (Vázquez García 2018, 15). Ainsi, les femmes étaient exclues du processus de prise de décision démocratique de l'ejidos puisqu'en vendant leur terre elle perdait aussi leur droit de participation aux instances. Les femmes séparées, mais non divorcées sont les seules qui ont exigé l'argent de la vente de leur parcelle en échange de leur signature. Sans scrupule, note l'autrice, les autorités ejidales suggèrent aux hommes ejidatarios de « conquérir à nouveau » les femmes et ainsi éviter de leur donner de l'argent (Vázquez García 2018, 15). On fait sentir à ses femmes que leur droit d'emprise est sans importance, et que tout ce qu'elles cherchent est de s'enrichir et non pas de conserver leur terre, une partie de leur histoire et leur culture. Finalement, celles qui continuent à résister sont celles qui sont propriétaires de *propriétés libres*, mais qui finissent par devoir quitter le territoire puisque la réalisation de travaux agricoles devient impossible, alors qu'elles se retrouvent enclavées par le développement urbain. Elles finissent par déménager dans des zones qui ne sont pas d'intérêt pour l'aéroport. Beaucoup de femmes avaient déjà des expériences de résistance, et étaient outillées à affronter la lourdeur de l'appareil étatique. Ce qui importe de saisir dans ce cas-ci, martèle Velázquez García, c'est que l'État joue un rôle fondamental dans

l'accaparement des terres, en favorisant l'accumulation de capital et en y arrimant son agenda politique. Dans cette optique, il se dote de plus en plus de moyens coercitifs pour imposer ce dernier et permettre la concentration des richesses dans les mains d'une minorité. Le texte de cette autrice est crucial pour comprendre d'une part, le rapport historique et contemporain des femmes au territoire ejidal, mais aussi saisir le champ des possibles de leur engagement politique à travers ce système néocolonial d'accaparement de terres.

### **1.3 Écrits d'Edith Kuri Pineda**

C'est l'autrice qui a le plus inspiré ma recherche, notamment par ses méthodes d'enquête, mais aussi pour son cadre d'analyse qui met l'emphasis sur le quotidien et les émotions. Les principaux angles morts sont relatifs aux dynamiques de genre au sein du mouvement même, et dans les rapports avec l'État, mais aussi dans le fait qu'il s'inscrit comme un énième travail de recherche sur le mouvement à Atenco spécifiquement. Ce qui invisibilise le rôle politique et social des habitant.e.s de Texcoco et Chimalhuacán plus généralement.

Dans sa thèse de doctorat, Kuri Pineda (2008) prétend réaliser une analyse sociologique de l'acteur collectif d'Atenco et des rationalités sous-jacentes à la défense de ce territoire. La chercheuse veut comprendre dans un premier temps, comment se construit le mouvement social, ce qui le précède et le caractérise politiquement, culturellement et socialement. Ensuite, elle cherche à mettre en lumière le sens donné par les militant.e.s à cette participation, et les legs du succès de la lutte et de l'annulation de l'aéroport en 2002. Fortement appuyée par la théorie des mouvements sociaux, pour Kuri Pineda le mouvement social est une modalité de l'action collective, une des problématiques centrales de la pensée sociologique contemporaine (Kuri Pineda 2008, 5). La lutte collective d'Atenco peut être étudiée à partir du concept de mouvement social, puisqu'il passe l'épreuve des trois caractéristiques établies par Melucci : la solidarité, l'existence d'un conflit et la rupture des limites de compatibilité du système de relations sociales (Kuri Pineda 2008, 22). La solidarité est un facteur décisif dans la constitution du mouvement atenquense, le conflit a permis l'émergence de l'acteur principal, le FPDT, et les actions menées par les ejidatarixs ont parfois été en rupture avec le système normatif mexicain. Kuri Pineda prend soin toutefois de souligner que les mouvements sociaux, sauf certains traits généraux identifiables, ne sont pas des phénomènes homogènes (Kuri Pineda 2008, 23). Ce sont des espaces où cohabitent et se coconstruisent divers éléments liés à l'orientation, la quête de sens et les relations sociales. Puisque la construction de sens n'est pas circonscrite aux démonstrations

publiques, on doit tourner notre regard vers le quotidien, qui passe souvent inaperçu, mais auquel tout.e chercheur.e doit accorder un statut de paramètre inhérent à l'action collective. Kuri Pineda s'interroge donc sur la place de la quotidienneté dans la construction de la solidarité. Selon elle, discuter de solidarité renvoie à faire la distinction entre celle qui se (re)construit au sein de l'action collective et celles qui apparaissent par effet boule de neige en convertissant des spectateur.trice.s en allié.e.s ou sympathisant.e.s (Kuri Pineda 2008, 43). Une première forme de solidarité passe inaperçue et est liée au quotidien, partageant une relation étroite avec la construction sociale de la communauté, aspect préexistant au mouvement. Dans un second temps, une singularité apparaît lorsque l'on étudie les mouvements sociaux en Amérique Latine puisque ceux-ci émergent souvent en milieu rural, paysan ou autochtone. Dans ce cas, l'analyse doit prendre en compte une définition du concept d'individu différent de celle des sociétés néolibérales, mais doit faire attention de ne pas tomber dans le récit romantique des expériences vécues de ces communautés, et par le fait, les extraire du système social moderne, libéral et capitaliste (Kuri Pineda 2008, 44).

Après ces considérations méthodologiques et épistémologiques, Kuri Pineda cherche à observer une portion tacite de la mobilisation – forme d'organisation, type d'actions, profil des membres – et un aspect invisibilisé qui permet le fonctionnement de la lutte organisée, soit le quotidien qui est le *sous-texte* de l'action politique subalterne. En plus de se fonder sur la perspective constructiviste de Melucci, elle s'inspire des historiens, pionniers des études subalternes, Ranajit Guha et Partha Chatterjee. Afin de saisir les dynamiques d'interprétation entre les membres de la lutte d'Atenco, elle applique certains concepts de la théorie du cadrage d'Alfred Schutz, dont celui de *corpus de connaissances*. Kuri Pineda se réfère aussi à Barrington Moore, un des théoriciens de la lutte, mobilisé par les militant.e.s du FPDT elleux-mêmes, qui propose des pistes de réflexions pour identifier les traits transhistoriques de l'obéissance et la rébellion.

La mobilisation d'Atenco, avance Kuri Pineda, a été construite à partir d'un savoir organisationnel et de résistance couvrant une multitude de formes d'action directe, depuis les dynamiques sociales de réciprocité intra et inter communautaire, imbriquées à la vie quotidienne (Kuri Pineda 2008, 130). Cette lutte se déploie aussi dans le champ de l'appareil judiciaire, afin de faire renverser légalement les décrets d'expropriation, et s'appuie sur un réseau d'alliances politiques cosmopolites. Finalement, ce mouvement compte sur la mise en valeur d'un répertoire de confrontation sociopolitique articulé à partir de la défense du territoire, et (re)construit un sentiment d'appartenance, une identité. Pour l'autrice, le sens donné par les habitant.e.s d'Atenco à leur engagement politique est clair, considérant qu'elles vivent depuis quelques années un étouffant

processus d'urbanisation qui provoque leur disparition en tant que communauté. La signification de la renonciation de la vente des terres se trouve dans le sens pratique de la lutte, où le sentiment d'avoir été lésé.e.s (*cadre d'injustices*) doit être entendu à partir de l'existence d'un « mémorial de la dépossession et de l'injustice », (ré)interprété durant les mobilisations de 2001 et 2002.

Dans un article de 2010, l'auteur scinde le mouvement atenguense en deux fronts : légal, représenté par Atenco Unis (Atenco Unido), et de mobilisation sociale du FPDT. Les adhérent.e.s à la première tactique croyaient que le seul moyen de parvenir à l'annulation des décrets d'expropriation, et de l'aéroport, passerait par la voie des tribunaux. Pour le FPDT et ses membres, l'espace politique prioritaire est celui de l'action directe et collective. Les deux fronts ont en commun l'objectif de défendre la terre et partagent un même ennemi: le gouvernement fédéral, l'État et les résident.e.s prêt.e.s à vendre leur parcelle. Cette division du mouvement en deux blocs invisibilise la complexité des rapports au politique mise en lumière, entre autres, par certaines autrices qui ont adopté une perspective de genre dans l'analyse de cette problématique à Atenco. De plus, il réfère seulement aux organisations politiques principalement présentes à Atenco, effaçant ainsi la collectivisation de la lutte par les habitant.e.s de Texcoco et Chimalhuacán.

Finalement, le plus récent apport analytique de l'auteur au *corpus* de la théorisation sociologique du mouvement d'Atenco, est publié en 2020, alors qu'elle s'intéresse au rôle des émotions dans le conflit aéroportuaire de 2001 et 2002. Soutenue par 16 entrevues en profondeur avec des leaders et des membres de la base du mouvement, des hommes et des femmes de différents âges, elle désire comprendre comment se corporalise le lien entre identité et affect chez l'Acteur social Atenco; quel sens prend le territoire pour les habitant.e.s en défense; et quels types d'émotions s'y jouent. Kuri Pineda creuse d'avantage la complexité des rapports sous-jacents à la construction d'un Acteur social d'une telle ampleur. Son article se base sur la prémisse selon laquelle les pensées, les croyances, les affects et les valeurs forment la dimension culturelle des mouvements sociaux et forment des dispositifs sémantiques et cognitifs précurseurs à l'action (Kuri Pineda 2020, 541). Les acteurs collectifs ne sont pas seulement construits par une dimension rationnelle, mais aussi par les émotions et les valeurs, faisant de la mobilisation une « fin en soi », une expérience sociopolitique et vitale singulière, qui n'est pas seulement une tactique de revendication ou de renversement de l'ordre. Toutefois, l'auteur souligne l'importance de ne jamais limiter notre regard à un seul paramètre, puisque les mouvements sociaux sont poussés par une constellation de facteurs qui interagissent entre eux. Les émotions et les valeurs sont des construits culturels s'inscrivant dans un paradigme socio-normatif singulier. En ce sens,

ce sont celles qui provoquent le sentiment d'injustice et qui incitent à la mobilisation, ce que le sociologue James Jasper appelle le « choc moral ». S'appuyant en partie sur les apports théoriques de Jasper, mais tout en créant une distance avec la théorie classique des mouvements sociaux qui s'est tenue à l'écart de la dimension émotive, Kuri Pineda pose une nouvelle hypothèse : l'impact émotionnel et axiologique engendré par les décrets d'expropriation sous-tendent une rupture avec le quotidien, avec « la normalité » qui rend la vie sociale possible (Kuri Pineda 2020, 546). La quotidienneté tient un rôle de reproductrice des normes sociales, de la routine, des pratiques, des rationalités et des représentations sociales qui permet un certain *statu quo*. C'est une dimension existentielle qui produit une confiance structurelle envers la continuité des choses telles qu'elles sont. La rupture avec ce quotidien, dit Kuri Pineda, c'est l'acte viscéral de rompre avec cette confiance et cet attachement à la « norme », et c'est inhérent à toute forme de conflictualité sociopolitique et à l'action collective (Kuri Pineda 2020, 546).

Après ces considérations théoriques, l'autrice soutient que les mouvements sociaux sont des espaces de construction des rituels d'interaction, auxquels elle dénote quatre dimensions :

- a) La réunion corporelle;
- b) La démarcation face aux autres;
- c) La collectivisation des objectifs;
- d) et l'état émotionnel partagé.

Ces rituels d'interactions sont à la base des relations intersubjectives entre militant.e.s et génèrent une énergie émotionnelle individuelle (confiance, contentement, force, enthousiasme et incitation à l'action), la solidarité, des symboles collectifs identitaires. Pour Atenco, le symbole identitaire c'est le territoire et sa défense (Kuri Pineda 2020, 548). Un aspect noté par l'autrice, et que j'ai aussi noté lors de mes observations, est que les capacités organisatrices précédentes au mouvement de 2001 et 2002 se fondent sur ces rituels configurés par les coutumes locales (fêtes religieuses et communautaires, relation aux monts et cours d'eau).

Plusieurs émotions sont présentes tout au long du conflit, de manière simultanée, ou par remplacement, alors que d'autres affects apparaissent post-conflit, permettant de donner du sens à la mémoire collective de la participation au mouvement. Pour l'autrice il existe une relation étroite entre solidarité, indignation et empathie; les conditions sociales et matérielles d'une personne provoquent de l'indignation, débouchant sur la solidarisation avec ses luttes (Kuri Pineda 2020,

548). L'implication dans un mouvement peut devenir à son tour une source de satisfaction collective et individuelle, alors que les participant.e.s prennent plaisir à la contestation et éprouvent une certaine fierté. Cette satisfaction est d'ailleurs un élément clé pour assurer la pérennité d'un mouvement à travers le temps.

Cette discussion amène à réfléchir sur les émotions réciproques et les émotions partagées, souligne Kuri Pineda (2020, 553). Les premières concernent ce qui est ressenti envers les autres membres de la collectivité, alors que les secondes renvoient aux ennemis. Ces dynamiques émotives construisent l'identité, qui est ancrée spatio-temporellement. Une des composantes principales de l'identité collective est la mémoire, soit l'interprétation d'un passé à partir du présent, fondée sur les expériences, les figures importantes, les moments marquants et les symboles communs. C'est la concrétisation matérielle du lien entre passé, présent et futur, sans quoi il n'y aurait pas d'identité collective. Et la force de celle-ci réside dans le rôle des émotions. Le territoire d'Atenco est empreint d'une constellation d'affects tous imbriqués les uns dans les autres. C'est pourquoi l'autrice parle de *topophilie* pour référer aux liens affectif des habitant.e.s avec leur environnement matériel. C'est le sentiment qui nous traverse dans notre rapport avec un lieu considéré comme le chez soi, le *mémoriel* ultime des souvenirs de notre histoire familiale et communautaire. Pour Kuri Pineda, la topophilie s'érige au fil du temps et alimente le « choc moral », et à Atenco elle se matérialise par les maisons, les espaces productifs, les sites récréatifs, les lieux de cultes, de mémoire, et d'activités politiques et culturelles (Kuri Pineda 2020, 556). On ne peut réduire l'habiter – concept central de mon mémoire – à la maison, mais on doit le considérer comme une action. C'est l'expérimentation « du refuge, de la protection et de la sécurité » lié à un espace; pour les Atenquenses cet espace constitue leur manifestation « d'être dans le monde ». La défense de la terre représente la volonté de sauvegarder et (re)produire l'ensemble communautaire dans les générations futures.

La littérature rencontrée sur la problématique de construction du NAICM s'articulait autour de trois thématiques principales : l'émergence et la portée du mouvement social d'opposition à l'aéroport, la formation et le rôle du FPDT et sur les paramètres de la violence perpétrée par l'État durant les événements de Mai Rouge. Les études consultées s'antraient seulement sur l'expérience vécue à Atenco, invisibilisant la contribution sociale et politique des actions menées dans les autres municipalités affectées par l'aéroport, dont Texcoco et Chimalhuacán. Ces articles et chapitres de livre avaient en majorité laissé de côté la perspective de genre, ce qui effaçait l'apport important des femmes dans la lutte. On ne se questionnait pas sur la complexité des rapports de pouvoir qui traversent les mouvements sociaux et qui, selon moi, font qu'il semble peu compréhensible

de vouloir aborder le politique dans le but d'établir des définitions générales et subjectivisant les participant.e.s à travers la figure d'un grand ensemble soi-disant universel. Kuri Pineda, qui a fait un effort plus soutenu par rapport au rôle de la culture et du quotidien dans l'organisation du politique à Atenco, s'est concentrée sur l'influence des émotions sur l'engagement social. Malgré son intérêt pour l'action politique à un niveau plus individuelle et locale, elle cherchait tout de même à comprendre le mouvement social dans un sens large. Ce qui surprend le plus, c'est que malgré ce focus sur les rapports intersubjectifs et entre les individus et la communauté, le territoire et l'État, elle n'aborde pas du tout la question des rapports de genre. Comme si ces derniers n'existaient pas ou peut-être simplement une démarche analytique motivée par une prise de position plus conservatrice, encore présente dans les mouvements de gauches, revendiquant l'idée de ne pas diviser la lutte. Cependant, comme déjà mentionné plus haut, choisir de ne pas aborder ouvertement ces enjeux c'est aussi contribuer d'une certaine manière à leur invisibilisation, mais aussi à leur renforcement. C'est dans cette perspective que j'ai décidé d'analyser les pratiques politiques dans le cadre des mobilisations contre le NAICM, à Texcoco et Atenco, principalement à partir du concept de l'habiter, donc du quotidien, en tant que pratique d'autodéfense transgressive, mais aussi, et surtout, depuis le point de vue des femmes qui sont au-devant de la lutte.



## **CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE, QUESTION DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSE, ET CADRE CONCEPTUEL**

### **2.1 Problématique**

C'est à la suite d'une analyse assidue des études déjà bien nombreuses autour de la thématique du NAICM, que je tiens à compléter les approches centrées sur la théorie des mouvements sociaux, afin de m'ancrer dans une perspective qui me semble plus à même de saisir toutes les subtilités du quotidien des militantes interviewées et leur rapport au politique et au territoire qu'elles défendent. Je commencerai par exposer les limites identifiées dans la théorie des mouvements sociaux et ce qu'y est possible d'en tirer, dans le cadre de cette recherche.

Un des concepts communs aux différentes études sociologiques des mouvements sociaux, c'est celui de conflit. Alain Touraine (2006), avance que le conflit se retrouve à la fois aux frontières de la société et en son cœur. Il s'oppose à la perspective libérale qui identifie la compétition et la lutte pour la survie en tant que précepte fondamental du conflit. Selon lui, la définition libérale s'appuie sur une prémisse concernant la nature humaine qui légitime le système d'accumulation capitaliste. L'historicité est le lieu des conflits sociaux les plus importants, nous dit Touraine, c'est pourquoi selon lui il faut rejeter cette idée libérale qui présente le conflit comme un objet anhistorique (Touraine 2006, 255). L'objet du conflit c'est la survie culturelle d'une société, l'élément central des théories de Touraine. Les acteurs sociaux en lutte cherchent le contrôle culturel de la société, pour assurer sa propre survie et sa reproduction, ainsi que les moyens pour y parvenir. Pour Touraine (2006), on ne peut jamais séparer les orientations culturelles et le conflit social.

Pour leur part, Emilio Duhau et Angela Giglia (2004) théorisent le conflit en l'arrimant avec celui d'espace. Ils identifient quatre ordres de phénomènes conflictuels dans la Ville de Mexico : les formes de l'organisation de l'espace urbain; les modalités de l'expansion urbaine de la Ville de

Mexico; l'ordre juridique qui établit et organise l'espace; et la prolifération des pratiques s'opposant à l'ordre formel et qui implique des normes et des règles spécifiques. La notion de conflit pour l'espace est ancrée dans un contexte urbain particulier, et résulte des relations qu'entretiennent les citoyen.ne.s entre elles et eux, et avec les différentes formes d'autorité (Duhau et Giglia 2004). Cet usage de la notion de conflit m'apparaît plus approprié puisqu'il permet de rendre compte des systèmes de relations intersubjectives de manière plus globale. Comme pour la théorie des mouvements sociaux, deux acteurs collectifs s'affrontent, mais ici c'est seulement à partir de l'analyse de la dimension *espace* que l'on peut comprendre l'entièreté des dynamiques du conflit situé et non dans l'abstrait.

Le conflit, nous dit Alberto Melucci (Melucci 1980), se caractérise par l'opposition entre deux acteurs.trices collectifs.ives, qui veulent contrôler les valeurs sociales et les ressources, et les rediriger. La théorie classique des mouvements sociaux définit minutieusement ce qu'est l'action collective et la manière dont elle s'insère dans le mouvement plus large de transformation sociale (Melucci 1980). Melucci avance qu'il existe deux conditions permettant de circonscrire l'action collective; l'existence d'une lutte entre deux acteurs.trices menant au conflit, ainsi qu'une série de comportements qui transgressent les normes et qui repoussent les frontières de la régulation du système politique, attaquant au passage la structure des relations de classe (Melucci 1980, 202). Alain Touraine précise que les acteurs.trices qui s'opposent ont un objectif commun, mais auquel ils accordent des significations opposées. Citant en exemple l'avancement industriel, il explique que les moyens pour arriver à cet objectif, sa définition et sa réalisation, divergent. Ceci lui permet de dire que ces acteurs.trices luttent, en partie, pour s'approprier l'historicité (Touraine 2006, 260). Pour Touraine, la lutte, pour être définie comme telle, doit remplir quatre conditions principales : être menée au nom d'une population définie, être organisée, et non seulement exister au niveau de l'opinion publique, combattre un adversaire abstrait (État ou capitalisme) qui se matérialise à travers un groupe social, et le conflit qui oppose les acteurs.trices ne doit pas rester au niveau micro, mais doit concerner l'ensemble de la société (Touraine 2006, 262).

Pour des auteurs comme James Jasper (2012), c'est ici que réside une partie des lacunes de ces théories des mouvements sociaux qui émergent du contexte européen des années 1980. Déployées à un niveau macro – de manière *top down* – les théories des mouvements sociaux exposée ci-haut surestiment la valeur des acteurs collectifs organisés et ainsi, nient l'importance des individus ou des plus petits groupes ou « factions » (Jasper 2012, 19). Que ce soit du côté des États-Unis, dans les années 1960, où l'on qualifie un mouvement collectif à partir de sa capacité à mobiliser des ressources, ou en France, où la compréhension analytique s'exécute

depuis l'étude des mouvements ouvriers et de l'histoire du travail, la trajectoire d'analyse se déploie du macro vers le micro. Ces deux paradigmes ont pour effet d'accentuer la distance avec les réalités du terrain et l'action située. Il y a aussi un danger latent à tendre vers des théories qui dictent aux militant.e.s quoi, comment et où ils devraient agir. En d'autres mots, selon moi, les lacunes apparaissent lorsque la production de savoirs scientifiques universitaires est prétendue avoir une meilleure capacité d'analyse que les acteurs.trices du mouvement elleux-mêmes, par rapport au contexte global d'où émerge un mouvement. La valorisation des expériences vécues et la corporisation des enjeux et des actions collectives, démontrent qu'il est possible de produire du savoir en renversant le cadre d'analyse et en procédant de manière *bottom up*. Dans cet ordre d'idée, souligne Jasper (2012, 30), les multitudes ne sont pas irrationnelles. Des pratiques surgissent au coeur et en marge des mouvements sociaux, et le point de départ de l'analyse devrait être celui des interactions. Les plus récents courants des théories des mouvements sociaux font un pas de plus pour accorder davantage d'espace aux émotions, en posant un regard sur le rôle du corps dans l'action humaine (Jasper 2012). Une grande partie de notre développement cognitif s'exécute au travers de la gestuelle physique qui accompagne chaque moment de nos vies, et pas seulement par le médium de notre conscience.

Tous ces auteurs s'entendent cependant pour définir, dans une large mesure, le mouvement social comme étant une forme d'action collective – ou la collectivisation des actions et intérêts individuels – qui transgresse les normes et les règles institutionnalisées. Ces règles se concrétisent par l'entrelacement des subjectivités et redéfinissent le monde, s'approprient l'historicité et la culture, au nom de l'ensemble de la société. Selon moi, c'est que cette définition implique implicitement l'existence de deux pôles et l'enjeu central reste toujours commun, alors que le mouvement social pourrait potentiellement émerger à partir de la multiplication des pôles d'intérêts et de conflits. L'appropriation des moyens de la (re)production sociale se fait par et pour des collectivités diverses et multiples, dissidentes au reste de la société et indépendantes les unes des autres, mais n'empêchant en rien les possibilités de convergence.

Suivant cet ordre d'idée, un concept permet déjà de se rapprocher de mes objectifs méthodologiques et analytiques : *Le Grand Refus*, tel que développé par Herbert Marcuse en 1969(1981), dans l'essai *Vers la Libération*. Marcuse nous transporte à une autre échelle d'analyse qualitative afin de pouvoir saisir l'étendue de l'influence des rapports intersubjectifs dans la lutte menée par des acteurs collectifs, comme le sont le mouvement pour les droits civiques ou le mouvement pour les droits des femmes, aux États-Unis. Marcuse critique l'idée de la « Nouvelle Gauche » (Funke, Lamas et Wolfson 2017, 3), ou ce que d'autres nomment les «

Nouveaux Mouvements Sociaux » (Melucci 1980), selon laquelle il y aurait un manque de formes organisationnelles ancrées dans la masse de la classe industrielle des travailleurs.euses. On se retrouve encore piégé, selon moi, par cette quête d'unité universelle absolue, réunie autour d'un intérêt commun et laissant de côté la constellation d'affects qui, dans la convergence, peut aussi faire front efficacement au pouvoir dominant. Un paramètre intrinsèque du Grand Refus chez Marcuse est celui de la subjectivité radicale. Marcuse considère que celle-ci est vitale à l'avancement des luttes émancipatrices, permettant de saisir l'ampleur des processus de formation d'identité et de classe, plus particulièrement (Funke, Lamas et Wolfson 2017, 10).

C'est cette subjectivité radicale que je désire ici mobiliser puisque je considère aussi qu'elle a un rôle à jouer dans l'émergence des identités collectives, et s'y attarder c'est entrevoir la source d'un mouvement plus large. Le Grand Refus, c'est une opposition de principe envers l'injustice et l'oppression (Davis 2017, viii). C'est un concept qui définit la lutte, dans un sens large, comme étant habitée par toutes les personnes marginalisées par l'oppression, qui ne sont pas atomisées dans des classes spécifiques, mais qui doivent converger en tant que classe. Selon Stefan Gandler, l'intellectuel d'origine bolivienne mais ayant passé toute sa carrière à Mexico, Bolivar Echeverría, rejoint Marcuse sur plusieurs points concernant la théorisation des luttes pour la libération : selon Echeverría, la libération émergea au travers d'une vie d'implication politique et militante constante contre l'éthos réaliste dominant, sous-jacent à la modernité capitaliste du monde occidental (Gandler 2017, 337). Autrement dit, ne s'attarder qu'aux fins, à la solution (le futur), c'est oublier le poids du passé (Gandler 2017, 336).

Plus récemment, Sylvaine Bulle (2018) s'est intéressée à la déjà très documentée expérience de la Zone à Défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes en France, se voulant un projet de vie qui s'oppose à la construction d'un nouvel aéroport international près de la ville de Nantes. Dans un élan semblable au mien, elle cherche à documenter un mouvement, et plus précisément à analyser son mode de résistance, soit l'*occupation*. Bulle souligne un point fort intéressant pour la présente recherche, lorsqu'elle mentionne que les occupations actuelles dépassent le statut de *contre-culture* pour s'incorporer davantage à l'espace-temps, en s'imposant comme *formes de vie*, caractérisées par une impressionnante constellation d'affects (Bulle 2018, 168). La vie et sa forme sont ici indissociables, puisque qu'on y revendique fermement une cohérence entre le mode de vie, la pensée et la pratique. C'est à partir de la *forme-retrait*, avance Bulle, que les habitant.e.s de la ZAD exige l'émancipation; on instaure une vie qui se soustrait du mode de fonctionnement néolibéral et de sa démocratie, signifiant au passage que tout est habité sur le territoire occupé, que les occupant.e.s sont des branchements d'un vaste réseau de circulation et de soudage de

multiples affects, de transmission de la culture, d'histoire et de significations qui les dépassent (Bulle 2018, 170). On cherche à étendre l'intensification des formes de vie, qui ne peuvent qu'exister à travers le politique. Autrement dit, on impulse l'insurrection par les milieux de vie, en dehors des territoires métropolitains. Dans mon étude de cas, les lieux de vie situés en périphérie urbaine, au cœur de la lutte contre le NAIM, ne sont pas investis collectivement en tant que zone d'occupation, mais sont plutôt des territoires habités depuis plusieurs générations par des communautés qui se défendent face à l'expansion du projet néocolonial de la métropole mexicaine. Je fais, au chapitre 4, l'exposé détaillée des acteurs internationaux impliqués dans la construction de l'aéroport afin de montrer comment se matérialise ce projet néocolonial.

Un auteur inspirant dans le cadre du présent projet est James C. Scott, surtout avec le concept d'« infrapolitique » (2019). De manière générale, les démocraties ont développé une habitude face aux mouvements sociaux et leurs actions spectaculaires qui font les manchettes médiatiques, mais ce qui intéresse Scott autant que moi, c'est la lutte qui est menée au quotidien par les groupes subalternes (Scott 2019, 317). L'infrapolitique c'est le texte caché de la résistance; celle qui existe en pleine conscience mais qui se déploie stratégiquement à travers des symboles, dont seules les personnes qui s'y attarderont méticuleusement pourront les décoder. Pour Scott, les démocraties libérales tolèrent un registre d'action permettant aux personnes dominées de « jouer à la rébellion », dans un cadre défini à l'avance et excluant des formes de défense collective qui sont jugées dangereuses; des moments soupapes servant à évacuer un peu du poids de la domination (Scott 2019, 321). Linda Tuhiwai Smith (Smith 2012), souligne aussi cet aspect implicite et explicite de l'expression du pouvoir. Suivant cette idée, l'autrice remarque par exemple que la dissidence, la contestation des règles, est relativement acceptable pour le pouvoir en place puisque qu'elle est conforme au cadre de ces règles (Smith 2012, 45).<sup>12</sup> Scott prend aussi soin de préciser que cette forme de résistance n'est pas une forme autre ou primaire, mais constitue un élément qui co-construit la résistance face à la subordination, avec la lutte matérielle et directe (Smith 2012, 331). C'est finalement une stratégie utilisée lorsque l'on juge que l'« attaque frontale » est trop dangereuse pour les personnes dans la mire du pouvoir dominant. C'est la multiplication de petits actes semblant insignifiants, nous dit Scott, qui provoquent des conséquences importantes (Smith 2012, 331). Le travail de Scott, dans une même volonté que celui que je présente, considère l'acte de transgression comme étant politique (Smith 2012, 336). Plusieurs des tactiques de résistance des groupes subalternes passent par l'infrapolitique et ont

---

<sup>12</sup> D'autres auteurs développent davantage sur ce sujet, voir Harney, S et Moten, Fred. (2019) *Los abajocomunes : planear fugitivo y estudio negro*, Ciudad de México, Cooperativa Cráter Invertido y La Campechana Mental, 273p.

longtemps été invisibilisées puisque l'idéologie occidentale dominante ne les considère pas comme étant politiques.

Le présent travail s'attarde à la multiplicité des tactiques et l'immense diversité des angles pour revendiquer le droit à vivre dignement sur son territoire. Je choisis d'analyser les tactiques à travers les concepts de transgression, de l'habiter et l'idée de se défendre. Bien que plusieurs pratiques de résistance des personnes interviewées s'inscrivent dans un registre infrapolitique, je considère ici l'ensemble des pratiques du quotidien qu'elles soient directes ou indirectes.

Ce qui m'intéresse plus particulièrement ce n'est pas de comprendre un mouvement de résistance à travers une analyse classique d'acteurs.trices collectifs en opposition et leurs objectifs. Il me semble plus intéressant de s'attarder aux pratiques transgressives et de l'habiter, des tactiques de défense collective et autonomes qui construisent le quotidien. Je parle de pratiques autonomes dans le sens que ces pratiques s'inscrivent dans un contexte plus large de création d'un contre-pouvoir politique autodéterminé qui échappe à l'État et ses instances traditionnelles de pouvoir. Je cherche à comprendre comment évolue la défense du bagage social, culturel et politique, du territoire, des communautés affectées par la construction du NAICM. C'est à travers des histoires de vie, mises en relation par des réseaux d'affects, que j'arriverai à avoir une vision globale sur le sujet.

L'enjeu social au cœur de la recherche est la représentation des formes différentes de pratiques politiques et de résistance qui s'expriment au quotidien. Dans mes expériences militantes personnelles, au sein de la lutte contre la hausse des frais de scolarité universitaires au Québec, et dans divers autres mouvements de lutte pour la survie des espaces coopératifs autonomes et contre la gentrification, j'ai eu le sentiment que la diversité des tactiques politiques n'était pas mise en pratique, quoique revendiquée dans des zines et des discours. C'est à la suite de ce constat que j'ai décidé de réfléchir sur la place des rapports au politique *autres* que l'on délégitimise dans nos milieux militants, mais aussi, de manière générale, dans la théorie politique et sociologique occidentale. Dans cette recherche, j'ai la volonté de mettre en valeur les formes de résistance et les expériences de personnes militantes qui sont généralement mises en retrait dans les différentes recherches sur le sujet. À la suite de discussions avec des habitant.e.s et militant.e.s de Texcoco, municipalité où s'est déroulé le terrain de recherche, nous avons décidé ensemble qu'il serait pertinent de s'attarder à l'expérience des femmes dans la lutte contre le nouvel aéroport et pour la protection du territoire.

À travers l'ensemble des articles, mémoires, thèses, chapitres de livres et articles de périodiques que j'ai révisé à propos du NAICM, seulement une minorité d'articles scientifiques et un seul article du média indépendant *SubVersiones* (Ceruti 2018) ce sont intéressés spécifiquement aux expériences des femmes dans la résistance contre le mégaprojet aéroportuaire. La majorité des analyses s'appuient sur les témoignages de l'acteur collectif Front des Peuples pour la Défense de la Terre (FPDT – Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra), laissant de côté d'autres formes d'organisation politique collective qui ont émergé sur le même territoire.

Dans une même perspective que celle que m'ont exposée les militant.e.s rencontrées lors du pré-terrain, Ana Karina Timm Hidalgo (2018) explique que les femmes ont un engagement particulier envers le territoire, la communauté et l'environnement. C'est la charge physique et psychologique reliée à la gestion, l'utilisation et la préservation des eaux et du territoire qui incombe majoritairement aux femmes, s'inscrivant dans le spectre du travail du *care*, leur étant historiquement associé dans la division sexuelle du travail des sociétés patriarcales (Timm Hidalgo 2018). À partir de ce raisonnement, explique Timm Hidalgo, nous pouvons montrer les raisons pour lesquelles les femmes ont hautement été impliquées dans les divers épisodes pour la défense de l'eau et du territoire menacés par la construction de l'aéroport; que cet activisme expose leurs corps à devenir le champ de bataille de la violence des mégaprojets, qu'ils soient extractivistes ou qu'ils visent le développement urbain (Timm Hidalgo 2018). Dans le cas du NAICM, la construction implique l'exploitation des sols de la région, l'expropriation et la négation des droits d'accès au territoire et ses ressources, et pose des problèmes mettant à risque la survie de ces écosystèmes et des personnes qui l'habitent. Si on pense aux cas d'Atenco et des résistances de mai 2006, ce sont près de 40 femmes qui ont été détenues et victimes d'abus physiques, et de violences sexuelles de la part des policiers (Ceruti 2018). C'est dans ce contexte social spécifique que je souhaite ici comprendre la trajectoire des pratiques de résistances des femmes, dans le contexte de la construction du Nouvel Aéroport International de la Ville de Mexico.

## **2.2 Cadre conceptuel et opératoire**

Ainsi, la recherche s'appuie sur les concepts suivants : la transgression, l'habiter et se défendre. Lidia Girola (2011) suggère qu'il existe au Mexique une culture de transgression ne concernant pas seulement des problèmes culturels, mais qui répondent à des structures politiques, sociales et économiques propres à la société mexicaine. Pour sa part, Héctor Castillo

Berthier (2002) souligne que pour les jeunes, la transgression n'est qu'une forme de survie dans un environnement hostile et défavorable, où ils sont constamment marginalisés et stigmatisés. Selon Chris Jenks, le concept de transgression remonte aux années 1930 et s'inscrit à l'intérieur d'un paradigme remettant en question les préceptes de la modernité, tout en démontrant son caractère moderne lié aux volontés de dépasser les limites raciales, traditionnelles, morales, genrées et physiques (Jenks 2013). Ce concept nous permet de comprendre les facteurs socio-historiques qui amènent les gens à déroger des normes administrées par les autorités et la communauté, dans le contexte spécifique de l'action politique qui prend forme dans ces municipalités. Éventuellement, le concept de transgression pourra être (re)théorisé positivement en prenant en compte les expériences marginales comme étant des sources d'empowerment et de production de savoir. C'est-à-dire que je considère que ces pratiques ont le pouvoir de proposer d'autres mondes possibles, d'autres visions, qui vont à l'encontre de l'expansion des projets urbanistes, capitalistes, patriarcaux, racistes et néocoloniaux, en proposant des modes de vies s'exprimant à travers l'expérience de l'habiter et non, de gouverner.

Lors de sa conférence « bâtir, habiter, penser », Heidegger (Heidegger 2001, 170) initie la conversation autour de l'habiter en se questionnant sur la nature de l'habitation et sa relation au bâtir. Dressant un portrait étymologique de ces trois mots, le philosophe allemand souligne le lien intrinsèque qui existe entre ceux-ci. L'habitation ne peut se limiter qu'au logis, puisque plusieurs types de bâtiments, de constructions, de lieux peuvent faire sentir chez soi. Bâtir, à sa racine allemande, renvoie à la fois à habiter et à être. Ainsi, Heidegger avance que d'être chez les humains renvoie à la manière dont ils habitent (Heidegger 2001, 173). Apparaît donc le concept de « *dasein* », c'est-à-dire « être au monde », y sentir un lien d'appartenance et de proximité. Le fait d'habiter apparaît alors comme la matérialisation de la relation entre les humains et la Terre. Ce rapport à l'espace implique le ménagement des êtres et des choses qui sont présentes, donc de prendre soin de l'environnement habité afin d'assurer sa pérennité. Pour Heidegger, habiter est synonyme de libérer, c'est donc dire que dans le rapport avec la Terre les humains qui y habitent cherchent à la libérer et la laisser revenir à son être (Heidegger 2001, 173). Ce rapport dépasse les volontés de l'assujettir, devenir propriétaire et en tirer profit. Notre pensée ne peut se réduire à la fonction matérielle des édifications humaines, nous dit Heidegger (Heidegger 2001, 182). On doit tenter de saisir les symboles qu'ils représentent pour les personnes qui les érigent, puisque ces constructions sont des sortes de médiums entre humains et espace, intimement liés. Les lieux, les emplacements, permettent la mise en place d'espace et ce n'est pas la nature



de son utilisation qui qualifie le lien de proximité. Ce sont les sens accordés à l'expérience qui déterminent l'appartenance à tel ou tel lieu; par exemple, une personne dont sa cour arrière donne sur un grand parc pourrait entretenir un lien distant avec celui-ci, voir un total désintérêt, alors qu'une personne vivant loin de là pourrait ressentir une forte appartenance à ce lieu, pour des raisons qui lui sont propres. Pour Heidegger, l'habitation définit le rapport qu'entretiennent les humains avec les lieux et les espaces.

Plus récemment, faisant suite aux réflexions d'Heidegger autour du concept d'habiter, dans le contexte des métropoles globalisées où l'accélération des interactions sociales, économiques et politiques est de plus en plus présente, des auteurs repoussent les limites de la théorisation de l'habiter et de notre rapport aux espaces et aux lieux.

C'est le cas d'Augustin Berque (2007), qui s'est précisément questionné sur le concept d'écoumène désignant, selon la définition en géographie, l'espace habité par les humains. Faisant suite aux réflexions d'Heidegger, Berque considère que l'écoumène renvoie à la relation entre l'humanité et la terre (Berque 2007, 53). Pour l'auteur, on doit dépasser les thèses comme celles de Le Corbusier qui sous-entendent que l'habiter se résume au « logement des corps dans des machines à habiter » (Berque 2007, 61). Il s'oppose à la pensée de Le Corbusier qui essentialise l'expérience de la vie humaine en déclarant que « les hommes sont tous faits sur le même moule », que leurs besoins sont simples et identiques, et que pour cette raison la maison, l'habitation, cherche à répondre mécaniquement à ces besoins. En ayant cette vision de l'habiter, on nie l'aspect fondamental de changement et d'improvisation inhérent à la vie humaine. Caractère qui s'amplifie et se renforce avec l'émergence de l'écoumène, un facteur de d'évolution, selon Berque (Berque 2007, 65). Le propre de l'expérience se retrouve dans les symboles et le développement des systèmes techniques, le corps social, permettant l'aboutissement de l'écoumène, véritable demeure de l'être selon Berque, contrairement à Heidegger qui considère que la demeure de l'être est le langage (Berque 2007, 66). L'écoumène serait l'incarnation des métaphores et symboliques imaginées par les collectivités humaines, une sorte de prolongation de nos corps et de nos consciences. Berque conclue en déclarant que l'habiter humain est la médiance de l'écoumène (Berque 2007, 66).

Théo Fort-Jacques (2007) affirme à son tour la nécessité de renouveler la conception du terme habiter, en considérant celui-ci comme une pratique des lieux, et en explorant sa dimension relationnelle. L'objectif de l'auteur est de se concentrer sur les enjeux de cohabitation, afin de

capter l'étendue des dynamiques des « lieux-mouvements »<sup>13</sup>, qui sous-entendent une définition pragmatique de l'habiter. À la manière dont Dali Giroux le souligne, dont j'aborde la pensée plus loin, Fort-Jacques précise que sans pour autant l'effacer, la mobilité contemporaine transforme grandement l'étendue de l'habiter (Fort-Jacques 2007, 252). Le déplacement devient une des formes de l'habiter contemporain, provoqué par les reconfigurations spatiales incessantes, le développement accéléré des technologies de communications et la (ré)apparition de moyens de transport. Berque le mentionnait déjà, l'habiter humain ne peut être compris par des lois mécaniques puisqu'il est soumis à un certain degré de contingence, d'improvisation, et Fort-Jacques va plus loin en jetant la lumière sur le contexte grandissant de la (dé)territorialisation qui engendrent une multiplicité de spatialités de l'habiter, dont le déplacement en soi (Fort-Jacques 2007, 252). Dans cet élan, je me permets d'ajouter que le désastre environnemental planétaire qui nous guette, additionné au constant processus de reconfiguration des milieux de vie répondant à des impératifs économiques, politiques et sociales qui nous dépassent, participent à la redéfinition continue et accélérée de l'habiter.

Comme mentionné plus haut, l'habiter s'inscrit comme une nécessité élémentaire et une extension du rapport des humain.e.s à leur environnement. Daniel Hiernaux-Nicolas (2019) réitère à son tour l'importance de se défaire des conceptions utilitaristes et pragmatiques de l'idée d'habiter léguée par les architectes et les géographes de la veine de Le Corbusier. S'inspirant des réflexions d'Emmanuel Kant, Mircea Eliade et Gaston Bachelard, l'auteur sous-entend que l'habiter contemporain est influencé par le cadre légal et normatif de l'accès à la propriété, propre à chaque État, et de la relative négociation intersubjective pour s'approprier l'espace (Hiernaux-Nicolas 2019, 47). Les trois auteurs auxquels il fait référence ont tous en commun de considérer l'habitation, la maison, comme un lieu de protection, de conservation et de rencontre avec notre propre conscience et notre spiritualité. Bachelard, rapporte-t-il, décrit la maison comme le lieu de l'intime, certes, mais aussi comme un lieu de perception des choses extérieures, du cosmos (Hiernaux-Nicolas 2019, 37). Hiernaux comprend de cet auteur qu'une dimension à ne pas négliger est celle de la mémoire, qui est incessamment interpellée par les objets, les formes et les matériaux de la maison (Hiernaux-Nicolas 2019, 40). Ceux-ci poussent à accéder aux sensations présentes et passées de ce lieu, gardiens d'une partie de notre expérience humaine. Notre mémoire ainsi stimulée, dans l'expérience du quotidien ou par le retour physiquement ou virtuellement sur les lieux, on se permet de pénétrer les profondeurs historiques démontrant de manière dialectique les limites concrètes de l'urbanisme actuel (Hiernaux-Nicolas 2019, 40).

---

<sup>13</sup> L'espace produit par la mobilité (Fort-Jacques 2007, 252).

Rénovation, destruction et nouvelles constructions sont des paramètres inhérents au processus d'effritement et d'effacement de nos mémoires. Hiernaux (2019, 45) nous rappelle finalement, sans pour autant romantiser le passé, que la colonisation des territoires et par extension, des corps et consciences, par l'appareil de l'hégémonie philosophique et technologique rationnelle européenne est venue pulvériser d'autres formes de rapports au monde, d'habiter.

Depuis l'objectif d'apporter des éléments épistémologiques pour aborder la question de l'habiter dans le Sud, Mariana Figueroa Castelán et Alejandro García Sotelo (2020) amorcent une discussion autour des modes d'habiter qui le définissent. Ces pratiques de l'habiter seraient définies par un urbanisme influencé par l'accès et la gestion inégale de l'espace et ayant pour effet une territorialisation des modes de vie qui (re)produisent la ségrégation urbaine (Figueroa Castelán et García Sotelo 2020, 81). Les auteur.trice.s s'outillent des concepts de l'olihapticité<sup>14</sup> et de la frontières afin de rendre compte des processus d'urbanisation à des échelles distinctes. Selon Castelán et Sotelo, vivre en ville c'est de s'assigner spatialement dans l'ordre des choses (Figueroa Castelán et García Sotelo 2020, 83). Habiter veut dire de constituer des formes d'appréciation, dans un parcours de vie, liées à des manières de vivre singulières, disparates et subversives, face à l'historique de l'exclusion spatiale. Comme bell hooks le soutient dans son ouvrage *De la marge au centre : théorie féministe* (2017), les espaces physiques ou symboliques (Figueroa Castelán et García Sotelo 2020, 84), naturels ou construits, peuvent être perçus comme des frontières entre certaines classes, groupes sociaux et culturels, mais aussi entre différentes formes d'habiter. L'accélération des projets de construction d'habitation en Amérique Latine, depuis les 15 dernières années, ne visent pas de répondre aux besoins criant de logements, mais redéfinissent plutôt le rapport au territoire et les modes d'habiter qui y sont liés et donc permis (Figueroa Castelán et García Sotelo 2020, 87). Partant de cette posture épistémologique qui considère le Sud en tant qu'abstraction géographique distincte, Castelán et Sotelo avancent qu'habiter le Sud renvoie au développement de projets urbanistiques inégaux dans lesquels les enclaves sociales émergent en tant que tactique de contrôle de la violence urbaine (Figueroa Castelán et García Sotelo 2020, 96). Cet habiter doit être compris à partir du concept d'olihapticité, mettant ainsi en lumière la relation entre l'expérience sensorielle quotidienne et la construction du lien qu'entretiennent les individus avec leur environnement.

L'habiter, selon la définition proposée ici, entre en contradiction avec le fait de gouverner, soit le fait d'avoir une emprise politique désincarnée et hégémonique sur les corps, les consciences et

---

<sup>14</sup> Ensemble de relations sensorielles et significatives qui permettent aux sujets de s'inscrire dans un territoire, tout en faisant valoir leurs intérêts en vue de l'imagination d'un projet de ville lié aux divers projets qui coexistent dans l'espace urbain (Figueroa Castelán et García Sotelo 2020, 99).

le territoire. Les modes de vies qui caractérisent l'habiter renvoie à des pratiques culturelles, sociales et politiques qui proposent d'être en symbiose avec le territoire et les espèces vivantes qui l'habitent. Ce n'est pas l'accaparement des ressources ou encore l'expansion géographique qui motivent les activités quotidiennes d'une communauté qui habite le territoire. Le quotidien dévoile un projet de reproduction d'une culture et d'une organisation socio-politique propre, et de conservation et protection du territoire. C'est une forme de vie sociale collective qui tente de se dégager, en partie, de manière consciente et inconsciente, d'une volonté de contrôle sur ce qui est autre (territoire, ressources, faune et flore).

Habiter, c'est en d'autres mots proposer une forme de subversion de la métropole, devenant matière externe à toute intention de gouverner; donc devenir ingouvernable (Consejo Nocturno 2018)<sup>15</sup>. La métropole, nous dit Giroux, tire son origine du colonialisme (Giroux 2019). C'est une forme géopolitique centrifuge où le capital, les ressources et les personnes y sont redirigées. Elle s'inscrit en tant qu'idéal type de l'habitation contemporaine qui elle, se définit par la somme contradictoire de trois modes d'organisations sociales - la Cité, l'Empire et l'État - note Giroux (Giroux 2019) . La Cité, relativement à son origine grecque, serait un État en modèle réduit; opposée au mode de vie et de production nomade, elle trace la ligne entre les êtres civilisés et « sauvages » (Giroux 2019). J'entends définir l'Empire comme un autre mode d'organisation sociale et géopolitique marqué par la création des routes continentales et la normalisation du colonialisme. L'État moderne (occidental), quant à lui, est le lieu de foisonnement des concepts de nation et de souveraineté. C'est la matérialisation du contrat social dont se dotent les citoyen.ne.s d'une nation afin d'échapper leur nature, considérée chaotique et amoralisée chez Hobbes<sup>16</sup>.

Dans le contexte spécifique d'une métropole aussi grande que celle de Mexico, l'habiter vient s'inscrire à l'encontre des processus de mondialisation qui se matérialisent à travers des mégaprojets urbains, l'urbanisme moderne, et le développement et l'expansion de l'appareil sécuritaire. L'habiter c'est la mise en valeur des pratiques vernaculaires du *care* qui ne suivent pas une logique mercantile. Pour le Consejo Nocturno, la métropole est une zone où se confondent des phénomènes spontanés et des pratiques ritualisées (Consejo Nocturno 2018, 35). Une des caractéristiques propres à la métropole est la mobilité, le non-attachement au lieu<sup>17</sup>,

---

<sup>15</sup> Basé à Mexico, le *Consejo Nocturno* n'est pas une personne, un collectif ou une organisation. Son existence est éphémère et ses membres se limitant à se réunir dans moments choisis et nécessaires.

<sup>16</sup> Voir l'ouvrage Hobbes. T. 2017 (1651). *Léviathan*. Paris : Gallimard-Flammarion, 240p.

<sup>17</sup> Dalie Giroux parle aussi de cette notion de mobilité, à travers les idées de « système de circulation de la valorisation généralisée » et de « l'être-circulé de l'espace mondialisé », intimement liées à la production de l'espace

faisant office de nouvelle identité urbaine « universelle » (Consejo Nocturno 2018, 48). Mais habiter c'est aussi s'opposer à cette homogénéisation, à la muséification du monde, des villes (comme Venise, par exemple), des régions (parc nature) et des groupes d'individus (formes de vie « disparues ») qui servent l'expansion du capital touristique mondial. Les actes de revendication de liberté, qui se multiplient, sont généralement considérés par les gouvernements comme des atteintes à l'intégrité nationale, comme des actions terroristes, donc aussi comme transgressives.

Il faut cependant faire attention de ne pas confondre l'habiter et l'appel à l'action anti-métropolitaine. Cette idée d'opposition entre la ville et la campagne nourrit, selon moi, l'aliénation et la multiplication des dispositifs qui nous divisent, au lieu de créer des réseaux de cohésion entre les villes et les campagnes. Ces dernières ne peuvent être des lieux d'émancipation si on ne change pas concrètement leur rapport avec la métropole. Historiquement, la campagne se trouve dans une position de soumission matérielle face à la ville. Afin de soutenir les besoins des centres urbains, les campagnes se retrouvent à être assignées à la production agricole et à l'extraction de matières premières. L'habiter, pour surpasser les impératifs capitalistes de la métropole, se situe dans l'expérience, ici et maintenant, ancré dans des pratiques de transmission de la culture, de l'histoire, des pratiques du quotidien qui n'appartiennent pas nécessairement à une forme de territoire type (ville ou campagne). Habiter c'est d'abord un processus de désindividualisation qui dépasse la pulsion de dessiner des frontières en tout lieu et ouvre mille possibilités. L'habiter revendiqué ici est ancré dans la culture du territoire où il se développe, influencé par la culture, mais aussi par des rapports familiaux, amicaux et entre membres d'une communauté. La désindividualisation s'exprime donc par un habiter qui oblige à la solidarité, l'entraide, la convivialité et la réciprocité. C'est la volonté d'établir un chez-soi qui inclus les autres. « À travers le fait d'habiter se développe la construction d'une nouvelle géographie dans laquelle les formes de vies deviennent intimes avec ce qu'il y a de plus sensible au territoire, se prolongeant, se multipliant, gagnant en présence et en représentation. » (Consejo Nocturno 2018, 99 traduction propre) Je tente de démontrer ici que la résistance s'inscrit dans la vie en soi, dans la culture et dans l'histoire d'une communauté; que son paradigme de revendication de la vie fait front au projet d'expansion métropolitaine avant même que cette résistance n'émerge en idée et en stratégie.

---

technocapitaliste, la métropole (Giroux 2019). Pour une explication exhaustive de ces concepts, voir dans l'ouvrage cité, *La généalogie du déracinement : Enquête sur l'habitation postcapitaliste*, Partie I, Chapitres 1 et 2.

Pour Dalie Giroux (Giroux 2019, 7), le vécu spatial contemporain se caractérise par le déploiement de dispositifs idéologiques et techniques pour la mise sur pied de la structure d'habitation capitaliste, soit une structure de déracinement habitable, de dépossession de la terre en continu. Partant du constat que l'on vit dans un monde postcolonial<sup>18</sup>, Giroux s'oppose à cet habiter productiviste, en proposant une définition théorique, et suggère une forme concrète de relation au territoire, et à ce qui nous entoure au quotidien, qui dépasse les pratiques spatiales capitalistes (Giroux 2019, 9). L'habitation, qui se trouve dans le fait d'habiter, ne se limite pas aux relations entre les humains et leur environnement (habitat), mais doit être compris de manière phénoménologique et anthropologique. Cette pratique de la vie, renvoie à un ensemble d'éléments humains et non humains qui sont des forces « autoproductives » et constituantes de cet ensemble (Giroux 2019, 9). L'habitation n'est pas fixe, ni objectivable, c'est le produit de la vie humaine, le vécu et la projection matérielle de nos expériences passées, présentes et celles à venir. Giroux explique aussi que l'habitation est une expérience de l'espace et du temps (Giroux 2019, 37). Cette relation à l'espace, au territoire, et au quotidien dépasse l'état de la simple relation affective pour s'inscrire en tant que pratique politique, soit la défense de soi, du chez soi et du territoire. La défense ici se matérialise dans l'habiter, renforcé par la convergence de ces micro-mondes coconstruits qui, conjointement, forment la communauté.

Il aurait été peut-être plus aisé de s'outiller d'un concept plus documenté comme celui de *résister*, pour s'attarder aux pratiques politiques issues des communautés à l'étude. Cependant, je crois que le concept de *se défendre* permet d'avoir une perspective plus large pour analyser les tactiques socio-politiques dont se dotent des communautés voulant assurer la survie de leur histoire, leur présent et leur futur. À la suite d'une lecture approfondie des théories issues de l'École de Francfort<sup>19</sup> et de la théorie critique, Alexander Neuman explique que la résistance naît d'abord de la revendication collective pour une vie digne, en rejetant la société telle qu'elle s'impose (Neumann 2012, 6). C'est une pratique, dit-il, qui consiste à aller à l'encontre de la résilience face au capitalisme et au marché, à la gestion centralisée de toutes les sphères de la vie par l'État, et qui s'impose contre les normes sociales (Neumann 2012, 6).

Continuant sur cet élan de réflexion autour du concept de *résister*, Reinaldo Giraldo Díaz rapporte que Michel Foucault définit la résistance comme la revendication de « nouvelles possibilités de

---

<sup>18</sup> La postcolonialité, selon Dalie Giroux, ne doit pas faire référence à la manière dont le territoire pourrait être abordé et expérimenté après le colonialisme, mais plutôt il s'agit d'un territoire qui s'est construit par la déterritorialisation et reterritorialisation impériales (Giroux 2019, 7-8).

<sup>19</sup> Groupe d'intellectuel fondé à Francfort dans les années 1950 et devenu par la suite un courant de pensée.

vie » (traduction libre), à travers la construction d'une existence érigée en tant qu'œuvre collective qui permet la libération des subjectivités assujetties à l'État, pour en créer de nouvelles qui rejettent ce type d'individualisation forcée (Giraldo Díaz 2008, 91). Dans son abécédaire de 1980, Gilles Deleuze rejoint les propos de Foucault. À la lettre R, Deleuze renvoie à la résistance : « Résister c'est créer – créer c'est résister » (SUB-TIL 2020).

Elsa Dorlin introduit le concept complexe de « se défendre » de manière simple, en expliquant qu'il s'agit d'une pratique corporelle et émotionnelle pour le maintien – le droit – de la vie et le rejet de la souffrance, et de la mort (Dorlin 2017, 7). Pour le présent cas d'étude, ce qui m'apparaît plus porteur, c'est que la pratique d'autodéfense, du droit à la contre-attaque, s'inscrit dans la revendication de quelque chose qui est déjà en cours, d'une culture, d'une forme de vie et d'une histoire qui existent déjà, mais qui courent le risque de disparaître si elles ne sont pas défendues. Ce n'est cependant pas un concept qui implique la passivité ou l'attente d'une manœuvre violente. L'idée de se défendre s'inscrit plutôt dans des rapports de pouvoir dialectiques où y sont départagés d'un côté des actes dits légitimes et de l'autre, des gestes qui ne le sont pas. Dorlin démontre en fait que l'appareil répressif d'État procède à un renversement des sens que l'on accorde généralement à l'attaque et à la défense, permettant de délégitimer certaines pratiques au profit d'autres (Dorlin 2017, 13). Cette délimitation qui crée des précédents anthropologiques – certains corps et groupes sociaux seraient plus sujets à un type de gestes –, explique Dorlin, ne s'arrête pas à déterminer quels sont les « corps menaçants/agressifs » et ceux « défensifs » (Dorlin 2017, 13). Elle place d'un côté les corps agents, ayant la maîtrise de l'autodéfense légitime, et de l'autre, ces corps qui incarnent la violence en soi. Dorlin démontre cette caractéristique à partir d'un des cas de violence policière les plus médiatisés des États-Unis, celui de Rodney King<sup>20</sup> :

Ainsi Rodney King, comme tout homme africain-américain interpellé par une police raciste, est reconnu comme agent, mais uniquement comme agent de la violence, comme sujet violent, à l'exclusion de tout autre domaine d'action. Cette violence, les hommes noirs en sont toujours rendus responsables : ils en sont la cause et l'effet, le commencement et la fin. De ce point de vue, les réflexes de protection de Rodney King, ses gestes désordonnés pour rester en vie (il bat des bras, titube, tente de se relever, se tient sur ses genoux) ont

---

<sup>20</sup> Le 3 mars 1991, Rodney King, un conducteur de taxi afro-américain, est arrêté par un déploiement policier excessif (trois voitures et un hélicoptère) suite à un excès de vitesse (Dorlin 2017, 9). Il sera électrocuté au Taser et battu brutalement par les policiers armés de matraques (Dorlin 2017, 9). Ce n'est que lors d'un deuxième procès, que deux des policiers seront condamnés coupables pour les « coups inutiles » (Dorlin 2017, 185).

été qualifiés comme relevant d'un « contrôle total » de sa part et comme témoignant d'une « intention dangereuse », comme si la violence ne pouvait être que la seule et unique action volontaire d'un corps noir, lui interdisant de fait toute défense légitime. (Dorlin 2017, 13)

Dans une même volonté de délégitimation des actes de défense, au Mexique, lors des manifestations des 3 et 4 mai 2006 (le *Mayo Rojo*) contre la délocalisation des marchand.e.s de fleurs du centre de Texcoco et d'Atenco, les grandes chaînes de télévision ont participé l'édification populaire des communautés résistantes en tant que sujet violent. Ils ont partagé en boucle, pendant plusieurs jours, les images de quelques manifestant.e.s qui pourchassent un policier et qui s'en prennent à lui, dans un contexte où il y avait plusieurs centaines de policiers face à environ 200 manifestant.e.s (Rovira-Sancho 2013). Les médias vont même jusqu'à lancer un appel à l'État pour le déploiement de plus d'effectifs policiers et d'augmenter la répression des habitant.e.s qui se défendent qu'ils qualifient de *macheteros* (porteurs.euses de machette) – outil de travail utilisé par les agriculteurs, mais qu'eux associent à un comportement violent (Rovira-Sancho 2013). Cette fomentation d'une altérité subjective violente participe au renforcement d'une dualité qui oppose les corps devant être légitimement défendus et ceux qui doivent être réprimés, laissés sans – recours à la - défense, ou plutôt qui n'y ont pas droit. Les sujets qui n'ont pas la légitimité de se défendre deviennent indéfendables (Dorlin 2017).

Pour Dorlin, l'État procède à un calcul minutieux de tous les gestes des sujets d'une société, ce qui fait que la défense peut devenir fatale pour les corps indéfendables (Dorlin 2017, 7). Pour l'autrice, la défense ne s'arrête pas à la mobilisation politique, mais est plutôt liée à l'expérience quotidienne, à ce qu'elle associe à une phénoménologie de la violence; l'utilisation de ce concept permet de travailler au niveau de la politisation des subjectivités et non à l'échelle des sujets politisés (Dorlin 2017, 17). C'est-à-dire que la maîtrise de l'autodéfense ne se fait pas dans un but d'ascension sociale ou politique, mais plutôt provoque la politisation des corps, sans médiation, ni délégation, ni représentation. C'est une pratique incarnée qui appartient à un contexte spatio-temporel précis.



## **2.3 Question de recherche**

Ma question est donc la suivante : comment ont évolué les pratiques transgressives des militantes habitant les municipalités coïncidant avec le site d'implantation du NAICM dans le contexte de la construction de ce mégaprojet urbain?

## **2.4 Hypothèse**

J'émet l'hypothèse que les pratiques transgressives des militantes des municipalités affectées par le NAICM, s'inscrivent dans la continuité du processus historique de colonisation, sont contre-hégémoniques et naissent d'une nécessité d'assurer la survie, ici et maintenant, des personnes habitant le territoire.

L'objectif principal est donc de démontrer dans quelle mesure les politiques concernant le développement de mégaprojets urbains, créent un climat propice pour des pratiques transgressives (légalisées et non légalisées) ancrées dans le quotidien. Ces pratiques transgressives s'ancrent dans le territoire, sont en rapport avec l'environnement social et politique, ce qui se traduit par l'habiter. De plus, ces pratiques transgressives n'étant pas détachées de leurs contextes socio-politiques particuliers, seraient sur-représentées dans ces zones où les conditions sociales et économiques sont complexes, c'est-à-dire où il y a une forte disparité économique et des problèmes socio-politiques structurels exacerbés. C'est dans ce contexte qu'émergent des pratiques de défense de soi (en tant qu'individu ou que collectif) afin d'assurer la survie de la vie, de l'histoire et de la culture, sur le territoire à protéger.

## CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE

### 3.1 Posture épistémologique

J'adopterai la posture épistémologique de la décolonialité et une perspective de genre. En termes généraux, la pensée décoloniale met de l'avant que le système-monde occidental-centré a pu se consolider à travers le colonialisme et les établissements coloniaux, en étendant la posture épistémologique occidentale au monde colonisé et la positionnant au-dessus des autres épistémologies existantes (Farrés Delgado et Matarán Ruiz 2014). Cette domination s'inscrit dans le spectre plus large d'une histoire impérialiste se développant sur une longue durée, construite par l'homme occidental désigné comme sujet supérieur et se présentant comme porteur du pouvoir de nommer et d'identifier une supposée normativité universelle véritable; un sous-entendu philosophique qui, selon Delgado et Ruiz, permet à l'Occident d'asseoir sa supériorité à partir de normes d'existence qu'elle a préalablement imposée et qui vaut pour toute l'humanité (Farrés Delgado et Matarán Ruiz 2014). La perspective décoloniale, en tant que théorie philosophique, mais aussi, et surtout, comme pratique militante engagée nous oblige à mettre en œuvre une démarche (auto)critique par rapport à la diffusion et la transmission des connaissances.

Juan Manuel Contreras Colín (2019) démontre justement qu'en regardant l'Histoire autrement, à partir des écrits et des archives produites par les sociétés désormais dominées par le monde occidental, il est possible de faire un bout de chemin vers la décolonisation des consciences. Pour l'auteur, l'idéologie eurocentrique – qui rapporte tout à l'Europe – n'a pas toujours été la théorie hégémonique occidentale (Contreras Colín 2019, 19). L'« eurototalitarisme philosophique », qui se traduit par l'émergence de la pensée philosophique européenne qui nie et néglige l'existence des traditions philosophiques non-européennes et tente de faire taire toute position critique, même européenne, qui prétend démontrer ou justifier le contraire, doit être démantelée (Contreras Colín 2019, 21). Contreras Colín expose bien l'incohérence historique de lier la Grèce – lieu d'émergence de la pensée philosophique hégémonique occidentale – et l'Europe, parce qu'ils ne sont pas géographiquement connectés (la pré-philosophie grecque apparaît dans la région coloniale d'Anatolie et les îles de la mer d'Égée, l'actuelle Turquie), et que les premiers considéraient les second comme des peuples barbares (Contreras Colín 2019, 29 et 38). Ce qu'essaye de démontrer Contreras Colín, c'est que ce qui s'est passé dans un contexte spatio-temporel particulier, avec le processus d'auto-désignation de la philosophie occidentale comme étant moderne, s'élève à transcender les époques, les lieux et les cultures (Contreras Colín 2019,

36). « Dans la Modernité, la mono-culturalité grecque de la philosophie se transforme en supra-culturalité euro-occidentale au niveau mondial. » (Contreras Colín 2019, 36 traduction propre)

Ce travail s'inscrit donc dans cette démarche, où je tente de faire l'analyse des enjeux socio-politiques à l'étude, à partir des écrits d'auteurs non-occidentaux, dans la mesure de ce qu'y m'est accessible. C'est en donnant la parole à ceux qui ne sont généralement pas sollicité.e.s en tant qu'agent.e.s de la transmission de connaissances, mais plutôt comme étant des victimes et des sujets des structures de domination et d'oppression, qu'on arrivera à participer collectivement à enclencher un processus large de décolonisation des savoirs, des consciences et des formes de vie. Comme Fred Moten et Stefano Harney l'avancent (Harney et Moten 2018, 21), il est impératif de revendiquer la fin du point de vue d'où se déploie le colonialisme, c'est-à-dire d'opérer un changement de langage et refuser de choisir la quête de la *vérité* occidentale académique. Habiter les subjectivités disparates et vociférantes, ces corps à qui les appareils coloniaux ont dénié l'identité. Dalie Giroux ajoute qu'il y a aussi une disposition imaginaire à la décolonisation, en cessant de se prendre pour un État, de raisonner et d'avoir peur comme lui (Giroux 2019, 211).

Boaventura de Sousa Santos (2011) expose à son tour les limites de la théorie critique occidentalocentriste qui analyse et évalue les processus politiques. Il propose des alternatives épistémologiques pour la compréhension de ceux-ci, et avance que les épistémologies du Sud reposent sur l'écologie des savoirs et sur la traduction interculturelle (Santos 2011). La pensée décoloniale a émergé il y a environ trente ans à partir d'un collectif de pensée formé par Aníbal Quijano, Enrique Dussel et Walter D. Mignolo (Mathias 2018).

Avant d'aller plus loin dans l'exposition de cette posture qui met en valeur des savoirs qui sont sans cesse occultés et discrédités, revenons sur les notions de colonialisme et de colonialité, afin de comprendre dans quelles mesures elles sont différentes l'une de l'autre. Le colonialisme, pour Quijano, c'est un ensemble de relations politiques et économiques où la souveraineté d'une nation ou d'un peuple est subjuguée à une autre, transformant cette dernière en un empire (Farrés Delgado et Matarán Ruiz 2014). Alors que la colonialité réfère à un assortiment de modèles de pouvoir de longue tenue qui émergent à l'intérieur de l'appareil colonial, mais établissant le cadre d'expression de la culture, des relations intersubjectives, de la (re)distribution du travail et de la production du savoir, à l'extérieur du champ d'actions défini par l'administration coloniale (Farrés Delgado et Matarán Ruiz 2014). Comme le démontre Nelson Maldonado-Torres, les sujets modernes transpirent et respirent cette colonialité à chaque moment et en tout lieu (Farrés Delgado et Matarán Ruiz 2014).

Ce que la théorie décoloniale apporte en termes de renouveau épistémologique, c'est de comprendre la modernité comme le résultat de la colonisation et de la subalternisation successive de l'Amérique latine, vers la fin du 15<sup>e</sup> et le début du 16<sup>e</sup> siècle, en opposition avec l'idée eurocentrée que le fait moderne se serait développé au cours des périodes historiques de la Réforme, des Lumières et de l'industrialisation (Mathias 2018). Quijano prétend que le capital est produit et consolidé par sa transformation en noyau autour duquel les autres formes de domination gravitent afin de répondre aux besoins du marché, s'articulant avec d'autres formes de main d'œuvre et de travail (Mathias 2018). Nous reviendrons plus loin sur une critique de la centralité du capital, ou plus précisément de la hiérarchisation des systèmes d'oppression, pour poser en dialogue avec le concept de décolonialité, celui de l'intersectionnalité.

Appliqué au territoire, la pensée décoloniale, à travers le concept de « colonialité territoriale », s'exprime comme la conjonction de schémas de pouvoir, lesquels dans la praxis territoriale servent de point d'ancrage pour l'établissement hégémonique d'une conception du territoire qui subalternise et discrédite toute conceptualisation n'émanant pas de l'Occident (Farrés Delgado et Matarán Ruiz 2014). Cette notion théorique permet d'identifier la spécificité d'une structure triangulaire dynamisée par la colonialité de l'être territorial – par exemple, avec la domination de l'« être urbain » sur les autres formes d'expériences de l'existence humaine –, la colonialité du savoir territorial – en référence au savoir qui tire profit de son hégémonie en dévaluant les manières d'habiter et de concevoir le territoire, la ville et l'architecture qui lui sont étrangères – et finalement, la colonialité du pouvoir territorial – comme le présente Mignolo (2012), c'est le domaine de l'intersubjectivité accaparé par un groupe privilégié de personnes qui définit ce qui est légitime en termes territoriaux, permettant l'exercice du pouvoir d'énonciation, la production du discours et du savoir (Farrés Delgado et Matarán Ruiz 2014). Nous reviendrons brièvement, dans l'explication de la démarche d'échantillonnage, sur cette notion de production du discours.

Les propositions théoriques de l'autrice et chercheuse Linda Tuhiwai Smith (2012), théoricienne maorie de Nouvelle-Zélande, sur la décolonialité, m'ont permis de raffiner cette posture épistémologique dans la mise en avant de l'expérience vécue des voix marginalisées. D'emblée je constate qu'il semble impossible d'être dans une posture complète d'allié, en tant qu'homme blanc. C'est-à-dire que comme je n'ai pas autorité sur cette position, qui est le résultat d'une relation négociée entre les personnes que j'appuie et moi, et qu'elle peut m'être révoquée en tout temps, il m'est impossible de la revendiquer ici dans cette recherche. Cependant, je crois qu'une possible réconciliation émerge à travers l'humilité et l'honnêteté exprimées envers les personnes

avec qui nous menons ces recherches, mais aussi envers nous-mêmes. Autrement dit, à travers mon éthique de recherche.

L'objectif ici est de s'inscrire à la fois dans des pratiques concrètes, mais aussi au niveau théorique, en tentant de renverser les paradigmes dominants. Linda Tuhiwai Smith, avance que le premier pas d'une telle démarche de recherche est de définir ce qu'est l'Occident (Smith 2012, 44). C'est une perspective sur le monde, un concept, qui permet d'élaborer un narratif normatif rassemblant des histoires, des idées, des événements historiques et des relations sociales complexes. Les résultats de cette posture épistémologique occidentale sont multiples : catégorisation des sociétés en les associant à des caractéristiques essentialistes; déploiement d'un système de représentations fondé sur des images caricaturales d'une société; essentialisation d'un modèle d'identification; génération d'une liste de caractéristiques normatives associées à des catégories fixes (Smith 2012, 44).

Dans une démarche similaire à celle de Contreras Colín (2019), l'auteur Martin Bernal (1987) argumente que ce qui est unilatéralement considéré comme appartenant à la civilisation occidentale aurait en fait été arraché au récit des expériences et des traditions des personnes noires pour être redéfini en tant qu'épistémologie occidentale, souligne Tuhiwai Smith (Smith 2012, 46). Une des caractéristiques des sciences sociales est de produire, à partir de la recherche, des savoirs fondés sur un point de vue situé, à propos du monde social. Une des finalités des formes de la recherche occidentales est de proposer des phénotypes à propos de l'humain et des relations entre les individus et leur milieu de vie. C'est-à-dire qu'à partir de situations isolées et observables, on tente de dégager des généralités pour expliquer et classer des réalités sociales vécues. La science sociale occidentale, argumente Tuhiwai Smith, prétend pouvoir démontrer le caractère prédictible des groupes sociaux et des individus (Smith 2012, 49). Contester ce fondement des sciences sociales occidentales est une des postures principales de ma recherche. Celle-ci ne peut représenter un modèle applicable à tout type de résistance face à des mégaprojets de développement urbain. Elle doit plutôt être considérée comme une tentative de briser ces généralités établies, et qui de fait même écarte ces formes collectives de rapport au politique pour les renvoyer à des formes casi anecdotique d'engagement social.

Lors du pré-terrain exploratoire de recherche effectué du 16 février au 1 mars 2019 dans la Ville de Mexico, j'ai pu comprendre que la lutte était en grande partie menée par des femmes, puis des jeunes. C'est pourquoi j'ai décidé d'adopter une perspective de genre. N'étant pas incompatible avec la pensée décoloniale, mais dialoguant avec celle-ci, soulignons l'importance de cette perspective afin de situer ma recherche à proximité du quotidien et des réalités vécues sur le terrain. L'intersectionnalité s'impose pour contrer la concentration de la pensée décoloniale autour du capital, posée par Quijano en tant que force centrifuge. Ce dernier est défini en tant qu'appareil oppressif apparaissant au-dessus des autres formes d'oppression existantes. Je considère que les oppressions ni ne s'additionnent, ni ne s'hierarchisent, mais plutôt qu'elles interagissent entre elles et se co-construisent. L'intersectionnalité est une approche théorique transdisciplinaire qui cherche à comprendre l'étendue complexe des identités et inégalités sociales à partir d'une vision intégrée. On vise à s'éloigner du discours de hiérarchisation des oppressions, pour plutôt comprendre celles-ci en tant qu'éléments internes d'un processus d'interaction constante entre-elles (Perreault 2015). Les identités sociales de la race, de sexe, de genre, de classe se co-construisent dans le système de production et de reproduction des inégalités sociales (Perreault 2015). Cette approche est issue du féminisme noir, comme la féministe afro-américaine Kimberlé Crenshaw (1989), et avait été mise sur pied pour faire front à la triple invisibilisation des femmes afro-américaines dans les mouvements féministes et antiracistes, et face à l'État de droit américain (Perreault 2015).

On peut toutefois se demander pourquoi le genre doit être pris en compte dans les rapports coloniaux. Dans une perspective similaire, Rita Laura Segato (2015) propose d'analyser l'interface entre le monde de la période du pré-contact et celui de la modernité coloniale, à partir des transformations du genre. Il ne s'agit donc pas d'imposer le genre comme un concept parmi tant d'autres, à l'intérieur du spectre de la critique décoloniale, encore moins de le considérer comme une caractéristique de la colonialité. Plutôt, Segato suggère d'articuler le genre en tant que statut théorique et épistémique, le considérant alors comme une catégorie en soi capable d'exposer tous les aspects qui caractérisent l'ensemble des transformations imposées à la vie des communautés et des peuples affectés par l'ordre colonial moderne (Segato 2015). Comme le rappelle Verónica Vázquez García (2018), les compensations économiques liées à l'accaparement des terres sont généralement destinées aux hommes, alors que la charge de travail émotionnel et physique des femmes – envers la communauté, la famille et le territoire; en termes d'approvisionnement en eau, nourriture et combustibles – elles, ne cessent d'augmenter, surtout pour les femmes.

## 3.2 Positionnalité

Il est important de rappeler qu'à partir de ma position épistémologique et des prudences éthiques que j'adopte, la vision traduite à travers la collecte d'histoires de vie de militantes des municipalités affectées ne représentera qu'une partie subjective des réalités sociales complexes expérimentées par les sujets de la recherche. D'autant plus que ma position d'homme blanc pourrait compromettre les possibles relations à bâtir avec les participantes. Cependant, au-delà d'une prétention d'objectivité, il me semble que ce qui fait la force de cette recherche, c'est l'honnêteté et l'humilité, permettant la reconnaissance des mécanismes qui découlent des diverses relations sociales et de pouvoir qui teintent ma position et les résultats de la recherche.

Dans le même sens que Harding (1995), je considère donc qu'il serait impossible d'être objectif, prenant en considération ma position et mes influences idéologiques. Cela étant dit, le fait de prendre conscience d'emblée de ma position en tant que sujet permet de se rapprocher d'une meilleure objectivité, puisque cette prise de conscience permet de situer le produit des savoirs co-construits avec les militantes et la manière dont je les énonce, liée à un contexte spécifique, et favorise la considération de l'existence de ce savoir pour ce qu'il est en soi (Harding 1995).

Michel Foucault (2008) nous dit que le discours, soit la construction d'un savoir autour d'objets précis, n'est pas un ensemble de signes – des contenus ou représentations –, mais plutôt le résultat de pratiques qui forment systématiquement les objets dont il fait mention. En d'autres termes, les expériences des objets du discours en sont le résultat de leurs différentes expressions, dépendamment du contexte social, racial, économique, genré, politique et colonial (re)produit par le groupe qui pose les limites du discours. Uma Narayan (Narayan 1993), en développant la théorie du point de vue situé, démontre comment la mise en valeur de l'expérience des personnes subalternes permet d'accéder à d'autres formes de connaissances; c'est qu'on met de l'avant que les personnes d'un groupe marginalisé sont les mieux situées pour pouvoir concrétiser les formes d'un savoir critique, subtil et immédiat, à propos de l'oppression dont elles font l'expérience, à l'inverse de celles qui sont externes à ce groupe. C'est pour ces raisons que j'ai choisi de donner la voix privilégiée à des personnes qui sont activement impliquées dans les diverses luttes politiques des municipalités où devait se construire le projet aéroportuaire le plus important du Mexique.

### 3.3 Collecte de données

Afin de répondre à la question de recherche, j'ai effectué des entrevues ouvertes permettant de récolter les récits de vie de 5 militantes habitant à Texcoco ou Atenco. La perspective ethnosociologique – inscrite dans le cadre d'une recherche ethnographique comme celle-ci – permet de s'appuyer précisément sur les points de vue et perspectives des personnes qui mènent des actions transgressives, faisant en sorte que la collecte du discours au-delà des politiques mises en place par les différentes instances gouvernementales et du pouvoir d'énonciation des entreprises (nationales et internationales) investissant dans l'œuvre (Bertaux 2010).

Les récits de vie sont une technique de collecte de données pertinente puisque peu de questions sont posées d'emblée afin de laisser la place à une conversation ouverte et ainsi en dégager l'expérience, s'étalant sur une longue période, des pratiques transgressives de chaque individu, et de voir comment celles-ci se construisent au fil du temps, depuis la position de la personne concernée (Tilley 2016). La technique des récits de vie permet de saisir efficacement la logique sociale qui marque les contours du contexte d'implication des acteur.trice.s (les militantes) en considérant d'abord leurs expériences vécues en tant que sujet, dans le spectre des actions et des rapports qu'elles entretiennent avec le territoire, le projet du NAICM, les autorités gouvernementales et policières (Bertaux 2010). De plus, cette méthode de collecte de données permet de ne pas forcer les participantes à parler de ce qu'elles n'ont pas envie. En d'autres mots, il est important qu'elles ressentent le besoin de nous transmettre, en développant une relation de proximité et de confiance à partir de longues discussions. Chaque récit de vie enregistré a été retranscrit intégralement en espagnol. Afin de faciliter la lecture dans le mémoire, les segments d'entrevues utilisés ont été traduits par moi-même. Ce qui appartient au moment des entrevues, mais qui ne pouvait être capté par l'enregistreuse pour des raisons de confidentialité, des raisons techniques, ou parce que relevant du langage corporel, de l'ambiance, a été noté dans un journal de bord, tenu après chaque activité sur le terrain, ainsi qu'à la fin de chaque semaine, comme je n'étais pas à Texcoco à quotidiennement.

Le recrutement s'est effectué par échantillonnage non-probabiliste de type « boule de neige » (Beaud 2006). La méthode non-probabiliste, à l'inverse de la méthode probabiliste classique, permet d'identifier des systèmes de relations qui sont présents au sein même d'un groupe, grâce à quoi l'échantillon est donc mis en contexte. L'échantillonnage boule de neige consiste à partir d'un noyau d'individus préalablement rencontrés (par exemple les personnes rencontrées lors du



pré-terrain) pour y inclure toutes les personnes qui sont en relations avec elles et ainsi de suite (Beaud 2006, 226). Le contenu des récits de vie est aussi mis en relation avec les données recueillies lors de la recherche documentaire effectuée lors du terrain mené du 19 septembre 2019 au 15 janvier 2020. J'avais pour but de trouver des livres et des publications scientifiques ou militantes, qui n'étaient pas disponible depuis Montréal. De plus, j'ai mené des recherches archivistiques dans les bases de données de trois des principaux périodiques mexicains, soit *La Jornada*, *Proceso* et *El Universal*, en plus du média militant indépendant *SubVersiones* et de communiqués de groupes mobilisés contre le projet aéroportuaire. Les dizaines d'articles recueillis m'ont permis de faire une revue de presse autour des événements entourant l'élaboration du projet du NAICM, entre les mois d'octobre 2001 et décembre 2019. Cette partie a contribué à la rédaction du Chapitre 4, qui représente le narratif connu et accepté sur l'histoire de la région.

En plus de l'analyse de différents documents écrits, j'ai aussi accédé aux archives de l'hémérothèque de l'Institut de Géographie de l'Université National Autonome de Mexico, où j'ai trouvé des cartes topographiques et photographiques, en plus de celles concernant spécifiquement la composition et les usages du sol. Cependant, leur utilité en soi est limitée puisque la majorité des cartes disponibles et produites par l'Institut National de Statistique et Géographie du Mexique concernaient des années avant 2001 (1976, 1979, 1982 et 1998) et une seule après le début du 21<sup>e</sup> siècle, en 2014. Ces cartes m'ont toutefois été utiles pour entrevoir quelques transformations géographiques évidentes liées aux usages du sol et aux redécoupages territoriaux. En plus de ces cartes, une carte spécifique du NAICM et tous les projets qui lui sont rattachés (d'infrastructures et d'exploitation du sol), produite par le collectif GeoComunes, a été un document important afin de comprendre l'étendu du projet aéroportuaire.

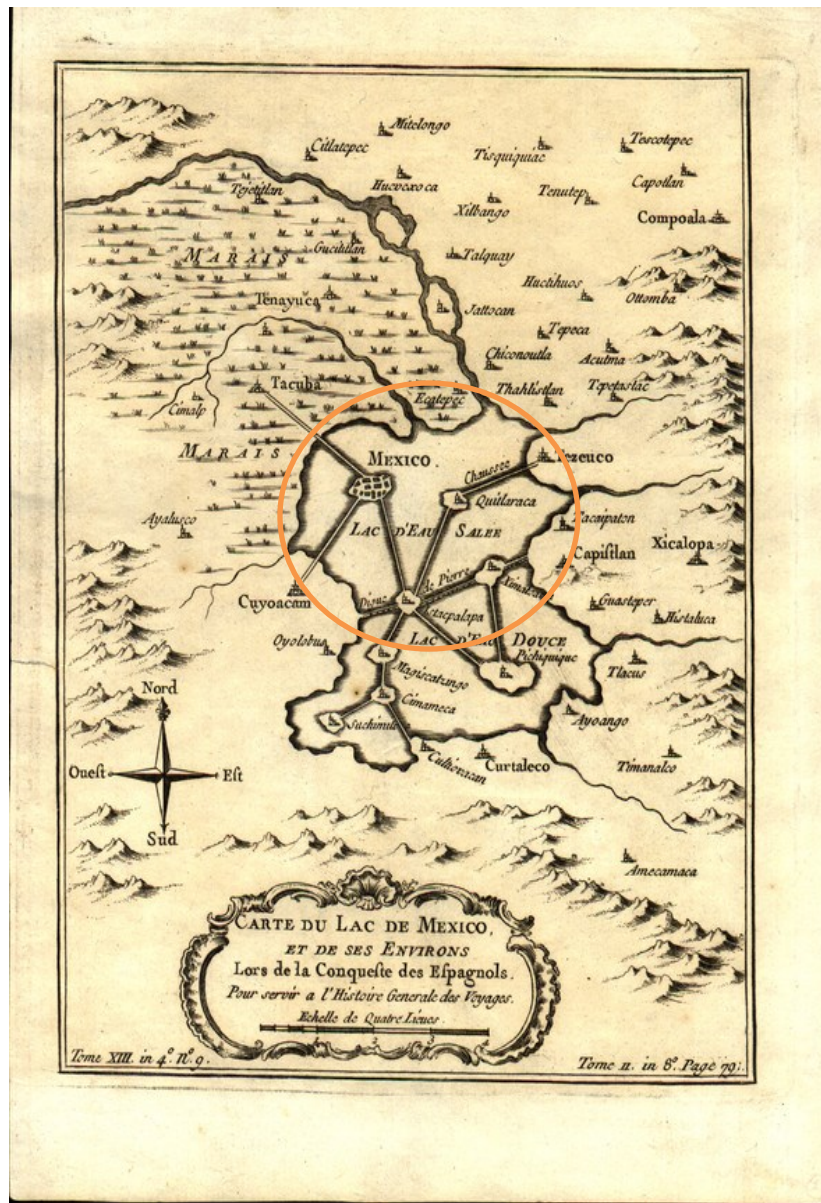
## CHAPITRE 4 : L'HISTOIRE CONNUE D'ATENCO ET TEXCOCO

### 4.1 Période préhispanique

Les municipalités d'Atenco et de Texcoco, situées à 40km au nord-ouest de la Ville de Mexico (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 166), partagent un territoire conjoint et sont intimement liées historiquement et dans l'actualité. Ces deux villes renvoient au territoire où devait être situé le NAICM. Sans décrire tous les détails de l'histoire des peuples du territoire, je ferai un bref exposé des grandes lignes pertinentes pour ce travail. Atenco, mot de langue autochtone nahuatl, signifie « au bord de l'eau » et réfère historiquement à l'ensemble des peuples qui vivaient au large du Lac de Texcoco (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 1). Ce sont aujourd'hui les communautés dénommées Santa Isabel Ixtapan, San Cristóbal Nexquipayac, San Salvador Atenco, Francisco I. Madero, San Miguel Tocuila, San Bernardino, San Luis Huexotla, Santa María Chimalhuacán, San Felipe et Santa Cruz de Abajo qui vivent sur cette grande portion du territoire (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014). Leurs racines se trouvent dans la conformation de la seigneurie d'Acolhua qui comprend des populations venant des sept tribus *nahuatlacas* (Tepaneca, Tlahuica, Tlaxcalteca, Colhua, Xochimilca, Chalca et Mexica, aussi dénommé Aztèque) qui partagent toutes la même langue, le nahuatl (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014).

María de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga (2014) avance que ces populations arrivent dans la Vallée de Mexico, où se situent Atenco, Texcoco et la Ville de Mexico, vers le 11<sup>e</sup> siècle de notre ère. Le début de l'histoire texcocana (de Texcoco) se situe vers la fin du 11<sup>e</sup> siècle, c'est pourquoi l'autrice suppose qu'Atenco émerge à la même époque (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014). Cependant, on situerait l'histoire de l'occupation humaine sur ce territoire aussi loin qu'il y a entre 7000 et 10 000 ans, temporalité établie à partir de restes humains trouvés à Tepexpan, près de San Salvador Atenco (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 5). On a aussi identifié une présence humaine, à la période préclassique mésoaméricaine, entre 300 et 100 av. J.C., à Tezoyuca, située au nord de San Cristóbal Nexquipayac. La communauté d'Atenco, à l'origine de sa formation, avait une superficie approximative d'environ 46,5 km<sup>2</sup> et dépendait de la ville centre, Texcoco, au niveau économique et politique puisqu'elle lui était tributaire (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014). La présence du roi de Texcoco, Nezahualcóyotl, à Atenco, suscite une fierté encore bien présente aujourd'hui, puisqu'il y aurait construit divers routes et systèmes hydrauliques (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014,

6). Cet aspect du développement du système d'irrigation et de la centralité de l'eau chez les peuples de la Vallée de Mexico, qui associaient Nezahualcóyotl à la divinité de l'eau, Tlaloc, est central dans le contexte de la construction de l'aéroport puisque ce dernier met en péril la pérennité des sources d'eau sur le territoire et sa reproduction.



**Figure 3. Carte du Lac de Mexico et de ses environs. Le cercle délimite le Lac de Texcoco**

Source : INAH 1758. Reproduction autorisée par l'auteur.

## 4.2 Cosmvision mésoaméricaine : centralité de l'eau et du territoire

David Robichaux et David Lorente Fernández décrivent la cosmvision mésoaméricaine comme un schéma ou une matrice universalisante qui implique de comprendre la religion ou la spiritualité autochtone, transcendant toutes les sphères de la vie, au même titre que tous les aspects culturels (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 167). La cosmvision se manifeste de manière concrète dans l'analogie des mythes et rituels sociaux, et est définie par un ensemble structuré de divers systèmes idéologiques avec lesquels une identité sociale, spatio-temporellement située, rationalise son rapport au monde et à l'univers (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 167). Robichaux et Fernández expliquent que l'origine de la cosmvision est éminemment sociale puisqu'elle est générée par des relations et des interactions, dans les pratiques et le quotidien, qui guident l'agir humain dans la société et la nature (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 168).

Pour le peuple mexica, principalement concerné par la pluie et la fertilité des sols, la cosmvision se matérialise dans le territoire – correspondant aux conditions matérielles d'existence des communautés –, où les monts et montagnes jouent un rôle déterminant (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 168). La municipalité de Texcoco se trouve à la limite supérieure de la Sierra Nevada, dans les collines de la Sierra de Tlaloc, entourée des monts Tlaloc (au sud), Tezcutzingo (à l'ouest) et Tlamacas (au nord) (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 170). La région est dotée d'un système d'irrigation pensé par Nezahualcōyōtl, lié aux cycles agricoles et à la production de subsistance, regroupant des fontaines, des canaux et les sources du jardin botanique de Tezcutzingo (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 170). Nezahualcōyōtl a été monarque de Texcoco au courant du 15<sup>e</sup> siècle de notre ère, en plus d'être architecte et considéré comme l'un des poètes les plus importants de la culture littéraire mexicaine.<sup>21</sup>

Tlaloc est la figure divine qui permet à la région de bénéficier d'eau pour l'agriculture et la consommation humaine, et est associé à l'eau céleste (formation des nuages et de la pluie). Une divinité féminine, Chalchiuhtlicue, responsable des eaux terrestres (rivières, sources et lacs) et spécialement de la lagune de Mexico (à l'emplacement de la Vallée de Mexico), fait aussi partie de la cosmologie mésoaméricaine de la région de Texcoco. Une autre figure céleste féminine est aussi présente, soit la première épouse de Tlaloc, Xochiquetzal, dédiée au soin des fleurs, des de la nature et de la fertilité (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 171). Ceci me permet

---

<sup>21</sup> Pour plus d'informations sur la vie de Nezahualcōyōtl, voir Martínez, José Luis. 2003 (1972). *Nezahualcōyōtl, Vida y Obra*, Ciudad de México, Fondo de Cultura Económica, 334p.

d'avancer que déjà dans la mythologie nahua, les femmes occupaient une place particulière en tant que protectrice des eaux et du territoire. Ceci renforce le rôle socialement associé aux femmes pour le travail de *care*, envers ses proches et sa communauté, mais aussi dans son rapport avec l'environnement. Une autre croyance accompagne cette cosmovision et veut que des esprits pluviaux, *ahuaques* (gardiens de l'eau), habitent l'intérieur des canaux de la ville et prennent la forme d'un enfant qui accomplit un cycle complet de vie (naissance, croissance, reproduction et mort), soumis au pouvoir des divinités mentionnées précédemment (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 175).

Un des principaux angles de la cosmovision mésoaméricaine à Texcoco, mentionnent Robichaux et Fernández, est l'étroite association entre les monts en tant que lieux de formation des nuages et de la pluie, et la conception de son intérieur comme espace de fertilité (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 177). Le mont Tlaloc continue aujourd'hui de jouer un rôle important dans l'imaginaire populaire texcocano. Selon ce que rapportent Robichaux et Fernández, plusieurs personnes de la région croient que les flux aquatiques de la région émergent de ce lieu, que le système d'irrigation lui est subordonné (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 177). Cependant, on constate que la vision du Tlalocan (le paradis agricole) se matérialise dans les infrastructures contemporaines plutôt que dans le contenu du Mont Tlaloc en soi. La colonisation a engendré un profond processus d'effritement et de détachement des pratiques spirituelles et culturelles nahuas liées au territoire, c'est pourquoi la majorité de ces croyances s'imposent désormais seulement à titre de mythes, sans qu'elles aient de l'influence dans certaines pratiques actuelles.



**Figure 4. Personnage déguisé en Tlaloc**

Source : INAH 1995. Reproduction autorisée par l'auteur.



**Figure 5. Chalchiuhtlicue**

Source : INAH 1940. Reproduction autorisée par l'auteur.



**Figure 6. Sculpture de Xochiquetzal**

Source : INAH 1945. Reproduction autorisée par l'auteur.

### 4. 3 Les dynamiques coloniales et postcoloniale

Je comprends ici la postcolonialité comme la manière dont se déploient les dynamiques socio-politiques et territoriales, après que le colonialisme s'est installé sur le territoire. Le contexte historique colonial propre au Mexique, s'exprimant de manière différente pour chaque localité, dépend des relations qu'entretiennent les premiers peuples avec leur lieu de vie. À l'époque préhispanique, les rites étaient intégrés au fonctionnement de l'État, mais avec l'arrivée des colons espagnols ils ont été forcés en dehors du système idéologique dominant et se sont plutôt transformés en pratiques paysannes locales. Ces pratiques traditionnelles ne sont pas reconnues



comme légitimes dans la société occidentale et renvoient à la construction d'une identité ethnique subalterne (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 167).

Les actuels milieux humides des territoires d'Atenco et de Texcoco représentent un des derniers refuges des dizaines de milliers d'hectares restants de ce qu'était le système des grands lacs de Zumpango, Xaltocan, Texcoco, Xochimilco et Chalco (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 3). Ces lacs, couvrant originalement une superficie de plus de 150 000 hectares, ont été asséchés, pour la plupart, afin de permettre la croissance urbaine de la Ville de Mexico et de ses municipalités périphériques, suggère Rigel (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 3). Dans les communautés d'Atenco et de Texcoco, l'eau occupe encore aujourd'hui une place centrale en tant que symbole culturel, mais aussi parce que l'accès à cette ressource constitue un enjeu socio-politique et environnemental de taille. De plus, le fonctionnement du système d'irrigation actuel est inspiré, dans une certaine mesure, des méthodes préhispaniques – moins de vingt jours pour le calendrier d'arrosage – et celles-ci constituent un des critères invoqués par les communautés pour s'autodéfinir en tant que région culturelle distincte (Robichaux et Lorente Fernández 2015, 170).

Sur d'autres aspects historiques, les communautés sujettes à Texcoco, dont Atenco, ont été envoyées par Nezahualcóyotl pour accueillir les troupes d'Hernán Cortés, venues d'Espagne pour coloniser le territoire (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 7). Lorsque le territoire de Texcoco se retrouve aux mains de la couronne espagnole, les seigneurs d'Atenco se rendent aux troupes de Cortés et implorent leur amitié, ce qui leur vaudra d'être aux côtés de celles-ci lors des tentatives de conquête de Tenochtitlán, le centre de la culture mexicaine et actuelle centre de la Ville de Mexico (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 7-8). Ce n'est qu'une fois la capitale conquise que Cortés reçoit l'autorisation par la couronne espagnole d'assigner des factions militaires à chaque seigneurie de la Vallée de Mexico et c'est à ce moment que commence un long processus d'assujettissement des peuples autochtones du Mexique (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 7-8).

La nouvellement autoproclamé civilisation de la Nouvelle Espagne, impose de profonds changements culturels, religieux, politiques et économiques aux communautés du centre du Mexique. On y impose le castillan en tant que langue officielle et la religion catholique – destruction des infrastructures spirituelles remplacées par celles du pouvoir ecclésiastique espagnol –, entraînant l'ajout du nom d'un saint au nom original de chaque communauté (Atenco devient San Salvador Atenco) (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 7-8). Cette



réorganisation sociale violente a aussi un impact dans le redécoupage du territoire. Pendant plusieurs années, la production agricole de la région servira à approvisionner presque exclusivement la Ville de México et provoque une diminution considérable de la population à cause des conditions d'exploitation et de marginalisation auxquelles elle est soumise (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 7-8).

Jusqu'au moment de la Révolution Mexicaine en 1910, la soumission faisait encore partie de la vie sociale des habitant.e.s des actuelles municipalités d'Atenco et de Texcoco. L'étalement de l'activisme sur une longue période laisse entrevoir que les paysan.ne.s vivant sur les terres agricoles de l'État de Mexico étaient déjà mobilisé.e.s contre le développement de projets urbains sur leurs territoires, qu'ils luttèrent pour leur protection et leur conservation. Cela avant même le déclenchement du processus révolutionnaire. Nous évoquerons seulement ici les exemples des paysans de San Juan Teotihuacán et Otumba, de 1848, ainsi que les soulèvements de Chalco et Texcoco, en 1868, qui s'imposent face au gouvernement régional et national afin de s'opposer à leur subjugation par le travail dans les haciendas – type d'exploitation agricole originaire d'Espagne et qui sont implantées à travers l'opérationnalisation du système colonial au Mexique – et les hacendados – propriétaires des haciendas (Reina 1998). Cette lutte menée par les paysan.ne.s est revendiquée comme étant une guerre contre les riches et pour la répartition des terres occupées par les haciendas entre les autochtones (Reina 1998, 64). Le mouvement populaire mené de front par les peuples autochtones de l'État de Mexico provoque le déclenchement d'opérations répressives de la part des institutions étatiques, tant au niveau municipal que fédéral; on assistera à des épisodes de déportation massive de paysan.ne.s vers l'État du Yucatán, ou encore, à leur enrôlement forcé dans l'armée, au service d'autres États de la fédération. Ces périodes d'insurrections paysannes emblématiques démontrent que les mouvements politiques actuels, transgressifs, qui se déploient sur les mêmes territoires colonisés et défendus par le passé, trouvent une continuité dans l'époque concernée par la présente recherche.

La lutte révolutionnaire initiée en 1910 permettra aux paysans agriculteurs et ex-travailleurs des haciendas de tout le pays, les strates les plus pauvres de la société, de réclamer un droit d'accès à la terre et la restitution de leurs territoires (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 2 et 9). Une nouvelle forme de division territoriale, que j'aborderai en détail dans la prochaine section, émerge à la suite de ce soulèvement national et concernera particulièrement les municipalités au cœur de la présente recherche.

#### **4.4 Répartition agraire du territoire depuis la Révolution mexicaine : ejido et communauté agraire**

Dans les municipalités concernées par la construction du NAICM – Texcoco et Atenco –, on compte plusieurs ejidos. L'ejido – j'y reviendrai plus en détail au prochain point – est un type de propriété collective destinée à la production agricole, issue de la Révolution mexicaine. Cette forme d'établissement périurbaine, avance Azuela (Azuela 1996), aurait servi de point d'ancrage des projets d'étalement urbain entre les années 1950-1970. Pour Rigel, les paysan.e.s d'Atenco et Texcoco ont su aisément s'adapter aux conditions déplorable du territoire, en effectuant un immense travail de réfection de la terre pour la rendre praticable et permettre un rendement considérable pour soutenir les foyers familiaux; ce processus pouvait prendre jusqu'à 14 ans avant de présenter des résultats concluants (de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga 2014, 10).

Cependant, la plus récente réforme agraire (1992) et les différentes lois liées à l'accès et à l'usage du territoire ont grandement détérioré les conditions post-révolutionnaires acquises en faveur des paysan.e.s et des travailleurs.euses agricoles. Le projet du NAICM et l'expropriation à laquelle font face les ejidatario.a.s (habitant.e.s des ejidos) mettent en lumière cette continuité historique dans les processus de réappropriation des terres ejidales par l'État mexicain depuis 1992. L'ejido moderne est le produit d'un processus de dotation, résultat des luttes paysannes. Il est important de mentionner que deux types de propriété collectives ont été générées par la Révolution Mexicaine de 1910 : l'ejido et la communauté agraire<sup>22</sup>.

Avant la Loi Agraire de 1992, ces deux formes de possession communales des terres avaient un caractère complètement différent à celui de la propriété privée et publique (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 8). Les terres ejidales et communales étaient inaliénables, intransmissibles, imprescriptibles et indivisibles. Devenir membre d'une de ces formes de propriété collective implique un ensemble d'obligations individuelles en rapport avec le travail de la terre, et la régulation de la vie sociale passe par les décisions prises en assemblée, le sujet collectif (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 8). Malgré leur caractère collectif et social, l'ejido et la communauté agraire vivent des contradictions, déjà lors de leur mise sur pied, entre la propriété privée et ce qui est de l'ordre du bien commun et collectif.

---

<sup>22</sup> En tant que concept du Droit Agraire mexicain, la communauté est une entité collective reconnue où vivent des gens, dans un milieu rural, partageant des coutumes, et est formé par un ensemble de terres, de forêts et de sources d'eau (López 2016).

On associe le travail agricole et l'accès à la terre avec la vie familiale et l'appartenance à la collectivité. Ce sont des propriétés corporatives appartenant à l'ensemble des ejidatario.a.s ou comunards représentés par l'assemblée, mais qui sont fractionnées et divisées individuellement en unités de dotation (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 8). Cette parcelle est assignée à chaque membre par le Ministère de la Réforme Agraire (Secretaría de la Reforma Agraria – SRA) et doit être de la même taille pour tous (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 8). Cette répartition du foyer agraire est enchâssée dans le droit agraire et octroie différents droits sur les parcelles, les terres de pâturage et le sol urbain, dépendamment des ressources disponibles sur le territoire. En regard des dispositions prévues dans la Loi Fédérale de la Réforme Agraire de 1971, pour les ejidatarixs, l'obtention des terres passait par la dotation, excluant la possibilité de vente (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 8). Pour la dotation des terres, les paysan.e.s doivent se rassembler en groupe d'un minimum de 20 personnes et remplir les conditions suivantes : pour les hommes, être majeur, mexicain et agriculteur, et pour les femmes, être chef de famille (veuve), mexicaine et agricultrice (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 10). C'est un processus qui pouvait prendre plusieurs années avant d'être effectif puisqu'il y avait plusieurs institutions gouvernementales par lesquelles la demande devait être étudiée et approuvée. Alors que pour les communautés, l'accès aux terres se fait par la restitution, la reconnaissance et la confirmation, souvent destinée aux peuples autochtones (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 8).

L'État perçoit l'ejido comme une sorte de « cadeau », alors que pour les communautés il fallait reconnaître le droit à la terre qui précédait la fondation de l'État mexicain post-révolutionnaire (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 9). Pour obtenir le statut de communauté, selon l'article 27 de la Constitution mexicaine de 1917, la restitution des terres à un peuple est applicable dans la mesure où celui-ci peut aisément démontrer qu'il a été dépossédé de ses droits légitimes lors de la colonisation (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 9). Un processus lourd impliquant la présentation de titres de propriété datant de la période coloniale et démontrant l'événement d'expropriation ou de dépossession de la période de la Loi Lerdo<sup>23</sup> (1857-1910) (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 9).

---

<sup>23</sup> Cette loi, de 1856, enlève le droit de possession de terres aux entreprises ecclésiastiques et civiles dans le contexte de la période de Réforme de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, visant à séparer l'Église de l'État (Castañeda de la Cruz et Castellanos Suarez 2016, 154). Plus précisément elle fait partie d'un processus de désamortissement, qui permet d'exproprier des terres ou des biens qui ne sont pas utilisés pour la production. On leur laisse trois mois pour faire une concession de leurs terres, dans le cas de l'Église, ou de les subdiviser et les assigner, dans le cas des villages (Castañeda de la Cruz et Castellanos Suarez 2016, 154). Afin de comprendre l'entièreté de cette loi veuillez-vous référer à l'article cité.

Par contraste, les ejidos étaient distribués aux peuples sans terres et, depuis 1934, aux groupes de paysan.e.s ex-travailleurs.euses des haciendas libéré.e.s durant les luttes révolutionnaires, ce qui permet de les identifier comme des éléments centraux à la modernisation productive de la campagne mexicaine (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 9). Entre 1915 et 2010, ce sont un peu plus de 50% des terres de propriété privée ou publique qui ont été transformées en propriété sociale à l'échelle nationale (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 9).

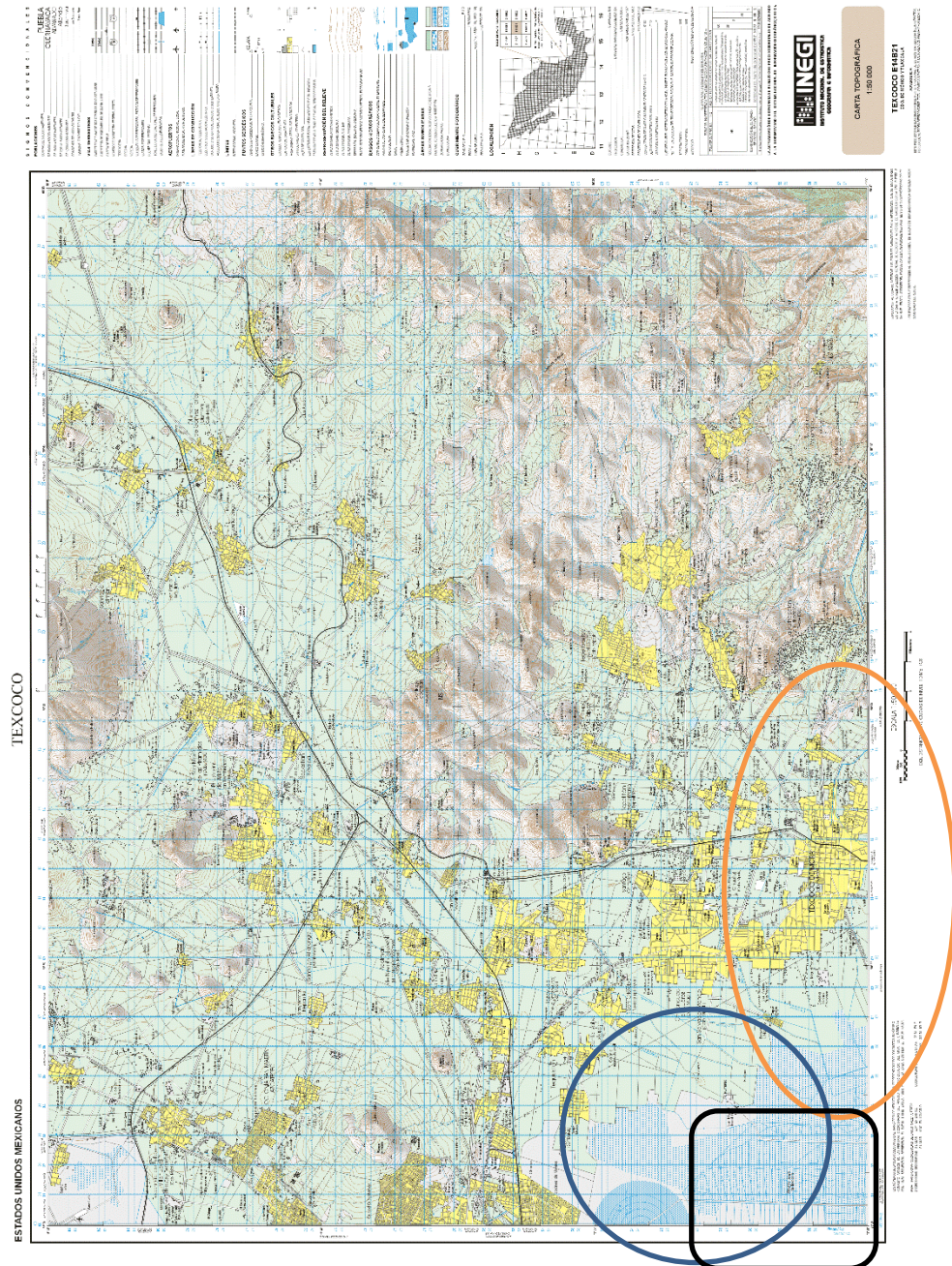
L'agrandissement de l'ejido et la création de nouveaux centres de population ejidal liés à un même ejido sont aussi encadrés par la Loi Agraire. Pour l'agrandissement, l'assemblée ejidale doit faire une demande de croissance de population à la législation agraire et démontrer qu'il y avait un manque au niveau des terres ejidales destinées à la cultivation. C'était en revanche assez difficile de réaliser ces élargissements durant les décennies 1970-1980, puisqu'il y avait un grand manque de terres disponibles pour la redistribution dans tout le pays (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 10). Lorsqu'il n'y avait pas assez de terres pour satisfaire tous les membres en droit, l'État autorisait la création de nouveaux centres de population ejidales dans d'autres régions où il y avait des terres disponibles. Celles-ci étaient surtout des propriétés de la nation auparavant occupées par des établissements coloniaux ou destinées à la création d'infrastructures par le gouvernement fédéral (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 10).

#### **4.5 Réformes légales et nouvelles législations, années 1990-2000**

Pour les groupes paysans et les personnes autochtones, les nouvelles législations d'accès à la propriété qui entrent en vigueur dans la foulée de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain, viennent chambouler leurs conditions matérielles de vie. De nouvelles formes d'accaparement de la terre émergent. À commencer par la dotation des terres ejidales qui permettait à un groupe, sans terre, formé d'au moins vingt paysan.ne.s d'accéder à la propriété. Le problème principal avec cette forme de propriété collective était la lourdeur du système de désignation de droit, puisque les demandes passaient par plusieurs institutions gouvernementales avant d'être acceptées.

L'agrandissement de l'ejido pouvait aussi servir à acquérir plus de terres et ainsi répondre aux besoins d'espace à la suite de la croissance démographique. Les deux cartes ci-dessous, l'une

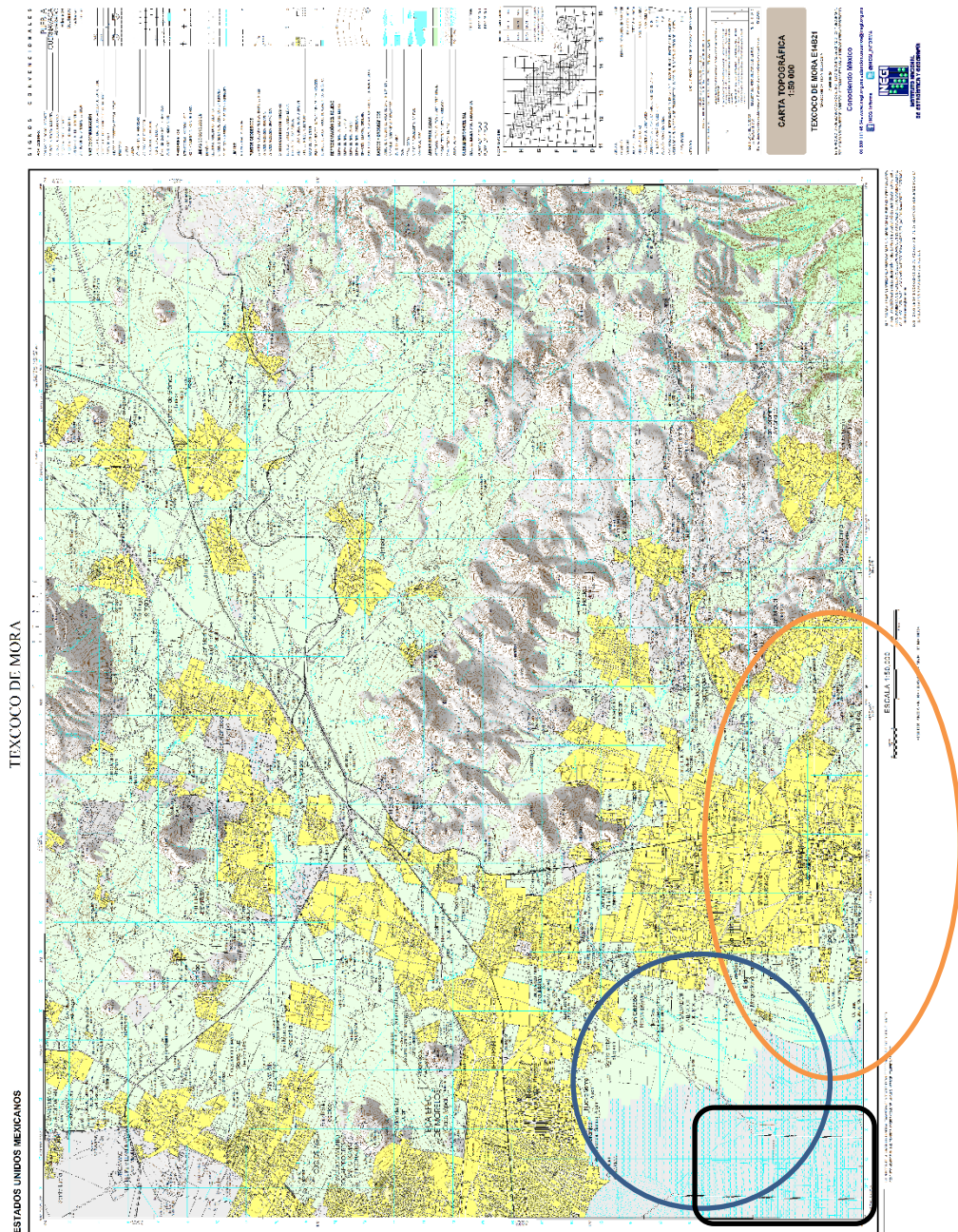
de 1998 et l'autre de 2014, démontrent explicitement l'intensification du processus d'urbanisation et de croissance de la population dans la région nord-est de l'État de Mexico, c'est-à-dire de Texcoco, Atenco et leurs environs.



**Figure 7. Carte topographique de Texcoco de Mora. La zone urbanisée est identifiée par du jaune. Le cercle orange délimite approximativement Texcoco et le bleu Atenco. La zone du NAICM est en noir.**

Source : INEGI 1998. Reproduction autorisée par l'auteur.





**Figure 8. Carte topographique de Texcoco de Mora. La zone urbanisée est identifiée par du jaune. Le cercle orange délimite approximativement Texcoco et le bleu Atenco. La zone du NAICM est en noir.**

Source : INEGI 2014. Reproduction autorisée par l'auteur.

Dans la première carte on aperçoit, dans la partie sud-ouest, Texcoco et la zone délimitant le site du projet aéroportuaire. L'aire où l'on planifie construire le NAICM est en bleu opaque et Texcoco et Atenco se trouvent directement à l'ouest où certaines parties, urbaines, sont identifiées en jaune et les zones bleu pâle représentent des terres agricoles. On peut voir que tout autour du site du NAICM l'espace est majoritairement bleu, démontrant une faible urbanisation en 1998. Moins de vingt années plus tard, sur la deuxième carte, on aperçoit clairement qu'une grande portion de cette zone est désormais en jaune dû à un processus intense d'urbanisation et de croissance démographique. La Réforme agraire de 1992, expliquée à la prochaine section, a enclenché ces transformations ostentatoires. Il est aussi utile de noter que la carte montre, à l'endroit du site de l'aéroport, un bleu hachuré qui, selon la légende, identifie la présence de sols inondables. Cette donnée a servi d'appui scientifique à l'argumentaire d'opposition au projet du NAICM. Je reviendrai plus loin sur cet aspect des limites géologiques de la construction d'un aéroport sur ces terres fragiles.

#### **4.5.1 Loi Agraire de 1992**

La réforme de 1992 de l'article 27<sup>24</sup> de la constitution mexicaine et la nouvelle Loi Agraire qui en découle a pour but de servir les intérêts politiques et économiques du gouvernement de Carlos Salinas de Gortari, dans la privatisation des terres communales (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 15). Ces terres, pourtant inaliénables, sont désormais menacées par l'objectif de mettre fin au système de répartition territoriale initié par la révolution de 1915. En préparation de la signature de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA) en 1994, on ouvre au marché les terres en dotation et celles converties en ejido ou communauté agraire. Contrairement à la réforme agraire de 1971, où le droit aux parcelles ejidales et le droit aux terrains conjoints étaient intimement liés et protégés par le certificat agraire, la réforme de 1992 fragmente ces droits (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 16). Les deux formes d'accès à la propriété ejidale deviennent indépendantes et les propriétaires de parcelle ejidale obtiennent de nouveaux droits qui s'inscrivent dans une idéologie néolibérale. Les certificats d'assignation des parcelles se fait au nom de chaque ejidatario, éliminant ainsi les obligations face à l'assemblée ejidale. Les membres des ejidos sont alors poussés à devenir

---

<sup>24</sup> Il est pertinent de souligner que la réforme de cet article constitutionnel survient deux ans avant la signature de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALENA) (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 299)

autonomes, dans le sens libéral du concept, de ne plus être aux dépend des décisions collectives.

La nouvelle Loi Agraire change aussi la manière dont s'opère la cession de terre. Dorénavant, la transmission peut être onéreuse ou gratuite. Cependant, si la transaction est un acte de vente, seules les parcelles de terres ejidales approuvées par un certificat parcellaire peuvent être cédées de cette manière (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 17). Les ejidatario.a.s et les habitant.e.s en droit sont les seul.e.s à pouvoir faire une telle cession. Cette transaction doit être publique et respecter les droits de la conjoint.e et des enfants qui, s'ils ne peuvent l'acquérir, devront signer un document d'acceptation de la cession. C'est seulement en ces termes que la transaction de parcelles ejidales est légale.

Les terres d'usage commun faisant partie de la communauté ejidale, en regard de l'article 74, sont toujours inaliénables et exemptées de saisies, même si en pratique elles sont transmissibles et divisibles. Ce sont ces terres infertiles non parcellées et auxquelles ont droit l'ensemble des ejidatario.a.s et les membres de la communauté, qui sont utilisées pour le bétail, la cueillette, l'exploitation forestière, les projets miniers ou le tourisme. Les articles 23, 56 et 57 enchâssent les droits de l'assemblée ejidale relativement à leur pouvoir de parcellement et d'assignation des terres de manière collective ou individuelle (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 17).

D'autres articles de cette loi octroient des droits particuliers aux propriétaires de parcelle : les propriétaires privés peuvent devenir membres de l'ejido (art. 90), ils peuvent adopter le régime communal (art. 103) ou choisir d'avoir l'entière responsabilité du contrôle (art. 81), et les membres des communautés agraires peuvent changer de statut juridique pour devenir ejidatario.a.s (art. 104) (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 17). C'est un processus de fragmentation des propriétés collectives qui se déploie à partir de l'attribution de nouveaux droits permettant à leurs habitant.e.s une relative autonomie, surtout au niveau matériel et politique. Pendant plusieurs décennies, la population des ejidos se maintenait à un même seuil, puisqu'il que le nombre d'ejidatario.a.s était fixé par la résolution présidentielle de création d'un nouvel ejido ou pour l'agrandir (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 17). Une place devait se libérer pour pouvoir être transférée de manière encadrée. La mort d'un membre, l'émigration ou le fait d'abandonner l'agriculture pour deux années consécutives représentaient les seuls facteurs de baisse démographique des ejidos. Un.e ejidatario.a pouvait aussi perdre ses



droits si un conflit l'opposait à la communauté ou encore s'il y avait une vente illégale de parcelles (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 18).

La réforme agraire renvoie désormais la charge légale d'acceptation des nouveaux membres des ejidos à l'assemblée ejidale, en la retirant des mains du gouvernement et des commissaires ejidales. C'est-à-dire qu'avant 1992, les règles d'intégration d'un ejido étaient définies par l'État. Tous les ejidos de la fédération mexicaine étaient régis par un cadre similaire. Aujourd'hui les règles sont définies par l'assemblée du foyer ejidal, ce qui fragmente l'aspect unitaire du système des ejidos. Désormais, il est possible pour l'assemblée ejidale de régulariser des personnes en possession irrégulière de parcelles ejidales. De nouvelles catégories sont prévues dans la Loi pour ces nouveaux types de propriétaires : les résident.e.s (avecindado) et les possédant.e.s (posesionario) (Torres-Mazuera, Fernández Mendiburu et Gómez Godoy 2018, 18). Ces nouveaux sujets des ejidos sont en droit d'acquérir des terres à travers la vente, mais restent sans voix ni droits par rapport à l'assemblée ejidale, ce qui peut mener à des dissensions importantes et des rapports de pouvoir problématiques au sein des communautés.

#### **4.6 Le projet du Nouvel Aéroport International de la Ville de Mexico (NAICM)**

L'Aéroport International de la Ville de Mexico (Aeropuerto Internacional de la Ciudad de México – AICM) est fondé en 1932 et ses infrastructures seront inaugurées 20 ans plus tard, en 1952. Sa capacité est de 21 millions de passagers par année, représentant 340 000 vols par année, faisant de lui l'aéroport le plus important du Mexique avec une force de travail de près de 20 000 employé.e.s (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 301). L'actuel aéroport de la Ville de Mexico (CDMX) s'inscrit au quinzième rang mondial de la liste *Megahubs<sup>25</sup> Index 2019* de l'Official Aviation Guide (OAG) (OAG 2019) et occupe la première place en Amérique Latine avec un indice de connectivité de 191<sup>26</sup>. Déjà, rapidement après sa création, dans la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, les pressions s'intensifient sur les différents gouvernements afin de trouver une solution à la saturation éventuelle de l'AICM, dans le contexte de l'étalement urbain exponentielle de la Ville de Mexico. Il faut aussi mentionner que l'aéroport ne compte que deux pistes d'atterrissage et décollage, et qu'à cause de leur très grande proximité, les ingénieurs

---

<sup>25</sup> Le *hub*, dans le monde aéroportuaire, est une plateforme aérienne qui permet aux lignes aériennes de pouvoir concentrer leurs avions à un même endroit, en plus de rendre possible une multitude de connexions.

<sup>26</sup> Pour calculer l'indice, on compare le nombre de connexions planifiées de et vers des vols internationaux, avec le nombre de destinations desservies à l'aéroport (OAG 2019).

considèrent qu'il n'est pas sécuritaire de les opérer de manière simultanée (Flores Dewey et Davis 2013, 532). Alors que l'aéroport avait en théorie une capacité maximale de 354 000 vols par année, en 2000, on éprouvait déjà de la difficulté à opérer 301 246 vols; on surpasse le nombre de vols par heure (v/h) maximal que l'aéroport peut orchestrer, soit de 54 v/h, presque chaque jour durant les périodes les plus achalandées. Il est impératif de noter que ces problèmes de saturation se manifestent aussi durant les périodes en-dehors de la haute-saison (Domínguez Virgen 2011, 68). En fait, dans le rapport *Opciones de localización del nuevo Aeropuerto de la Ciudad de México*, on projetait des taux de saturation inégalés pour l'an 2000, tout en argumentant qu'il serait impossible de construire un agrandissement à l'aéroport actuel par manque de terrains disponibles (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011). Le site étant enclavé par des infrastructures urbaines d'habitations et commerciales. Les inquiétudes liées aux capacités aéroportuaires de l'AICM avaient été constatées bien avant le début des années 2000. Déjà, vers la fin des années 1960, des études avaient été menées, mais ce ne sera vraiment durant les années 1990 que l'on proposera plus concrètement des alternatives aux infrastructures actuelles.

#### **4.6.1 Les années 1970 à 2000 : nécessités infrastructurelles à l'aube de la saturation aéroportuaire**

Depuis les années 1960, l'État mexicain avait des projets d'agrandissement et de déplacement de l'aéroport international de México, basée sur des projections faisant état d'une augmentation importante du trafic aérien dans la capitale. Cependant, des considérations culturelles et environnementales viendront ralentir ces intentions de développement aéroportuaire. L'importance culturelle et historique concernant l'ancien Lac de Texcoco, et les enjeux environnementaux et de santé publique qui lui sont liés, font partie de la scène politique depuis les années 1960. C'est dans ce contexte, qu'en 1965, le gouvernement de Gustavo Díaz Ordaz met sur pied un projet de sauvetage du territoire lacustre, dirigé par les ingénieurs Nabor Carrillo et Gerardo Cruickshank (Encinas Rodríguez 2015, 13). Cette tentative de rescaper le défunt Lac de Texcoco vient d'une volonté de freiner l'expansion urbaine de la métropole mexicaine, en plus de remédier aux problèmes d'inondations, de fournir en eau la zone métropolitaine, de recharger les aqueducs, d'éliminer les tourbillons de poussières et de nettoyer l'air (Encinas Rodríguez 2015, 13). Ces tourbillons de poussière sont provoqués par l'érosion du fond de l'ancien lac. C'est à l'intérieur des limites de ce dernier que le projet inclut la création d'un vase de captation et de régulation des eaux usées, pour la vallée de Mexico. La commission du Lac de Texcoco est mise

sur pied et on assigne 10 000 heures pour le projet (Encinas Rodríguez 2015, 13) Après la mort de l'ingénieur Carrillo, Cruickshank en assure la continuité; on fait des avancées significatives dans la construction de digues et de bordures permettant la création de diverses étendues d'eau dans la région (Encinas Rodríguez 2015, 14). D'importants travaux de pâturage et de reforestation sont mis en œuvre, en utilisant des espèces adaptées aux hauts taux de salinité des sols. Ces initiatives de conservation des sols et des eaux s'imposent en tant que pionnières nationales pour le développement durable dans les régions montagneuses, d'où proviennent les courants d'eau, en ce qui concerne Texcoco. Cependant, comme le projet ne réussit pas à attirer la reconnaissance nationale et internationale, on l'abandonne.

Ce projet de protection et de mise en valeur du territoire naturel richement ficelé par la culture qui l'habite, par l'histoire qui le traverse, et par une faune et flore abondante, témoigne des volontés de prévenir un désastre environnemental latent. Ça n'empêche cependant pas les différents gouvernements, depuis cette époque, d'envisager l'utilisation du site de l'ancien lac pour accueillir un nouvel aéroport, comme l'aéroport actuel faisait déjà face à d'importantes contraintes logistiques et opérationnelles. Les limites de l'AICM ont d'abord été observées concrètement durant les mandats de Ordaz (1964-1970) et Luis Echeverría Álvarez (1970-1976) (Domínguez Virgen 2011, 68). C'est d'ailleurs sous le gouvernement de ce dernier, que le projet d'un nouvel aéroport est considéré; on propose la relocalisation complète de l'AICM à Zumpango, à un peu de moins de 60 km au nord-nord-ouest de la municipalité de Texcoco (Domínguez Virgen 2011, 70). On fait une seconde proposition, cette fois-ci pour construire de nouvelles pistes à l'aéroport en place, n'impliquant pas de relocalisation, supposant des coûts moindres. Les deux propositions viennent de hauts fonctionnaires (Domínguez Virgen 2011, 73). Une option encore envisageable dans la décennie 1970, puisque qu'il y avait encore beaucoup de terres « disponibles » autour de l'AICM (Domínguez Virgen 2011, 73); un rapport d'un organe gouvernemental indique que la solution se trouverait quelque part entre les deux (Domínguez Virgen 2011, 71). Rapidement, les territoires libres d'infrastructures métropolitaines se retrouvent au cœur des mesures de dédommagement du gouvernement de Miguel de la Madrid (1982-1988), visant les personnes affectées par le séisme de la Ville de Mexico, survenu le 19 septembre 1985 (Domínguez Virgen 2011, 72). C'est dans ce contexte, que les volontés d'agrandissement s'éteignent pour laisser place, durant le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), à la restructuration de l'économie et aux diverses stratégies de récupération de légitimité politique (Domínguez Virgen 2011, 72).

Ce sera vers l'année 1992 que les questions d'agrandissement aéroportuaire refont surface et plus précisément vers la fin de l'administration du gouvernement d'Ernesto Zedillo, et que l'on commence à analyser des solutions alternatives à l'aéroport en place (Domínguez Virgen 2011, 72). Contrairement à l'époque du gouvernement d'Echeverría, les propositions de projets affluent de plusieurs endroits au pays : Hidalgo, État de Mexico, Morelos, Puebla, Querétaro et Tlaxcala. Au sortir des six années de gouvernement de Zedillo, on publie une compilation des études menées sur les propositions de projet aéroportuaire. Certains observateurs avaient proposé de convertir l'aéroport militaire de Santa Lucía – site du projet aéroportuaire du gouvernement actuel d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) – en aéroport commercial. Cette proposition sera brièvement analysée par Aéroports et Services Auxiliaires (ASA), mais rapidement écartée, à la suite de négociations infructueuses avec le Secrétaire de la Défense (Domínguez Virgen 2011, 73). Finalement, seules deux propositions seront sérieusement retenues; Tizayuca et Texcoco. Ce dernier a pour avantage de permettre la construction de trois pistes parallèles, alors que l'autre devrait compter sur l'appui de l'AICM pour pouvoir opérer efficacement. Un des problèmes techniques majeurs du projet de Texcoco c'est d'être un lieu de passage migratoire important pour plusieurs espèces d'oiseaux; problème qui, aux yeux du gouvernement, est vite « réglé » à la suite de la publication d'une étude du MITRE, en 2000 (Domínguez Virgen 2011, 74). Pour Carlos Domínguez Virgen (2011, 75), dans les années 1980, l'idée d'agrandissement de l'aéroport a survécu à cause de sa faisabilité au niveau aéronautique et ingénierie, mais dans les dernières décennies les considérations environnementales, jusque dans les politiques publiques, ont pris de l'ampleur. Il est aussi important de souligner le contexte particulier du début des années 1990, avec la ratification de l'ALENA et le soulèvement de l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN) en 1994, la réforme constitutionnelle de 1992 et le changement de régime politique de la ville de Mexico (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 301). Le tout couplé à un taux de chômage croissant, creusant d'avantage le fossé des inégalités entre les centres urbains et les périphéries (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 303). En 1992, on met sur pied le sous-ministère de l'environnement, à l'intérieur du Ministère du Développement, et finalement, en 1994, on crée le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (SEMARNAT) (Domínguez Virgen 2011, 75). Ce sont ces divers enjeux qui se présentent à l'échelle locale, nationale et internationale qui ont influencé la décision des gouvernements successifs de Gortari et Zedillo d'abandonner l'idée d'installer l'aéroport à Texcoco. Domínguez avance que ce Zedillo ne doutait pas de la faisabilité du projet à cause de motifs sociaux et d'une possible résistance à Atenco et Texcoco, mais plutôt par anticipation d'une résistance organisée des groupes environnementaux (Domínguez Virgen 2011, 76). L'option de

Texcoco représentait un si grand défi environnemental que l'on penchait plutôt pour l'option de Tizayuca (Domínguez Virgen 2011, 76).

Après trois décennies du constat, par les gouvernements qui se sont succédé, de l'importance d'un nouvel aéroport, la fin du 20<sup>e</sup> siècle, au Mexique, n'aboutira pas sur une solution concrète pour enrayer les problèmes logistiques et techniques de l'AICM (Kuri Pineda 2010, 322). On retient deux options, Tizayuca et Texcoco, mais plusieurs experts mettent en garde contre cette dernière (Kuri Pineda 2010, 322). En 1998, un groupe composé de quatre architectes mettent sur pied le projet de *Ciudad Futura* (Ville du Futur), à partir de l'idée de Cruickshank et Nabor Carillo (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 167; Encinas Rodríguez 2015, 14). Par ailleurs, des études de climatologues démontraient les potentiels changements significatifs sur le climat de la ZMVM (Encinas Rodríguez 2015, 15). Cette initiative impliquait aussi la fermeture complète de l'AICM pour cause d'interférence avec les trajectoires d'arrivées et de départs. Le projet ne prospère pas et l'idée d'un nouvel aéroport ne sera pas remis sur la table de la politique publique nationale avant l'année 2000.

#### **4.6.2 L'an 2000 : Tizayuca ou Texcoco?**

Le Mexique du 21<sup>e</sup> siècle apparaît comme porteur d'espoir en termes de changements politiques, avec une augmentation de la pauvreté extrême et le contexte économique (inter)national qui se solidifie autour du néolibéralisme, après la ratification de l'ALENA (Castañeda de la Cruz et Castellanos Suarez 2016, 428). À la suite de 71 de ans de règne politique du gouvernement par un seul parti (Flores Dewey et Davis 2013, 536), le PRI, de nouvelles formations politiques institutionnelles émergent et s'auto-déclarent comme étant de réelles alternatives à ce pouvoir politique qui semblait jusque-là inébranlable. Le projet phare du nouveau gouvernement en place, institué par le Parti Action Nationale (PAN- Partido Acción Nacional) est de compléter la transition du Mexique dans le « monde néolibéral » (Flores Dewey et Davis 2013, 536 traduction propre). Peu avant l'entrée au pouvoir historique du PAN, avec comme président Vicente Fox, des pressions de la part d'Arturo Montiel et Miguel Ángel Núñez Soto avaient été faites sur le gouvernement central afin d'attirer le possible futur aéroport dans leurs État respectif (État de Mexico et Hidalgo) (Flores Dewey et Davis 2013, 538). De son côté, le gouverneur du District Fédéral, AMLO, défendait le maintien de l'aéroport international du centre du Mexique, à son endroit actuel.

Deux seules options sont retenues par le gouvernement de la fin des années 1990, pour construire un nouvel aéroport : Tizayuca, dans l'État de l'Hidalgo, et Texcoco, dans l'État de Mexico. Le projet aéroportuaire à Tizayuca avait obtenu l'aval de la Force Aérienne Mexicaine (Fuerza Aérea Mexicana – FAM). En effet, le Général Juan Arturo Villasana, décrivait ce projet comme étant viable, d'autant plus qu'en déménageant l'aéroport dans l'État de l'Hidalgo, les habitant.e.s de la ZMVM auraient été épargné.e.s de la pollution auditive créée par les décollages et atterrissages incessants des avions. Pour certains analystes, comme Domínguez (2011, 77), déplacer l'aéroport à Tizayuca ne permettrait pas d'assurer une certaine ascension économique de la région, puisqu'on devrait continuer de compter sur le fonctionnement de l'AICM pour pouvoir subvenir à la demande. Ce même auteur souligne que, selon les études du MITRE, en 2000, et de la UNAM, en 2001, en plus de pouvoir assurer une construction et des projets connexes amortissant les forts impacts environnementaux, Texcoco serait un projet viable économiquement (Domínguez Virgen 2011, 76-77). C'est qu'on envisageait de pouvoir financer le projet en attirant des promoteurs, des développeurs et des investisseurs dans la zone des terrains de l'AICM, une fois détruit. Cependant, une limite s'impose au projet à Texcoco, soit celle de devoir compter avec un financement qui ne viendrait que plusieurs années plus tard. C'est-à-dire que les projections de gains économiques viendraient de l'investissement privé, et que celui-ci servirait à financer les différentes étapes du projet au fur et à mesure que celui-ci se concrétise. On peut donc en comprendre qu'il plane un certain niveau d'incertitude quant à la possibilité d'achèvement du projet. Les coûts démesurés engendrés par le mégaprojet impliquaient *de facto* l'expropriation des terres et une compensation sur le long terme pour les communautés. Au moment de mettre le projet à exécution, il n'y a pas vraiment de fonds disponibles permettant de négocier et d'acheter la terre en regard de sa valeur commerciale, présente et future, dérivée de l'usage qui en serait fait (Domínguez Virgen 2011, 78). C'est moins en regard de principes de justice et d'égalité socio-économique, mais avec la ferme conviction que le projet à Texcoco serait viable, et favorable, d'un point vue environnemental, que l'on décide de choisir ce territoire pour accueillir l'aéroport. Une partie du budget devait servir à la restauration environnementale : reforestation, restauration des sols, et régulation hydraulique du sous-bassin de Texcoco; projet de nettoyage et restauration de la lagune de Zumpango (Domínguez Virgen 2011, 78). Au niveau institutionnel et politique, ce sont deux coalitions d'intérêts qui s'affrontent pour déménager l'aéroport à Texcoco ou à Tizayuca. Le choix s'arrête sur Texcoco, pour être finalement annulé, en août 2001 – je reviendrai en détails sur les événements entourant l'échec du projet du PAN, dans la section suivante.

Après l'abandon du mégaprojet aéroportuaire à Texcoco, les problèmes de capacités à l'AICM perdurent, et le gouvernement de Vicente Fox remet sur la table la proposition de déménager l'aéroport à Tizayuca (Encinas Rodríguez 2015, 16). Selon les études publiées autour de cette option, le site présente des conditions techniques et aéronautiques idéales (Encinas Rodríguez 2015, 16). Manuel Ángel Núñez Soto, alors gouverneur de l'État de l'Hidalgo, développe le projet « aéropolis »; celui-ci implique l'acquisition de 1300 hectares de terrains et un endettement d'environ 2 450 millions de pesos (Encinas Rodríguez 2015, 16). La construction de l'aéroport à Tizayuca représenterait l'opportunité d'orienter l'étalement de la Ville de Mexico vers le nord, avec la création de 300 000 emplois et le foisonnement de la compétitivité et du développement économique de l'Hidalgo et de la région centre du pays (Encinas Rodríguez 2015, 16). À la suite du changement d'administration, avec comme gouverneur de l'État Miguel Ángel Osorio Chong, le projet resterait tel quel, mais s'étalerait sur 20 ans au lieu de 10 ans. Un des principaux avantages que représente Tizayuca, c'est pouvoir sauver l'AICM, donc de ne pas gaspiller ce qui est déjà en place, en plus de pouvoir le moderniser et construire un deuxième terminal. La conservation de l'AICM permet aussi de compter sur un aéroport alternatif en cas d'urgence; par exemple, un tremblement de terre de grande envergure qui empêcherait les opérations des avions. Contrairement à Texcoco, où le lac Nabor Carrillo accueille une grande diversité d'oiseaux migrateurs à une proximité du site aéroportuaire non-conforme aux normes de l'OACI, le projet à Tizayuca apparaît comme respectant ces limites environnementales et d'opérativité (Encinas Rodríguez 2015, 17). Au niveau de sa superficie, cet aéroport n'aurait occupé que 4000 hectares des 65 000 hectares de la superficie totale, ayant le moins d'impacts possible sur les milieux naturels environnant. À Texcoco, le défi ingénieur de taille était celui de renforcer la capacité de charge des sols, originalement très faible à cause de leur composition, ce qui aurait engendré des coûts monstres, alors que pour Tizayuca, cette capacité allait bien au-delà des recommandations de l'OACI (Encinas Rodríguez 2015, 18).

Malgré ces considérations techniques, ingénierues, environnementales et socio-économiques, le gouvernement du président Felipe Calderón – de 2006 à 2012, pour le PAN – finance à hauteur de 200 millions de pesos pour des études et des projets afin de développer un nouvel aéroport à Texcoco (Encinas Rodríguez 2015, 18). Lors de la campagne présidentielle de 2012, Enrique Peña Nieto, alors gouverneur de l'État de Mexico et candidat du PRI pour la présidence du Mexique, promet de mener à terme le projet aéroportuaire à Tizayuca, lors d'une tournée électorale dans la région de l'Hidalgo. Les conclusions de l'étude du Ministère du Développement Social, présentées en juillet 2001, intitulé *Implications territoriales des Alternatives de Localisation*

*du Nouvel Aéroport International de la Vallée de Mexico*, sont sans équivoque en regard de l'échec annoncé du projet à Texcoco, selon Encinas (2015, 41). Voici une courte synthèse de quelques points importants à retenir de ce rapport comparatif entre l'aéroport à Texcoco ou à Tizayuca : s'il est construit à Texcoco, l'impact régional sur la région du Lac de Texcoco accentuera le déséquilibre entre les villes de la ZMVM, puisque la croissance sera concentrée dans cette région (Encinas Rodríguez 2015, 41). Ceci aura pour effet d'empêcher le développement des autres zones métropolitaine, de réduire l'interaction socio-économique entre les villes et d'augmenter jusqu'à trente pourcent l'occupation des routes, renforçant en somme la marginalisation des États de l'Hidalgo, Tlaxcala et Puebla (Encinas Rodríguez 2015, 42). Les retombées économiques et sociales se concentreront principalement dans l'État de Mexico. Cependant, l'urbanisation y serait limitée, puisqu'un peu plus d'un million et demi d'habitants résident dans une zone considérées à risques pour la santé et la sécurité, due à la proximité avec le site de l'aéroport. À l'opposé, le déplacement de l'aéroport à Tizayuca aurait permis de favoriser le développement régional dans les villes couronnant la ZMVM, plus précisément dans les États de l'Hidalgo et de Mexico. La zone métropolitaine se développerait vers la ville de Pachuca, située à vingt kilomètres du site aéroportuaire, avec la construction de nouvelles routes ou la réfection de celles existantes, le tout en maintenant les opérations à l'AICM. Pour Encinas, le développement d'un projet d'une telle envergure devrait se faire au nom de la quête d'une meilleure qualité de vie pour les habitants concernés (Encinas Rodríguez 2015, 43). Finalement, le projet de Texcoco entrerait directement en conflit avec le Plan Municipal de Développement Urbain de la Municipalité de Texcoco, qui qualifie l'aire de l'ancien Lac de Texcoco comme étant non urbanisable, en plus qu'elle est considérée comme une Aire Naturelle Protégée (Encinas Rodríguez 2015, 43). Malgré toutes les considérations sociales, politiques, économiques, techniques, logistiques et environnementales, le parti de Vicente Fox a choisi d'aller de l'avant avec la construction de l'aéroport à Texcoco, en octobre 2001.

#### **4.6.3 2001 : Le projet du Parti Action Nationale (PAN)**

Au tournant du 21<sup>e</sup> siècle, la municipalité de Texcoco, qui fait partie de la Région de la vallée de Cuatitlán-Textcoco (RVCT), est dans un processus accéléré d'urbanisation, allant de pair avec l'idée de « mégapopolis du 21<sup>e</sup> siècle » (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 157). De multiples mégaprojets de développement urbain s'élaborent pour la région (macro-circuits d'eau potable, municipalisation de l'eau, et la fermeture des puits et la réduction du débit des systèmes d'irrigation); l'agriculture bascule vers la mondialisation et des contrats sont signés avec des



entreprises internationales; la déforestation, les inondations, l'assèchement, la contamination des semences indigènes causée par la monoculture transgénique et d'autres problèmes environnementaux accompagnent ces changements structuraux du territoire (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 158). La dépendance alimentaire de la région envers les États-Unis d'Amérique se concrétise et de graves problèmes de santé publique s'installent comme une malheureuse norme; c'est le cas du cancer généralisé, atteignant principalement des enfants, surtout à cause de la contamination des eaux par le Centre de Stockage des Déchets Radioactifs (*Centro de Almacenamiento de Desechos Radioactivos*) (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 158). Peu d'intérêt est accordé aux lieux et pratiques culturels de la région; c'est le résultat frappant de la destruction du patrimoine historique et culturel qui subit les pressions incessantes des divers projets de revitalisation menés par les gouvernements et l'Église catholique. Sans oublier, par exemple, la construction d'un Walmart dans le périmètre de la zone archéologique de Teohituacán (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 158). La somme de toutes ces transformations urbaines provoque l'effritement accéléré de l'identité collective locale.

L'accélération effrénée d'une urbanisation calquée sur le modèle de la globalisation néolibérale est un terreau fertile pour l'élaboration de projets d'envergure, comme l'est celui du déménagement de l'aéroport à Texcoco. Ainsi, le 22 octobre 2001 (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 159; Castañeda de la Cruz et Castellanos Suarez 2016, 428; Encinas Rodríguez 2015, 15; Kuri Pineda 2010, 322) le gouvernement paniste (du PAN) de Vicente Fox annonce l'expropriation de près de 5400 hectares, affectant 171 ménages qui devront être relocalisés. Des treize ejidos visés par les dix-neuf décrets gouvernementaux, sept font partie de la municipalité de Texcoco (Cuautlalpan, San Bernardino, Boyeros, Huexotla, San Felipe Santa Cruz, Tocuila et Magdalena Panoaya), cinq sont de la municipalité d'Atenco (Francisco I. Madero, Santa Isabel Ixtapan, Nexquipayac, San Francisco Acuexcomac et San Salvador Atenco) et un de la municipalité de Chimalhuacán, portant le même nom (Castañeda de la Cruz et Castellanos Suarez 2016, 429). En terme de superficie, 70% des terres accaparées appartiennent à Atenco, 25% à Texcoco et 5% à Chimalhuacán; 3736 hectares appartiennent aux *ejidatarixs* d'Atenco, représentant 39,46% de la superficie totale de la municipalité (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 160). L'État fédéral mexicain justifie le projet par trois principaux arguments : d'une part, satisfaire la demande aérienne actuelle et future de la Ville de Mexico; d'une autre, on prétend que c'est une solution réalisable au niveau technique; et finalement, on se vante que le projet aéroportuaire à Texcoco est durable économiquement, socialement et environnementalement et que la population en bénéficierait à différents niveaux (Arellano Amaya

et Santos Cervantes 2016, 159). On parle ici de favoriser l'optimisation de l'usage des ressources publiques et de la rentabilité pour l'investissement privé, en plus d'assurer des coûts externes mineurs et de permettre la promotion du développement durable dans la zone du projet, ayant pour effet de réduire les coûts pour les utilisateurs (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 159). Une compensation dérisoire est offerte pour les familles affectées par les décrets d'expropriation. Le gouvernement paniste propose la somme 7 pesos par mètre carré pour les terres d'agriculture pluviale et 25 pesos par mètre carré pour celles dédiée à l'irrigation (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 160; Castañeda de la Cruz et Castellanos Suarez 2016, 435; Encinas Rodríguez 2015, 15; Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 305). C'est la Commission d'Évaluations des Biens Nationaux (*Comisión de Avalúos de Bienes Nacionales* – CABIN) qui détermina ces valeurs, par hectare, pour le territoire exproprié (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 305). On avait établi une valeur de 534 374 391 pesos pour la superficie totale, divisés entre 4 375 ejidatarixs (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 306). Pourtant, une étude sur le prix des sols, réalisée entre 1997 et 2000, soulignait que la valeur des terrains ejidiaux, d'une taille entre 20 et 50 hectares, sont généralement vendus de manière légale par les ejidatarixs pour des sommes autour des 10 dollars étasuniens par mètre carré (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 310). Le prix d'achat par mètre carré, se situant entre 7 et 10 dollars étasuniens, est une constante nationale basée sur la capacité de payer des développeurs immobiliers (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 310). Avec le taux de change face au dollar étasunien de l'époque, soit de 9,14 pesos à l'achat et 9,05 pesos à la vente (Alfaro Izarraraz, Guízar Vázquez Jr. et Vizcarra Bordi 2011, 310), on aurait plutôt du offrir, approximativement, entre 63 et 92 pesos par mètre carré. Une somme de trois à douze fois plus élevées que celle proposée par le gouvernement fédéral, dépendamment du type d'usage de la portion de terre concernée.

Il est nécessaire de mentionner brièvement que le gouvernement de Fox a été en quelque sorte opportuniste face à la situation critique de l'AICM et de la nécessité de le déménager. C'est-à-dire que l'on cherchait à satisfaire, dans une certaine mesure, différents intérêts économiques locaux et transnationaux, en plus de renforcer certaines alliances politiques importantes (Ortega Bayona 2005, 9). Le projet du NAICM s'inscrit dans le « Plan Puebla-Panama » (PPP) : un plan de développement transnational sud-américain, qui permettrait la construction d'un corridor économique traversant le territoire mexicain, dans le but d'y élargir le libre marché. Ce programme économique néolibéral couvrirait plus particulièrement l'entièreté des États du sud-est mexicain

et de la région de l'isthme de Tehuantepec. L'aéroport est en quelque sorte le point d'envol du PPP, dans la portion d'élargissement du réseau national de communication et transport. Il apparaît clair que, pour l'État mexicain, c'est une occasion de « moderniser la campagne », en continuité avec la montée du libéralisme économique et politique de la fin du 19<sup>e</sup> siècle – à une échelle globale – entraînant l'expropriations de terres, le déplacement de populations et l'exode rural ou la déruralisation (Ortega Bayona 2005, 9). Pour Fox, l'objectif est de faire entrer les régions paysannes dans le système de compétitivité globale. C'est dans cet ordre d'idée qu'il déclarera, en janvier 2001, au sujet de sa vision de la nation que : « la promotion de l'investissement étranger direct, au Mexique, ainsi que la formation et le développement de capital humain sont les mécanismes les plus sûrs et efficaces afin de garantir la croissance économique de notre pays. » (Ortega Bayona 2005, 9 traduction propre) La modernisation de la campagne affectait de manière directe ou collatérale plusieurs régions, du nord au sud du pays. Particulièrement, comme mentionné précédemment, la région de l'ancien Lac de Texcoco a gravement souffert de ces multiples projets de modernisation, atteinte par la déforestation, l'érosion, le rabattement de la nappe phréatique et la contamination des rivières (Ortega Bayona 2005, 10). Le projet aéroportuaire promettant d'être le plus grandiose d'Amérique Latine, laisse présager une détérioration accélérée de l'environnement social, économique, politique et culturel.

Le matin du 22 octobre 2001, lorsque les habitant.e.s des communautés concernées par les expropriations ont été mis au courant de la confirmation de l'implantation du projet, seulement quelques heures avant l'annonce publique officielle, les cloches des places publiques<sup>27</sup> se sont mises à retentir, notamment à Atenco (Castañeda de la Cruz et Castellanos Suarez 2016, 428; Flores Dewey et Davis 2013, 539). On avait eu vent du projet environ neuf mois avant cette annonce, mais sans confirmation, ni consultation organisée de la part du gouvernement. Les communautés d'Atenco et Texcoco avait alors collectivement décidé en consultations publiques, dès mai 2001, de rejeter massivement le projet (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 161). Les communautés étaient déjà aux aguets, rassemblées et organisées autour d'un même axe de lutte : le rejet total et immédiat du projet d'aéroport à Texcoco. Le matin du 22 octobre 2001, c'est un groupe de plus de 500 paysan.ne.s d'Atenco et Texcoco qui se réunissent et organisent une manifestation spontanée pour dénoncer les expropriations (FPDT 2008, 107). S'en suit une fortification de la convergence des habitant.e.s des ejidos d'Acuexcomac, Tocuila, Nexquipayac, la Colonia Francisco I. Madero et San Salvador Atenco, qui devient alors le foyer de la défense collective du territoire face (Kuri Pineda 2010, 323-324). L'histoire contemporaine de résistance

---

<sup>27</sup> Tradition pour appeler la population à se réunir autour d'une cause commune, ici et maintenant.

face aux expropriation d'Atenco débute avec le projet de construction de l'autoroute Los Reyes-Lechería, qui traverse le cœur de la municipalité d'Atenco. C'est à travers un décret officiel du gouvernement, le 4 juin 1979 (Murillo Vidal 1979, 22), et contre lequel la population se mobilise, mais en vain, que l'on avait promis aux ejidatarixs exproprié.e.s une indemnisation pour leurs terrains, mais celle-ci n'arrivera que vingt-sept ans plus tard (Kuri Pineda 2010, 334). De plus, l'année 1985 représente un moment important de la fin du 20<sup>e</sup> siècle, alors que la région est témoin de l'émergence de plusieurs organisations à vocation sociale<sup>28</sup>, dans un contexte de manque de ressources dans les communautés (Ortega Bayona 2005, 7). La contestation collective de l'aéroport à Texcoco est immédiate. Les membres des communautés ejidatoriales d'Atenco et Texcoco s'organisent rapidement sur différents plans. Le 12 novembre 2001, on lance une première requête judiciaire, celle-ci menée par le FPDT, et déjà, à la fin de l'année 2001 (Encinas Rodríguez 2015, 15), on compte onze recours juridiques pour empêcher la construction de l'aéroport et l'expropriation des terres. Cinq de ceux-ci sont acceptés par la Cour mexicaine et concerne près de 50% de la superficie des terres expropriées, ce qui rend impossible l'exécution du projet (Encinas Rodríguez 2015, 15). Entre-temps, le 14 novembre de cette même année, les membres du FPDT organisent une manifestation vers le Zocalo<sup>29</sup>, dans la Ville de Mexico (FPDT 2008, 115). Le gouvernement du District Fédéral de l'époque, alors présidé par l'actuel président AMLO, pour le PRD, organise une riposte contre la mobilisation, épauler d'un impressionnant dispositif policier (FPDT 2008, 115). Un des premiers événements qui donne l'heure juste aux ejidatarixs, en ce qui concerne le niveau de répression organisée de l'État. Peu de temps après, le 28 novembre 2001, le Front organise de nouveau une manifestation, qui partira cette fois-ci de San Salvador Atenco pour se terminer au monument de l'*Ángel de la Independencia*, dans le centre de la Ville de México, soit une marche de près de 45 kilomètres (FPDT 2008, 115). Plus de cinq mille personnes y participeront et, au monument, plusieurs organisations sociales, syndicats et citoyen.ne.s étaient venu.e.s les rejoindre en signe de solidarité (FPDT 2008, 115). Tout au long du mois de novembre, ce sont près de 1500 ejidatarixs, vingt-trois organisations sociales et ouvrières, ainsi que plusieurs personnes à titre de citoyen.ne.s qui organiseront plusieurs manifestations, dont certaines viseront la résidence présidentielle et le congrès, se terminant malheureusement en affrontement avec les policiers (Ortega Bayona 2005, 14). À partir de décembre 2001, la population de San Salvador Atenco s'auto-identifie en tant que « municipalité en rébellion », parallèlement à l'image construite par les autorités

---

<sup>28</sup> Comité de Défense des Ressources Naturelles (CDRN), Front Régional de la Vallée de Texcoco (FRVT) – qui se convertira en Front Populaire de la Vallée de Texcoco (FPVT) – et Habitants Unis de San Salvador Atenco (HAUSA).

<sup>29</sup> Officiellement nommée Place de la Constitution, elle est située dans le centre historique de la métropole, qui fait partie de l'*alcaldía* (arrondissement) de Cuauhtémoc.

gouvernementales qui présentent les Atenguenses mobilisé.e.s comme un groupe de personnes infiltré par des « guerrilleros » (Ortega Bayona 2005, 21).

L'année 2002 s'amorce sur une escalade des tensions entre les autorités fédérales, municipales et régionales, et les habitant.e.s opposé.e.s au projet aéroportuaire. Je me permets de supposer que toutes ces considérations sociales, économiques, politiques et culturelles auraient pu être discutées en amont de l'annonce du projet, si le gouvernement s'était assuré d'obtenir un consentement clair de la part des treize communautés affectées. À aucun moment le gouvernement paniste a pris l'initiative de consulter les habitant.e.s (Kuri Pineda 2010, 323). Pour Vicente Fox ce qui importait d'abord et avant tout c'était la modernisation économique de la nation mexicaine, sans avoir le souci de prendre le pouls des réalités locales et régionales, et les besoins relatifs à chacune d'elles. Le gouvernement fédéral voyait l'opportunité de créer des emplois et de mettre en branle le « progrès » dans cette région du centre du Mexique (Kuri Pineda 2010, 323). Le projet se concrétise alors en janvier 2002 lorsque l'on promet le début des constructions durant ce mois. Les populations d'Atenco et Texcoco rétorquent immédiatement avec le blocage des entrées à la municipalité, sur l'autoroute Los Reyes – Texcoco – Lechería (Ortega Bayona 2005, 14). Épaulés tout au long de la mobilisation par des (ex)étudiant.e.s de l'Université de Chapingo<sup>30</sup>, où étaient organisés des forums de discussion, d'information et de médiation, de manière sporadique (Ortega Bayona 2005, 8). Impliqués à divers niveaux, on ne peut négliger le rôle des « voisins » - résidant.e.s non-membres des ejidos, ayant migré dans ces municipalités - d'autres mouvements sociaux d'envergures, du mouvement autochtone national, du mouvement étudiant, du mouvement syndical et des centres de défense des droits. Cette convergence d'allié.e.s a aidé à cristalliser l'appui populaire à la lutte des ejidatarixs et paysan.ne.s dans la défense de leurs droits, leur culture et leur territoire. Face à la croissance de la mobilisation s'opposant à la construction de l'aéroport à Texcoco, l'administration fédérale décide de faire passer la valeur des terres à 64 pesos par mètre carré, mais les paysan.ne.s n'étaient désormais plus disposés à négocier considérant la violence avec laquelle on traitait leurs revendications et l'implacable mauvaise foi du gouvernement, qui s'obstinait à ne pas entamer de sincères et réelles négociations (Ortega Bayona 2005, 14). Face au refus des ejidatarixs d'accepter son offre, les tactiques hostiles d'intimidations et de provocations du gouvernement de Fox et du gouverneur de l'État de Mexico, Arturo Montiel, prennent de l'ampleur, aboutissant à un climax de répression, entre le 11 et le 15 juillet 2002, (Ortega Bayona 2005, 1; FPDT 2008, 111). La journée du 11 juillet 2002 les habitant.e.s des ejidos visés par l'expropriation, au côté de la bannière du FPDT, prennent

---

<sup>30</sup> Université agraire fondée durant les années de la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940).

la rue pour manifester « pacifiquement » dans la municipalité d'Acolman, où le gouverneur Montiel tenait une présentation publique (Flores Dewey et Davis 2013, 541; FPDT 2008, 111). Alors que les manifestant.e.s étaient réunis et prêt.e.s à initier leur marche, les policiers de la Police de l'État de Mexico ainsi que de la Police Fédérale Préventive (PFP) tendent une embuscade aux manifestant.e.s, avant même qu'il les aillent le temps de se rendre à l'événement politique (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 157; FPDT 2008, 111). En fait, le Bureau du Procureur général de l'État de Mexico (Procuraduría Judicial General del Estado de México – PJGEM), avait ordonné un mandat d'arrêt contre Ignacio del Valle et Adán Espinoza Rojas pour « vol avec violence, privation illégale de liberté et dommages patrimoniaux » (Ortega Bayona 2005, 14-15). Spontanément les manifestant.e.s ont décidé d'opter pour la tactique du blocage, en occupant l'autoroute Texcoco-Lechería (Flores Dewey et Davis 2013, 541; Ortega Bayona 2005, 14-15). L'important dispositif policier utilisa une violence démesurée pour disperser les occupant.e.s, faisant près de 25 blessé.e.s et une dizaine détenu.e.s, dont Mauricio Pájaro, Gil Morales, Manuel Núñez, Pascual Martínez, Raquel Rojas, Isabel Avilés, Abel Garcia, Ignacio Yáñez et José Enrique Espinosa, 49 ans, qui succomba à un traumatisme crânien causé par des coups répétés à la tête, le 24 juillet suivant (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 164; Flores Dewey et Davis 2013, 541; FPDT 2008, 111; Ortega Bayona 2005, 14; La Redacción 2002; Velázquez García 2004, 61-62). Face à cette violence et pour exiger la libération de leurs camarades détenu.e.s, une centaine de paysan.ne.s en résistance ont décidé, la nuit même, d'aller à leur recherche au Bureau du Procureur Général adjoint de Texcoco (Ortega Bayona 2005, 15). Aux entrées principales des municipalités d'Atenco et d'Acuexcomac les ejidatarixs ont brûlé des autopatrouilles, pour ensuite prendre sept fonctionnaires en otages (dont le procureur général adjoint de Texcoco, José Andrés Mendiola) (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 164; Ortega Bayona 2005, 15). Dans cette escalade des moyens de pression des ejidatarixs, le gouvernement ordonna le déploiement d'une opération policière plus brutale pour démanteler les barricades (Ortega Bayona 2005, 15). Ce à quoi les contestataires répondront en brûlant deux camions, afin de réaffirmer la demande d'échange des otages contre les prisonniers; une action qui fait finalement flancher les autorités qui libéreront douze des quatorze prisonniers, contre cinq otages (Ortega Bayona 2005, 15). S'en suit un cernement plus serré de San Salvador Atenco, pour lequel Fox commanda le déploiement de 90 effectifs de l'armée nationale, 300 agents de la PFP et 600 éléments de la police régionale, et contre quoi les Atenquenses menacent de détruire d'avantage d'autopatrouilles ainsi que de prendre la vie des fonctionnaires détenus si on ne libère pas leurs camarades immédiatement (Ortega Bayona 2005, 15). Les actions des ejidatarixs ont porté fruits puisque le 15 juillet, à la suite d'une réunion entre le président de la fédération

mexicaine et le gouverneur de l'État de Mexico, après quoi ce dernier a été finalement forcé de libérer les membres détenus du FPDT (Ortega Bayona 2005, 15). Ce sera la mort de José Enrique Espinoza qui aura eu raison du mégaprojet de l'administration Fox (Encinas Rodríguez 2015, 15), en canalisant l'indignation de l'opinion publique<sup>31</sup> et son penchant en faveur de la résistance atenquense. Dès le 1<sup>er</sup> août 2002, près de dix mois après le début du conflit, le ministre Cerisola fait circuler une déclaration d'annulation du projet aéroportuaire dans les communautés visées (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 163; Flores Dewey et Davis 2013, 542). C'est le 6 août, officiellement, qu'est publié un décret d'abrogation des décrets d'expropriation produits le 21 octobre 2001 et publiés le 22 octobre (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 163; FPDT 2008, 111). L'administration de Fox justifiait l'annulation du projet aéroportuaire en mentionnant que les pouvoirs citoyens et démocratiques étaient en santé, et que cette dérogation *in extremis* était la concrétisation d'un réel abandon des vieilles traditions politiques autoritaires du Mexique du Parti de la Révolution Institutionnelle (Flores Dewey et Davis 2013, 542). Quelques mois plus tard, durant son témoignage face au Congrès mexicain, le secrétaire Cerisola est allé jusqu'à argumenter que le projet n'était plus aussi urgent, dans un contexte post-11 septembre 2001 et ses effets négatifs sur l'achalandage aéroportuaire (Flores Dewey et Davis 2013, 544). Pourtant, le projet avait été annoncé un mois et demi après les événements tragiques de New York, et à aucun moment les promoteurs du projet ont identifié de possibles difficultés économiques qui s'en suivraient.

**Tableau 1 : Chronologie des moments marquants du conflit du NAIM (2001-2002)**

Chronologie des moments marquants du conflit du NAIM : 2001-2002	
Mai 2001	Les habitant.e.s de Texcoco et Atenco ayant été mis.e.s au courant de la possibilité du projet aéroportuaire, tiennent des consultations publiques où elles s'opposent majoritairement à sa construction.
22 octobre 2001	Publication des 19 décrets d'expropriations pour la construction du NAIM
2 novembre 2001	Premier recours judiciaire entrepris par les membres du FPDT contre les expropriations (Velázquez García 2004, 56). À la fin de l'année 2001, on comptera un total de 11 recours déposés contre le NAIM.

<sup>31</sup> Suite à une enquête sur l'opinion publique menée par le Centre d'Études Sociales et d'Opinion Publique (CESOP), en juillet 2002, 85% des répondant.e.s considèrent que les demandes des habitant.e.s de San Salvador Atenco sont légitimes; 76% croient que le gouvernement doit alléger l'application de la loi afin de régler le conflit; et 40% des personnes interrogées sont d'avis que l'utilisation de la violence en tant que moyen pour se faire entendre était tout à fait justifiée, de la part des habitant.e.s d'Atenco (CESOP 2006a, 43-45).

14 novembre 2001	Le FPDT et les opposant.e.s au NAIM organisent une manifestation au Zócalo, dans la Ville de Mexico.
26 novembre 2001	Fermeture symbolique du Bureau du Procureur Agraire, par des habitant.e.s d'Atenco, Tocuila et Nexquipayac (Velázquez García 2004, 59).
28 novembre 2001	Grande marche organisée par le FPDT partant de la municipalité de San Salvador Atenco jusqu'au monument de l' <i>Ángel de la Independencia</i> .
30 novembre 2001	Un juge ordonne la suspension temporaire des décrets – jusqu'à la fin du procès – , qui ne démontraient pas l'utilité publique future des terres, une condition préalable aux moyens entrepris par le gouvernement (Velázquez García 2004, 56).
13 décembre 2001	Déclaration publique par les habitant.e.s de San Salvador Atenco, où illes s'identifient désormais en tant que « municipalité en rébellion » (Velázquez García 2004, 59). Cet événement survient après avoir barricadé les accès à 10 communautés et monté plusieurs postes de contrôle routier afin d'empêcher la police et les constructeurs d'entrer sur le territoire, au début du mois.
Janvier 2002	La nouvelle année s'entame sur la promesse du début des travaux avant la fin du mois.
12 janvier 2002	Démission du procureur agraire, Valdemar Martínez Garza, qui justifie sa renonciation puisque le ministère de la Réforme Agraire l'empêche d'agir avec autonomie dans la défense des paysan.ne.s (Velázquez García 2004, 59).
23 janvier 2002	Manifestation organisée par les ejidatarixs dans la Ville de Mexico.
7 février 2002	Présentation d'un recours judiciaire devant la Cours Suprême, par un groupe d'habitant.e.s de San Salvador Atenco (Flores Dewey et Davis 2013, 543). Manifestation appuyé par le Conseil Général de Grève (Consejo General de Huelga – CGH) et le Front Populaire Francisco Villa (organisation de défense des droits des citoyen.ne.s, situé dans la Ville de Mexico) (Velázquez García 2004, 59).
27 février 2002	Organisation d'une manifestation menée par des ejidatarixs, vers <i>Los Pinos</i> , résidence officielle de la présidence. Soutenus par des travailleur.euse.s de Euzkadi (compagnie de fabrication de jantes), de l'école <i>Normal El Mexe</i> et du Syndicat des Travailleurs de l'Université Autonome Métropolitaine (UAM) (Velázquez García 2004, 59).
28 février 2002	Action pour interrompre la rencontre entre Arturo Montiel, le secrétaire agraire, Javier Usabiaga, et l'ambassadeur du Japon à Mexico, Takahico Horimura (Velázquez García 2004, 60).



6 mars 2002	Blocage de l'autoroute Mexico-Texcoco durant trois heures et détention du directeur régional de la Gouvernance de l'État de México, Humberto Navarro. Ensuite les paysan.ne.s se sont dirigés vers le District Fédéral pour manifester sur le <i>Paseo de la Reforma</i> et bloquer une des voies d'accès à <i>Los Pinos</i> , dans le but d'obliger le président à négocier (Velázquez García 2004, 60).
11 avril 2002	Organisation d'une rencontre pan-nationale de solidarisation avec le mouvement, intitulée « Encuentro por la dignidad y rebeldía del pueblo de México » (Rencontre pour la dignité et la rébellion du peuple du Mexique) (Velázquez García 2004, 60).
Juin 2002	Cinq travailleurs exécutants des prises de mesures sont trouvés sur un des terrains visés par les décrets d'expropriation. Ils seront détenus par les ejidatarixs durant trois jours, afin de démontrer à la population que le gouvernement ne respectait pas le mandat judiciaire de suspension de « quelque opération de construction » et de leur soutirer de l'information sur le projet (Velázquez García 2004, 60).
8 juillet 2002	Action de blocage, d'une durée de trente minutes, des portes d'accès à l'AICM (Velázquez García 2004, 60).
11 juillet 2002	Organisation d'une manif-action pour aller interrompre la discussion publique organisée par le gouverneur Arturo Montiel. Blocage de différents points de l'autoroute Texcoco-Lechería. Détention arbitraire d'une dizaine de manifestant.e.s. Action la nuit même, à Texcoco, au Bureau du Procureur Général de l'État de Mexico, prenant pour otages cinq fonctionnaires se trouvant sur place, dont le procureur adjoint.
15 juillet 2002	À la suite d'une rencontre entre le président mexicain et le gouverneur de l'État de Mexico, on ordonne la libération des prisonnier.ère.s de la manifestation du 11 juillet, en échange des otages.
24 juillet 2002	José Enrique Espinosa succombe à un traumatisme crânien causé lors des événements du 11 juillet.
1 août 2002	La décision d'annuler le projet du NAIM est annoncé publiquement.
6 août 2002	Un décret de dérogation des décrets d'expropriation du 22 octobre 2001, est publié dans le DOF.

#### 4.6.4 2006 : Mayo Rojo

Malgré l'annonce de l'annulation de la construction de l'aéroport à Texcoco, en août 2002, plusieurs infrastructures connexes, faisant partie d'une portion plus large du projet, ont commencé

à prendre forme entre 2003 et 2006 (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 167). Il est question de nouvelles routes alternatives, de voies de contournement et du *Circuito Exterior Mexiquense* (Circuit Extérieur Mexicain) – série de routes à péage permettant un accès plus rapide aux municipalités périphériques de la métropole. Après les événements du 11 juillet 2002, se résultant sur la triste mort de José Enrique Espinosa, un accord politique avait été conclue entre les gouvernements Fédéral, régional et le FPDT (Flores Dewey et Davis 2013, 543; FPDT 2008, 111). D'ailleurs, cette victoire des habitant.e.s et des ejidatarixs contre le NAIM s'est transformé en objet de reconnaissance et de légitimité politique pour le FPDT (Kuri Pineda 2020, 539). Le collectif de défense du territoire s'est rapidement converti en porte-voix des demandes sociales pour plusieurs municipalités de l'est de l'État de Mexico. Ses membres ont mené plusieurs projets concernant l'amélioration des programmes d'éducation, et de santé et bien-être pour la région, en 2004 et 2005, maintenant des relations relativement bonnes avec l'État régional (FPDT 2008, 111; Kuri Pineda 2020, 539). C'est au fil des actions et projets à vocation sociale et politique, menés par l'organisation, que celle-ci a su canaliser l'impulsion foisonnante d'une conjoncture politique à Atenco. Par ailleurs, comme mentionné précédemment, les habitant.e.s de la municipalité avait déjà faire face à d'autres enjeux socio-politiques et économiques, pour lesquels illes s'étaient mobilisé.e.s en grand nombre. En octobre 1993, les travailleurs de la fabrique Sosa Texcoco – producteur de soude caustique, d'algue spiruline et de carbonate de sodium – déclenchent une grève générale qui s'étirera jusqu'en 1999 (Martínez 1999). Le collectif *Habitantes Unidos de San Salvador Atenco* (HAUSA) avait mené la mobilisation pour exiger de meilleurs services de transport et le maintien des *tortibonos* (programme de coupons d'aide alimentaire pour les tortillas de maïs), en 1995 (Kuri Pineda 2010, 337-338; Velázquez García 2004, 57). À la suite de plusieurs actions pour se faire entendre, les habitant.e.s d'Atenco avait dû subir la répression de police régionale qui tentait de contenir et briser de le mouvement (Kuri Pineda 2010, 337). Les paysan.ne.s d'Atenco et de la région de l'est de l'État de Mexico avaient l'empreinte de la lutte et de la répression dans leur mémoire collective contemporaine, mais iels n'étaient toutefois pas prêt.e.s à faire face aux violences futures. En avril 2006, surgit ce qui semble être l'ombre d'un conflit entre les marchand.e.s de fleurs travaillant à l'extérieur du marché Belisario Domínguez de Texcoco et le gouvernement municipal. Les autorités locales menaçaient d'expulser les fleuristes de l'espace publique puisque l'on souhaitait construire un Walmart à cet endroit (FPDT 2008, 111). Le 2 mai 2006, une table de discussion est organisée afin de trouver un terrain d'entente avec les vendeur.euse.s de fleurs, où le gouvernement s'engagea à respecter les jours de fêtes pour la vente des fleurs – soit les 3 et 10 mai, et le 12 décembre (FPDT 2008, 111). Malgré cet accord public, les gouvernements fédéral, régional et municipal de Texcoco ont

orchestré une intervention policière brutale, alors qu'il y avait la présence de membres du EZLN dans le cadre de la *Otra Campaña* (Autre Campagne) (FPDT 2008, 111). Pour Kuri Pineda, il n'y aucun doute que c'est en partie à cause du pouvoir d'influence et la capacité de convergence du FPDT – en s'alliant notamment avec des organisations d'ampleur comme l'EZLN – qu'Atenco, cœur de cette agglomération de luttes politiques, a été l'objet d'une opération policière et étatique les 3 et 4 mai 2006 (Kuri Pineda 2020, 539).

Le futur président de la fédération mexicaine (2012-2018), Enrique Peña Nieto, alors gouverneur de l'État de Mexico, pour le PRI, était à la tête de cette contre-attaque répressive à Texcoco et Atenco. Pour empêcher les marchand.e.s de fleurs de s'installer près du marché, les policiers anti-émeute avaient érigé une clôture autour du périmètre et iront même jusqu'à expulser les fleuristes de la municipalité de Texcoco (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 165; FPDT 2008, 111-112). L'expulsion a été fait avec grande violence de la part des policiers qui utilisaient matraques, bombes lacrymogènes et projectiles (ex. des pierres), obligeant les camarades fleuristes et certain.e.s membres du FPDT à se réfugier dans une maison, où iels seront assiégé.e.s (FPDT 2008, 112). La communauté d'Atenco se préparait pour défendre la liberté de leurs camarades détenu.e.s, et leur municipalité, alors le gouvernement régional coordonna une opération composée de près de trois mille effectifs des forces spéciales de la PFP et de la Police régionale, pour le jour suivant, le 4 mai (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 165; FPDT 2008, 112; Kuri Pineda 2020, 539). La défense collective menée spontanément par les habitant.e.s d'Atenco durera plus de dix heures consécutives, faisant 50 blessé.e.s, environs 200 arrestations – dont Ignacio del Valle –, 31 femmes agressées sexuellement par des policiers et deux morts, Javier Cortés (14 ans) et Alexis Benhumea (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 165; FPDT 2008, 112). L'*Operación Rescate* (Opération Sauvetage) – c'est ainsi qu'est nommée l'offensive répressive par Peña Nieto – est une véritable tactique de guerre psychologique, selon Carlos Fazio<sup>32</sup>, découlant de la *doctrine Lacheroy*<sup>33</sup> (Fazio 2006). C'est-à-dire que le gouvernement aurait provoqué l'escalade des tensions justifiant une intervention brutale et immédiate, avec l'appui de la majorité de la population. Le tout à travers la propagande

---

<sup>32</sup> Enseignant de la Faculté de Sciences Politiques et Sociales de la UNAM et aux cycles supérieurs du département des Droits Humains de l'Université Autonome de la Ville de Mexico (UACM). Collaborateur régulier au quotidien *La Jornada* ainsi que pour l'hebdomadaire *Brecha*, de Montevideo, sa ville natale.

<sup>33</sup> C'est une doctrine militaire contre-insurrectionnelle combinant les efforts concertés entre les services de renseignements, la collaboration citoyenne, la propagande et le contrôle des masses, sur un territoire défini. Nommée après le Colonel Charles Lacheroy, qui l'appliqua durant la bataille d'Alger à la suite de l'échec de la France à Dien Bien Phu, pendant la guerre d'Indochine (Fazio 2006).

la plus classique, diffusée dans les médias de masse (*Televisa* et *Tv Azteca*)<sup>34</sup>, qui avait été invités à Atenco pour présenter, en direct, le débarquement de l'appareil répressif. Face à une violence organisée munie des meilleurs outils répressifs, les habitant.e.s d'Atenco n'avaient d'autres choix que de se défendre à l'aide des tactiques spontanées, présents dans les soulèvements populaires contemporains : bâtons, pavés et cocktail molotov<sup>35</sup>. Dans l'escalade des échauffourées, un policier s'est retrouvé pris à parti par un groupe de manifestant.e.s. Ces images captées par les journalistes sur place se sont converties en de véritables outils de propagande contre la résistance d'Atenco.

Durant la journée de l'intervention du 4 mai et les jours qui suivront, les principaux médias de télédiffusions passeront en boucle le segment où on pouvait apercevoir le policier encerclé et attaqué par des manifestant.e.s à bout de souffle. Un des deux présentateur.trice.s, en direct de *Tv Aztecas*, déclarait :

C'est une honte ce que nous voyons en ce moment à la télévision. Je ne sais pas ce qu'attend le gouvernement pour donner une intervention plus musclée, plus efficace, plus précise, pour en finir avec ces hommes qui sont en train d'attaquer la police. C'est une honte de voir que l'autorité, tant de l'État de Mexico que du gouvernement [fédéral](sic), est remise en question. J'insiste auprès du gouverneur, de l'autorité, de la police, que si le dialogue s'avère inefficace ils doivent envoyer plus de renforts policiers pour en finir une fois pour toutes avec ce problème (*Versión de Televisa y TV azteca (ATENCO) 2015* traduction libre).

Pourtant, des scènes de répression brutale ont été filmées durant les deux jours du soulèvement à Atenco, sans pour autant être rediffusées en boucle dans les grandes chaînes nationales de nouvelles. Ce qui démontre que l'appareil de propagande antisubversive était bien en marche. Sans m'étaler davantage sur le sujet de la couverture médiatique des mouvements sociaux au Mexique, et ailleurs dans le monde, il est important de comprendre, afin d'appuyer mon propos, avec quel genre de conditions de travail doivent composer les journalistes. En Amérique Latine, rappelle Darío Ramírez Salazar (2008), on perçoit une tendance croissante de la violence à

---

<sup>34</sup> Évidemment, d'autres médias couvraient aussi les événements, mais ce sont les deux chaînes de nouvelles télévisées en continu les plus importantes du pays. *Televisa* et *Tv Azteca* concentrent à elles-seules 94% (respectivement 66% et 28%) des 465 concessions, 73% (respectivement 52% et 21%) de l'audience et 95% (respectivement 70% et 25%) de la publicité d'affichage commerciale (Rovira-Sancho 2013, 39).

<sup>35</sup> Beaucoup de médias et d'articles rapportent que les manifestant.e.s étaient aussi armé.e.s de machette, mais il est important de souligner que celles-ci n'étaient portées qu'à titre de symbole. La machette est un outil présent dans le quotidien des agriculteur.trice.s pour exécuter certaines tâches sur la terre, notamment de désherbage.

l'encontre des journalistes. Au Mexique, c'est spécialement à partir de 2003 que l'on recense une augmentation des agressions violentes envers les journalistes : homicides, menaces, blessures, séquestrations et disparitions (Ramírez Salazar 2008, 50). Pour l'année 2006 seulement, 131 cas d'agression sont officiellement documentés, dont 10 assassinats, faisant de cette année-là la plus meurtrière des 15 ultérieures (Article 19 et Censos 2007, 5). Les agents de l'État sont, pour la même période, responsables de 42% des cas rapportés d'agression envers les journalistes et les médias de communication; 24% par la police, 12% par des fonctionnaires et respectivement 3% par les institutions de sécurité publique et les institutions gouvernementales (Article 19 et Censos 2007, 6). Le nombre de cas a ensuite diminué d'un peu plus de 30% en 2007, avec 41 atteintes violentes à la liberté de presse, dont 41% étaient toujours perpétrées par les agent.e.s étatiques (Ramírez Salazar 2008, 50). Cette situation particulièrement violente durant l'année des événements connus sous le nom de *Mayo Rojo* (Mai Rouge), à Atenco, permet de relativiser en quelque sorte la position des journalistes qui couvrent ce genre d'enjeux sociaux. Sans avancer qu'ils pouvaient être en faveur du mouvement d'Atenco, les conditions dans lesquelles ils exercent leur travail ne laissent que peu de place à la nuance et à une couverture critique des événements d'intérêt national. Sans oublier de mentionner qu'il existe une relation particulière entre les médias mexicains et les mouvements sociaux, où ces derniers sont considérés relativement à une logique marchande de la politique et à des volontés de contrôle social (Rovira-Sancho 2013, 40). Ainsi, les chaînes nouvelles télévisées choisissent de refuser l'accès, ou non, à l'espace médiatique, pour tel ou tel mouvement social, selon un agenda politique particulier.

En déployant son appareil de propagande, somme toute tristement efficace à la suite de plus de 70 ans de rodage, les différents niveaux du gouvernement mexicain ont su s'accaparer le support de la population leur permettant de poursuivre l'*Opération Sauvetage* avec toute la latitude nécessaire. Le taux d'appui au mouvement était très bas, si l'on se fie aux chiffres du CESOP (CESOP 2006b, 54), soit de 10% seulement contre 75% d'opposant.e.s. En revanche, on note que l'opposition diminue au fil des mois de la même année, voir que la situation se renverse légèrement, dans l'opinion publique. La question posée par les recenseurs va comme suit : « Par rapport à ce que vous connaissez de l'opération de mai, à Atenco, afin d'expulser les ejidatarios qui bloquaient les voies de communication près de Texcoco, croyez-vous que la police ait agi conformément au droit ou elle a cherché à réprimer ce groupe de mécontents? » (CESOP 2006b, 54). Les données sont divisées en trois dates précises, dont une en juillet 2002, une le 5 mai 2006 et une en octobre de la même année. De ceux qui croient que la police a agi conformément à la loi, illes étaient 58% au lendemain des événements du *Mai Rouge*, contre 32% cinq mois plus

tard (CESOP 2006b, 54). Le 5 mai 2006, les personnes interrogées croyant que l'opération avait pour motif principal la répression ne représentaient que 25%, alors qu'en octobre iels représentaient 49% (CESOP 2006b, 54). Mon constat est celui-ci : que le travail de propagande, basé sur une collaboration presque totale des médias de masse, a permis au gouvernement d'avoir toute la légitimité aux yeux de la population, et ainsi réprimer violemment les habitant.e.s d'Atenco qui tentaient de défendre leur communauté et leurs camarades. Le gouvernement a su profiter de cet élan pour pouvoir agir. Ce qui, je crois, n'aurait pu se produire avec autant de violence si l'histoire s'était déroulée dans un contexte où la population connaissait les réelles intentions de l'état. La déshumanisation et la décrédibilisation des ejidatarixs et leur.e.s allié.e.s a été fatale. L'*Opération Sauvetage* avait été développée avec anticipation par des experts de la lutte contre-insurrectionnelle de la PFP, du Centre de Recherche de Sécurité Nationale (Centro de Investigación de Seguridad Nacional – CISEN) et l'Agence Régionale de Sécurité (Agencia Estatal de Seguridad – ASE), puis appuyé par le gouvernement de Vicente Fox (FPDT 2008, 112). Cette opération contre-insurrectionnelle à saveur militaire se déployait aussi au niveau psychologique, comme démontré précédemment, en identifiant les habitant.e.s d'Atenco comme étant « violents, délinquants, séquestrateurs et terroristes » et que c'est pour cette raison que l'État se devait d'agir fermement (FPDT 2008, 112). Des membres du FPDT ont plus tard compris que Peña Nieto lui-même c'était entretenu avec les différents corps policiers afin d'organiser cette opération d'envergure. Dans une entrevue donnée à *Televisa*, au lendemain des événements du 4 mai, l'ex-gouverneur de l'État de Mexico répondait à l'animateur :

Regardez, c'était sans aucun doute une opération qui découle des événements violents auxquels nous avons assisté hier, et qui nous a amené à organiser une opération pour rétablir l'ordre et la paix, dans la municipalité d'Atenco. C'est-à-dire que ce n'était pas un affrontement avec des habitants d'Atenco, sinon avec un groupe qui, j'ose dire, ne représente pas les intérêts de cette population, mais qui, durant les derniers jours, s'étaient soulevé avec des machettes, des bâtons, cherchant quelconque prétexte pour attaquer et confronter avec violence l'autorité. Tout ce qui s'est produit durant les derniers jours Joaquin, qui sont de tristes événements de violence majeure, nous obligent à prendre la décision malheureuse de déclencher une opération, au petit matin, pour rétablir l'ordre et la paix dans la municipalité d'Atenco. Nous pourrions qualifier l'opération de propre, nonobstant la perte irréparable d'une personne mineure hier, que nous lamentons, et quelques autres excès qui se sont commis, mais le plus important c'est que l'ordre soit rétabli, que la paix soit rétablie (*Versión de Televisa y TV azteca (ATENCO) 2015 traduction libre*).

L'opération policière du 3 et 4 mai 2006 a touché de manière particulièrement violente les femmes défendant leur territoire. C'est une violence contre leurs corps, appuyée par un discours misogyne découlant de l'État et ses appareils répressifs. Comme le rappelle Karla Helena Guzmán Velázquez (Guzmán Velázquez 2014, 78), la torture sexuelle est tristement récurrente au Mexique et Atenco ne représente pas un cas unique. Que ce soient les disparitions et les assassinats systémiques (féminicides) dans la ville de Ciudad Juárez ou dans certaines de ville de l'État de

Mexico, dont Ecatepec de Morelos, ou dans de multiples cas semblables à celui d'Atenco, survenus en 2006 à Oaxaca et Guerrero, par exemple, la violence meurtrière envers les femmes effrite violemment la société mexicaine. Selon Amnistie Internationale, rapporte Guzmán, la violence sexuelle contre les femmes, en contexte de conflit armé, a pour but de démontrer la victoire face aux hommes du camps adverse; une sorte de message de castration, d'émasculation; c'est l'expression d'un conflit entre hommes mené sur le corps (territoire) des femmes (Guzmán Velázquez 2014, 78). Les actes d'agression sexuelle sur les femmes d'Atenco s'inscrivent plus largement dans un registre de tactiques contre-insurrectionnelle, visant la désintégration du mouvement et l'effritement des rapports entre les membres du mouvement. Les résultats d'une enquête de la Cour Suprême de la Nation (SCJN) démontrent que ce sont cinquante femmes qui ont été arrêtées les 3 et 4 mai 2006, et trente-et-une d'entre-elles ont déclaré avoir été agressées sexuellement de différentes manières et à divers moments, par les policiers : durant leur arrestation, pendant le transport dans les véhicules vers les autobus, en entrant ou durant leur transport en autobus vers le Centre de Réinsertion Social (CERESO) Santiaguito, et en entrant dans la prison (« CASE OF WOMEN VICTIMS OF SEXUAL TORTURE IN ATENCO V. MEXICO. » 2018). À celles-ci s'ajoutent cinq femmes, des étudiantes étrangères, illégalement extradées après leur arrestation, dont quatre<sup>36</sup> d'entre-elles ont dénoncé les violations dont elles ont souffert et qui ont été commises par des policier (Guzmán Velázquez 2014, 79). Ces actes de violence sexuelle étaient accompagnés de paroles dégradantes, de menaces de morts, de coups et de déchirure des vêtements. Les survivantes ont aussi mentionné avoir été obligées de tenir la tête basse, les yeux fermés et parfois même le visage couvert de leurs propres vêtements (Guzmán Velázquez 2014, 79). Ces attaques misogynes qui s'inscrit dans un contexte plus large de violence systémique envers les femmes, et menant aux *féminicides*, est un message clair aux femmes qui décident de s'engager politiquement : ce qui leur arrive c'est « parce qu'elles n'étaient pas à la maison en train de faire la vaisselle » et parce qu'elles sont des « putes » (Guzmán Velázquez 2014, 31).

La majorité des femmes ont préféré garder l'anonymat, par peur de représailles violentes. Ce sont onze femmes qui entreprennent des recours légaux pour dénoncer les violences sexuelles : Mariana Selvas, Georgina Edith Rosales, María Patricia Romero, Norma Aidé Jiménez, Claudia Hernández, Bárbara Italia Méndez, Ana María Velasco, Yolanda Muñoz, Cristina Sánchez, Patricia Torre et Suhelen Gabriela. Épaulé par le Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez et le Centre de Justice et de Droit International, les 11 femmes ont déposé une requête à

---

<sup>36</sup> La Chilienne Valentina Palma, l'Allemande Samantha Diezmar et les Espagnoles Cristina Valls et María Sastres.

la Commission Interaméricaine des Droits Humain (CIDH), dont le siège social se situe à Washington.

Leur requête sera approuvée lors de la 143<sup>e</sup> session ordinaire du CIDH, tenue du 19 octobre au 4 novembre 2011, sous le nom « 512-08 Mariana Selvas Gómez y otras, México » (Guzmán Velázquez 2014, 82). Les femmes d'Atenco seront toutefois sans nouvelles officielles de la part de l'État mexicain, pendant près de deux ans. Dans le contexte de cette impasse, le 11 mars 2012, près de 131 étudiant.e.s de l'Université Ibéro-américaine (UIA) ont protesté contre la visite de Peña Nieto sur leur campus (Guzmán Velázquez 2014, 85). Les étudiant.e.s dénonçaient les événements de mai 2006, exigeant justice et réparation pour les survivantes en processus judiciaire contre l'État mexicain et ses représentants. Illes l'avaient accueilli alors qu'il était en tournée de campagne présidentielle pour les élections de la même année, brandissant des pancartes et banderoles où l'on pouvait lire : « Atenco ne s'oublie pas », « Assassin, lâche, nous avons de la mémoire » (Guzmán Velázquez 2014, 85). Cet événement a provoqué une nouvelle vague de mobilisation en solidarité avec les survivantes d'Atenco, leurs proches et leur communauté. L'impact médiatique a été viral, surtout avec le rôle important que les médias sociaux<sup>37</sup> ont joué dans le contrôle des fausses nouvelles et de la propagande émanant du diffuseur télévisuel *Televisa*, qui étiquetait les étudiant.e.s de criminel.le.s et délinquant.e.s. C'est en mouvement étudiant que se transforma l'événement, autour du hashtag #Yosoy132, autour duquel se rassembleront des étudiant.e.s de plus de 52 universités, publiques et privées, à l'échelle nationale pour dénoncer les abus commis à Atenco (Guzmán Velázquez 2014, 85). C'était un véritable moment historique de solidarité puisque, pour une première, les diverses associations étudiantes ont collaboré entre-elles et avec le Syndicat Mexicain des Électriciens (SME), la section 23 du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation (SNTE) – de Oaxaca – et le FPDT. Cette nouvelle coalition de revendication de justice pour les habitant.e.s d'Atenco a fait de la pression considérable sur le gouvernement pour qu'il donne publiquement des explications.

Il leur faudra attendre jusqu'en mars 2013, lors de la tenue d'une nouvelle audience publique au siège social du CIDH, sur les témoignages des actes de torture physique et sexuelle, les détentions arbitraires et autres violations graves des droits humains commises par des fonctionnaires de l'État mexicain en mai 2006, pour enfin entendre des représentant.e.s du

---

<sup>37</sup> À la même époque, débutait la plus importante grève étudiante au Québec. Un événement historique où le rôle des médias sociaux comme *Facebook* et *Twitter* ont été centraux dans la mobilisation et l'organisation des manifestations et des actions de pression.



gouvernement. Les délégué.e.s<sup>38</sup> du gouvernement déclament leur intention de s'excuser et demandent au commissionnaires d'intervenir afin de trouver des pistes de sortie alternatives et amicales, nonobstant le droit des femmes requérantes d'obtenir justice, vérité, mémoire et réparation (Guzmán Velázquez 2014, 82). Il ne faut pas oublier que lors des premières dénonciations publiques par les femmes d'Atenco, en juin 2006, le gouverneur de l'État de Mexico et futur président du Mexique, Enrique Peña Nieto, délégitimise sans scrupule leurs accusations:

Il faut donner une dimension à cette question. [...] Aussi, c'est bien connu que les manuels des groupes radicaux disent que l'on doit se déclarer violées, dans le cas des femmes, et dans celui des hommes, avoir été l'objet d'abus et de maltraitance. Nous ne devons pas tomber dans le piège de la fabrication de coupables face à ces allégations (Centro Prodh 2012, 31; Flores Hernández 2016, 15).

Ce à quoi le Secrétaire du Gouvernement de l'État de Mexico, Humberto Benítez Treviño ajouta : « Le gouvernement mexicain n'est pas en mesure d'initier une enquête pour les présumées violations sexuelles commises contre les femmes de la part des policiers » (Centro Prodh 2012).

Après ces audiences, le gouvernement mexicain a offert des excuses publiques aux survivantes des agressions sexuelles et leur proposa de régler le conflit, de manière informelle, « à l'amiable », comprenant une compensation monétaire, des excuses publiques et des séances avec des professionnel.le.s de la santé psychologique. En l'absence de consensus et n'ayant pas le sentiment que l'offre était officialisée et honnête, les femmes ont rejeté la proposition. En l'absence d'un véritable procès national, pour les actes irréparables commis en mai 2006, et ce même sept années plus tard, on ne peut identifier clairement les responsables de ces violations. Par contre, les femmes ont toutefois la certitude de pouvoir trouver la réponse dans les autres sphères politiques mexicaines de l'époque, c'est pourquoi elles exigent des actions concrètes en ce sens. Elles appellent à des audiences publiques pour que soient interrogés : Enrique Peña Nieto (gouverneur de l'État de Mexico), Humberto Benítez Treviño (secrétaire du gouvernement de l'État de Mexico), Wilfrido Robledo Madrid<sup>39</sup> (commissionnaire de l'Agence de Sécurité Étatique – ASE), Eduardo Medina Mora (directeur de la Police Fédérale Préventive et procureur de la république), Ardelio Vargas Fosado (chef de l'État-Major Présidentiel, PFP), Carlos Abascal Carranza (Secrétaire de la Gouvernance), Vicente Fox Quesada (Président du Mexique) et plusieurs autres membres des différentes instances publiques dont le cabinet de sécurité

---

<sup>38</sup> Lía Limón, Sous-secrétaire des Enjeux Juridiques et des Droits Humains pour le Secrétariat de Gouvernance (SEGOB) et Juan Manuel Gómez Robledo Verduzco, Sous-secrétaire des Enjeux Multilatéraux et des Droits Humains sous le Secrétariat des Relations Extérieures (SER).

<sup>39</sup> Planificateur stratégique de l'opération de siège, en 2000, à la UNAM, pour mettre fin à la grève qui durait depuis avril 1999 (Gúzman, 2014, p. 84).

nationale, des titulaires du Secrétariat de Défense Nationale (SEDENA), du Bureau du Procureur Général de la République (PGR) et du Centre de Recherche et de Sécurité Nationale (CISEN). Le Bureau du Procureur Général s'obstinait à refuser la tenue d'une enquête dirigée par le gouvernement fédéral, et n'avait toujours pas réussi à apparaître dans la Cours Interaméricaine des Droits Humains (ClADH).

Après près de quatorze ans de démarche judiciaire, et de mobilisation acharnée, face au refus austère du bureau du Procureur Général de l'État de Mexico de transférer l'enquête dans les mains de la juridiction fédérale, un nouveau jugement tombe et représente un pas en avant pour les survivantes. Celui-ci arrive deux ans après que le ClADH a émis un jugement<sup>40</sup> où on indique une série de recommandations et de demandes à l'État mexicain : obligation de continuer les enquêtes, mesure de réhabilitation et de garantie de non-récidive, et de compensation monétaire. Le jugement du 25 novembre 2020, le Septième Tribunal de Justice en Matière de Protection Juridique et de Procès Fédéraux de Toluca ordonne au bureau du procureur local de renverser sa décision de ne pas se conformer aux exigences fédérales du Bureau du Procureur Spécial pour la Violence Contre les Femmes et la Traite des Personnes (FEVIMTRA), du Bureau du Procureur Général, pour le cas d'Atenco (Centro Prodh 2012). Les justifications du Bureau du Procureur de l'État de Mexico de ne pas transférer l'enquête au gouvernement fédéral sont insatisfaisantes et celle-ci doit, pour cette raison, être immédiatement renvoyée dans les mains du FEVIMTRA (Centro Prodh 2012). Ce jugement apparaît comme l'espoir de pouvoir mettre à exécution les obligations, demandes et recommandations du ClADH, émises deux ans plus tôt.

#### **4.6.5 2014 : Réapparition du projet par le gouvernement du PRI**

L'échec du projet du PAN, en 2001, et les événements de mai 2006 n'ont pas fait décélérer les volontés d'agrandissement du parc aéroportuaire de la capitale mexicaine; en 2007, on inaugure le deuxième terminal de l'AICM (Encinas Rodríguez 2015). Entre les années 2003 et 2008, le gouvernement autorise la construction d'infrastructures connexes au projet du NAICM : autoroutes alternatives, voies de contournement et le Circuit Extérieur Mexicain<sup>41</sup> (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 167).

---

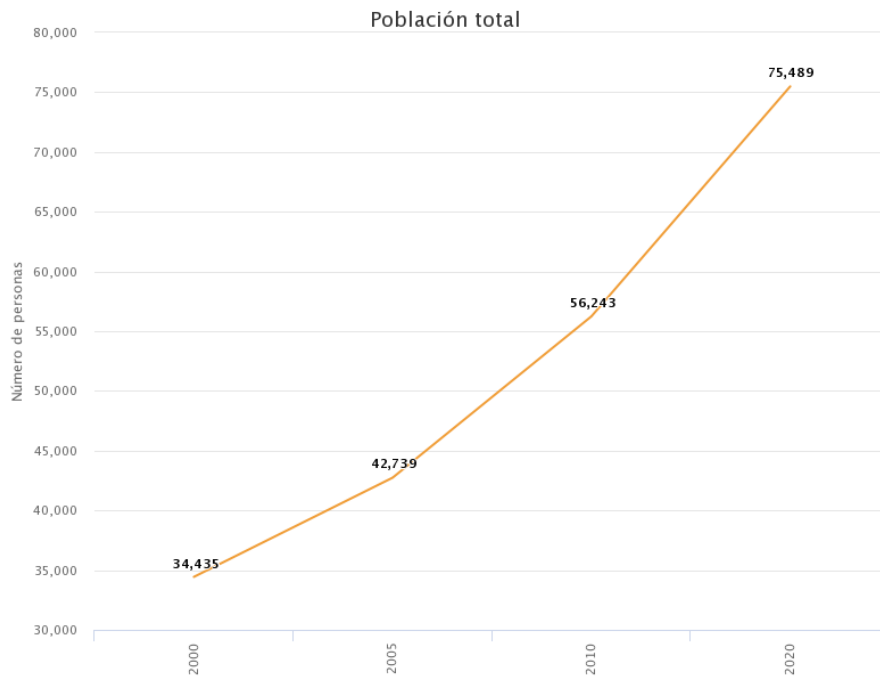
<sup>40</sup> Consultez le document « Case of women victims of sexual torture in Atenco v. Mexico », produit par le ClADH, le 28 novembre 2018. Disponible en ligne : [https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec\\_371\\_ing.pdf](https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_371_ing.pdf).

<sup>41</sup> Un réseau d'autoroutes payantes permettant aux automobilistes de contourner la circulation dense de la métropole lorsqu'elles circulent d'un endroit à un autre dans l'État de Mexico.

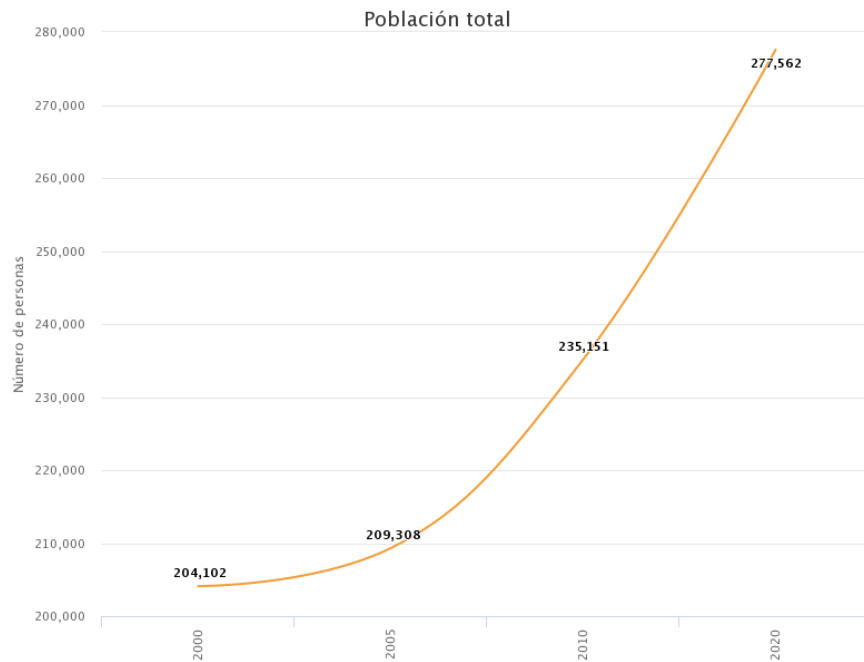
Particulièrement, depuis 2008, le gouvernement fédéral fait la promotion de la vente des terres d'Atenco, sous le couvert d'un projet de réserve écologique sur le site de l'ancien Lac de Texcoco, nommé Zone d'Atténuation et de Sauvetage Écologique du Lac de Texcoco (ZMRELT – Zona de Mitigación y de Rescate Ecológico del Lago de Texcoco) (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 167; Encinas Rodríguez 2015, 87). Ledit mégaprojet « vert » aurait pour effet d'atténuer les dommages sur la santé causés par la pollution intense de la Ville de Mexico et de permettre l'aménagement d'infrastructure sportives. C'est à travers les instances exécutantes de la CONAGUA que l'État mexicain acquiert entre 1600 et 2000 hectares de terres ejidales dans les municipalités d'Atenco, Texcoco et Chimalhuacán (Encinas Rodríguez 2015, 87). Le gouvernement débourse environ 2,6 millions de pesos pour des terres qui seront finalement destinées – la suite de l'histoire le démontrera – à un développement immobilier de grande envergure (Encinas Rodríguez 2015, 87). Ce projet de revitalisation environnementale de l'ancien site de Texcoco n'était qu'un leurre permettant de remettre de l'avant le projet d'aéroport sur le même site. Le gouvernement n'avait toutefois pas réussi à convaincre tou.te.s les ejidatrixs, et sa tactique se résumait à passer de maison en maison en prétendant aux habitant.e.s que leurs voisin.e.s avaient acceptés de vendre et qu'il ne manquaient qu'elleux. Dans un article de 2013, de *La Jornada*, Gloria Muñoz Ramírez rapport les propos de Jorge Oliveros, un ejidatario : « Ils présentent des cartes dans lesquelles ils disent que les ejidatarixs ont déjà remis leurs documents et qu'ils sont en cours de vente. Mais cela n'est pas vrai. C'est une minorité qui a remis ses documents, et bien nous parlons ici d'environ 50 hectares, qui ne sont même pas vendus » (Muñoz Ramírez 2013). C'est un projet, avance Encinas, qui naît de la complicité entre le PAN et le PRI, qui se sont succédé à tour de rôle dans la gouvernance du pays (Encinas Rodríguez 2015, 87). Avec le ZMRELT la CONAGUA prétend vouloir améliorer les conditions de vie des habitant.e.s de la région en favorisant la réduction des tempêtes de sable, surreprésentées dans cette zone où l'érosion des sols est généralisée, ce qui affecte considérablement la santé de la population. Le FPDT avait vu juste dans les intentions cachées du gouvernement. Pour ses membres, on cherchait en fait à remettre la construction du nouvel aéroport à l'ordre du jour, alors que l'espace dédié au ZMRELT était presque une copie parfaite du projet aéroportuaire annoncé en octobre 2001. Six ans plus tard, les blessures qui peinent à se cicatrisées des treize dernières années de lutte collective, seront à nouveau ardentes.

Cette région du nord de Mexico, en très grande proximité avec la Ville de Mexico, connaît depuis plusieurs décennies un fort processus d'urbanisation. Les changements légaux de possession des terres énumérés dans les sections précédentes de ce chapitre démontraient concrètement

ces changements structuraux. Alors que le nord-est de l'État de Mexico apparaît comme un véritable point de connexion entre les différents États et villes importantes du centre du pays – les municipalités d'Atenco et Texcoco étant à la frontière avec la capitale – cette région doit répondre à des impératifs économiques, politiques et urbanistiques précis. C'est ce contexte particulier qui rendent abondants le nombre de projets devant répondre aux besoins des différents secteurs d'activités du pays : que ce soit en matière d'infrastructures urbaines, de développement du secteur immobilier et industriel, et du réseau routier. Ces éléments, font remarquer Arellano et Cervantes, ont fortement contribué à l'augmentation démographique et au changement profond du cadastre local à des fins d'urbanisation (Arellano Amaya et Santos Cervantes 2016, 169). En effet, les données du *Recensement de la population et de l'habitation* de 2020, compilées par l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), démontrent que la population d'Atenco et de Texcoco a connu une forte croissance entre les années 2000 et 2020. Conjointement, leur population a connu une augmentation d'environ 148%; soit un peu plus du double pour la population d'Atenco et un peu moins d'une fois et demi pour Texcoco (voir les deux graphiques ci-dessous).



**Figure 9. Population totale d'Atenco 2000-2020 (INEGI, 2020)**  
 Source : INEGI 2020. Reproduction autorisée par l'auteur.



**Figure 10. Population totale de Texcoco 2000-2020**  
 Source : INEGI 2020. Reproduction autorisée par l'auteur.



**Figure 11. Total des habitations habitées d'Atenco 2000-2020**

Source : INEGI 2020. Reproduction autorisée par l'auteur.

En ce qui concerne l'augmentation du nombre total des habitations, les données de l'INEGI sont frappantes, particulièrement pour Atenco; leur nombre aurait presque triplé durant les deux dernières décennies (voir Figure 11). Du côté de Texcoco, le nombre d'habitations a plus ou moins suivi le rythme de croissance de la population (voir Figure 12).



**Figure 12. Total des habitations habitées de Texcoco 2000-2020**

Source : INEGI 2020. Reproduction autorisée par l'auteur.

Ces données démontrent clairement la pression à laquelle sont soumises les communautés de ces deux municipalités de l'État de México. La pression sur le territoire étant encore plus importante puisqu'il est soumis une croissance presque exponentielle des infrastructures habitables. Ceci peut être expliqué, en partie, par le projet du NAIM qui implique une reconfiguration spatiale et territoriale.

Avec l'accord du Ministère des Communications et Transports (SCT), au début de l'année 2013, la nouvelle administration fédérale d'Enrique Peña Nieto, du PRI, sollicite les conseils du Massachusetts Institute of Technology, Research and Engineering (MITRE) pour étudier la viabilité aéronautique du projet aéroportuaire dans la capitale mexicaine et la possibilité de le construire sur le site de l'ancien Lac de Texcoco (Encinas Rodríguez 2015, 19). Les conclusions du MITRE ne sont pas fiables, puisque le groupe de recherche auraient omis de considérer des facteurs écologiques, selon ASA, qui publiera d'ailleurs un rapport remettant en question la faisabilité du projet à Texcoco (Encinas Rodríguez 2015, 20). Malgré des études qui se contredisent et l'échec totale du projet du début des années 2000, le gouvernement annonce le 3 septembre 2014, lors de l'événement *Avancés et Défis du Plan National d'Infrastructure* (*Avances y Retos del Plan Nacional de Infraestructura*), la construction de ce qui serait le plus grand aéroport du territoire des Amériques (Flores Hernández 2016, 7). Dans ce plan, on signale que l'investissement en infrastructure est prioritaire pour le Mexique puisque c'est un moyen stratégique pour assurer le développement et la croissance économique, renforçant la compétitivité du pays à l'international (Flores Dewey et Davis 2013, 533). Le contrat d'architecture a été donné à l'architecte anglais Norman Foster et son associé Fernando Romero, architecte mexicain. Pour le président Peña Nieto, il était devenu inacceptable d'opérer l'AICM sans pouvoir faire des décollages et atterrissages simultanés, en plus du fait que le taux de saturation avait atteint des sommets inégalés (Flores Hernández 2016, 8). Durant l'année 2012, il y a eu 52 moments où les opérations aériennes ont surpassé la limite optimale de 61 vols à l'heure, atteignant jusqu'à 74 vols à l'heure (Lamberti et Rothstein 2017, 5). Pour le gouverneur de l'État de Mexico, Eruviel Ávila Villegas, du PRI, le projet permettra la création de 600 000 emplois; au District Fédéral, le gouverneur Miguel Ángel Mancera, du PRD, avance que chaque million de passager.ère.s représente la création de mille emplois directs et de cinq milles indirectement (Flores Hernández 2016, 8). Les défenseurs du projet se ventent en plus d'avoir conceptualisé le premier aéroport, en dehors de l'Europe, avec une empreinte écologique neutre; un fait soutenu par la firme globale de projets d'ingénierie *ARUP* – une firme britannique, dont le siège social est situé à Londres (Luiselli 2018). Le NAICM serait aussi certifié *LEED* « platine » (Leadership in

Energy and Environmental Design – système nord-américain de standardisation de bâtiments de haute qualité environnementale; platine étant le plus haut rendement) (Luiselli 2018). Le SEMARNAT avance que la haute demande en eau potable que demandera le nouvel aéroport sera amortie par l'implantation de moyens efficaces de traitement des eaux résiduelles et la construction de neuf plans d'eau couvrant environ 2700 hectares, ce qui permettrait aussi une meilleure régulation de l'eau pluviale (Flores Hernández 2016, 9). S'ajoute aussi la construction de 24 usines de traitements des eaux usées, dont 21 pour les municipalités voisines et trois d'envergure régionale. Le tout sera appuyé par la construction et la réfection de 145km d'égouts pour pouvoir acheminer les eaux résiduelles vers les usines de traitement. Ce sont 160 000 travailleurs qui seront mobilisés pour la simple construction des infrastructures aéroportuaires.

La construction se divise en deux étapes et cinq phases, dont la première permettrait l'entrée en fonction de trois pistes d'atterrissage et décollage simultanées, prévue pour 2020, et pouvant accueillir jusqu'à 50 millions de passagers par année (Encinas Rodríguez 2015, 23; Luiselli 2018). La dernière phase serait complétée en 2065, et permettrait d'accueillir plus de 120 millions de passagers par année, ce qui dépasserait l'aéroport d'Atlanta, ayant une capacité maximale de 94 millions de passagers par année (Encinas Rodríguez 2015, 22). L'aéroport mexicain deviendrait le quatrième ou cinquième plus grand aéroport au monde (Luiselli 2018). Cinquante ans après le début des constructions censées débuter en 2015, l'aéroport devrait pouvoir compter sur six pistes d'atterrissage et de décollage simultanées. Pour le directeur du MITRE, qui avait pourtant appuyé scientifiquement le projet, en 2013, il s'agit là d'un des projets aéroportuaires les plus compliqués au monde (Encinas Rodríguez 2015, 23). Les coûts se répartissent ainsi :

**Tableau 2. Répartition des coûts du NAICM**

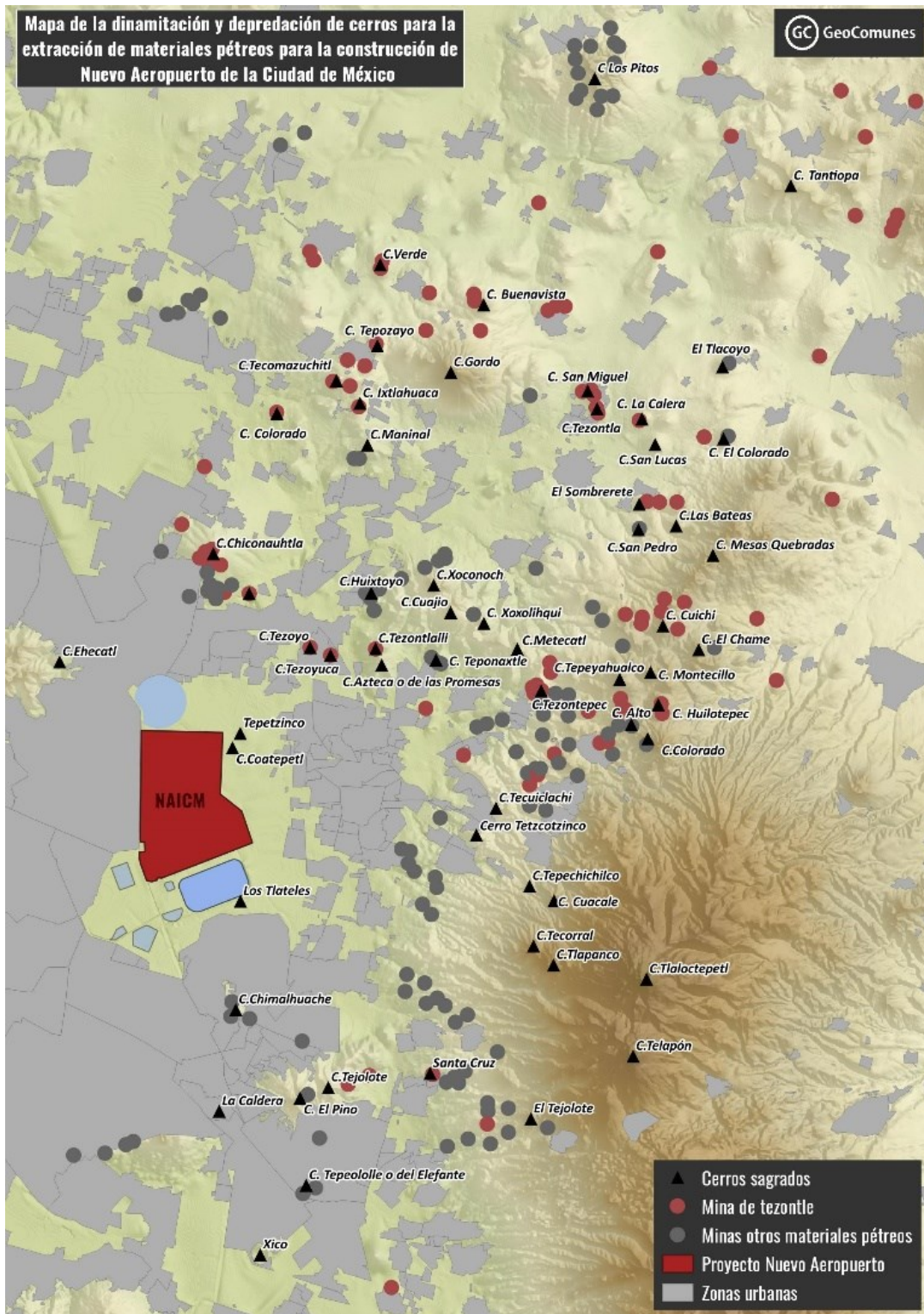
Champs de dépense	Coûts
Infrastructure aéroportuaire	127 400 millions de pesos, soit 75,4% de l'investissement total (Encinas Rodríguez 2015, 23).
Conception, planification, ingénierie et gestion du projet	20 500 millions de pesos, soit 12,1% des coûts totaux.



Infrastructures hydrauliques (digues, station d'épuration et agrandissement, assèchement et construction de plans d'eaux)	16 400 millions de pesos, soit 10% du coût total.
Infrastructures sociales (projet d'éducation, de santé et d'habitation)	Représentant 2,8% des dépenses totales, 4 700 millions de pesos.

Le total de près de 169 000 millions de pesos doit servir seulement pour la première phase du projet, dont respectivement 58% et 42% proviennent du secteur public et du secteur privé (Encinas Rodríguez 2015, 25). Le reste des phases, développées sur 45 ans, couteront un peu plus de 41 500 millions de pesos et seront financées par les retombées économiques des constructions et infrastructures engendrés par la première phase. Les coûts astronomiques sont dû aux contraintes que pose l'environnement. C'est-à-dire que bien que l'endroit semble être idéal du fait de sa proximité avec le centre de la ville – environ 40 minutes en voiture – il présente des défis pour les ingénieurs. D'un côté, les infrastructures hydrauliques serviront à éviter les inondations du site, avec les fortes pluies de la région, et de l'autre, d'importants moyens sont mobilisés pour le remplacement de la composition des sols dans le but d'assurer la solidité des fondations, considérant que c'est une zone marécageuse qui s'enfonce à un rythme accéléré chaque année. Le site destiné à accueillir le méga complexe aéroportuaire enregistrerait actuellement les données d'affaissement les plus grandes de la ZMVM, se situant entre 21 et 30 centimètres par année, selon le document envoyé au SEMARNAT par le Groupe Aéroportuaire de la Ville de Mexico (Encinas Rodríguez 2015, 66). D'autres données plus pessimistes démontrent que l'aire de construction du NAICM s'affaissent de 2,5 centimètres par mois, pouvant se rendre jusqu'à 44 centimètres annuellement, dans certaines parties du terrain de plus de 12 000 hectares (Encinas Rodríguez 2015, 68). Pour certains spécialistes comme Carlos Ortiz Solorio, l'aéroport ne durerait pas plus de 10 ans à cet emplacement; le sol, composé de 70 mètres en profondeur d'une sorte d'hydrogel hypersalin, est hautement corrosif (Encinas Rodríguez 2015, 68). D'ailleurs, sur le site de l'AIKM, trois ans après la fin des travaux de construction du Terminal 2, en 2010, on a dû procéder à des travaux de renouvellement puisqu'on a enregistré des affaissements de 30 centimètres alors qu'il pouvait techniquement résister jusqu'à 3 centimètres par année (Encinas Rodríguez 2015, 69). Pour remédier à ces problèmes techniques, on envisage de remplacer une partie du sol par le tezontle (matériau utilisé dans la construction des routes), par exemples, forçant l'ouverture de plus de 180 carrières dans la région,

pour extraire les matériaux requis, dont une centaine sur des sites de montagnes, engendrant leur destruction.



**Figure 13. Carte des sites dynamitage et de pillage de colline pour l'extraction de matériaux de pierre pour la construction du Nouvel Aéroport de la Ville de Mexico**

Source : GeoComunes. Reproduction autorisée par l'auteur.

En plus de ces coûts importants, l'aéroport ne respectaient pas les conditions de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et les recommandations de l'Administration Fédérale de l'Aviation (FAA) par rapport aux distances à respecter avec les habitats naturels de la faune et de la flore. D'ailleurs, le MITRE recommandait le déplacement de deux étendus d'eau, afin de pouvoir respecter les exigences de l'OACI et de la FAA, et ainsi protéger plusieurs espèces d'oiseaux qui utilisent le Lac Nabor Carrillo comme site de repos lors de leur longue migration, un des plus importants du centre du pays (Encinas Rodríguez 2015, 21).

En ce sens, le Plan Municipal de Développement établissait que la zone de l'ancien Lac de Texcoco est non-urbanisable puisqu'elle correspond à une aire naturelle protégée (Encinas Rodríguez 2015, 43). Le projet du NAICM implique toute une série d'infrastructures externes au site, mais qui permettent de l'ancrer dans le paysage urbain et d'accomplir les objectifs de ses concepteurs : le prolongement du métro; une nouvelle ligne du Mexibus; construction, agrandissement ou réfection de près de 190 km de routes et d'autoroutes pour l'accès au NAICM; le train Toluca-CDMX (Encinas Rodríguez 2015, 44-43).

Malgré plusieurs études qui démontrent pointilleusement l'infaisabilité de l'aéroport à Texcoco, les constructions débutent tout de même en 2015 jusqu'en 2018. À l'été 2018, AMLO et son parti MORENA remportent les élections présidentielles et déclenchent, à l'automne, un référendum national sur la continuation du projet aéroportuaire tel quel. La campagne *Yo Prefiero el Lago* (moi je préfère le lac) et l'indignation du nouveau gouvernement ne suffisaient pas pour faire arrêter les travaux du mégaprojet. La population était donc invitée, du 25 au 28 octobre 2018, à choisir entre maintenir en place la construction du nouvel aéroport ou le déménager à Santa Lucía, sur le site d'un actuel aéroport militaire. Les mexicain.ne.s ayant pris part à la consultation choisissent de déménager l'aéroport à Santa Lucía et d'exiger l'arrêt immédiat des travaux de construction à Texcoco-Atenco. Des bureaux de votes avaient été installés dans 538 municipalités, où habitent 79% de la population, ce qui laisse penser que le critère de sélection des sites de bureau de vote était la densité de population. Cependant, Sebastián Garrido (2015), avance que ce ne serait pas le seul critère de sélection, contrairement à ce que laissait croire le gouvernement, mais qu'il y aurait probablement des motivations politiques. Les habitant.e.s de Tecamac, une des municipalités voisines de l'aéroport, affectée par la construction de l'aéroport à Santa Lucía, ont entrepris la voie de la défense de leur territoire. Malgré la mobilisation, l'Aéroport International Felipe Ángeles (AIFA) entre en fonction en mars 2022.

Cette partie du mémoire représente donc une version publique et dominante de l'histoire d'Atenco et Texcoco. À partir d'articles de journaux et de revues scientifiques, de manifestes, d'ouvrages d'histoire et de visionnement de documentaires, j'ai tenté de rédiger l'histoire de cette région du nord-est de l'État de México. Dans la partie qui suit, suivant la démarche ethnographique et la posture féministe et décoloniale que j'ai humblement tenté d'adopter durant cette recherche, les récits de vie des cinq militantes interviewées viendront contrebalancer et ajouter à ce récit historique connu.

## CHAPITRE 5 : MÉMOIRE ET VÉCU DES FEMMES D'ATENCO ET DE TEXCOCO

« *Les digo mi dicho es : yo no soy de Tlaminca, pero Tlaminca es mi.* »<sup>42</sup>

- Edith 2019

### 5.1 Récits de vie

#### 5.1.1 Lidia

20 septembre 2019, première entrevue prévue depuis mon arrivée à Mexico. Niki avait tout mis en place pour organiser cette discussion entre Lidia, elle et moi. On prévoit donc de se rejoindre à Texcoco, vers 14h30, pour ensuite prendre le *combi*<sup>43</sup> vers San Miguel Tlaixpan, là où se trouve la demeure de Lidia. Pour la seconde fois, j'embarque dans un autobus voyageur à partir de la gare d'autobus TAPO (Terminal d'Autobus des Passagers de l'Est)<sup>44</sup>, au nord-est du centre de la Ville de Mexico. L'endroit fourmille de personnes qui se déplacent entre la métropole et les régions du sud-est du pays et du Golfe du Mexique. J'arrive toujours trop à l'avance, à la fois excité à l'idée de retourner à Texcoco et rencontrer Niki pour une deuxième fois, mais aussi par soucis de ne pas manquer le départ et rater mon rendez-vous.

En direction vers Texcoco, le grand autobus sillonne les quartiers avoisinants, entassé parmi les milliers de voitures des grandes avenues du DF (District Fédéral), pour aller rejoindre l'autoroute Peñon-Textcoco. Au milieu de ce long et droit tronçon d'autoroute, l'immense autobus voyageur apparaît désormais infiniment petit. Le territoire qui nous porte est celui de l'ancien Lac de Texcoco, site de construction du NAICM, un vaste étendu plat délimité par la présence du relief volcanique et l'étalement urbain de la métropole tentaculaire. Le site de l'aéroport est entouré d'une haute clôture et surveillé, à plusieurs points d'entrée, par des véhicules de la police de l'État de Mexico. Peut-être que c'était l'influence de cet après-midi gris, comme il est commun lors des journées d'automne à Mexico; je frissonne face à l'ampleur du projet aéroportuaire et le

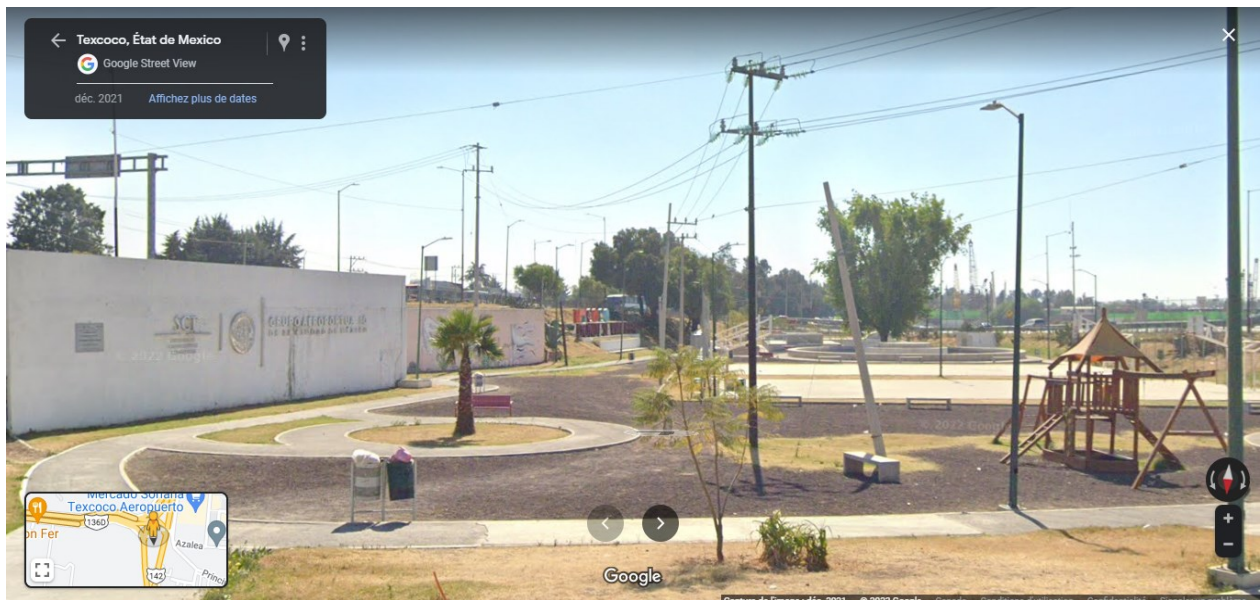
---

<sup>42</sup> Je leur dis mon dicton c'est : je ne suis pas de Tlaminca, mais Tlaminca est moi. (Traduction libre)

<sup>43</sup> Transport collectif de petite capacité aussi appelé « microbus », « pesero » ou « colectivo ».

<sup>44</sup> Terminal de Autobuses de Pasajeros del Oriente.

déploiement de l'appareil sécuritaire (policiers, clôture et caméras) freinant toute personne ayant l'intention de s'y aventurer. Sur le haut de l'imposante clôture, on peut apercevoir ces pointes aiguisées souvent utilisées au bord des toits et fenêtres de certains bâtiments pour éviter que les oiseaux viennent s'y percher. Peut-être ont-ils aussi l'intention de décourager les oiseaux migrateurs d'effectuer leur arrêt annuel, sur leur trajectoire entre le nord et le sud, au réservoir Nabor Carrillo. C'est en tant que nouvelle frontière entre Texcoco et la Ville de Mexico que je perçois le site de l'aéroport. L'entrée de la ville est ornée par un grand panneau du Groupe Aéroportuaire de la Ville de Mexico (GACM), principal promoteur du projet aéroportuaire du PRI, installé au-dessus d'un parc fraîchement construit sous les bretelles des autoroutes qui se croisent.



**Figure 14. "Street view" du parc à l'entrée de Texcoco**

Source : Google Maps 2022. Reproduction autorisée par l'auteur.

Je rejoins Niki au Jardin Municipal du Centre de Texcoco, une grande place public au centre de la municipalité bordé par le Marché San Antonio. De là, nous embarquons dans un microbus pour Tlaixpan. Sur le chemin, au loin derrière le Parc National Molino de Flores<sup>45</sup>, j'aperçois un endroit évoqué par plusieurs militantes de Texcoco interviewées : une ancienne carrière servant maintenant de site d'enfouissement de déchets de toutes sortes. Cet immense fosse est entouré

<sup>45</sup> Ancienne *hacienda* dont les principaux édifices encore présents ont été construit par le poète espagnol Miguel de Cervantes.



par des quartiers résidentiels et s'est transformé en lieu de dépérissement accéléré, alors que des dizaines de camions viennent y déposer, chaque jour, des rebuts hautement toxiques provenant du site de construction du NAICM. Le contrat d'opération du site d'enfouissement avait été entériné par le commissaire ejidal pour l'entreprise Urbanum qui elle, prétendait que les matériaux enfouis étaient « fertiles » (Cesáreo, 2017).

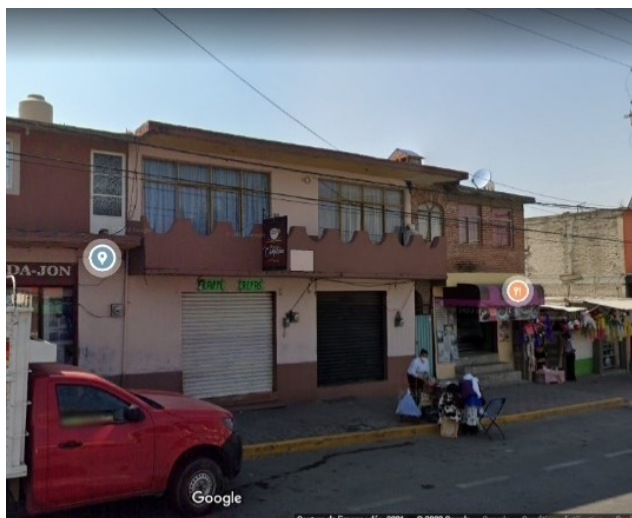


**Figure 15. Vue aérienne de l'ancienne carrière de Tlaminca, délimitée en rouge**

Source : Google Earth 2022. Reproduction autorisée par l'auteur.

Lidia nous reçoit dans sa grande maison située sur une des rues principales de San Miguel Tlaxpan, où elle vit conjointement avec sa mère et ses enfants. L'endroit est construit sur deux étages avec un café-librairie à l'avant du rez-de-chaussée. Ça semble être un lieu de choix pour les membres de sa communauté, un endroit où il est possible de s'organiser collectivement. Ce n'est pas seulement un lieu de rencontres politiques, mais aussi un lieu de pause, de détente, de lecture et d'apprentissage.





**Figure 16. "Street view" de la facade de la demeure et café de Lidia**

Source : Google Maps 2022. Reproduction autorisée par l'auteur.

Nous prenons place autour d'une table de la partie café pour discuter. Très vite, elle me raconte le contexte d'organisation de la défense du territoire et des communautés, si rapidement, que j'ai à peine le temps de démarrer l'enregistreuse et nous sommes déjà bien loin dans notre discussion. Retour sur son histoire personnelle et familiale. Ses grands-parents paternels sont originaires de San Miguel Tlaixpan. En tant qu'un des premiers charpentiers de la localité, son grand-père participe à la construction de bâtiments importants. Du côté de sa mère, ils déménagent de Puebla pour venir participer à la construction de l'église et décident de s'établir à Tlaixpan. Un contexte religieux marque l'histoire de sa famille me raconte-elle, d'un air moqueur. Lidia hérite de son père des valeurs d'engagement envers sa communauté, sur le plan juridique, social, politique et éducationnel. Son père aurait été une des premières personnes à avoir une carrière d'avocat dans la municipalité, puisqu'en général les avocats et les notaires pratiquaient à Texcoco.

C'était plutôt compliqué à l'époque, raconte Lidia, de compléter des études en droit puisque les seules universités à offrir cette formation se trouvaient à Toluca, à plus de 100km au sud-ouest, ou dans la Ville de Mexico. Les avancées technologiques et l'augmentation de la population accédant à l'éducation de niveau universitaire permettent l'émergence d'universités dans la région, mais pour lesquelles il faut payer. Son père a donc fait un semestre à l'Université Autonome de l'État de Mexico (UAEM), à Toluca, pour ensuite compléter son parcours scolaire à la UNAM. À l'époque, le trafic était déjà important et il n'y avait pas de système de transport en commun

généralisé. Lidia raconte que pour se rendre à l'école secondaire, son père devait faire une partie du chemin entre Tlaixpan et Texcoco à vélo, trouver un endroit pour le cacher et finir la route à pied. C'était une personne adepte de lecture, un premier de classe, ce qui lui value d'obtenir une bourse d'études pour l'université. Malheureusement, son père l'en empêcha. Il refusa la bourse et attendra quelques années avant de finalement prendre la décision de quitter le nid familiale pour des études dans la grande ville.

Le père de Lidia reviendra avec une nouvelle passion pour le droit agraire et la tête pleine d'idées fraîches et de perspectives alternatives. Il lisait surtout des essais sur le socialisme et le communisme, et avait lu des ouvrages classiques des mouvements de gauche dont ceux de Lenin, Mao Zedung et Marx. Elle sera fortement influencée par son père dans ses choix de parcours académique et aussi au niveau politique. Partie pour les études et le travail, Lidia revient à Tlaixpan, après la mort de son père, pour s'occuper de sa communauté, apportant avec elle une nouvelle vision. Le groupe d'action citoyenne, dont elle fait partie, engagé pour la défense des droits des habitant.e.s de sa communauté, est un héritage paternel.

Les personnes avec qui elle travaille bénévolement dans cette organisation sont bien plus vieilles qu'elle, pour la majorité, et son sur le point de se retirer. Ce sont des amis et camarades de lutte de son père et ensemble ils avaient fondé ce groupe pour assurer le respect des droits et de la dignité des agriculteur.trice.s de Tlaixpan. En plus de se dédier à la défense juridique, les militant.e.s organisent des séances de discussions, des projections et des formations, gratuites, destinées à toutes les personnes de la communauté qui se sentent interpellées par leur projet et les enjeux dont iels traitent. Certaines séries de cercle de discussion étaient organisées avec l'appui de l'Université Autonome de Chapingo (UACH), à Texcoco. Aujourd'hui, iels ne sont que trois à être encore actif en tout temps au sein de l'organisation, dont Niki. Le groupe fait face à des défis monétaires, puisqu'il dépendait en partie de l'administration publique sur le plan économique. Cela leur permettait de faire quelques économies, même modiques. L'association n'est désormais plus ce qu'elle était, à la suite du départ de plusieurs membres et par manque de ressources. Celles-ci doivent être investies à même les fonds personnels des membres restant.e.s, sans quoi iels devront y mettre fin. Alors qu'initialement les réunions se faisaient deux à trois fois par semaine et que plusieurs cours étaient proposés, iels se voient maintenant dans l'obligation de réduire considérablement leur offre.

Durant les dernières années, l'association s'est surtout dédiée à contribuer à la mobilisation contre la construction de l'aéroport à Texcoco. Lidia déclare fièrement que leur intention principale est

l'*empowerment* des personnes de Tlaixpan, avec l'objectif qu'elles arrivent à se défendre elles-mêmes face aux injustices commises dans le cadre de l'élaboration du projet du NAICM. La création du sentiment d'appartenance envers la communauté, animé par un principe de réciprocité, est au coeur de la démarche de Lidia et ses camarades. Entre 2006 et 2014, alors que les doutes planent par rapport à la potentielle réapparition du projet à Texcoco, l'association se prépare sur le plan politique et juridique en faisant des recherches systématiques de toute information qui pourrait confirmer leurs doutes. À ce moment-là, ils ont dû contacter plusieurs personnes, dont des fonctionnaires, afin d'avoir accès aux informations nécessaires et pour lesquelles, soupire Lidia, « il a fallu travailler dur » (Lidia, 16 octobre 2019). L'engagement de Lidia s'est développé sur le plan sociale, politique et juridique en tant qu'héritage familial marqué par un dévouement envers sa communauté. La participation et la création d'organes de participation citoyenne autonomes construisent l'habiter de cette militante. C'est ce qui constitue la matérialisation du lien organique entre le mouvement et le chez soi.

### 5.1.2 Nieves



**Figure 17. Vue aérienne de la maison et terrain de Nieves**

Source : Google Earth 2022. Reproduction autorisée par l'auteur.

Un long moment se creuse entre la première fois où je rentre en contact avec la militante Nieves et celui où nous nous rencontrons. Niki était très enthousiaste à l'idée que je fasse connaissance avec cette dame. Son histoire avait été très médiatisée, à l'époque, apparaissant dans les quotidiens à grand tirage comme *El País* et *La Jornada*. Bon nombre de reportages ont été produits sur sa situation, pourtant rien n'a changé. La Doña Nieves, comme on la surnomme localement, accepte de me recevoir chez elle à San Salvador Atenco.

Carlos, camarade de classe de Niki et copain de la fille de Nieves, avait pris soin d'organiser les détails de mon arrivée à Atenco. On planifie de se rejoindre en milieu de journée au centre d'Atenco, sur la Place Principale près du Centre Culturel d'Atenco. J'embarque à bord d'un autobus sur cette grande route droite qui sépare la Ville de Mexico et Texcoco, pour ensuite prendre un taxi en direction d'Atenco. Carlos m'y rejoint et me fait monter dans sa moto taxi pour m'amener à la demeure de la Doña Nieves. Sa moto se faufile dans les rues de cette municipalité célèbre pour sa ténacité face au mégaprojet de l'aéroport. Dans les zones agricole de la ville, les rues sont larges et recouvertes, à certains endroits, d'une fine couche de terre sablonneuse transportée par les grands vents qui traversent les plaines du nord de la capitale.



**Figure 18. Mototaxi**

Source : Archives personnelles 2019.

On longe le parc aquatique *Los Ahuehuetes* pour se rendre à l'autoroute inachevée Pirámides-*Texcoco* et prendre un virage à gauche, en direction de la maison de la Doña Nieves. Sa demeure est la fissure florissante de ce projet autoroutier d'envergure prévu comme un raccourci entre le nord-est de la Ville de Mexico et la municipalité d'Acolman, plus à l'est et voisine de Teotihuacán, où se trouve un important site archéologique protégeant certaines des plus grandes pyramides de la période précoloniale.

Arrivé à destination, la militante de 60 ans, son fils aîné accompagné de sa conjointe et leurs enfants, sa fille cadette, Gabriela, en plus de leurs camarades canins m'accueillent amicalement. J'étais assez nerveux d'aller à sa rencontre pour plusieurs raisons, peut-être irrationnelles en un sens, mais surtout parce que je ne voulais pas que ma visite ne risque de la mettre davantage en danger. Avant de débiter notre discussion, elle m'avertit qu'un de ses camarades de lutte qui réside à Nexquipayac viendra valider mon droit à faire une entrevue avec elle et d'enregistrer notre conversation. Elle m'explique avec une triste honnêteté qu'ils n'ont désormais d'autres choix que d'opérer ainsi puisqu'une camarade s'est fait tuer, des mois auparavant, après qu'elle ait accordé une entrevue à un.e journaliste. Nieves me confie aussi que la situation actuelle est tendue puisque les habitant.e.s de Nexquipayac continuent de se mobiliser contre la continuité des travaux de l'autoroute. Après quelques échanges pour comprendre d'où je viens et quelles sont mes intentions, on m'accorde le droit de m'entretenir avec Nieves et on m'invite par le fait même à l'action prévue le lendemain, à Nexquipayac. Cependant, en tant qu'étranger, la Constitution mexicaine m'empêche de participer, de quelque manière que ce soit, à la politique du pays.

Nieves se réjouit que je me sois déplacé jusqu'à sa maison. Elle pourra orgueilleusement me présenter son terrain, héritage familiale d'un lieu paisible dont le quotidien tranquille a été ébranlé par l'arrivée du NAICM et ses projets d'urbanisation. Avant de me faire visiter les différents lieux de son chez-soi, on s'installe dans la maison que son mari et elle ont construite, il y a 20 ans de cela. Une petite maison de brique rouge accueillant les visiteurs à l'entrée avec une grande cuisine et un salon ouvert, suivie des chambres dissimulées à l'arrière. Elle m'invite à m'asseoir sur le divan et m'offre une part de pain de maïs, soigneusement préparé à même les récoltes de sa terre et qui sont vendus au marché public d'Atenco. Ses grands-parents sont originaires de la région et sa famille y vit toujours. Son attachement particulier à ce lieu débute avec les souvenirs du passé dont lui faisaient part ses parents : « Ma mère me racontait qu'ici, par hasard là où je vis actuellement, il y avait un étang. Qu'avant, il y avait des poissons. Les gens venaient y pêcher. D'ici au parc qui est par là, les gens vivaient de ça. » (TheRulesOrg 2019)

Son appréciation lointaine de la campagne et de la nature vient du temps passé chez sa grand-mère, propriétaire d'une parcelle de terre, durant son enfance. Nieves héritera d'elle d'un amour inconditionnel pour la nature et d'importantes connaissances sur les différentes tâches et techniques reliées à l'entretien d'une terre agricole :

[En parlant de sa grand-mère] Et elle me disait : « ma fille, allons désherber ». Alors j'allais avec elle pour l'aider à désherber. « Ma fille, allons couper les épis », et je lui répondais oui grand-mère. Je l'aidais à cueillir et à arracher les feuilles. Nous comptons tout le maïs pour la préparation des tortillas. J'adorais beaucoup la campagne, beaucoup, beaucoup. Depuis toute petite ça m'intéressait. J'allais moi-même, dès un tout jeune âge, vendre des courgettes, du pourpier et des chanterelles. (Nieves 2019)

Avec son mari, décédé alors que sa fille qui a maintenant 21 ans n'avait que 6 ans, iels habitaient la maison de sa mère. Nieves a commencé à travailler plus sérieusement afin de pouvoir ramasser l'argent nécessaire leur permettant d'acheter un terrain à San Marcos, au nord d'Atenco. Son mari lui proposera de vendre sa maison, afin qu'iels puissent vivre ensemble proche de sa famille : « c'est que tes frères et sœurs vivent ici et qu'il faudrait vivre retirés, loin d'eux ». (Nieves 2019) Nieves vend le terrain qu'elle a acheté et en mettant en commun les économies d'elle et son mari, illes achètent le terrain actuel et y construisent leur maison. À l'époque, il y a une vingtaine d'années, le terrain avait été vendu au prix de 30 pesos par mètre carré.

Jusque-là, la vie lui avait paru plutôt simple et réjouissante, vivant de la vente des plats et pâtisseries faites à base des fruits et légumes qui poussent sur son terrain, ou qu'elle achète à des voisin.e.s et des camarades de sa communauté et avec qui l'entraide et la solidarité priment :

[En parlant de la serre qui apparaît devant sa maison, de l'autre côté de la rivière] Dans cette serre ils cultivent l'asperge et l'asperge coûte très cher et ils me vendent une quantité comme ça [elle fait un geste des mains représentant la taille] à 70 pesos. De là je sors quatre poignées et je les vends à 50 pesos. Alors c'est comme ça que j'ai réussi à avancer. (Nieves 2019)

Cette tranquillité quotidienne qu'elle embrassait sera drastiquement perturbée par l'arrivée du projet aéroportuaire et de l'urbanisation croissante :

Alors, c'était une vie très tranquille non? Avant, ici on ne voyait pas autant de vols comme maintenant avec les séquestrations et tout. Alors on m'annonce que l'autoroute passera

par là-bas [en pointant au loin derrière]. Non, je m'en suis rendu compte il y a comme quatre ans, j'ai commencé à réaliser que l'autoroute allait tourner. Que venaient l'autoroute et les entrées de l'aéroport. Il y a trois ans définitivement j'ai commencé à voir comment arrivaient les camions. Alors ils me disent l'autoroute allait passer par-dessus la rivière, qu'ils allaient l'entuber et qu'elle passerait sur la rivière. Et pour la deuxième fois, je me disais que si ça passe sur ça et bien moi je serai en danger. (Nieves 2019)

L'intensité des passages de camions était telle que lorsqu'elle sortait de la maison avec ses catalogues de vente de chaussures – sa seconde source de revenus – avec l'intention de prendre sa moto, la route lui était complètement bloquée.

Alors voyant que les camions venaient, et bien je ne pouvais plus sortir, je ne pouvais plus sortir aisément parce qu'ils ne s'arrêtaient pas. Ils passaient et projetaient beaucoup de terre à mon visage et il y a eu des moments où je devais fermer les yeux et m'arrêter d'un côté pour qu'ils passent, mais passait un, passait un autre et je n'avais pas d'espace pour pouvoir passer. (Nieves 2019)

La violence avec laquelle l'entreprise PINFRA<sup>46</sup> s'approprie son terrain, le territoire où elle a grandi et où elle a vu grandir sa famille, est telle que Nieves sera victime d'un malheureux accident de de la route.

Je sortais pour mes tâches, à quelque chose comme cinq heures du soir. Je sortais pour faire payer certains abonnés, comme je vends dans les maisons. Alors je suis simplement allé ici tout près et quand je suis revenue, il devait être proche de sept heures plus ou moins. C'était lorsque qu'il commence à faire sombre, vers cette heure. Alors en revenant, quand je suis sorti la soirée était claire et il n'y avait pas d'ornière. Alors je ne sais pas si vous avez vu là-bas une petite croix, et bien c'est là où j'ai eu l'accident. Quand je revenais, il y avait des ornières ouvertes comme ça [me montrant la taille avec ses mains] qui seraient environ quinze à vingt centimètres et ça [mimant des mains] de profond. Il y avait deux ornières. Au même moment, il y avait une voiture de celles qui viennent avec du matériel de l'aéroport. Alors ses hautes étaient allumées et je me suis mise dans une ornière et j'ai voulu passer la seconde, mais lorsque la voiture passe je sens la terre trembler. Il passe et je dérape, et après être tombée j'ai voulu me relever, je tombais comme ça, alors au moment de vouloir me relever, la jambe tremblait, à partir d'ici en haut

---

<sup>46</sup> Entreprise dédiée à la construction d'infrastructures routières.



je la sentais comme ça (imitant le spasme de sa jambe), je sentais que je ne pouvais pas l'arrêter. Alors pour le choc j'ai eu une montée de glucose et ils disent que je suis susceptible d'avoir le diabète à cause de ce choc. On m'emporte à l'hôpital et on me dit que j'ai le péroné et le tibia fracturés. (Nieves 2019)



**Figure 19. Panoramique de la demeure de Nieves qui s'inscrit comme une sorte de bouclier face à la construction de l'autoroute**

Source : Archives personnelles 2019.





**Figure 20. Photo de la demeure de Nieves prise depuis un des bouts de l'autoroute qui enclave sa demeure**

Source : Archives personnelles 2019.

À la suite de l'accident, la Doña Nieves a été considérablement limitée pour aller travailler, sans toutefois être en arrêt de travail et ce, pour des raisons économiques. Sa fille Gabriela a dû toutefois prendre une période d'absence à l'école dans le but d'aider sa mère avec les revenus de la maison. Les autorités locales lui proposent de déplacer sa demeure plus loin sur le terrain, mais elle refuse systématiquement. Cet endroit a une valeur inestimable et il n'est pas à vendre. Pour lui faire pression, on lui coupe l'eau, l'empêchant d'aller s'approvisionner au puit, et ultimement on coupe l'électricité. Quelques mois avant notre rencontre, Nieves a été menacé de mort parce qu'elle refusait d'abandonner sa maison. Durant plusieurs jours et semaines elle ne sortait pratiquement pas de chez elle et ses camarades venaient faire des rondes de surveillances pour assurer une protection et une présence constante pour qu'elle ne se sente pas seule. C'est le support inconditionnel de sa communauté qui lui donne encore la force de se défendre.

### 5.1.3 Xarani

Quatre semaines sont passés depuis la première entrevue et cette journée-là, je vais à la rencontre de Xarani, une autre militante et amie de Niki. On se rencontre sur la place publique à l'entrée du marché San Antonio, à Texcoco. Rapidement, elle commence à me parler des différentes dynamiques de pouvoir entre les militant.e.s et les membres des instances politiques officielles. C'est un sentiment de nécessité qui mène son désir de me parler de ces différentes dynamiques et des activités politiques auxquelles elle s'adonne. Il semble qu'elle ne souhaite pas évoquer son histoire de manière explicite. C'était donc à moi, par la suite, d'interpréter le sens historique, au niveau de son parcours, et d'en dégager les éléments biographiques.

Xarani n'est pas originaire de San Nicolas Tlaminca, municipalité voisine de San Miguel Tlaixpan. Sa famille, originaire du Michoacan, achète un terrain dans la localité en 1989 et y construit une maison dans laquelle iels n'iront jamais habiter, puisqu'elle sera considérée comme un monument historique. Il est important de noter que son père, José Espino Espinoza, est un professeur et chercheur de l'Université Autonome du Mexique à Chapingo, ancien secrétaire général du syndicat des travailleurs académiques de l'université (STAUACH) et militant actif dans la défense de la terre à Texcoco. À Tlaminca, son père et elle sont impliqué.e.s au sein du comité de l'eau potable et par extension, dans le groupe des voisin.e.s unis de Tlaminca. Désormais, elle continue d'être active au sein d'un groupe de femmes de la région engagées dans diverses luttes de protection du territoire, de sa culture et ses ressources.

Contrairement à d'autres habitant.e.s de la communauté, elle a eu la chance d'aller étudier à l'université et de pouvoir occuper des emplois à titre de conseillère pour des personnes siégeant sur des instances du pouvoir municipal, dont à San Vicente Chicoloapan, situé à une quinzaine de kilomètres au sud de Texcoco. On peut donc supposer qu'elle appartient à un groupe social minoritaire comme son niveau d'éducation correspond au 9% de femmes de plus de 15 ans de la municipalité de Texcoco qui ont des études de niveau universitaire. Cette donnée se rapproche de la moyenne nationale, tout en en situant à 6% de moins que pour les femmes qui vivent dans la capitale mexicaine (INEGI 2022). Elle étudie la planification territoriale à l'Université Autonome du Mexique à Xochimilco et gradue en 2014. Durant son parcours scolaire, elle devient mère d'un garçon, en septembre 2006.

Ce qui caractérise l'implication politique de Xarani, et qui est aussi vrai pour les autres femmes participantes, c'est l'affirmation de son cynisme face à la politique institutionnelle. En fait, ce qui

me frappe spécialement chez elle c'est son inébranlable volonté de transparence, d'honnêteté et de redevabilité, et c'est pourquoi elle répète sans cesse : « Je ne suis pour aucun parti politique, je n'appuie aucun parti politique, non. » (Xarani 2019) Aucun traitement de faveur ne peut être fait envers les personnes en position de pouvoir, principalement les politiciens. En parlant du fait que plusieurs personnes de la communauté médisent du fait qu'elle s'implique activement et qu'elle critique ouvertement le pouvoir, Xarani s'explique :

Ce n'est pas que rien ne me plaît, parce que je suis contre le fait de servir à manger aux politiciens. Qu'ils viennent inaugurer une rue, qu'ils te voient allonger sur le sol et passent par-dessus toi ou encore, qu'on leur étende un tapis afin qu'ils ne touchent pas le sol, enfin non. Non et non. On les paie pour effectuer ce travail, alors que les gens normaux non. Plusieurs personnes qui n'ont pas beaucoup de moyens s'obligent à apporter vingt ou même cinquante pesos pour leur offrir à manger, leur donner un sandwich, parce qu'ils viennent inaugurer une rue. Moi je suis contre ça. Parce qu'une fois l'inauguration terminée ils quittent et se mettent au meilleur restaurant, qui leur est payé, mais aux autres non. Alors je suis contre ça. Je dis encore une fois, moi je suis contre ça. Pour moi, cette idée que nous allons leur payer à manger, non. (Xarani 2019)

Certain.e.s habitant.e.s de la communauté de San Nicolas Tlaminca voient d'un mauvais œil le fait que sa famille et elle n'y soient pas natives, une dynamique qui sera corroborée par une autre militante, lors d'une entrevue ultérieure. Pour Xarani, le tissu social de Tlaminca s'effrite davantage avec ces divisions discriminatoires. Pourtant, elle assure que ces habitant.e.s ayant migré.e.s plus récemment dans la région « sont de ceux qui participent le plus » (Xarani 2019). Alors qu'elle me parlait de sa perception du niveau d'organisation dans cette localité, Xarani souligne cet enjeu de la scission entre les membres de la communauté :

[...] Tlaminca est une communauté qui est zéro organisée, ils ne s'unissent pas. Ils ont des problèmes parce que certains sont ejidatarios et d'autres non. Et pour ceux comme nous qui sommes venus de l'extérieur, il y a une ambiance de discrimination. Alors on nous dit : toi tu n'es même pas d'ici, que fais-tu, pourquoi tu défends, ne lui donnez pas d'importance parce qu'elle n'est pas d'ici. (Xarani 2019)

Ce ne sont cependant pas ces aspects négatifs de sa communauté qui l'empêchent de se mobiliser et de se sentir fière, en tant que femme, de pouvoir contribuer à la survie du territoire.

Plusieurs personnes valorisent ce travail, enfin, être femme et mère en lutte : « Elle a une bénédiction et elle assure, non. Elle est ici et elle fait des choses, elle propose de faire de la recherche et tout. » Et beaucoup de gens disent : « Sale vielle, n'a-t-elle pas une maison? » Plusieurs s'adressent littéralement de cette manière aux trois femmes qui participent le plus : « Vous n'avez pas des choses à faire dans votre maison ? » Enfin, mes années d'université ne servent à rien? (Xarani 2019)

Malgré qu'elle soit native du Michoacan, avec lequel elle entretient un certain sentiment d'appartenance, Xarani développe un attachement particulier avec ce territoire et cette communauté. Pour cette dernière, elle est encline à y dédier son corps et sa santé mentale, parce qu'il en va de soi, selon ses convictions politiques, que ce lieu se doit être protégé et sauver les riches vestiges d'une culture ancestrale.

#### **5.1.4 Edith**

Quelques jours après avoir rencontré Xarani, je réussis à avoir un rendez-vous avec Edith, une de ses camarades militantes et résidente de San Nicolas Tlaminca. Cette dame, aujourd'hui très dévouée au partage de la pensée catholique, a un horaire du temps chargé, ce qui compliqua l'organisation de l'entrevue. Nous nous rencontrons finalement un vendredi en mi-journée, sous le soleil apaisant du mois de novembre, parmi les centaines d'oiseaux qui dominent le paysage sonore du parc cette journée-là.

Edith me mentionne d'emblée sa déception grandissante de la politique et espère pouvoir aborder d'autres aspects de son parcours, notamment la place qu'occupe Dieu dans sa vie. Je lui fais part de mes intentions de comprendre plutôt son rapport au quotidien, à l'habiter et au territoire, pas nécessairement au politique. Ce qui est au cœur de ma démarche, c'est d'abord et avant tout d'aborder l'objet de recherche à partir de l'angle qui fait le plus de sens pour elle, par rapport à sa trajectoire de vie.

Elle me raconte son récit en trois grandes étapes. Edith est la troisième enfant d'une famille nombreuse, comptant huit frères en plus de leurs parents, Renato et Gloria. Durant son enfance, elle a vécu dans la ville de Texcoco et elle devient rapidement en quelque sorte la « mama

chiquita »<sup>47</sup> de ses frères cadets. Elle étudie jusqu'au grade du *bachillerato*<sup>48</sup>, dans un couvent. Sa vie d'enfant est ensuite rapidement devenue une vie d'adulte :

Réellement je me marie à l'âge de 20 ans et je pars vivre à San Nicolas Tlaminca. Mon époux est originaire de là-bas, alors ils m'ont amenée à la ferme. Et puis, quand j'ai connu la communauté de San Nicolas Tlaminca, je suis tombée amoureuse d'elle, parce que dans ces temps-là, c'était une communauté magnifique. Il y avait de l'eau de source, des potagers où on produisait des pommes, des néfliers, le capulin<sup>49</sup>, en d'autres mots une grande variété de fruits. (Edith 2019)

Son époux est ejidatario, statut hérité de ses parents qui y cultivaient le maïs, la fève, le blé et l'avoine, et pour Edith c'était une véritable fascination de voir la manière dont les champs fleurissaient et se verdissaient chaque année. Cette rencontre transformatrice avec la campagne provoque chez elle un changement de perspective par rapport à son appréciation des saisons et des événements météorologiques :

Après avoir vécu ici dans la ville, parce que la zone où nous vivions s'inondait chaque fois qu'il pleuvait, eh bien pour moi lorsqu'il pleuvait c'était une horreur. Mais lorsque je pars à la campagne et que je fais connaissance avec la beauté de la pluie, le reverdissement des champs, eh bien je tombe en amour. (Edith 2019)

Ce n'est pas seulement la nature qui émerveille Edith, à l'époque, mais aussi la présence marquée des vestiges archéologiques, héritage de la présence de Nezahualcoyotl. C'est pour elle une fierté que d'habiter sur un territoire dont l'histoire précoloniale résiste toujours à travers des emblèmes architecturaux qui se doivent d'être (re)valorisés et protégés. Cependant, au niveau communautaire et sociale, Tlaminca lui apparaissait comme « un village fantôme » : « Il n'y avait pas de rues, puisque la communauté est dans une pente, chaque fois qu'il pleuvait, il était presque impossible de transiter par les rues en automobile, parce que la communauté était totalement abandonnée. » (Edith 2019) Edith parle ici d'un délaissement de l'engagement envers la municipalité par la population de Tlaminca, non pas d'un abandon au sens de quitter la communauté.

---

<sup>47</sup> Petite maman.

<sup>48</sup> Aussi nommé *preparatoria*, c'est ce qui pourrait être considéré comme l'équivalent du cégep, au Québec.

<sup>49</sup> Aussi appelé cerisier du Mexique.

C'est à la suite de la constatation du manque d'intérêt et de dévouement collectif pour apporter des changements structureaux à la communauté qu'Edith décide de s'impliquer politiquement.

Ensuite, je me suis donnée la tâche de participer dans la délégation en tant qu'autorité auxiliaire et je me suis rendue compte qu'il y avait beaucoup de choses à faire pour cette communauté. Et par où commencer, eh bien nous avons construit un réservoir d'eau, une cafétéria pour l'école primaire, une cafétéria pilote, afin de pouvoir faire l'école à temps plein. Ensuite, eh bien grâce à Dieu les gens ont pu avoir confiance en moi. Enfin, en ce sens j'ai été très chanceuse. Nous nous sommes donné la tâche de construire les rues, le pavage de la rue. (Edith 2019)

Durant son implication dans la délégation de Tlaminca, Edith accomplira une tâche qui la rendra particulièrement fière. Elle participe personnellement à la conceptualisation d'une rue de la communauté, dans une sorte de démarche artistique. Avec l'appui et les conseils techniques de son mari qui était opérateur de machinerie de construction, elle sélectionne un type de pierre rosée et élabore un concept ambitieux.

Je ne l'avais jamais vu comme une architecte me l'a fait voir. Depuis là-haut, parce qu'elle raconte qu'en arrivant dans la communauté en hélicoptère, elle nous a contacté après avoir vu le résultat de la rue. Maintenant, eh bien, elle est dans un autre état, mais lorsque nous avons inauguré la rue, elle m'a dit que d'en haut ça ressemblait à un serpent. (Edith 2019)

En plus d'avoir eu l'appui de la communauté et de se sentir socialement validée dans l'exercice de ses fonctions, ce projet représentait pour Edith l'idée de laisser la trace matérielle de sa vie à Tlaminca. Après avoir servi dûment sa communauté, elle commence à faire le service de la messe à l'église. Une seconde étape de sa vie s'ouvre.

Elle réalise rapidement que cette église est très sombre et peu de gens la fréquentent, dont la plupart sont des adultes, et c'est à ce moment-là qu'elle a « reçu l'appel de Dieu, par l'intermédiaire d'un rêve » (Edith 2019).

J'étais très éloignée de Dieu à cette époque, j'avais beaucoup de travail, je travaillais sur des chantiers et tout ça. J'ai donc reçu l'appel par l'intermédiaire d'un rêve. J'étais entouré d'animaux et quand je suis arrivée à l'autel principal de la chapelle, il y avait un grand puit, brillant, noir, noir, noir, noir et grand, alors je me suis approchée du puit et j'ai vu beaucoup

de petites mains comme ça. J'ai commencé à sortir ce troupeau, à tendre la main à ces petites mains. J'ai commencé à sortir des enfants. Et d'un côté il y avait, je n'ai pas vu son visage, j'ai seulement vu un homme avec une tunique blanche. Et il s'avère que ces enfants allaient vers l'homme à la tunique blanche, et j'ai dit à ce moment-là, dans mon ignorance, je ne savais pas qui il était, mais plus tard je l'ai découvert. Et environ deux semaines plus tard, je suis venue ici en passant devant la cathédrale de la ville de Texcoco. J'ai vu une annonce pour des formateurs en catéchèse et j'ai commencé ma formation, pour être intendante de l'église et ainsi de suite, et ma vie a changé. Ma vie a beaucoup changé parce que j'ai commencé à prendre la main du Seigneur. C'était donc une nouvelle étape dans ma vie parce que c'était quelque chose dont j'avais besoin. Je travaillais, j'avais beaucoup, mais il me manquait quelque chose. (Edith 2019)

Elle répète que sa vie était très agitée avant d'être sur le chemin de la foi. Le Seigneur lui demandera de fonder une chorale d'enfants, ce qu'elle accomplira aisément et qui sera une autre source de fierté pour elle. Elle était catéchiste et c'est à partir de ce moment qu'elle a pu avoir un contact avec les enfants et les invité.e.s à participer. Edith réussit à rassembler quarante enfants qui chanteront principalement lors des messes dominicales et sur invitation, dans divers fêtes et événements. Elle considère ce projet est une vive source de bonheur. D'un côté, parce qu'elle est en symbiose avec les enseignements de l'Église catholique, mais aussi parce qu'elle arrive à transmettre cette mission à plusieurs jeunes qui, avant son arrivée, étaient plutôt absent.e.s des espaces religieux.

Avant de reprendre, elle fait une pause, ses yeux étincelant d'émotion. Une certaine vulnérabilité l'habite en parlant de son passé et de l'effet que la rencontre de Dieu a eu dans sa vie :

Imagine-toi que pour moi, la catéchèse a été similaire à sauver l'enfance que je n'ai pas eue. Puisque dans la catéchèse ils m'ont enseigné à me mettre au niveau de l'enfant. À jouer avec lui. À jouer avec lui, à avoir ce contact que j'aurais voulu que mes parents aient avec moi. J'ai été une enfant abandonnée, mes deux parents travaillaient. Avec autant d'enfants, ils devaient travailler. Alors moi, quand je suis arrivé à ça, les études et la formation qu'ils m'ont donnée m'ont enseignée cela. C'est là que j'ai sauvé mon enfance. Je me rappelle qu'une fois on m'a invité à une fête d'enfants et je sautais aux balançoires, sur les installations gonflables et tout ça, et nous nous sommes tous bien amusées. Enfin, pas seulement, sinon la majorité des gens, en me voyant agir comme une gamine, s'est amusée, j'étais le spectacle. Tu sais, ça leur a fait du bien de me voir, j'avais à ce moment-

là, ça fait 17 ans, j'avais 35 ans. Tu vois, alors imagine toi comment m'ont vue ces jeunes. Alors je me suis dit, eh bien quel bonheur que ma présence ait pu faire du bien aux autres gens de cette manière. Et tout ça a été parce que Dieu a touché mon cœur et m'a enlevé beaucoup de ressentiments, peut-être à cause de l'abandon, enfin ces complexes que j'avais depuis l'enfance. (Edith 2019)

Après cette journée-là, les enfants l'avaient implorée de ne jamais changer. Dans l'exercice de ses fonctions politiques, Edith avait gagné en confiance personnelle. La reconnaissance d'une grande partie de sa communauté avait fait fleurir en elle un sentiment d'appartenance auquel elle n'avait jamais eu accès auparavant : « À l'école, moi, j'ai toujours voulu porter les couleurs d'une bande, faire partie d'un groupe, mais je n'ai jamais eu la chance. » (Edith 2019) Lorsqu'elle a commencé à s'impliquer dans la politique institutionnelle, on l'a choisie pour occuper un poste d'avant plan, ce qu'elle n'aurait jamais espéré. Du moins, pas de cette manière. Edith militait à cette époque pour le PRD, parti avec lequel elle partageait encore des valeurs et principes d'équité, d'égalité, de transparence et de redevabilité envers la population.

Le changement des dynamiques politiques de la municipalité l'a forcée à abandonner, pour un moment, l'idée de s'impliquer dans la délégation. La manière dont s'est faite cette transition de parti politique vers le PRI, avec Amado Acosta en tête, lui sembla être illicite :

Pour entrer, ils devaient brûler tous les représentants actuels de la communauté. À l'époque, nous étions du PRD. Pour moi, ça été un sale jeu de la part des dirigeants eux-mêmes. Parce que ce n'est pas comme ça que les changements doivent se faire, et encore plus la façon dont ils ont été envoyés pour briser toutes les communautés. Dans ce contexte, j'ai été attaquée par une personne qui était très proche de la municipalité. (Edith 2019)

À cette époque, la délégation de Tlaminca pour laquelle elle faisait partie était en train d'effectuer des travaux importants pour une infrastructure de drainage dans la localité. Il y eu des accusations diffamatoires de vol de fonds publics envers Edith, comme elle était trésorière de la délégation. En réalité, les actes auraient été commis par une autre femme qui elle aussi occupait un poste de trésorière, mais pour le comité extraordinaire pour la construction de l'infrastructure de drainage. Edith me raconte amèrement :

Et enfin, comme j'étais aussi trésorière, beaucoup de gens ont cru que c'était moi qui avais gardé l'argent, mais ce n'était pas le cas. Donc, à cette occasion, cette personne de la



localité a commencé à m'attaquer, à me diffamer, et tout ça. C'était très difficile pour moi parce que j'aurais voulu lui répondre avec des arguments et tout le reste, mais comme je n'en avais pas à ce moment-là... De plus, nous avons commencé à effectuer des travaux pour soulever la pierre, et commencer à couvrir le tuyau, avec le travail des gens, les gens eux-mêmes. Alors, elle est arrivée et j'ai dû me retirer avec beaucoup de douleur, parce que je ne pouvais pas du tout lui répondre. J'avais besoin d'arguments, je n'avais pas besoin de nier. (Edith 2019)

Elle est sortie aigrie de cette histoire puisque durant toute la période où elle occupait un poste à la délégation, elle avait défendu l'honneur et la transparence du parti, alors qu'à aucun moment durant cet épisode traumatisant personne n'est venu pour la défendre. « Pour cette raison, lorsque j'ai réalisé qu'ils avaient vendu le pouvoir, avec le nouveau président, alors je n'en croyais pas mes yeux. Et c'est ce qui m'a amenée à ne plus rien vouloir savoir de politique et de partis et tout. » (Edith 2019)

À son grand désarroi, elle se retrouvera quelques années plus tard à devoir s'impliquer politiquement, cette fois-ci à travers des groupes autonomes, non-partisans, formés par des citoyen.ne.s. Cette dernière étape de sa vie commence avec la nouvelle de l'instauration d'une usine de recyclage dans la cour arrière de l'ejido :

J'étais à ce moment très calme, très calme avec ma nouvelle vie, mais un jour j'ai entendu de la part des ejidatarios, car mon mari est un ejidatario, qu'il y avait un projet pour une entreprise de recyclage de déchets, construite dans les trous de la carrière. Parce que pendant des années, les ejidatarios eux-mêmes ont exploité une carrière de sable et de gravier à cet endroit. Donc il y a déjà des trous énormes. Il y a trois communautés là-bas, donc dans toutes ces communautés ils ont creusé, soixante hectares. Alors, imaginez, nous avons entendu que l'entreprise de recyclage allait venir, et comme j'ai reçu les appels des ejidatarios, je me suis mobilisé, j'ai commencé à faire passer le mot, et nous sommes allés avec des bannières et tout pour dire aux ejidatarios que nous ne voulions pas de l'entreprise de recyclage. Eux, ayant été surpris, avec la crainte que nous allions manifester, ils ont décidé de ne pas établir l'entreprise de recyclage. (Edith 2019)

Cependant les projets de transformer cette ancienne carrière en dépotoir ne s'arrêtent pas là. La plus récente implication d'Edith a été autour de la mobilisation contre la création d'un centre de déchets pour enfouir les rebuts de matériaux venant du site de la construction du NAICM. Voyant que peu d'habitant.e.s de Tlaminca sont prêt.e.s à se mobiliser pour protéger cette communauté

qu'elle aime tant, elle finira par s'impliquer activement de nouveau. Elle demande alors à Dieu pourquoi il lui inflige à nouveau un fardeau politique :

J'étais tranquille, très à l'aise avec mes activités, m'occuper de mes parents, avec la catéchèse et tout ça. Je ne voulais rien savoir de la politique. Alors j'ai demandé à Dieu pourquoi moi encore. Je veux dire, il y a beaucoup d'autres personnes qui peuvent le faire, alors pourquoi moi à nouveau. Et j'ai dit à Dieu, Seigneur, je ne sais pas, je ne sais pas comment je vais faire. Tu vas le faire, m'a-t-il dit. Je ne sais pas comment je vais le faire, parce que je ne vais pas pouvoir le faire tout seul, il va falloir que tu envoies un bataillon d'anges parce que je ne vais pas pouvoir le faire. Ma relation avec lui est particulière. Alors je lui ai dit, envoie-moi un bataillon d'anges parce que je ne peux pas le faire tout seul. Donc, la première fois [à la première assemblée], nous étions trois. Et puis nous sommes devenus de plus en plus nombreux. De plus en plus de représentants. Et ce fut le début de la lutte contre le dépotoir. Nous avons avancé. (Edith 2019)

C'est ainsi que c'est transformé plus récemment le rapport au politique d'Edith, à la fois lié à son amour pour le territoire et à sa volonté à vouloir défendre sa survie, sa culture et son histoire. C'est aussi dans sa pratique religieuse qu'elle fait communauté et qu'elle se donne comme mission de prendre soins de ses proches et ceux qu'elle rencontre sur son chemin. Sa famille, et c'est un élément important pour elle, bien que ses enfants ne soient pas impliqués dans la politique, valorise son dévouement et l'appuie inconditionnellement.

### **5.1.5 Laura<sup>50</sup>**

Durant la fin de semaine du 4 octobre 2019, une amie d'ami.e.s, Bea, originaire de San Martín las Pirámides, une communauté située à la limite nord de la zone archéologique de Teotihuacan accepte de me rencontrer pour discuter. Nous nous donnons rendez-vous au sud du pays, dans la Ville de Oaxaca, où elle habite à ce moment-là pour ses études. Nous nous rencontrons au café-boulangerie Boulenc pour discuter brièvement. En amont, elle m'avait dit ne pas pouvoir contribuer à ma recherche puisqu'elle n'a pas directement participé aux mobilisations contre l'aéroport dans sa communauté de l'État de Mexico. Malgré le fait que la zone archéologique de Teotihuacán reste à l'abri de l'air de construction du tarmac, les sommets qui l'entourent ont été ravagés par l'intensité de l'extraction de matériaux servant aux infrastructures du NAICM

---

<sup>50</sup> Nom fictif donné pour anonymiser l'identité de cette militante.

(de Miguel et Guerrero 2018). Cette amie me raconte alors que sa mère s'est grandement mobilisée contre la destruction du territoire, impliquée dans un groupe de citoyen.ne.s de sa communauté. Sachant que je m'intéresse particulièrement au cas de Texcoco et Atenco, elle propose de me mettre en contact avec une amie à elle qui s'est impliquée à certains moments contre la construction de l'aéroport.

Après avoir vécu dans le quartier Roma Sur, j'ai déménagé en novembre dans un appartement du quartier Coyoacán, zone historique située au sud du centre de la ville. Nous convenons de nous rencontrer tout près de là où j'habite, dans un café de l'avenue Miguel Ángel de Quevedo. Comme lors des dernières entrevues, Laura se met rapidement à me raconter son parcours. Toute sa vie, elle a vécu à Texcoco, entrecoupée par des périodes passées dans la Ville de Mexico, là où elle mène ses études universitaires. Ses parents étaient tous les deux professeurs à l'UACH, donc iels vivaient dans le quartier Colonia Profesores. Elle reconnaît avoir eu une enfance privilégiée contrairement à d'autres enfants de la métropole. Ses souvenirs sont marqués par la présence de la nature : « J'ai encore ce souvenir d'ence de Texcoco comme un lieu verdoyant, très rural non, très liée à Chapingo [l'Université]. Eh bien, nous allions tout le temps rencontrer des paysans ou voir comment ils sèment les graines » (Laura 2019). Ses grands-parents vivaient à cette époque-là à San Miguel Tlaixpan, la communauté où vit Lidia, mais ils ne sont pas natifs de cette région. Ils ont dû s'exiler du Chili, pour des raisons politiques, et sont venus s'établir au Mexique, dans cette communauté du nord-est de la métropole, où ils ont été accueillis avec beaucoup d'attention. Son père s'est ensuite rapidement mis à travailler pour l'UACH.

Dans ses souvenirs d'enfances se cachent aussi des images plus sombres de la première carrière ouverte à Texcoco : « Je me souviens avoir vu, dans mon enfance, la première carrière de Texcoco qui est juste là, près du Molino de Flores. Et je m'en souviens que dès cette époque je me demandais pourquoi à cet endroit qui est si beau, il doit y avoir cela. C'est énorme. » (Laura 2019) Après cette période de son enfance, elle étudie à la *preparatoria* à Texcoco, endroit où il était encore possible, à l'époque, de profiter des espaces ouverts de la région : « Je me souviens encore qu'on pouvait aller derrière. Nous allions en cachette boire de la bière et il y avait des champs, il y avait du maïs, et c'est très beau. Le train passait, enfin, à l'intérieur de toute la ville de Texcoco. » (Laura 2019) Son souvenir de la présence du train est encore vif et faisait partie du paysage de son enfance, comme le quartier Profesores est au pied du chemin de fer. Même si le train y passe encore aujourd'hui, sa quasi-disparition évoque l'urbanisation accélérée que vit cette région depuis les vingt dernières années. « Je m'en rappelle parce que nous allions laisser

des pièces de monnaies pour que le train passe dessus. Enfin, comme une enfance vécue dans une banlieue, pas dans la ville. » (Laura 2019)

Comme elle ne voulait pas étudier à Chapingo, ne se sentant pas interpellée par le domaine agricole, elle part étudier à l'UNAM. Ses études universitaires ont presque toutes été suivies en dehors de Texcoco, mais elle fait constamment du va et vient entre là et la métropole. Dans ces déplacements constants, elle est marquée par une fois de plus par la beauté du territoire. L'horizon presque infini qui caractérise l'espace séparant la capitale de Texcoco une expérience visuelle apaisante :

[...] par exemple tout le temps traverser le lac [de Texcoco], traverser cet espace où, et d'une certaine manière, bien qu'il semble qu'il n'y ait rien, il n'y a pas beaucoup de végétation, mais c'était comme une pause visuelle, après le voyage entre Texcoco, Nezahualcoyotl et Aragón. Le lac est magnifique. Eh bien, je me souviens quand j'étais petite fille, il n'y avait pas cette autoroute, nous arrivions au DF par Chimalhuacán, toutes ces petites villes, et elle n'existait pas. Je veux dire, maintenant la ville est fermée, c'est-à-dire que tout est urbanisé. Mes souvenirs c'est que c'était une petite ville, il y avait du vert et puis une autre petite ville verte et maintenant tout est urbanisé. Ainsi, j'ai toujours l'impression que mon expérience spatiale est de plus en plus différente de cette immense ville. (Laura 2019)

Je ressens sa nostalgie de faire l'expérience d'un territoire autrefois libre du poids étouffant de l'urbanisme, alors que de moins en moins d'endroits naturels sont laissés à eux-mêmes, en quelque sorte. Malgré cela, après un moment, elle s'est fatiguée de faire quatre heures de chemin aller-retour, les jours où elle devait aller à ses cours. Lorsque son père est mort d'un cancer en 2011, un épisode assez difficile de sa vie, elle se sentait redevable envers l'UACH, comme l'université avait toujours été très généreuse avec ses employé.e.s, donc sa famille, – la maison où ils vivaient était offerte par l'université – et envers le l'endroit où elle est née.

Elle revient alors à Texcoco pour entreprendre des études de 2<sup>e</sup> cycle, appuyée par une bourse d'études. Après son parcours de maîtrise à l'UACH, elle repart faire son projet de doctorat, dans la Ville de Mexico, en anthropologie sociale, ayant pour objet le Lac de Texcoco. Elle s'intéresse principalement aux évocations photographiques de ce lac. Plus récemment elle s'est mobilisée avec le groupe militant de recherche en géographie *GeoComunes*, avec qui elle a contribué à la cartographie du NAICM et l'ensemble des projets connexes qui se trouve au début de ce mémoire.

Avec des ami.e.s ils ont aussi un peu participé à la mobilisation contre le dépotoir à déchets de Tlaminca.

Ce qui caractérise le rapport au territoire de cette militante c'est l'empreinte laissée par les expériences de l'enfance. Un lien singulier, à la fois construit par ses souvenirs, mais aussi par sa présence, certes entrecoupée, sur le territoire. Le fait qu'elle travaille actuellement sur un sujet qui contribuera à la mémoire collective autour du Lac de Texcoco et parce que le cancer de son père, croie-t-elle, serait lié à la contamination des sols – donc de l'eau et des aliments de la région – expliquent, dans une certaine mesure, son sentiment d'appartenance à Texcoco et Tlaixpan.

Ces habitantes et militantes du nord-est de l'État de México présentent des parcours assez différents tant au niveau de l'origine de leurs racines dans cette région, que dans le choix des tactiques entreprises pour la défense du territoire. Certaines d'entre-elles ont des familles qui étaient déjà bien impliquées au niveau politique et sociale ce qui rend compte de la ferveur de leur dévouement envers les autres. L'action politique représente une partie du mémorial de leur famille et il doit être préservé. On pourrait en quelque sorte argumenter que ces femmes sont plus privilégiées comme leurs parents étaient des universitaires, des fonctionnaires ou avaient des carrières libérales, en tant qu'avocats par exemple. Les femmes qui venaient de familles plus modestes ont aussi cette caractéristique de s'abandonner pour les autres et pour le politique, qui semble innée, alors que l'engagement social ne faisait pas déjà partie de leur historique familiale. Qu'est-ce qui lie donc ces femmes entre-elles par rapport à l'implication pour la défense du territoire, de la communauté, de leur culture et de leur histoire? D'une part, comme je l'expliquerai à la prochaine section, leur identité de genre, le fait qu'elles soient des femmes et que socialement elles ont appris à prendre soin des autres avant de prendre soins d'elles-mêmes. Le rôle du genre dans le rapport à l'espace est non négligeable et constitue ainsi un facteur déterminant de l'habiter. Ce dernier est une variable qui m'a semblé être véritablement au cœur de leur motivation à s'impliquer politiquement, aujourd'hui, relativement à divers enjeux qui concernent la défense du territoire. Ce territoire participe à la construction du chez soi pour ces femmes et doit être défendu puisqu'une partie de leur identité individuelle et collective y réside. Il est à la fois un symbole de la lutte, mais aussi un lieu de (re)production de leur vie et de la vie en soi, puisqu'elles font état d'un lien de réciprocité entre elles et la terre. Pour certaines, cette relation charnelle est guidée par la spiritualité, alors que pour d'autres, c'est parce qu'elles travaillent la terre comme ses fruits représentent une source de revenus, mais aussi de nourriture. Ce lien vient aussi du fait que c'est le lieu où naît et se (re)produisent les racines de leur identité mexicaine, locale et familiale.

Comment expliquer alors que certaines d'entre-elles, qui ne sont pas originaires de la région, aient un dévouement aussi acharné envers le territoire? La nature qualitative du rapport à l'habiter ne se mesure pas exclusivement par la variable temporelle, quoique ce soit un aspect non négligeable, mais aussi par l'engagement émotionnelle et physique que l'on a envers celui-ci, donc de la nature des activités que l'on y mène, qu'elles soient de courte ou longue durée. L'habiter n'est donc pas seulement une constellation d'endroits physiques (le chez soi, la maison, l'espace public ou la communauté), mais aussi un ensemble de symboles qui nous rattachent à un lieu, à une histoire commune et singulière, et qui participent à la construction d'un narratif. C'est aussi, à l'intérieur d'un enjeu socio-politique comme celui de la construction du NAICM, à la fois l'objet de défense et de revendication d'alternatives, mais aussi en soi, une tactique politique réfléchie ou spontanée.

### **5.1.1 Se défendre et transgresser : genre, communauté et territoire**

Ce ne sont pas toutes les femmes passées en entrevues qui avaient envie de partager, avec moi, l'étendue de leur histoire personnelle. Certaines d'entre-elles voulaient surtout aborder la question des enjeux qui concernent les luttes pour lesquelles elles s'impliquent. Toutes ces femmes ont en commun d'habiter la région de Texcoco ou d'Atenco, de se dévouer corps et âmes à la défense du territoire, questionnant, à leur manière, les cadres normatifs de leur communauté et de la société mexicaine, et ont construit une relation presque amoureuse avec ce territoire. Après avoir présenté brièvement le parcours de chacune des participantes, je discuterai maintenant de l'objet principale de cette recherche, soit : le rapport entre la construction d'un mégaprojet de développement urbain comme le NAICM, l'habiter et la défense.

Ce qui ressort de manière systématique dans les entrevues est la centralité de l'habiter. À la lumière de celles-ci, l'habiter s'inscrit véritablement en tant que concept central de cette recherche. Pour ces femmes, l'habiter est le point de bascule entre la passivité et la défense. Dans un premier temps, parce qu'elles se sentent liées au territoire par l'héritage familiale et par l'Histoire générale de la région. Ensuite, s'en dégage presque une relation romantique entre les militantes et ces lieux qui ont construit leur enfance jusqu'à l'âge adulte, et qu'elles s'attristent maintenant de voir autant endommagé.

C'est ce qui les pousse à adopter un large éventail de tactiques d'autodéfense, à plusieurs échelles. Que ce soit en ayant des pratiques relatives à une implication dans la sphère politique

institutionnelle, comme en s'impliquant dans un parti politique ou en travaillant pour une instance étatique, ou encore lorsqu'elles se voient dans l'obligation de s'armer pour pouvoir assurer leur survie. Sur le plan familiale et sociale, ces femmes doivent faire face à la violence du pouvoir patriarcal. Des habitant.e.s de leur propre communauté, ainsi que des représentants politiques, essaient de les dissuader d'être active sur le plan social et politique en les insultant, les menaçant et les renvoyant constamment à l'exercice des tâches domestiques genrées.

Elles persistent et font preuve d'une certaine forme de résilience, tout en repoussant les limites imposées par leur famille, leur communauté ou l'État. La mise sur pied du projet du NAICM poussent certaines de ces femmes et leur communauté à entreprendre des moyens créatifs de défense de leur territoire, parfois considérées transgressives d'un point de vue légale. De plus, lorsqu'elles s'opposent aux rôles genrés assignés aux femmes, elles surpassent à la fois les limites morales imposées par leurs familles, mais aussi celles induites par la culture sociale de leur communauté. Dans un second temps, à travers le témoignage de ces femmes, j'ai compris que l'État, les fonctionnaires et les entreprises privées produisent une culture de la transgression qui reste toutefois impunie. C'est ce qui renvoie à cette idée de la défense légitime. Autrement dit, qui sont ceux qui peuvent réellement se défendre et quels sont les moyens qui leur sont autorisés à employer, d'un point de vue normatif et légal.

Comme mentionné dans la revue de littérature, une autrice ayant largement contribué à rendre concrètes mes intentions de recherches et d'analyse est Edith Kuri Pineda. Dans les sections qui suivent, j'exposerai mes résultats de recherche dans une forme de discussion avec la chercheuse. Dans l'ensemble, je ne me situe pas à cent mille lieux son analyse, mais je soulèverai plutôt les endroits où il me semble y avoir des angles morts. Il est aussi pertinent de mentionner que notre échelle d'analyse est assez différente, puisque Kuri Pineda s'est concentré sur « l'acteur collectif », sur le grand ensemble social, influencée par les auteurs classiques de la théorie des mouvements sociaux, dont Jasper. Je me suis plutôt intéressé aux subjectivités qui, dans la convergence, peuvent contribuer à des transformations importantes de la société. La mise en commun des réalités individuelles subjectives permet l'émergence de l'acteur collectif. C'est en faisant référence collectivement à ce mémoriel de la dépossession que les habitant.e.s d'Atenco et Texcoco arrivent à se solidariser. L'expérience individuelle, mais qui n'est aussi pas si loin de la réalité de leurs paires, crée l'espace nécessaire pour le sentiment de solidarité et de réciprocité. Le mouvement plus large naît donc de ces réalités relativement communes. Selon ce que j'en tire des entrevues menées et de l'expérience sur le terrain, ce n'est pas vraiment un sentiment identitaire large qui précède leur implication, mais plutôt la réflexivité intersubjective d'une réalité

territoriale (l'habiter), culturelle et matérielle partagée, constitutive du passé, du présent et du futur commun.

L'idée n'était donc pas de me pencher sur les fins et aspirations du mouvement social de Texcoco et d'Atenco, mais de me pencher sur l'histoire des militant.e.s qui caractérisent la mobilisation politique de la région. C'est, comme mentionne Gandler, une manière de mettre en valeur le passé (Gandler 2017, 336) dans une sorte d'opposition aux concepts de modernité, d'évolution et de développement. Faire briller l'influence du passé sur le présent. Je désire ainsi démontrer, par cette démarche, la pluralité qui compose la mémoire collective culturelle, sociale et politique de ces municipalités. Comme le soutient Elsa Dorlin (2017), pour comprendre l'étendue des tactiques de défense, il est nécessaire de travailler à l'échelle de la « politisation des subjectivés » et chercher les travers du quotidien, de la solitude des expériences de la violence face auxquelles les tactiques de défense des sujets sont invisibilisées. En d'autres termes, « la question de la défense ne cesse pas quand s'arrête le moment de la mobilisation politique la plus balisée, mais relève d'une expérience vécue en continu, d'une phénoménologie de la violence. » (Dorlin 2017, 17)

En fait, Kuri Pineda entreprend une démarche similaire, dans un article de 2021 portant sur le poids des émotions dans le mouvement social d'Atenco. Elle cherche à comprendre les motivations et les racines historiques des pratiques politiques de défense, et leur effet sur la construction d'une identité collective. Ces pratiques de défense, de prendre soin et de réciprocité collective sont transmises depuis un mémorial de la dépossession et parallèlement, elles ont été apprises dans la reproduction des rites culturels (fêtes religieuses et communautaires). Comme le mentionnait Edith durant notre entrevue, son engagement envers la défense du territoire et de la communauté lui ont été enseignés et elle cherche aujourd'hui à inculquer ses valeurs aux autres. Bien souvent, elle se retrouvait tout de même à prendre sur elle le fardeau de l'action politique, face à une inaction presque totale des gens de la communauté, et lorsqu'elle faisait du porte-à-porte pour le PRD, elle ne forçait pas le vote : « En d'autres termes, il faut qu'il y ait une personne qui prenne des initiatives pour que les choses puissent se faire. J'avais donc l'habitude de dire aux gens, voilà ce que j'ai appris, à m'impliquer, et c'est ce que je leur demande de faire, non. » (Edith 2019)

La défense de la terre, de l'habiter, est donc constitutive de l'identité *atenquense* et *texcoqueña*. Tout en rappelant la nécessité de ne pas romantiser le passé, on peut croire que la défense de l'habiter, implicitement ou explicitement, est un affront à l'appareil hégémonique philosophique et technologique occidentale qui réduit à néant toute forme de rapports au monde considérés



illégitimes, au profit du progrès. Cependant, bien que je ne doute pas de l'honnêteté et l'humilité de la démarche de Pineda, il y a bel et bien un manque de nuance par rapport à cette idée d'identité collective, du moins c'est ce qui ressort dans mes entretiens. C'est-à-dire que, bien que l'on retrouve bon nombre de signes explicites de solidarité et de collectivisation de l'action politique, selon moi, Pineda sous-estime l'importance des divisions intercitoyennes, relatives aux dynamiques structurelles et identitaires de la communauté, et celles qui sont moussées ou carrément fomentées par la partisanerie politique. Ces femmes bâtissent des communautés d'affects et de soin autour de causes politiques communes, mais ce n'est pas nécessairement sur la base de l'appartenance à un grand groupe culturel comme peut l'être celui d'une municipalité entière. Avant de comprendre les tactiques de défense choisies par les militantes, il est important de mettre en lumière le contexte qui pousse à adopter un rapport transgressif au politique. Comme citée précédemment, Xarani évoque l'ambiance de discrimination envers les personnes non-ejidatarias et celles qui viennent de l'extérieur de la communauté. De plus, plusieurs personnes de ces municipalités ne se sentent pas d'emblée interpellées par l'action collective et la voient parfois d'un mauvais œil :

Eh bien, revenons à cette partie du manque de participation de la communauté. Je crois aussi que tout ce que nous avons fait devant les instances juridiques, et la compétition, et que celle-ci n'a pas été prise en main, cela a aussi empêché les communautés elles-mêmes d'être confrontées, vous voyez. Parce que par exemple, beaucoup de gens dans ma communauté ne connaissent pas notre lutte. Il y en a qui savent, mais il y en a d'autres qui ne savent pas. Voyez-vous, c'est donc une situation que nous devons aborder, parce que nous ne nous confrontons pas à notre communauté. Là, par exemple, j'ai des amies qui ont été menacés par leurs propres parents. Afin de les empêcher de s'impliquer plus, on leur interdit de me parler. Parce que j'exerce une mauvaise influence sur leurs filles. (Edith 2019)

Edith souligne tristement que ces dynamiques de dissension touchent parfois les membres d'une même famille : « Ah, parce que les ejidatarios, comme je vous l'ai dit, la plupart d'entre eux sont des chefs [de famille], ils ont des familles, donc ils leur interdisent en tant que membre de cette famille de s'opposer aux décisions de l'ejido. Et il y a cette division. » (Edith 2019) Pour Xarani, c'est une question politique de valeur et d'éthique que de transgresser le pouvoir de la famille :

En d'autres termes, ils vous disent ouvertement qu'ils ont des proches et qu'ils ne peuvent rien y faire parce que cela va à l'encontre des intérêts économiques de leurs proches. C'est du népotisme. Donc, où que vous vouliez le voir, je ne peux pas dire : « je ne peux rien

faire parce que c'est mon oncle ». Je veux dire non. S'il fait du mal, alors pas question. Il y a beaucoup de critiques, mais si c'est votre fils, alors pas question, si mon fils fait du mal, alors pas question. Je veux dire, et mon père aussi, si je le vois faire quelque chose de mal, pas question, c'est mon père, mais je ne vais pas le défendre de quelque chose de mal. Parce que je n'ai pas été élevé comme ça, on ne m'a pas appris cette partie de l'éthique. (Xarani 2019)

Comme le rappelle Jenks (2013), c'est d'un rejet de la morale et de la tradition, dans une certaine mesure, que naît l'intention de la transgression. Elle s'inscrit en tant que pratique de survie, de défense par rapport à un environnement hostile, comme peut l'être par moment la communauté de Tlamica pour Xarani, à la fois parce qu'elle est native du Morelos, n'est pas ejidatria et parce qu'elle est une femme.

Sur un ton de déception, Lidia note que parfois la participation politique n'est pas honnête et qu'elle est traversée par un certain niveau d'opportunisme :

Dans le front civique, ils se battent d'abord pour l'eau, ils commencent par cela pour avoir une représentation, qui sont les postes élus. Après cela, ils se rendent compte qu'ils ont beaucoup de gens, mais ces gens veulent appartenir au front civique comme si c'était une, ah, comme ils disent, comme une bourse du travail. Bien sûr, ils étaient déjà formés en tant que parti, dans ce cas c'était le PRD, afin d'y avoir accès. Et beaucoup de gens voyaient déjà le front civique comme « oh bien, si tu en fais partie, tu peux aller au conseil municipal et tu peux avoir un emploi ». (Lidia 2019)

Pour Lidia, c'est un des effets directs de la dégradation du filet social et économique sur la cohésion politique et l'engagement envers la communauté. En quelque sorte, les militant.e.s doivent alors faire preuve de créativité pour sensibiliser les autres habitant.e.s afin qu'ils se sentent véritablement interpellé.e.s par la défense du territoire.

Pineda identifie de son côté une certaine forme d'unité au sein de la population d'Atenco, et oppose deux camps dans ce conflit : la communauté d'Atenco, absorbée par la figure du FPDT, contre les gouvernement, l'État et les habitant.e.s qui acceptent de vendre leur parcelle. À la lumière des entrevues, les frontières semblent toutefois plus poreuses et des pratiques de défenses singulières en découlent. D'abord, on peut noter un désengagement notoire envers le politique, souligné par plusieurs militantes. La corruption et l'opportunisme politique jouant un rôle

central dans la crainte de l'implication politique et le cynisme de la population. Sur cette question, Lidia note :

Et quand ce dont nous avons parlé a été établi à la table, c'est-à-dire le respect de la terre, de l'eau, essentiellement des ressources naturelles, ce dont nous nous sommes occupés, et de ce côté ils commencent à leur dire, ils commencent à voir quels sont les intérêts de chacun des groupes, de chaque personne dans ce groupe. Ils visualisent deux ou trois personnes autour d'eux et avec eux ils commencent à effectuer le travail, ce que nous appelons le sale boulot. Comment ils vont convaincre certaines personnes de celles qui vont être affectées. Et comment ? Eh bien, pas avec de l'argent, non. Donc la défense, notre défense a toujours été pour la terre, pour l'eau, pour les ressources, essentiellement les ressources naturelles. (Lidia 2019)

La militante de Tlaixpan rajoute une note sur ce qui traduit pour elle la mauvaise influence de la partisanerie :

Je ne sais pas si je vous ai bien compris, mais, écoutez, tout s'écroule quand les partis politiques entrent, et je vous le dis en toute honnêteté, quand les partis politiques entrent. Tout s'écroule. Pourquoi cela ? Parce que je parlais des bases militantes. Maintenant, ce que je sais de ces bases militantes, c'est que maintenant elles deviennent du clientélisme politique, ce qu'elles font. Je ne suis plus intéressé par votre problème, je suis intéressé par, peut-être que je vais résoudre 25% de votre problème et les autres 25% je vous les promets, et le reste c'est ce que je vais vous donner, mais si vous êtes avec moi alors évidemment vous êtes laissé avec l'idée que je vais vous donner quelque chose, non. Et c'est comme ça que cette situation est structurée, comment elle rompt avec la communauté. Maintenant, être capable d'organiser une communauté, dans ce cas ici à San Miguel, est déjà un peu compliqué. D'une part, parce que les partis politiques ont généré cette rupture et cette faction où certains disent « je suis avec le PRI, je suis avec le PAN, je suis avec le PRD et je suis avec MORENA ». Les gens commencent à être étiquetés et à générer ce (...) ce qui intéresse un parti politique. (Lidia 2019)

Cette idée que les partis politiques sont exclus du champ d'action choisi par les femmes participante à cette recherche est constamment mis de l'avant lors des entrevues. Pour certaines d'entre-elles, le fait de ne pas dépendre d'un parti politique et de pouvoir être à l'avant plan des mobilisations est une fierté. Pour d'autres, c'est aussi question d'éthique, un gage d'objectivité et de rapport honnête avec les autres habitant.e.s de leur communauté : « Moi, je vous l'ai dit, je ne

suis pas avec un parti, enfin je n'appui aucun parti, non. » (Xarani, novembre 2019) La division générée par les partis politiques enclenche aussi un désengagement de la population envers le politique, puisque les gens ne désirent pas nécessairement confronter leurs positions et ainsi briser des liens amicaux et familiaux, comme mentionnait précédemment Edith. Ce qui intéresse les gens, répète Lidia, c'est d'acquérir un certain statut social et économique :

Ce que je vous disais, que les gens voyaient [l'engagement politique] comme si c'était une bourse de travail où les gens une fois qu'ils étaient dans leur emploi, dans leur place, ils ne participaient plus de la même manière, oui. Ils n'assistaient plus aux réunions, ils ne s'intéressaient plus à savoir si leur voisin avait des problèmes ou pas, ils ne s'intéressaient plus parce qu'ils avaient déjà les ressources économiques. Bien sûr, la nourriture était déjà assurée. Et ce qui se passe, c'est que ces gens qui étaient avec nous, vont ailleurs. Ils leur parlent gentiment et ils s'en vont. Ils leur promettent des choses et ils s'en vont". Ils deviennent des personnes assujetties, pour ainsi dire. (Lidia 2019)

Nieves apporte toutefois une nuance, en mentionnant que la division des communautés, la corruption des dirigeants et la négation au droit à la terre, et à sa défense, ont provoqué en eux-mêmes un terreau fertile pour les mouvements de défense dans la région :

C'est pourquoi maintenant les gens ont élevé la voix, non. Ils ont dit vous savez quoi, non, non et non. Mais Peña Nieto a dit oui et tout ce qu'il faut. Et à cause de cela, il y a eu un massacre, donc je dis qu'il n'est pas juste que le gouvernement reste impuni. Parce que comme je l'ai dit, à quoi cela a servi dans les grandes histoires qui se sont passées, par exemple quand il y avait une bataille pour défendre leur territoire, c'était l'histoire des grands peuples qui ont donné leur vie pour défendre leurs terres. Alors aujourd'hui, c'est la même histoire, la même histoire qui se répète, la même histoire dans laquelle nous défendons nos terres, notre territoire. (Nieves 2019)

Le discours de la militante confirme donc ce que Pineda avance lorsqu'elle parle de ce mémorial de la dépossession et que les pratiques de défense d'aujourd'hui parlent des tactiques du passé; ces tactiques sont finalement intimement liées à l'habiter.

L'habiter est ici considéré en soi comme une pratique transgressive, une pratique de défense. Face à la construction de l'aéroport et le processus d'urbanisation que ce projet transporte, leur rapport au territoire s'impose en tant que rejet des processus de mondialisation. À l'opposé de la mobilité et le non-attachement au lieu, la défense du territoire se traduit par une réaffirmation de la présence. Cette présence représente une nuisance et une atteinte aux volontés de progression

économiques et technologique, du point de vue de l'État. L'habiter est ancré dans le quotidien dans des pratiques de transmission de la culture. La maison, en tant que symbole ultime de l'habiter, c'est la revendication et l'affirmation de l'existence. Angela Giglia (Giglia 2012, 34) explique que les pratiques de maintien de l'ordre domestique participent de la création du micro-monde de la quotidienneté, et que c'est par ce dernier que les sujets s'enracinent dans le monde, l'habitent. L'autrice va plus loin en écrivant que, d'une certaine manière, en inscrivant ainsi leurs rapports au monde, les sujets fondent ce dernier et le colonise puisqu'ils y projettent une partie de soi (Giglia 2012, 34). Les édifices de l'habiter sont plus que des lieux de protection et de sécurité, ce sont là où l'on affirme notre présence dans le monde. Cette présence est constamment (re)définie par l'exercice quotidien d'un nombre infini de pratiques qui établissent une certaine forme d'ordre que nous imposons à notre foyer. C'est ce qui définit notre identité, là où se matérialise nos valeurs et notre vision du monde.

C'est dans l'habiter que naissent des pratiques spécifiques d'autodéfense. Cette autodéfense c'est entre autres la volonté d'assurer la reproduction de notre identité, de notre rapport au monde. Pour les militantes rencontrées, comme Nieves, c'est un véritable honneur de pouvoir défendre leur territoire et ce qui l'habite : « Pour moi, c'est une fierté de devoir dire à ma génération : c'est notre terre, on doit la conserver et cette terre vous nourrit. » (Nieves 2019) La volonté de survie est ce qui alimente cette force nécessaire à la défense du territoire, de son chez soi, intimement liée à la reproduction du quotidien :

J'ai de nombreux moyens de survivre, mais je dois quitter ma maison et pour moi, c'est un travail où je sais que je vais vendre, je suis payée et quand il y a des légumes, je vends des asperges, je vends des tomates, tout ce qui est disponible aussi. Et ici nous sommes habitués à vivre de ce que la terre nous donne, de ce que la terre mère nous donne. Comme certains disent, les gens qui ont accepté la vente ont vendu, ils disent qu'ils ont vendu leur mère, parce que la mère est celle qui fournit la nourriture. Ici, j'avais quelques moutons à l'arrière. Maintenant on a dû se débarrasser des moutons, des cochons, je vous dis qu'ici, par exemple, les moutons allaient brouter ici. Ils broutaient tout ici, maintenant qu'est-ce qu'il y a? (Nieves 2019)

Toute forme de défense par des communautés subalternes, est susceptible d'être perçue par l'État comme un acte transgressif et donc répressible. Dans le *Léviathan*, Hobbes (2001), de qui se sont inspirés en partie les États modernes pour constituer les principes de droit et l'appareil répressif, avance que la défense de soi est équivalent à la capacité de nuire à autrui. Ainsi, comme

la défense est un caractère inhérent à la nature humaine et qu'elle naît d'une nécessité, on ne peut la légitimer. Le monopole de la violence légitime revient à l'État, dans lequel les membres d'une société remettent le pouvoir de les défendre. C'est ce qu'on identifie comme le contrat social. Cependant, dans cette quête de construire une entité dotée du pouvoir de réprimer au nom du bien commun, il s'opère un renversement du sens de l'attaque et de la défense au profit de l'appareil répressif. Dans sa forme ultime, ce concept de danger constant qui oppose les individus entre eux, de par leur nature profondément mauvaise, ont provoqué des situations aux États-Unis, par exemple, où il était interdit aux esclaves noir.e.s de posséder un crayon ou un stylo sous peine d'être condamné.e.s à la pendaison pour tentative de meurtre (Dorlin 2017). Le désarmement des populations subalternes est donc le premier pas vers la création de frontière entre les corps défendables et ceux qui ne le sont pas. L'État dresse ensuite une liste de caractères anthropologiques violents en les attribuant exclusivement à certains types de corps (race, genre et classe). La création d'une ligne séparant corps défendables et indéfendables nous force à concevoir la violence de l'État, donc de la police, comme étant légitime.

Les militantes interviewées ont un éventail de tactiques de défense qui va des pratiques les plus admises (manifestations, blocage, rassemblement populaire, diffusion dans les médias, partis politiques) aux plus marginales et créatives (armement, inondation de leurs terres, maintien de l'agriculture, refus de déménager). Lorsque nous faisons le tour de son terrain, Nieves me racontait comment à la fois le fait de parler aux journalistes et aux chercheur.e.s est une forme de défense, mais aussi que la reproduction des pratiques traditionnelles d'agriculture est une manière de protéger le territoire :

Il y a beaucoup de personnes qui sont paysannes et moi je leur ai dit qu'elles aillent aux entrevues. Les personnes qui viennent, les journalistes veulent parler avec vous, elles veulent voir comment on transforme la courgette, l'asperge, pour moi c'est très important puisque c'est une manière de défendre notre territoire, non? (Nieves 2019)

La violence avec laquelle on traite la militante ne la fait pourtant pas déranger et considère notre discussion comme une tactique de diffusion des réalités de leur lutte :

Alors maintenant je leur dis que la plaisanterie est terminée, je ne vends pas parce qu'ils veulent me tuer. Si je ne vends pas ils me tuent... Si je ne vends pas ils veulent me tuer alors qu'ils me tuent, mais je ne leur donne pas le luxe et je suis fier de dire que je n'ai pas accepté la vente. Alors je vous dis que maintenant, si vous aviez un enregistrement ou une vidéo, ce serait mieux parce que vous nous aideriez aussi à répandre ce problème là-

bas parce que vous pouvez le partager et ils sauront ce qui se passe ici avec le gouvernement. [...] Je leur ai dit, comme ils disent qu'il va y avoir des morts, eh bien oui, il va y en avoir d'un côté comme de l'autre. Donc si je m'expose, je sais que je m'expose à un gros poisson. Parce que derrière PINFRA, il y en a un autre, il y a une autre personne plus haut. (Nieves 2019)

Cherchant nerveusement dans son téléphone afin de pouvoir m'enseigner cette photo d'elle accompagnée de cinq de ses camarades paysans armés, elle me raconte que, durant une longue période, ceux-ci s'alternaient afin d'assurer des tours de garde à sa maison pour qu'elle ne sente pas seule. C'est à la suite de menaces perpétrées par des agent.e.s de l'État, que la militante atenguense et ses camarades de lutte n'ont eu d'autres choix que de se défendre avec leurs armes de chasse, parfois face à des groupes lourdement armés et non-identifiés. À d'autres occasions, lors des manifestations des habitant.e.s d'Atenco particulièrement, les paysan.ne.s apportaient avec elleux une machette, un outil de travail agricole et symbole de l'identité paysanne de cette région. Comme le répète Dorlin, tout objet peut devenir une arme par rapport au contexte dans lequel il est employé (Dorlin 2017). Nieves témoigne de ce renversement dans l'imaginaire collectif avec le cas des machettes :

Vous savez que beaucoup de membres de notre groupe ne sont pas ceux qui attaquent les gens, parce qu'ils disent que s'ils portent des machettes, alors les *macheteros*<sup>51</sup> sont arrivés. Beaucoup de gens le prennent comme une agression, mais ce n'est pas comme ça. Ce n'est pas pour faire du mal aux gens. C'est un symbole, un outil que nous utilisons dans les campagnes. Eh bien, partout où vous allez, vous avez une machette. J'en ai une, j'en ai une autre que mes camarades m'ont donnée. Et ce n'est pas pour ça que je vais attaquer les gens. Celle-ci m'a été apportée par les camarades. Elle m'a été apporté par une organisation, je pense de Oaxaca, je ne me souviens plus. Et en fait, quand je vais aux marches, je ne prends pas celle-ci avec moi. Celle-ci, je le garde comme décoration. (Nieves 2019)

---

<sup>51</sup> Personnes qui portent une machette.





D'une certaine manière, le cas de Nieves est singulier puisque c'est la seule militante interviewée dont la maison est directement sur le site de construction d'une infrastructure liée à l'aéroport. La demeure de Nieves, la matérialisation de son habiter, est une brèche dans la finalisation de travaux de l'autoroute qui lie au site de l'aéroport. Sa maison, comme on a pu voir sur des photos montrées précédemment, est une forme de rupture avec les volonté urbanistiques de l'État mexicain, mais en plus il apparaît comme une sorte de bouclier qui empêche la continuité des travaux (voir figures 19 et 20). Lidia avait aussi évoqué que des membres de Tlaixpan avaient décider de monter la garde aux frontières de la communauté pour la défendre :

Lidia : Ici il y avait les, qu'est-ce que c'était, eh bien, des gens d'ici dans la communauté qui étaient comme des gardes ou des agents, ou je ne sais pas comment on les appelait ici, qui s'occupaient et surveillaient la périphérie.

Moi : Comme la police communautaire, ou bien?

Lidia : Plus ou moins, une situation similaire. Ils ont même, à un moment donné, porté un fusil. Et aux fêtes, ils étaient, enfin, ils étaient plus visibles, justement pour maintenir l'ordre et la paix. Malheureusement, je ne me souviens plus de l'année, il y a eu des modifications, et bien évidemment, ils ne peuvent plus porter d'armes. De plus, il y a la police municipale qui vient de temps en temps, mais avec d'autres connaissances, une autre structure de gestion. (Lidia 2019)

Les autres militantes ont aussi parler ouvertement de leur engagement pour assurer la défense du territoire. Cet engagement s'est traduit parfois par une implication au sein de partis politiques ou des instances de gouvernance locales, comme Edith lorsqu'elle était membre du PRD, mais aussi par des formes d'organisation autonomes et indépendantes de toute volonté de reproduire les dynamiques de pouvoir de l'État. C'est le cas du groupe d'accompagnement juridique et d'éducation populaire créé par Lidia et ses camarades.

Xarani parle de l'auto-éducation et de la recherche en tant que tactique de défense, et comment celle-ci est perçue comme illégitime par les autorités locales qui s'accordent, entre-elleux, un statut d'expert.

Nous sommes tous devenus spécialiste de quelque chose, non. Parce que tu lis et tout et ensuite tu sais que tu dois aller à tel endroit pour trouver tel chose. [En parlant des fonctionnaires] Et ils disent eh bien ce ne sont pas des spécialistes en sol ou qui êtes-

vous, ceux qui ont étudié? Ou enfin, comme s'ils cherchaient à délégitimer cette dame qui est mère au foyer. Enfin, nous n'allons pas là avec l'intérêt de dire ou de se faire coller une étiquette de je suis telle chose, alors, enfin et j'ai toutes les publications, non. Alors je vais en arriver au point où je ne peux pas vous parler, il me faut un niveau de doctorat pour pouvoir le faire parce que sinon, parce que vous êtes un enseignant, celui qui était là était un enseignant. Pas n'importe quelle profession, parce que nous pouvons tous gagner notre vie à un moment donné. Quand on parle des personnes qui étaient là qui lisaient et qui n'étaient peut-être pas instruites, mais qui étaient informées. Parce qu'ils ont lu et nous avons tout lu, pas tout ce qui est arrivé, tout, nous avons lu amplement. (Xarani 2019)

Lidia souligne l'importance de participer collectivement à l'éducation populaire, afin de faire tomber le piédestal sur lequel ont été mises certaines personnes ayant soi-disant plus de connaissance, seulement par le fait qu'elles ont plus d'études. L'avocate de Tlaxpan avait comme objectif, à l'intérieur de son groupe d'action politique, de désaliéner les habitant.e.s de sa communauté afin qu'ils puissent se défendre eux-mêmes :

Prodiguer des conseils, générer des documents écrits et nous sommes allés dans différentes instances, mais, bien ici, ce que nous faisons : nous donnons les conseils, nous générons le document écrit et les gens y vont. Pour qu'ils s'immergent vraiment dans le problème et qu'ils aient cette interaction avec chacune des institutions. Ainsi, l'avocat n'est pas, comme c'est traditionnellement le cas, celui qui effectue le travail et qui vous dit comment se passe votre affaire. Non, c'est la façon dont vous allez vous impliquer pour que vous embrassiez, c'est vrai, et que vous embrassiez le processus que vous initiez pour votre défense. C'est ce que nous faisons. Et je te le dis, nous leur prodiguons des conseils juridiques, totalement gratuits, et nous les accompagnons dans les moments qui sont nécessaires. Ils nous approchent et nous générons la connexion avec certaines institutions. Ils contactent aussi les gens de Chapingo, parce que les gens de Chapingo sont également touchés dans la communauté. Et c'est ainsi que nous créons une cellule [d'organisation]. (Lidia 2019)

En plus de ces démarches pour que la population puisse reconquérir son agentivité politique, des actions de blocages d'entrées des municipalités et des autoroutes, ainsi que des manifestations et des marches ont été organisées à maintes reprises. C'est ce que mentionnait Nieves alors que le lendemain de ma visite, des habitant.e.s de Nexquipayac avaient prévu bloquer la municipalité

pour contester la construction de l'autoroute qui menace de raser sa maison. Xarani parle aussi de ces tactiques de défense contre l'invasion de l'urbanisation accélérée :

Nous avons fait trois marches ici à Texcoco, nous avons bloqué les accès de la municipalité à Higinio [député de Texcoco], cinq personnes, et cela a été un événement déclencheur d'une de ces fois où le dépotoir de Tlaminca a été fermé. Il l'a fermée parce que nous l'avons fermée stratégiquement deux jours avant qu'il ne fasse une déclaration gouvernementale. Il s'avère donc que nous avions des dates, pas comme si nous allions simplement fermer la municipalité, mais pour qu'ils nous écoutent car ils ne nous auraient jamais écouté. [...] Et nous avons dit ou nous disons, et nous continuons de dire, qu'un jour la nature reconnaîtra ses droits. Et qu'il y en aura une autre (rivière), que si elle est là, c'est pour une raison, et puis quand on a vérifié le système hydrique dans cette partie, on a constaté que c'est une zone de contrôle et de recharge de l'eau du territoire. (Xarani 2019)

Xarani était aussi impliquée dans une initiative de cartographie des rivières qui traversent Texcoco, qui ont pour la plupart été entubées ou asséchées. Dans ce dernier passage de l'entrevue avec Xarani, il y a cette notion que pour elle, le territoire se défendra un jour par lui-même. Elle réfère au fait que le sol du site du NAICM s'enfonce à chaque jour, et plus rapidement avec de lourdes infrastructures sur sa surface, comme s'il tentait de noyer le projet et de pouvoir ainsi reprendre sa place.

L'implication au sein de luttes, pour Lidia, s'inscrit dans sa continuité et n'est pas nécessairement rattaché à une cause particulière sinon à un ensemble d'affects et de liens amicaux, familiaux ou culturels qui nous poussent à la mobilisation. C'est l'implication dans une cause qui mène à l'implication dans une autre, parce qu'elles ont bien souvent une essence commune :

Et puis certains de mes collègues qui étaient aussi des militants, qui étaient contre le gazoduc, ont commencé à mourir dans l'association, et le dernier de mes collègues est parti, et l'association a pris fin. Et nous avons créé un autre groupe, qui est le Forum Citoyen, autour du développement durable. C'est là que nous avons commencé à parler d'autres types de projets, où nous avons quatre axes. Ils ont trait à l'environnement, à la question du développement urbain, mais qui peut être bien structuré, à la question du développement économique et à l'autre, les droits humains. Et c'est là que nous avons commencé à nous impliquer à nouveau. À partir de là, nous avons rencontré plusieurs personnes et ces personnes nous ont fait nous intéresser à la question de l'aéroport. Et

avec la question de l'aéroport, depuis Fox, nous avons généré un processus de lutte, avec des camarades de Chapingo et avec des camarades des communautés affectées, et dans le cas d'Atenco, quelques autres groupes ont été formés. De ces autres groupes, d'autres comme celui-ci, sont en train d'émerger. De petites cellules, n'est-ce pas ? Pour générer certains mouvements et c'est là où nous en sommes. Après cela, malheureusement, l'organisation, dans chacun des groupes, s'est entachée, où le protagoniste sort toujours en disant : « Je suis celui qui fait, je suis celui qui a la connaissance » et se sont précisément les hommes qui ont tendance à faire plus comme ça, et c'est ce qui met fin aux bonnes intentions qui étaient là au début. Nous sommes maintenant une des, enfin, des nombreuses que nous étions, il en reste très peu. Parmi ces quelques personnes, nous continuons à travailler. (Lidia 2019)

Selon les dires de ces militantes, ce sont des femmes qui portent à bout de bras la défense du territoire, mais ce ne sont pas elles qui en tire des bénéfices liés à la reconnaissance. Malgré qu'elles soient mobilisées en tant qu'instigatrices de certains groupes ou qu'elles mettent en jeu leur corps et leur santé mentale pour défendre leur territoire, leur chez soi, ces femmes sont constamment délégitimées et n'ont pas la visibilité qui leur est due. D'ailleurs, Nieves notait qu'une des tactiques de défense utilisée pour éviter qu'il y ait une exacerbation des violences policières lors des marches et manifestations, c'était de mettre des femmes enceintes et des enfants, en tête de la manifestation. Ce qui n'est toutefois pas un gage de protection, comme on l'a pu voir durant les manifestations de mai 2006, à Atenco, lors desquelles un mineur a été tué par les policiers.

Donc maintenant, à Nexquipayac, ils amènent des gens, ils amènent des femmes enceintes. Pour que les autres [les policiers] ne répondent pas, ils mettent les femmes devant et se tiennent derrière elles. Mais ce sont des gens [les policiers] qui viennent avec d'autres intentions. (Nieves 2019)

Un aspect déterminant du rapport qu'entretiennent ces femmes avec leur territoire c'est exactement leur identité de genre. À mon sens, c'est ce qui manquait grandement à l'analyse du mouvement d'Atenco par Kuri Pineda, une perspective de genre. Je peux m'imaginer que c'est par soucis de conserver une certaine forme d'unité et potentiellement parce que ce n'est pas sortie lors de ses entrevues. Selon l'analyse que j'ai faite à partir de mes propres données de recherche, c'est un facteur déterminant de leur condition de vie, du niveau d'implication envers leur famille et la communauté, du choix des tactiques et de la violence dirigée envers elles. Exclure l'analyse de

genre invisibilise la charge particulière qui s'impose à elles par rapport à la (re)production et la défense de la culture, du territoire et l'habiter. Comme l'explique Giglia, dans la périphérie urbaine, et qui peut être aussi vrai pour la ville, ce sont les femmes qui sont au premier plan de la continuelle défense et (re)construction de l'habiter et qui doivent donc prendre soin du chez soi et de ceux qui l'habitent (Giglia 2012, 39). Elles sont les premières à être affectées de manière plus aigüe par le manque de services et qui doivent donc tenter d'organiser les lieux afin qu'ils soient un minimum habitables. Les femmes ont une triple tâche de travail impliquant le soin des enfants et de leur famille, le travail à l'extérieur du foyer – je tiens à rappeler que certaines femmes occupaient deux emplois en même temps – et l'implication dans des causes sociales. Ces dernières étant sur-présentes dans des lieux comme Texcoco et Atenco, où les effets de l'urbanisation sont dévastateurs et menaces de transformer, voir éliminer, les lieux de vie de ces femmes. Giglia souligne qu'elles s'impliquent particulièrement dans des mobilisations qui mettent l'emphase sur le droit à rester où elles sont, lieu où elles ont bâti leur monde (Giglia 2012, 39). Tout ça alors qu'elles ne sont souvent pas propriétaires de leur chez soi, exception faite pour Lidia et Nieves. Edith soulignait la grande présence des femmes dans la lutte de défense du territoire qui nous concerne et le fait que si ce n'était pas d'elles, aucune mobilisation ne serait menée :

Ne rien faire pour éviter le chaos qui s'est produit dans la communauté, pour nous cataloguer, nous les femmes qui sommes impliquées dans cette affaire, comme celles qui n'ont rien à faire à la maison, comme ces nombreux surnoms qu'ils nous ont donnés. Et ici, il est important de souligner que la plupart d'entre-nous sommes des femmes. (Edith 2019)

Pour Dorlin, cette attention portée aux autres se traduit par une forme négative du *care* (Dorlin 2017, 175). Le *care* devient une tactique de défense et de survie. L'autrice avance que c'est par accumulation de la violence endurée que les femmes développent une posture cognitive et émotionnelle négative qui les pousse à être constamment sur leurs gardes, sensible aux besoins des autres et du monde en général (Dorlin 2017, 175). Cette expérience de l'« inquiétude radicale », note Dorlin, peut être mise en œuvre pour nier, amoindrir, désamorcer ou fuir la violence, pour se couvrir, se protéger ou se défendre (Dorlin 2017, 175). Le soin des autres devient donc une contrainte et naît d'une tactique, implicite ou explicite, d'anticipation de ce que les autres veulent et ce qu'ils peuvent faire d'elles.

Les femmes interviewées mettent donc constamment leur personne en jeu pour le bien-être de la communauté. Elles le font en marge de ce qu'on attend d'elles, c'est-à-dire de s'occuper du foyer

(espace privé) et de ne pas s'immiscer dans le politique (espace public), comme si les deux espaces ne se co-construisaient pas. Ainsi, ces femmes transgressent radicalement les normes sociales et culturelles de leur communauté comme Lidia le raconte :

Les personnes adultes qui sont les plus participatives, ou les femmes, qui sont vues négativement, certaines à cause de leur âge et d'autres à cause de leur condition et de leur sexe. Lorsqu'une femme participe à une faena<sup>53</sup> on dit qu'elle se présente soit pour quelque chose de totalement différent, soit qu'elle va chercher quelque chose en particulier. Je veux être plus explicite. On vous étiquette comme une lesbienne ou comme une personne qui cherche quelqu'un avec qui avoir des relations sexuelles. Malheureusement, parce que les faenas sont pour les hommes. En effet, si elles participent, elles participent peut-être en apportant de la nourriture, ce qui est le plus, disons qu'à ce niveau-là, elles gardent encore certaines caractéristiques du rôle de la femme et de l'homme : le travail de l'homme et le travail de la femme. Peut-être qu'au niveau sociologique on pourrait appeler ça autrement, mais au niveau juridique, de la manière dont on le voit et dont on aborde les choses, on est plus froid, c'est comme ça. Peut-être que cette question n'est pas toute là, comme le verrait un sociologue, un anthropologue, même un historien, au niveau de la participation. Donc, générer une réunion, une assemblée, c'est aussi un problème. (Lidia 2019)

L'organisation de groupes politiques mixtes posent donc des défis particuliers pour ces femmes puisqu'avant même d'affronter directement le problème pour lequel elles se mobilisent, elles doivent en amont déconstruire les stéréotypes de genre qui existent au sein même de leur communauté. Malgré cela, ces femmes ne se découragent pas et insistent pour aller sur le front aux côtés de leurs camarades masculin. Xarani me raconte orgueilleusement cette fois où elle a quitté le Michoacán au milieu de la nuit, pour participer au blocage des accès aux entrées de Texcoco et qu'elle a dû confronter ses proches :

Nous sommes arrivés à quatre heures du matin, j'arrivais du Michoacán, j'y suis allé pour prodiguer des conseils et j'ai dit que je partirais à deux heures du matin. J'ai dit ça parce que je devais être à Texcoco à quatre heures et demie du matin. Il [son père] a dit « non, mais c'est très dangereux ». Et j'étais à Maravatio, d'ici c'est deux heures et demie, plus ou moins. J'ai dit peu importe, j'y vais doucement, je peux conduire. J'ai dit pas question, j'y vais doucement, mais je dois arriver à Texcoco à quatre heures et demie, cinq heures

---

<sup>53</sup> Corvée collective.

du matin parce que nous allons prendre la ville. Et il a dit non, fais attention, parce que je ne sais pas quoi et il a dit non, non, non. Tout le monde a peur. Je disais à mon père, n'ayez pas peur. Je ne vais pas m'enfuir parce que je suis une *mitotera*<sup>54</sup>. Quand on est arrivé et qu'on l'a fait fermer, ils sont allés le faire fermer. (Xarani 2019)

Cette insulte raciste est souvent utilisée contre ces femmes qui se mobilisent, comme le souligne Xarani :

Mitoteras, parce que nous sommes *chismosa*<sup>55</sup>, non. Nous n'avons rien à faire à la maison, alors nous avons le temps d'errer, non. Mais vous ne savez pas comment je prends plaisir à cette satisfaction pour moi. Pour moi en tant que femme, je prends plaisir à voir ce que je dis être la réalité et tout à coup de voir comment ça va de mieux en mieux. Que si nous faisons comme ça et je veux dire que cela m'a valu beaucoup d'effort parce que la vérité est que malgré le fait qu'il y ait eu des disputes, j'ai toujours eu du respect pour les gens. Eh bien, il m'a offensé et tout, mais il m'a offensé pour une raison, et si c'est bon je l'accepte, et si non, mon travail est de prouver que ce qu'il dit n'est pas vrai. (Xarani 2019)

Comme le souligne Dorlin, pour faire face à ces insultes au quotidien, les femmes utilisent un large éventail de techniques d'autodéfense « sans nom » contre la violence qu'elles vivent : déni, astuce, justification, explication, expression faciale, geste, fuite, détour ou esquive qui, dit-elle, sont toutes des « techniques de combat réel » (Dorlin 2017). C'était le cas de Xarani, par exemple qui a confronté le délégué ejidal Higinio, ou encore de Nieves, qui se retenait de pleurer alors qu'elle était humiliée publiquement par des fonctionnaires et qu'elles ne voulaient pas leur laisser l'espace pour la rendre vulnérable. Les insultes et menaces à l'intégrité physique et mentale que vivent ces femmes sont constantes dans leur processus d'engagement envers les causes communes. Heureusement, plusieurs d'entre-elles sont appuyées par d'autres membres de la communauté ou leur famille, comme c'est le cas pour Edith qui raconte :

Parce que je ne vais pas vous mentir, j'ai aussi été victime de menaces, mes enfants, mon mari a été, par ses propres compagnons, il a été montré du doigt. Ils lui ont retiré ses droits

---

<sup>54</sup> Insulte souvent envoyée aux femmes, au Mexique, qui renvoie à un état de turbulence, de folie; une personne qui ne s'immisce dans ce qui ne la concerne pas d'emblée. Ce terme, utilisé à titre d'insulte, est teinté de racisme envers les personnes autochtones tepehuanes (ils s'identifient comme *o'dam*, qui signifie « ceux qui habitent », puisque le *mitote* est une fête d'origine préhispanique pour implorer les déités d'apporter la pluie et des récoltes abondantes. (Voir [http://sic.gob.mx/ficha.php?table=frpintangible&table\\_id=133#:~:text=Se%20trata%20de%20una%20ceremonia,el%20Obienestar%20de%20la%20comunidad.](http://sic.gob.mx/ficha.php?table=frpintangible&table_id=133#:~:text=Se%20trata%20de%20una%20ceremonia,el%20Obienestar%20de%20la%20comunidad.))

<sup>55</sup> En tant qu'insulte sexiste, il réfère à une personne bavarde, fouineuse et rapporteuse, qui n'a pas sa langue dans sa poche.

en tant qu'ejidatario d'accès à l'eau, à un tracteur, à tout ça, parce qu'il s'exprimait contre le projet. Nous avons donc été menacés, attaqués et étiquetés d'une certaine manière, toute ma famille a été menacée, attaquée et étiquetée d'une certaine manière, non. Pour moi, tout cela est peu de choses comparé aux dégâts qui viendront plus tard. Mes enfants, grâce à Dieu, ont aussi cette conscience, car lorsqu'ils me voient dans cette lutte, ils n'ont rien d'autre à faire que de m'appuyer, vraiment. Eh bien, malgré qu'ils ne participent pas activement, parce que mes enfants ont leurs enfants, et en ce moment ils se consacrent au travail, ils ne participent pas activement avec moi aux marches ou à venir porter des requêtes. Mais je sais qu'ils sont avec moi, ils savent, ils ont pris conscience de la raison de ma lutte. Ma famille, même ma mère, ma mère est une vieille personne de quatre-vingt-quatre ans, elle est très dynamique. (Edith 2019)

Durant les entrevues, ces femmes soulignaient toutes que la lutte qu'elles menaient pour la défense de la terre, au profit de leur santé physique et émotionnelle, se faisait dans l'esprit d'apporter quelque chose de bien à la communauté. Que leur acharnement à refuser cette forme d'urbanisation du territoire, permettrait d'assurer un futur meilleur pour leur famille et leurs enfants. Nieves déclare fièrement : « Je suis avec l'organisation des femmes défenseuses! Eh bien je me sens très bien [d'être une femme]. Je sens que je suis en train de faire quelque chose de bien pour le bénéfice de tous » (Nieves 2019). Et lorsqu'elles sont contraintes à ne pas pouvoir sortir aux événements collectifs de défense, comme c'était le cas pour Nieves, à la suite de son accident de moto, le sens du devoir commun les démange : « Déjà, quelques camarades ont pu sortir avec lui [Ignacio del Valle, représentant du FPDT]. Et je dis, j'aurais aimé être là, en tant que femme aussi, j'aurais voulu être dans la lutte, mais malheureusement à cause de mon pied je dû rester assise! » (Nieves 2019)

Ces femmes transportent dans leur quotidien, dans leurs actions politique, une histoire collective passée, présente (en construction) et future (à construire). L'héritage légué par les ancêtres se traduit par des gestes structurants du quotidien qui permettent de constamment réaffirmer la présence du passé dans l'expression du présent. C'est aussi, plus largement, une manière de mettre en scène, non-intentionnellement, les valeurs portées par les mouvements sociaux auxquels elles adhèrent, et la communauté. Leurs pratiques de défense de la communauté, de l'habiter et de leur personne revêt plusieurs formes que ce soit en tant que membre d'un parti politique, d'une organisation d'éducation populaire, d'accompagnement juridique ou de femmes en défense, ou encore au sein des grandes mobilisations qui prennent forme dans la municipalité ou dans la capitale. À un niveau individuelle, elles doivent aussi lutter au quotidien face à la



violence patriarcale machiste qui les renvoient constamment à l'exercice des tâches reproductives et de soin. Ce sont à partir de ces mêmes fonctions sociales symboliques que ces femmes décident de se mobiliser avec une ferveur indémontable, afin d'assurer la survie de leur personne, de leur famille, de l'habiter, du territoire, de la communauté et de leur identité collective.

### **5.1.2 Habiter Atenco et Texcoco**

Kuri Pineda s'était consacrée dans un premier temps à l'étude du mouvement d'Atenco, entre 2001 et 2002, à partir de l'expérience du FPDT. Comme mentionné plus tôt, sans sous-estimer la valeur théorique et historique de sa volonté de comprendre l'importance d'un tel groupe politique, je crois que dans un sens elle a exclu un large éventail des rapports au politique qui sont souvent négligés. Par le fait même, des figures importantes du mouvement ont été écartées, non-intentionnellement, en ayant choisi de ne pas questionner les rapports intersubjectifs des membres du mouvement social. Les principales personnes invisibilisées ont été dans ce cas-ci les femmes. Plus récemment, l'auteurice a creusé davantage la question du mouvement d'Atenco en se penchant précisément sur le rôle des émotions et de la culture dans l'organisation de l'action politique collective. Son article de 2020 se base sur la prémisse selon laquelle les pensées, les croyances, les affects et les valeurs représentent la dimension culturelle des mouvements sociaux et forment des dispositifs sémantiques et cognitifs précurseurs à l'action (Kuri Pineda 2020, 541). Mon objectif était de pousser plus loin cette réflexion en considérant cette dimension culturelle comme une tactique de défense en soi.

Angela Giglia note que l'habiter est en fait une manière d'intervenir dans le temps, à partir de l'espace (Giglia 2012, 11). C'est une pratique spatiale qui revendique notre présence dans un espace donné, à un moment donné. Je me suis ainsi penché sur la question de l'habiter. Kuri Pineda (2020, 541) avançait d'ailleurs que les décrets d'expropriation avaient créé une brèche avec le quotidien, leur monde normatif, ce que je nomme en fait l'habiter. Les espaces engendrés par un mouvement social sont en soi une forme d'habiter, la revendication d'autres rapports au quotidien. Le territoire, lieu ultime de l'habiter pour les habitant.e.s d'Atenco, et sa défense sont des symboles de leur identité collective. Cet espace symbolique est aussi gardien de la mémoire et le chez-soi, à un niveau micro, est le mémorial de l'histoire familiale de chaque unité qui contribue à l'histoire collective. L'habiter, nous dit Giglia, transforme le non-lieu en un lieu, soit

un espace pourvu d'usage, de sens collectifs et de mémoires partagées (Giglia 2012, 13). L'habiter est ainsi politique. Cependant, je souhaite apporter une nuance sur l'aspect transformateur et transgressif de l'habiter. Comme le soulève Giglia, l'habiter, en tant que prolongation de notre identité, le devient à la suite de sa domestication, c'est-à-dire par l'utilisation répétée et récurrente de cet espace (Giglia 2012, 16-17). Pour cette autrice mexicaine, le fait d'habiter renvoie à la construction d'un monde par et pour soi, d'un ordre singulier qui est le résultat de l'élaboration et la reproduction d'un *habitus* (Giglia 2012, 16-17). Paradoxalement, l'habiter revêt donc une certaine forme de conservation, de non-transformation, lié au fait que l'on cherche sa constante reproduction. Il ne peut être considéré transformateur et transgressif que par opposition avec un monde extérieur et étranger qui menace de perturber cet ordre. Abdelkder Lakjaa, dans sa recherche sur les rapports entre les habitant.e.s et leur lieu d'habitation, en Algérie, renvoie à l'« habiter identitaire » (Lakjaa 1997). Par-là, l'auteur souhaite mettre en lumière les modes d'appropriation de l'espace urbain, plus précisément les paramètres qui contribuent dans l'ombre à l'organisation d'un habiter spatio-temporel intimement lié à l'imaginaire collectif (Lakjaa 1997). L'expression matérielle et symbolique de l'espace-temps est le fruit d'une négociation constante entre le micro-monde de l'habiter (si on se limite au chez soi) et le monde extérieur, qui par ailleurs se co-construisent. Une série de pratiques quotidiennes ritualisées visent à protéger l'habitation et ses membres afin qu'elles ne soient pas viciées par des nouveaux arrivants qui pourraient apporter avec eux des rapports à l'espace et au monde qui leur sont étrangers. Ces rapports menaceraient de transformer leur habiter. Lakjaa précise en indiquant que ces rapports sont guidés par une volonté de réifier la communauté d'origine dont les paramètres sont définis dans l'imaginaire collectif (Lakjaa 1997). Les pratiques de protections, de défense, apparaissent aussi dans l'habiter extérieur (hors du chez soi) par la mise en place de clôtures, grillages devant les fenêtres, réduction des grandeurs de fenêtres et disparition des balcons dans les immeubles à logement. L'auteur situe finalement l'origine de cette nécessité de protection, constitutive de l'habiter en Algérie selon son analyse, mais qui s'applique bien au contexte de cette recherche, c'est le démantèlement des communautés autochtones et tribales (Lakjaa 1997). L'origine de ces rituels quotidiens de défense se trouvent dans la colonisation, dans la menace que l'Autre, viennent dérober les terres d'une communauté pour se l'approprier et en changer ses fondements identitaires et culturels. « Sauvegarder le groupe, c'est reproduire ces repères, ces signes d'identité qui sont aussi des moyens de défense. Plus le groupe se sent menacé, et plus il a tendance à multiplier ces signes de solidarité et de repli » (Lakjaa 1997). Dans les cas de Texcoco et Atenco, les femmes interviewées développent et reproduisent des tactiques de défense et de protection qui s'inscrivent dans leur continuité historique, mais aussi

en lien avec les mouvements sociaux qui tentent d'empêcher la transformation du territoire et la dislocation de ses cultures par des agents extérieurs (État, entreprises privées nationales et internationales, police). À une plus petite échelle, l'urbanisation de leur région représente l'arrivée d'une nouvelle population qui représente pour elles une menaces économiques, sociales, culturelles et sécuritaires. L'habiter renvoie donc à une certaine forme de préservation et d'affirmation identitaire face à la menace extérieur, l'Autre urbain, tout en ayant la possibilité de présenter une manière de revendiquer des rapports uniques à l'espace et donc, d'être un lieu important de transformations sociales, politiques et culturelles.

Par exemple, pour Edith, qui vient de l'extérieur de San Nicolas Tlaminca, de la ville de Texcoco, cette appropriation du territoire pour en faire son chez soi passera entre autres par sa participation à l'élaboration du concept pour la construction d'une rue de la communauté. C'était une manière pour elle de réaffirmer sa présence au monde et de démontrer le lien charnel qui l'uni au territoire. Les formes d'habiter des militantes interviewées sont aussi caractérisées par un certain niveau de topophilie et par le rejet de l'urbanisation qui provoquerait la disparition de leur milieu de vie. À un niveau plus large, elles reconnaissent l'importance de l'histoire préhispaniques et l'influence de celle-ci sur leur rapport au territoire : « Eh bien, dans une partie de ma communauté, San Nicolas Tlaminca, nous avons une zone qui est archéologique, où a régné le roi Nezahualcoyotl. Une grande histoire, non. Enfin, nous avons une vaste histoire. » (Edith 2019).

Ce n'est pas que l'histoire ancestrale de la communauté qu'elles tente de sauver, mais aussi celle de leur famille, qui porte bien sûr les marques de la culture collective. Nieves parle de cette fierté de maîtriser les techniques de préparation de la nourriture enseignées par ses grand-parents, ce qui lui donne un rapport particulier au quotidien et une relative indépendance comme certains outils de cuisine électroniques sont souvent inaccessibles.

Mais un diplômé va venir là où je travaille, il va venir parce qu'il est très important pour lui de voir comment je broie l'*ahuautle*<sup>56</sup> dans le *metate*<sup>57</sup>. Je veux dire, beaucoup de gens ne le croient pas, mais j'ai le metate où je le broie, j'ai mes *molcajetes*<sup>58</sup>, j'ai mes *comales*<sup>59</sup> où je fais mes tortillas, où je fais mes quesadillas et j'aime encore faire mes vieux repas, cuisiner avec du bois de chauffage, je veux dire c'est une façon d'économiser le gaz. S'il

---

<sup>56</sup> Sorte de caviar, héritage d'une tradition culinaire préhispanique. Se sont des œufs de moustiques d'eau.

<sup>57</sup> Meule plate faite de pierre et servant à moudre le grain et les semences. Cet outil de préparation de la cuisine date de l'époque préhispanique.

<sup>58</sup> Mortier traditionnel préhispanique fait de pierre.

<sup>59</sup> Autrefois fait de pierre, à l'époque préhispanique, c'est une sorte de poêle très plate destiné à faire cuire les tortillas.

n'y a pas de mixeur, pour moi ce n'est pas difficile. Mes grands-parents m'ont appris à moudre sur le metate, si je n'ai pas d'électricité, je broie le chili, je broie la tomate. (Nieves 2019)

Nieves poursuit en me disant que le fait de faire vivre quotidiennement ses traditions, dont l'agriculture fait partie, c'est une manière de conserver son chez-soi face à la menace que représente l'autoroute. Les fruits de la culture de la terre lui permettent aussi de tisser des liens privilégiés avec son voisinage et de donc de faire communauté. Je lui ai demandé si le fait de continuer à cultiver la terre c'était en quelque sorte une tactique de défense ce quoi à elle répond :

Oui, bien sûr. Récolter toutes ces courgettes que vous voyez, qui sont nées ici. Il y en a encore d'autres que nous faisons pousser, juste sur un petit bout de terrain, je ne sais pas, environ 15 plans. Mais à part ça, ils ont déjà enlevé beaucoup de gros, les gros ont été enlevés parce que nos compagnons viennent et disent « donne-leur une courgette ». Prends-les, et ils en prennent deux ou trois. Mes frères viennent, « donne-leur une courgette ». Prends-les, c'est à ça qu'elles servent. Je leur donne des courgettes. Et plus tôt, un membre de la famille a dit que le jour des morts arrive et que nous faisons beaucoup de courgettes, prenez-les... Eh bien... Oui, je peux vous dire que personne n'a vécu ce que j'ai vécu ici. Pour moi, c'est excitant de vivre ici. Je ne sais pas, j'aime ça, j'adore vivre ici, je suis libre, je sens que tout ça est à moi. (Nieves 2019)

Le fait de cultiver sa propre nourriture, de pouvoir entrer dans des rapports de réciprocité avec les autres à travers ses récoltes, c'est une manière pour Nieves de faire sentir sa présence au monde. Elle crée de cette manière un ordre du monde qui diffère des rapports capitalistes qui caractérisent une grande partie de nos interactions avec l'autres, alors que nous sommes constamment poussés à l'isolement et l'atomisation. Nieves propose l'échange, le don et l'amitié, en opposition à la compétition, la vente et le profit. Cette pratique de résurgence, comme Michelle Daigle (2019, 2) le souligne, construit une forme d'autodétermination qui est ancrée dans le quotidien et influencé par des traditions autochtones. Cette autodétermination se matérialise ici dans l'habiter et est différente de celle incluse dans le droit et la politique de l'État moderne. L'autodétermination décrite ici comprend des relations de respect et de réciprocité, autant entre les humains qu'avec leur environnement. Une des caractéristiques de sa conception de l'habiter c'est la nécessité de faire communauté, de s'unir :

Et donc je dis : que devons-nous faire? On dit que l'union fait la force. Donc nous devons être unis. Toujours se tenir la main, se tenir la main et comme camarades, comme frères

et sœurs, parce que nous apprenons à nous connaître. Parce qu' imaginez-vous, moi au moins, je dis que cela me rend fier de voir tous mes gens qui sont venus de tant d'endroits, de venir s'exposer si loin de chez eux. Donc pour moi, c'était émouvant. Quand j'ai parlé dans le micro, je n'ai pas pleuré parce que je me suis dit que je n'allais pas pleurer, mais je suis une personne très sentimentale, puis tout le monde est arrivé et m'a serrée dans ses bras : « Nieves nous t'admirons, Nieves comme tu es bonne pour tout, pour tout. » Et moi, j'étais encore là à travailler et je suis allée à la marche, je venais d'avoir un problème au travail. (Nieves 2019)

Cependant, avec les divisions causées par l'éclatement des communautés, un certain repli sur soi tend à prévaloir au profit du sens commun, comme l'identifie Edith :

Eh bien, je ne suis pas arrivé à comprendre les gens de ma communauté. La vérité, c'est que chacun s'enferme dans son propre monde, il vit sa propre vie, on ne se voit pas comme une famille. La plupart d'entre nous formons une famille. Mais il y a beaucoup de controverse en ce moment parce que certaines personnes ont vendu à d'autres personnes de l'extérieur, donc ces personnes viennent, vivent, font leur maison et ensuite il y a cette polémique. Parce que vous n'êtes pas d'ici, parce que je suis d'ici, enfin pourquoi? Si nous sommes tous des êtres humains, nous avons tous des droits, n'est-ce pas ? (Edith 2019)

Cette vision de l'unité humaine de la forme d'habiter que revendique Edith, lui vient de ses croyances religieuses. Le catholicisme est un élément fondamental de la reproduction de son quotidien et de la constitution de son chez soi. Ce sont ces enseignements d'universalisme qui font qu'elle a cette sensibilité pour le bien-être collectif :

Là, en matière de spiritualité, quand Dieu m'appelle au service, c'est justement parce que je me rends compte de l'apathie de la communauté, c'est-à-dire que les gens ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Je suis désolé mais je ne trouve pas d'autre moyen de l'exprimer. Comme je l'ai dit, ma communauté est une ville fantôme, même s'ils ont changé les rues, ils ont tout changé. Mais si vous y allez pendant la journée, par exemple, vous voyez très peu de gens à l'extérieur de la maison. Vous ne les voyez que lorsque c'est l'heure de l'école. Après ça, la communauté est tranquille, il n'y a pas beaucoup de trafic et on ne peut pas dire qu'il y a des voitures qui passent tout le temps, non. C'est une communauté très calme. Et elle manque énormément de spiritualité, beaucoup, beaucoup, beaucoup. Donc pour moi, cette question politique et religieuse, je n'ai toujours pas trouvé le moyen pour que les gens acceptent qu'en étant dans l'église, ils peuvent faire des

choses pour le bien. Là-bas, si les gens te voient bavarder ou te promener, par exemple, j'ai dû aller au tribunal pour les dépotoirs, eh bien, pour les gens c'est mal vu. Je veux dire, en tant que personne de l'église qui est avec Dieu. (Edith, novembre 2019)

Cette dévotion envers le collectif, viens aussi d'un amour de la nature de ce territoire. Sans vouloir romantiser la relation que ces femmes entretiennent avec leur chez-soi, qui tantôt peut apparaître aussi comme une menace envers leur survie, leur rapport avec ce lieu à quelque chose à voir avec la topophilie, comme définie par Tuan. D'ailleurs, l'auteur notait que ce lien semble être plus profondément vécu par les agriculteur.trice.s et les fermier.ère.s, à cause de la relation physique intime et de la dépendance matérielle qu'ils entretiennent avec le territoire (Tuan 1990, 97). Il ajoute même que cette terre qu'ils travaillent et habitent est une sorte de répertoire (mémorial) de la mémoire familiale et collective (Tuan 1990, 97), et porteuse d'espoir. C'est à partir de cette idée que Kuri Pineda développera cette idée de mémorial de la dépossession.

Chaque fleur est une pêche et pour moi, c'est émouvant d'avoir à, imaginez-vous les gens qui viennent voir les pêches et me demandent : « hé, vends-moi des pêches! » Je ne vous les vends pas, je vous les donne. Je leur donne de tout cœur, je leur donne avec plaisir ce que le sol, ce que je récolte du sol, de mon arbre qui a poussé. Et chaque fois qu'un arbre naît, pour moi c'est un plaisir, pour moi c'est un plaisir de voir comment cet arbre grandit. Je sens qu'il fait partie de ma vie, qu'il fait partie de ma famille. J'aime tellement ma maison et j'aime tellement mes arbres fruitiers qu'il est triste pour moi qu'ils détruisent tout cela. (Nieves 2019)

Edith parle aussi de ce lien particulier qui l'unit à son territoire, faisant un pont avec sa spiritualité :

Eh bien, je l'ai vu comme ça quand je suis arrivé, comme un paradis. Et comme je le disais, je suis tombé amoureux de ce territoire, de cette étendue de terre, de ce monument et de la colline de Texcocutzingo, un monument historique. Ses vergers, ses parfums, tout cela est pour moi un paradis. Il mérite d'être sauvé. Il mérite qu'on le préserve, qu'on en prenne soin. Alors si on l'ajoute à ma spiritualité, tout cela est un complément au don de Dieu, pour moi, et je dois en prendre soin, pour qu'il puisse séduire mes générations futures. Je dois en prendre soin maintenant, pour pouvoir laisser quelque chose à mes petits-enfants, pour chaque petit-enfant, ce que Dieu me permet d'avoir de cet arbre. Les fruits qui sont là. C'est ce que je demande, ce que j'essaie de faire. Mettre mon petit grain de sable, parce que c'est seulement un petit grain. (Edith 2019).

Les militantes semblent donc avoir une sorte de relation fusionnelle avec le territoire. Cependant, elles s'éloignent d'une relation de possession du territoire, pour laisser place à une relation de réciprocité, comme une sorte de marque de respect envers celui-ci. Au sujet de l'appropriation du territoire, Xarani raconte :

Cette partie-là, non. De s'approprier les choses, tout, son sol, son eau. Mais pas de se l'approprier dans le sens où c'est à moi, se l'approprier dans le sens d'en prendre soin et de faire quelque chose pour le sauver ou en tout cas ne pas le dégrader et qu'un jour il n'y en ait plus. Enfin, c'est le territoire où j'habite. (Xarani 2019)

Lorsqu'arrive le projet de l'aéroport, il y a une transformation du rapport à la propriété qui s'opère tant au niveau symbolique que pragmatique. Lidia traduit cette situation en m'expliquant la dynamique de vente des terres dans le contexte du projet aéroportuaire :

Eh bien, il y a eu plusieurs situations. L'une d'elles est que les gens ont été trompés alors qu'on disait qu'elles allaient être achetées [les terres] à cent pour cent pour une question de conservation et plus, mais ce n'était pas le cas. Ce devait être un projet totalement différent de celui de l'aéroport et beaucoup de gens ont vendu. Nous avons dit à plusieurs personnes que non, elles n'avaient pas à vendre. Et il y avait toujours la question de la nécessité et nous leur avons parlé de la politique de la peur, mais ils ont vendu. D'autres ont acheté et ceux qui ont acheté ont construit. Et ils ne se souciaient pas du régime sous lequel ils construisaient. C'est-à-dire qu'ils ont acheté un petit bout de terrain ici quand c'était un terrain et que ce terrain n'était pas encore une propriété libre, donc ça ne peut pas être divisé. On ne peut pas la transférer, loin de là, c'est un des articles qui a été établi dans la Loi Agraire. Mais bon, ils ont été informés, ils ont vendu, aussi bien celui qui a acheté que celui qui a vendu, ils s'en fichaient. Les ejidatarios eux-mêmes font des ventes doubles, triples et autres. Ils vendent le même terrain à quatre personnes. Celui qui est là est celui qui dit « bien, vous êtes le propriétaire, vous avez votre droit, bon ». Quand le gouvernement fédéral commence à acheter, par le biais de la CONAGUA, une escroquerie, ils achètent cette parcelle de terre. Ces mêmes ejidatarios disent : « Oui, je vais vous la vendre. Ceux qui sont là, on s'en fiche. » Et ils laissent ça comme ça. Pour un temps, c'est comme ça qu'ils le laissent. Quand le projet est prêt, ils ont déjà les ressources économiques, ils ont déjà le terrain, c'est comme ça. Alors qu'est-ce que vous pensez qu'ils disent : « C'est à moi ». (Lidia 2019)

Alors des ejidatarios vendent des terres, illégalement, à des personnes non-ejidatrias, pour ensuite les vendre à l'État, alors que ces dernières y vivent toujours. Lorsque vient le temps de débiter les travaux, l'État réclame alors son droit d'accès à la parcelle comme il est désormais le propriétaire. En plus de changer frauduleusement la nature des propriétés des ejidos, le projet de l'aéroport transporte avec lui une destruction des milieux habitables que ce soit par la contamination ou la destruction. Xarani se révolte contre le fait que ce projet menace de détruire la fragile biodiversité du territoire :

Parce que cette zone, ou cette partie de la zone, est l'une des rares zones vertes de toute la vallée du Mexico. Et ce que nous disions exactement dans cette idée de « je préfère le lac », c'est qu'aucun mégaprojet, dans toute la vallée Mexico, n'est acceptable parce qu'elle n'a plus la capacité de résister, que ce soit au niveau de l'eau, du sol ou de l'air. En d'autres termes, aucun projet de cette ampleur d'impacts, pas seulement local, mais régional, sur le plan environnemental, ne peut être réalisé à cause de cela. À cause du manque d'eau, c'est-à-dire à cause du manque de ressources. Les ressources sont déjà à des niveaux très bas. Si ça se fait, ça aura évidemment un impact. Dans cette idée de « je préfère le lac », beaucoup de gens vous diront qu'aucun projet de cette taille ne se fera. Parce que l'eau manquera. Simplement pour cette raison-là. (Xarani 2019)

Être idéologiquement et politiquement opposé à un projet de la sorte est une source de motivation afin de pouvoir s'impliquer dans des mouvements politiques. Pour ces femmes, ce qui semble être déterminant c'est le fait de vivre dans, par et pour le territoire. C'est-à-dire qu'il est beaucoup plus facile de ne pas se sentir concerné si l'on ne vit pas directement sur le territoire affecté ou bien que l'on a l'impression que ça ne nous touche pas. Edith parle du manque de ce manque de solidarité, selon elle, de la part des habitant.e.s de Tlaixpan, comme iels ne voient pas les activités actuelles de l'ancienne mine de Tlaminca : « Malheureusement, la communauté de San Miguel Tlaixpan est tout près de Tlaminca, mais ils ont accès à la communauté par une autre autoroute, où ils ne voient pas ce que font leurs ejidatarios. Même si nous l'avons dénoncé, mais pour eux ce n'est pas un problème. » (Edith 2019) Laura mentionne aussi qu'un des professeurs de Chapingo les plus mobilisés contre le dépotoir vit tout près de là et est donc directement affecté : « Il y a un prof de Chapingo qui, justement, vit là-bas au pied des bains de Neza[hualcoyotl], près de la mine. C'était celui qui était le plus actif, dénonçant ces déchets toxiques. » (Laura 2019)

Nieves qui est, à mon sens, la militante la plus physiquement affectée par le projet du NAICM, encerclée par l'autoroute, vit de profonds changements sur son lieu de vie. Ce mégaprojet



transforme aussi son rapport à l'espace, puisque malgré qu'elle adore ce lieu, avec l'urbanisation accélérée vient aussi de nouvelles dynamiques sociales et économiques, dont la précarité, qui pousse parfois, par nécessité, à la violence.

Je suis contre ça[l'aéroport] parce que j'ai dit : imaginez-vous qu'ils construisent l'aéroport et qu'ensuite l'étalement urbain arrive. Le premier c'est l'étalement urbain et des gens qui ne sont pas d'ici viennent y vivre. Et nous ne savons même pas quelles sont leurs habitudes et c'est de là que vient la délinquance. Maintenant que certaines personnes ont vendu ici, les kidnappings ont augmenté. Ils ont kidnappé des gens parce qu'ils savaient qu'ils avaient de l'argent. (Nieves 2019)

## CONCLUSION

Les données recueillies sur le terrain à la suite des entrevues menées entre octobre et décembre 2019, à Atenco, Texcoco, San Nicolas Tlaminca et la Ville de Mexico, m'ont permis d'aborder la question de la trajectoire d'engagement politique, dans le contexte de la construction du NAICM. J'ai su en dégager des caractéristiques types, en plus de certaines qui n'appartiennent qu'au profil particulier des participantes à mon projet de recherche.

De manière générale, les femmes interviewées venaient de familles engagées socialement et politiquement, depuis quelques générations déjà. Certaines sont de la classe moyenne et d'autres de classes plus paupérisées. Plusieurs d'entre-elles ont plus d'une source de revenus et portent plusieurs chapeaux en tant que salariées, activistes, étudiantes, chercheuses et/ou mères. Leurs parents pratiquaient, ou pratiquent toujours, des professions libérales ou bien des emplois dans le secteur tertiaire et agricole. Elles transportent désormais cet héritage et ces valeurs et sont aussi engagées auprès de leur communauté et de leur famille. Cet engagement revêt plusieurs formes : membre d'un parti politique, participation aux assemblées communales, engagées dans des groupes de pression ou des associations socio-politiques indépendantes, ce dont j'ai discuté plus amplement lors de la présentation des militantes. Leurs parents et leurs grands-parents étaient mobilisés auprès de leur communauté soit à travers l'éducation ou par la participation active au sein d'unités politiques, partisans ou non-partisans. Ces femmes sont héritières d'un passé qui leur est propre, mais aussi commun, faisant référence aux legs des communautés autochtones précoloniales qui se sont succédées et dont on peut toujours admirer les vestiges aujourd'hui. Certes, le territoire est encore fortement marqué par des sites archéologiques faisant office de symbole identitaire et forgeant un rapport particulier au territoire, à Texcoco et Atenco, mais la présence de la culture ancestrale est aussi perceptible par la manière d'habiter le territoire, gravée dans les pratiques quotidiennes.

Un fort attachement au territoire ressort dans l'ensemble des entrevues menées avec ces femmes de la région située au nord-ouest de la capitale mexicaine. C'est une sorte de relation romantique qui les lie au territoire et qui leur donne la force, le courage et la combattivité nécessaire pour s'engager dans la défense totale de celui-ci. Au-delà d'une appréciation esthétique qui, nous rappelle Tuan (1990), ne persiste pas face à la vigueur du temps. Cette « topophilie » présente chez les participantes est un sentiment d'appartenance complexe envers l'espace et le lieu, c'est l'essence même de leur définition de l'habiter. Leur maison, leur communauté et leur municipalité

sont synonymes de réconfort et de protection et un lien charnelle les unis avec le territoire, comme le démontre bien la citation posée au début du Chapitre 5. Paradoxalement, ces lieux peuvent avoir été transformés en une source de danger pour certaines d'entre-elles qui persistent à habiter leur demeure actuelle et à qui l'on fait des menaces de représailles physiques, voir mortelles, pour cette raison. L'interaction entre les objets et sujets internes et externes au développement du chez-soi participe de la transformation et de l'aspect organique et improvisateur de l'habiter, dont Augustin Berque faisait mention, se demandant qu'est-ce que l'habitat humain a d'humain : « C'est son caractère varié, éclectique, et surtout qui est susceptible de changer régulièrement; aléatoire » (Berque 2007, 59). La maison, édifice emblématique de l'habiter, n'est donc pas une simple machine à loger les corps.

Faire l'étude de l'habiter c'est participer à la politisation du chez-soi. Comme l'on mentionné à leur tour Giglia et Lakjaa, l'habiter renvoie à la construction d'un micro-monde, d'un rapport au social et au politique. Il nous renseigne sur la manière dont les habitant.e.s de tel ou tel endroit s'inscrivent en ce lieu et leur rapport avec l'extérieur. Dans une perspective de genre, l'habiter en tant que forme de résistance prend tout son sens, puisque traditionnellement cet espace est associé à la sphère privée (passive) et serait dépourvu de sens politique (actif). Pour Giglia (2012), c'est en considérant la centralité de l'habiter que nous arrivons à comprendre pourquoi les femmes se retrouvent au premier de bons nombres de mouvements de défense du territoire. Comme ce sont elles qui y passent, encore à nos jour, une majorité de temps et où elles ont bâti leur propre monde – politique et social – elles s'engagent avec fermeté pour la préservation de ce lieu. C'est le cas de Nieves qui, au fil des années et malgré les menaces sérieuses qui pesaient contre-elle, a su trouver la force de rester et résister. Elle souhaite d'abord et avant tout conserver la vie qu'elle a construite avec sa famille, son voisinage et sa communauté, en plus de préserver des pratiques qui lui ont été enseignée par sa grand-mère. Giglia mentionnait que les femmes sont surreprésentées dans les mobilisations pour la protection du chez soi. En ce qui concerne cette militante atenguense, sa maison est devenue en soi un rempart contre la finalisation de l'autoroute Peñon-Textcoco. Ce n'était pas seulement un lieu de rencontre et d'organisation de la lutte, mais au fil des ans c'est devenu une véritable tactique pour empêcher l'urbanisation de cette partie d'Atenco. Le rapport à la nature est central à la conceptualisation de l'habiter présentée dans ce mémoire. C'est-à-dire que beaucoup des militantes vivent ce rapport topophilique avec leur lieu de vie alors qu'il est médié par leur lien avec la faune et la flore. Par exemple, pour reprendre le cas de Nieves, elle parle de son émerveillement face aux arbres et aux plantes qui sont sur son terrain. Ceux-ci représentent une source de nourriture direct pour sa famille, de pouvoir les vendre

au marché, mais aussi pour partager avec ses ami.e.s et son voisinage. Justement, cet aspect de partage est pour elle constitutif de son chez-soi, de son rapport au monde. Ces actions la mettent en opposition, dans une certaine mesure, avec des rapports purement capitalistes de marchandisation, alors qu'elle mentionne que c'est une manière de se rassembler et de créer des liens de proximité avec les personnes et l'environnement qui nous entourent. L'habiter permet de saisir en quoi les formes de vie et donc, la construction du foyer familiale sont en fait l'expression d'un rapport au politique. Ce rapport ne peut toutefois pas être considéré, en tout temps et en tout lieu, comme un acte transgressif. En ce sens, Lakjaa (1997) évoque la notion de l'habiter identitaire qui met en lumière les revers aux tendances conservatrices de l'habiter. Comme les deux auteur.trice.s ont mentionné.e.s précédemment l'ont tou.te.s les deux souligné, l'habiter renvoie à la construction, la (re)production et la protection d'un micro-monde qui, lui, est en constante négociation/interaction avec le monde extérieur. Cette notion de (re)production et protection implique une certaine forme de méfiance envers ce qui est externe au chez-soi en question. Une méfiance envers l'Autre, envers la transformation et le changement. Certaines des militantes interviewées ont été sujettes de ces méfiances alors qu'elles s'installaient nouvellement dans les communautés de San Miguel Tlaixpan ou de San Nicolas Tlaminca. D'autres, comme Nieves, font part de leur crainte de l'urbanisation accélérée que représente la venue du NAICM sur le site de l'ancien Lac de Texcoco, alors que de nouveau.elle.s arrivant.e.s viendront s'installer et qu'ils transportent avec elleux d'autres rapports au territoire, aux autres et au quotidien. Ainsi, l'habiter semble véritablement être un concept clé pour saisir l'étendue des subjectivités politiques qui composent un communauté donnée.

La volonté qu'ont ces femmes d'assurer la survie et la reproduction de leur culture et leur héritage familiale est la source principale de leur implication acharnée dans les mouvements de défense du territoire. C'est cette même vigueur qui fait que ces femmes engagent leur corps et leur santé mentale en tant que bouclier face à la destruction de leurs milieux de vie. Certaines d'entre-elles dédient leur vie à la politique institutionnelles (partis politique et commissions d'enquêtes), à la défense légale de leur communauté (à titre de conseillère juridique ou d'avocate), à la recherche ou l'éducation populaire, et à des groupes militants indépendants. Certain.e.s pourraient chercher à interpréter l'ensemble de ces actions collectives et individuelles en tant que programme plus large de transformation de la société ou de revendication d'une plateforme politique alternative. Cependant, ce qui ressort de ces entrevues, c'est le cynisme provoqué par l'hypocrisie et la corruption des institutions politiques locales (ejidales, municipales et régionales) et la volonté de s'écarter totalement de toute forme de partisanerie. Contrairement au bon nombre de recherches

qui portaient sur le FPDT, aucune des participantes à la recherche n'a évoqué le rôle ou l'importance de cette organisation née dans la foulée des mobilisations contre la construction du NAICM. Le dévouement envers la communauté et la famille, le soin des camarades de luttes et des proches, et la protection de l'héritage culturel est ce qui motive la démarche politique empruntée par ces militantes. En tant que femmes, elles portent fièrement le fardeau de la défense de leur territoire et celles qui l'habitent. En tant que femmes, elles font communauté. Une constellation de trajectoires de vie s'y rencontrent pour la défense de leur mode d'habiter : activistes, catéchistes, avocates, restauratrices, agricultrices, vendeuses, marchandes et commissaires. Leurs portraits sont tout aussi variés et légitimes, sur le plan politique, que leurs tactiques de défense.

J'insiste sur le lien entre transgression et leur identité de genre, puisque c'est un véritable affront aux normes sociales traditionnelles que de s'impliquer, à l'avant plan, en tant que femme au sein de la lutte pour la défense du territoire, à Atenco et Texcoco. L'habiter, considéré à partir de l'expérience de ses femmes, nous pointe la source de la rupture avec ces traditions. Elles sont critiquées pour les choix de vies qu'elles font et par rapport à l'organisation de leur habiter; elles ne se confinent pas à la maison et à l'exécution des tâches domestiques, mais s'impliquent activement pour la protection d'un territoire et de son histoire. Faisant face à de vives critiques de la part de plusieurs membres de la communauté, elles n'abandonnent toutefois pas la voie de la lutte et en font plutôt une fierté que d'être des femmes activistes. Elles se dédient à la protection de cet habiter qui est leur héritage familial le plus cher et pour cette raison elles gagnent la confiance de leur communauté. Certaines d'entre-elles, qui ne sont pas originaires du territoire, mais qui y vivent depuis plusieurs années, n'ont pas de droits ejidales ou communales, ce qui fait qu'on peut d'emblée les empêcher de participer lors des rassemblements de prises de décision ou simplement leur refuser l'accès aux assemblées. Encore une fois, elles persistent et revendiquent la nécessité et le droit à défendre le territoire, provoquant parfois la perte des droits ejidales d'un membre de leur famille, leur mari par exemple.

Les actes transgressifs peuvent aussi apparaître explicitement dans le choix des tactiques d'action politique notamment en décidant de s'armer ou par le blocage de routes et de l'accès à une municipalité. Ils sont aussi implicites lorsqu'elles refusent de reconnaître la validité des décrets d'expropriation et continuent de mener leurs activités quotidiennes, à la fois par nécessité, mais aussi en tant qu'opposition au projet. C'est ici que leur mode d'habiter devient une forme de transgression, parce qu'il s'inscrit en tant que tactique de défense du territoire.

La transgression n'est pas que l'apanage des militantes qui refusent de céder leurs droits d'accès à leur terre pour l'instauration d'un mégaprojet de développement urbain. La volonté de l'État mexicain de construire un aéroport, de transformer des quartiers et en construire de nouveaux, et de développer des infrastructures touristiques et commerciales est en rupture avec les traditions culturelles, architecturales et politiques des communautés présentes. De plus, les violences perpétrées par l'appareil policier et des groupes armés non-identifiés, envers ces militantes et leurs proches, restent impunies par l'État et sont vécus en tant que transgression des principes de justice, de liberté d'expression et d'autodéfense. Une question se pose toutefois, est-ce que l'on doit vraiment considérer ces pratiques étatiques comme étant de la transgression, ou bien une norme? Considérant que l'on attend de l'État qu'il assure son maintien et sa reproduction. Un des objectifs initiaux de ce mémoire était d'opérer un renversement conceptuel en regard à la transgression, afin de considérer l'État comme potentiel sujet transgressif. Je m'explique, c'est qu'en général, dans la littérature rencontrée sur le concept de transgression, les postures adoptées impliquaient de la définir sur la base des critères anthropologiques de personnes types qui transgressent, par rapport à un cadre normatif ou légal donné. À la suite des entrevues, et de l'analyse de celles-ci, je souhaitais apporter un regard différent sur la transgression en renversant cette dynamique analytique où l'on pense l'illégalité ou la transformation à partir du cadre plus large que peuvent représenter la nation, l'État ou la culture. Il s'agissait alors de penser la transgression à partir des sujets qui sont identifiés comme étant transgresseurs. Ainsi, comme on n'a pu le voir dans les extraits des entrevues, pour les militantes interviewées il est clair que ce ne sont pas elles qui transgressent, mais bien l'État (et ses instances) qui trompe, vole et fait violence à leur mode de vie, leur territoire, leur communauté et leur propre personne. Par exemple, Xarani rapporte qu'elle a l'impression d'avoir été trompée par l'État parce que le référendum sur la construction du NAICM n'allait pas directement à la source du problème, soit l'idée de construire un nouvel aéroport sur un territoire déjà surmené. Pour elle, l'État mexicain s'inscrit continuellement dans des rapports mensongers avec la population, en regard à la question de l'aéroport, puisqu'il omet et cache intentionnellement des informations :

Ils ont dit qu'ils n'allaient pas prendre l'eau ni des communautés, ni d'ici. Selon eux tous, les quarante millions de personnes que vous allez servir vont descendre de l'avion et monter dans l'autre pour partir, et ils ne vont pas utiliser les toilettes, ils ne vont pas boire d'eau, ils ne vont pas se laver les mains, non? Enfin, je veux dire, ça aussi ils ne l'ont pas dit, beaucoup de gens ne savaient pas qu'il y avait une ville aéroport<sup>60</sup> prévue, que

---

<sup>60</sup> Ville basée autour d'un aéroport et du marché du voyage.

c'était un autre projet. Ce n'était pas un projet d'aéroport en tant que tel. Donc beaucoup de gens, ou beaucoup d'hommes d'affaires qui étaient au courant, ont commencé à acheter des terrains. Et on leur a offert des millions de dollars par hectare. Évidemment, des gens qui n'avaient jamais vu autant d'argent ensemble dans leur vie, ni de millions, je n'ai jamais vu autant d'argent ensemble dans ma vie. Alors je vends un terrain que je n'occupe même plus et je vais gagner de l'argent et puis il y aura du travail à l'aéroport. (Xarani 2019)

La littérature autour de la transgression qui adoptait cette posture m'a semblée inexistante et c'est pourquoi il aurait été périlleux d'avancer ce genre propos dans un cadre aussi restreint. En fait, il m'aurait été utile, pour aller en ce sens, de faire l'état exhaustif du contexte de la politique institutionnelle, de la partisanerie, de la corruption et de la collusion au Mexique. Cependant, ce n'était pas l'objet principale de cette recherche et l'idée était de surtout donner la place aux militant.e.s participant.e.s. Toutefois, cet aspect de la transgression mériterait selon-moi d'être étudié en profondeur, dans le cadre d'une autre recherche.

Certaines limites sont toutefois restées apparentes dans cette recherche, d'abord avec le faible nombre d'entrevues, entre-autre dû à la difficulté d'accès au terrain et par la distance qui me sépare Mexico avec mon lieu actuel de vie. Il y a aussi des enjeux de sécurité autant pour moi que pour les militantes qui se sont posées et qui ont été au cœur de mes réflexions tout long de ma présence sur le terrain et lors de l'entrée en contact avec les militantes. À noter que face au constat du peu d'entrevues, j'ai tenté d'entrer en contact avec deux hommes des communautés de Texcoco, référés par Niki, mais sans jamais avoir de retour.

La pertinence scientifique de la présente recherche se situe d'abord dans sa perspective expérientielle, mettant au centre de la recherche la parole et l'expérience des militantes. J'ai l'humble conviction que ce travail de recherche terrain met en valeur les voix des personnes qui n'ont traditionnellement pas accès aux espaces formels pour exprimer leurs opinions et participer activement aux décisions et aux actions concernant les divers enjeux de la région. Ces personnes sont ici, des femmes et des jeunes, qui voient leurs efforts militants réappropriés par des hommes. Dans le cadre la présente recherche, je leur ai proposé de participer activement à la théorisation et la mise en valeur de leurs apports dans les divers mouvements politiques, puisque leurs histoires de vie relatant leur évolution dans le contexte de la construction du NAICM, sont au premier plan de la recherche. En ce sens, j'espère que leurs voix pourront être une source

d'inspiration tant au niveau de la recherche que sur le plan de l'activisme et que leurs récits de vie continuent d'être mis en valeur.



## BIBLIOGRAPHIE

Alfaro Izarraraz, Rafael, Francisco Guízar Vázquez Jr. et Ivonne Vizcarra Bordi. 2011. « El traslado fallido del Aeropuerto Internacional de la Ciudad de México a Texcoco. » *Argumentos* 24 (65): 295-319.

de los Ángeles Rigel de la Portilla Quiroga, María. 2014. « Atenco. Historia, tradición e identidad. La memoria presente en la defensa del territorio y los recursos de los pueblos a la Orilla del Agua. » s.l.: s.n.

Arellano Amaya, Jacobo Humberto et Cristóbal Santos Cervantes. 2016. « Atenco : Entre el desarrollo regional y la defensa del territorio. » In *Megaproyectos en México: una lectura crítica*, sous la dir. de María Verónica Ibarra García et Edgar Talledos Sánchez, Primera edición, 155-176. Ciudad de México: Facultad de Filosofía y Letras, Universidad Nacional Autónoma de México : Editorial Itaca.

Article 19 et Censos. 2007. « SEÑALAMIENTOS SOBRE EL INCUMPLIMIENTO DE LAS OBLIGACIONES DEL ESTADO MEXICANO EN MATERIA DE LIBERTAD DE EXPRESIÓN. » Mexico D.F.: s.n.

Azuela, Antonio. 1996. *El acceso de los pobres al suelo urbano*. Sous la dir. de François Tomas. s.l.: Centro de estudios mexicanos y centroamericanos. doi:10.4000/books.cemca.903. <http://books.openedition.org/cemca/903>.

Beaud, Jean-Pierre. 2006. « L'échantillonnage. » In *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, Benoît. Gauthier, 4e éd, 211-242. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Berque, Augustin. 2007. « 3. Qu'est-ce que l'espace de l'habiter ? » In *Armillaire*, 53-67. s.l.: La Découverte. doi:10.3917/dec.paquo.2007.01.0053. <https:// Cairn.info/habiter-le-propre-de-l-humain-2007--9782707153203-page-53.htm?ref=doi>.

Bertaux, Daniel. 2010. *Le récit de vie*. Paris: Armand Colin.

Bulle, Sylvaine. 2018. « Formes de vie, milieux de vie: La forme-occupation. » *Multitudes* 71 (2): 168-175. doi:10.3917/mult.071.0168.

- Carrillo Franco, Blanca Estela, Emma Zapata Martelo et Verónica Vázquez García. 2009. « Violencia de género hacia mujeres del Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra. » *Política y Cultura* (32): 127-147.
- « CASE OF WOMEN VICTIMS OF SEXUAL TORTURE IN ATENCO V. MEXICO. » 2018. s.l.: s.n.
- Castañeda de la Cruz, Edelia Denisse et José Alfredo Castellanos Suarez. 2016. « Atenco: el inicio de una lucha por su identidad. » *Revista Mexicana de Ciencias Agrícolas* 7 (2): 427-439.
- Castillo Berthier, Héctor. 2002. « De las bandas a las tribus urbanas. De la transgresión a la nueva identidad social. » *Desacatos* (9): 57-71.
- Centro Prodh. 2012. *Atenco : 6 años de impunidad*, Primera edición. México D.F.: Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez.
- Ceruti, Débora. 2018. « Atenco: 12 años del Mayo Rojo,. » 15 mai. <https://subversiones.org/archivos/132431>.
- CESOP. 2006a. « PULSO CIUDADANO (indicadores selectos de opinión pública) 25. » 25. s.l.: s.n. [www.diputados.gob.mx/cesop](http://www.diputados.gob.mx/cesop).
- . 2006b. « PULSO CIUDADANO (indicadores selectos de opinión pública) 31. » 31. s.l.: s.n. [www.diputados.gob.mx/cesop](http://www.diputados.gob.mx/cesop).
- Consejo Nocturno, dir. 2018. *Un habitar más fuerte que la metrópoli*, Primera edición. Ensayo 72. Logroño: Pepitas de calabaza.
- Contreras Colín, Juan Manuel, dir. 2019. *Teorías críticas y eurocentrismo: estudio de los componentes teóricos y prácticos de la ideología hegemónica contemporánea*, Primera edición. Tlalnepantla, Estado de México: La Guillotina.
- Coulthard, Glen Sean. 2018. *Peau rouge, masques blancs: contre la politique coloniale de la reconnaissance*. Traduit par Arianne Des Rochers et Alex Gauthier. Humanités. Montréal (Québec): Lux éditeur.
- Daigle, Michelle. 2019. « Tracing the Terrain of Indigenous Food Sovereignties. » *The Journal of Peasant Studies* 46 (2): 297-315. doi:10.1080/03066150.2017.1324423.

- Davis, Angela. 2017. « Foreword. Abolition and Refusal. » In *The great refusal: Herbert Marcuse and contemporary social movements*, sous la dir. de Andrew T. Lamas, vii-xi. Philadelphia: Temple University Press.
- Domínguez Virgen, J. Carlos. 2011. « Ventanas de oportunidad y coaliciones de política pública: el caso del proyecto para un nuevo aeropuerto en la ciudad de México desde una perspectiva histórica. » *Secuencia. Revista de historia y ciencias sociales* (79): 61-87.
- Dorlin, Elsa. 2017. *Se défendre: une philosophie de la violence*. Paris: Zones.
- Duhau, Emilio et Ángela Giglia. 2004. « Conflictos por el espacio y orden urbano. » *Estudios Demográficos y Urbanos* 19 (2): 257-288. doi:10.24201/edu.v19i2.1187.
- Encinas Rodríguez, Alejandro. 2015. *El Nuevo Aeropuerto Internacional de la Ciudad de México. Política, negocios y poder*, 2<sup>e</sup> éd. México: Senado de la República, LXIII Legislatura.
- Farrés Delgado, Yasser et Alberto Matarán Ruiz. 2014. « Hacia una teoría urbana transmoderna y decolonial: una introducción. » *Polis* (37). <http://polis.revues.org/9891>.
- Fazio, Carlos. 2006. « El rescate de Atenco, planeado por PFP y aprobado por Fox. » *La Jornada*, 20 mai.  
<https://www.jornada.com.mx/2006/05/20/index.php?section=politica&article=020n1pol>.
- Figuroa Castelán, Mariana et Alejandro García Sotelo. 2020. « Habitar el sur. » In *Habitar y habitabilidad en contextos metropolitanos*, sous la dir. de Andrea Burbano et Mariana Figuroa Castelán, Primera edición, 81-102. Mexico: Ediciones del Lirio.
- Flores Dewey, Onesimo et Diane E. Davis. 2013. « Planning, Politics, and Urban Mega-Projects in Developmental Context: Lessons from Mexico City's Airport Controversy. » *Journal of Urban Affairs* 35 (5): 531-551. doi:10.1111/juaf.12012.
- Flores Hernández, Jesus. 2016. « Arquitectura y globalización, ilusiones y repercusiones del nuevo aeropuerto internacional de la Ciudad de México. » *Mémoire de Maîtrise*, Ciudad de México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- Fort-Jacques, Théo. 2007. « 14. Habiter, c'est mettre l'espace en commun. » In *Armillaire*, 251-266. s.l.: La Découverte. doi:10.3917/dec.paquo.2007.01.0251. <https:// Cairn.info/habiter-le-propre-de-l-humain-2007--9782707153203-page-251.htm?ref=doi>.

- Foucault, Michel. 2008. *L'archéologie du savoir*. Tel 354. Paris: Gallimard.
- FPDT. 2008. « La lucha de atenco, un derecho universal. » *El Cotidiano* 23 (150): 107-114.
- Funke, Peter N., Andrew T. Lamas et Todd Wolfson. 2017. « Bouazizi's Refusal and Ours: Critical Reflections on the Great Refusal and Contemporary Social Movements. » In *The great refusal: Herbert Marcuse and contemporary social movements*, sous la dir. de Andrew T. Lamas, 1-28. Philadelphia: Temple University Press.
- Gandler, Stefan. 2017. « A Critical Praxis from the Americas: Thinking about the Zapatistas in Chiapas with Herbert Marcuse, Bolívar Echeverría, and Adolfo Sánchez Vázquez. » In *The great refusal: Herbert Marcuse and contemporary social movements*, sous la dir. de Andrew T. Lamas, 329-342. Philadelphia: Temple University Press.
- GeoComunes et Coordinadora de Pueblos y Organizaciones del Oriente del Estado de México en Defensa de la Tierra el Agua y su Cultura. s.d. « No al megaproyecto de muerte más grande y más corrupto de Latinoamérica : el innecesario ecocida e incosteable Nuevo Aeropuerto Internacional de la Ciudad de Mexico. » Ciudad de México: s.n.
- Giglia, Angela. 2012. *El habitar y la cultura: perspectivas teóricas y de investigación*, 1<sup>a</sup> ed. Cuadernos A 39. Barcelona México [D.F.]: Anthropos Universidad Autónoma Metropolitana, División de Ciencias Sociales y Humanidades.
- Giraldo Díaz, Reinaldo. 2008. « La resistencia y la estética de la existencia en Michel Foucault. » *Entramado* 4 (2): 90-100.
- Girola, Lidia. 2011. « La cultura de la transgresión. Anomias y cultura del “como si” en la sociedad mexicana. » *Estudios Sociológicos* XXIX (85): 99-129.
- Giroux, Dalie. 2015. « Comment fabriquer un État en Amérique, ou : la Vierge, le Diable, le Boucher et Carcajou. » *Les Cahiers des imaginaires* 8 (12): 67-89.
- . 2019. *La généalogie du déracinement: enquête sur l'habitation postcoloniale*. Terrains vagues. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Guzmán Velázquez, Karla Helena. 2014. « Género, espacio y participación en Atenco. Mujeres en defensa del territorio. » Tesina, Mexico: Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Iztapalapa.

- Harding, Sandra. 1995. « Strong Objectivity: A Response to the New Objectivity Question. » *Synthese* 104 (3): 331-349. doi:10.1007/BF01064504.
- Harney, Stefano et Fred Moten. 2018. *Los abajocomunes: planear fugitivo y estudio negro*. Mexico City: Cooperativa Cráter Invertido : La Campechana Mental.
- Heidegger, Martin. 2001. *Essais et conférences*. Collection Tel 52. Paris: Gallimard.
- Hiernaux-Nicolas, Daniel. 2019. « Habitar la tierra: la espacialidad humana y el territorio. » In *Aportes teóricos y etnográficos para el estudio del conflicto y la gestión en territorios latinoamericanos*, sous la dir. de Ernesto Licona Valencia, Mariana Figueroa Castelán, et Gabriela Ruiz Velázquez, Primera edición, 35-52. Puebla, Pue: Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, Facultad de Filosofía y Letras.
- Hobbes, Thomas. 2017. *Léviathan: chapitres X-XVIII et XXI*. Traduit par François Tricaud, Éd. avec dossier. GF 1579. Paris: Gallimard.
- hooks, bell. 2017. *De la marge au centre: théorie féministe*. Traduit par Noomi B. Grüsig. Sorcières. Paris: Cambourakis.
- INEGI. 2022. « Texcoco. » *Data México*. 12 août.  
<https://www.economia.gob.mx/datamexico/es/profile/geo/texcoco#education>.
- Jasper, James. 2012. « ¿De la estructura a la acción? La teoría de los movimientos sociales después de los grandes paradigmas. » *Sociológica* 27 (75): 7-48.
- Jenks, Chris. 2013. « Transgression: The Concept. » *Architectural Design* 83 (6): 20-23. doi:10.1002/ad.1669.
- Kuri Pineda, Edith Elvira. 2008. « Tierra sí, aviones no. La construcción social del movimiento de Atenco. » Thèse de doctorat, Ciudad de México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- . 2010. « El movimiento social de Atenco: Experiencia y construcción de sentido. » *Andamios. Revista de Investigación Social* 7 (14): 321-345.
- . 2020. « Explorando el papel sociológico de las emociones en el movimiento social de Atenco, México. » *Papers. Revista de Sociologia* 105 (4): 535-560. doi:10.5565/rev/papers.2651.

- La Redacción. 2002. « Derrotan los ejidatarios a Fox: Cancela el aeropuerto en Texcoco. » *Proceso*, 1<sup>er</sup> août. <https://www.proceso.com.mx/nacional/2002/8/1/derrotan-los-ejidatarios-fox-cancela-el-aeropuerto-en-texcoco-68192.html>.
- Lakjaa, Abdelkader. 1997. « L’habiter identitaire : éléments pour une problématique d’une urbanité en émergence. » *Insaniyat* (2): 77-103. doi:10.4000/insaniyat.12336.
- Lamberti, Julieta et Talia Rothstein. 2017. « Empresas participantes en el Nuevo Aeropuerto de la Ciudad de México. » s.l.: s.n.
- López, Julio. 2016. « Comunidad en México. » *Mexico | Enciclopedia Jurídica Online*. 13 juin. <https://mexico.leyderecho.org/comunidad/>.
- de Lourdes Quintana Muñoz, Jacqueline. 2019. « Territorio, memoria y género: Significados de la participación política de mujeres en Atenco, México. » *Ambiente & Sociedade* 22. doi:<https://doi.org/10.1590/1809-4422asoc0116r1vu19L4AO>.
- Luiselli, Cassio. 2018. « El NAIM, el aeropuerto en disputa,. » 4 mai. <https://www.nexos.com.mx/?p=37608>.
- Martínez, Fabiola. 1999. « Terminaron 6 años de huelga en Sosa Texcoco. » *La Jornada*, 12 décembre.
- Mathias, Adélia da Silva. 2018. « La formation de la pensée décoloniale. » *Études littéraires africaines* (45): 169. doi:10.7202/1051620ar.
- Melucci, Alberto. 1980. « The New Social Movements: A Theoretical Approach. » *Social Science Information* 19 (2): 199-226. doi:10.1177/053901848001900201.
- Mendoza Cruz, Silvia. 2008. « Resistencia y reorganización ante la represión. El Caso de las mujeres del Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra, en el municipio de San Salvador Atenco. » Tesina, Mexico: Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Xochimilco.
- Meza Martínez, Carlos Ramón et Jesús Carlos Morales Guzmán. 2017. « Protesta y movilización legal contra megaproyectos en México: El Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra (2001-2002). » *Revista Direito e Práxis* 8 (1): 449-473. doi:10.12957/dep.2017.27768.

- Mignolo, Walter. 2012. *Local histories/global designs: coloniality, subaltern knowledges, and border thinking*. Princeton studies in culture/power/history. Princeton, N.J. ; Woodstock: Princeton University Press.
- de Miguel, Teresa et Héctor Guerrero. 2018. « El oscuro legado del Nuevo Aeropuerto. » *El País*, 12 août. <https://elpais.com/especiales/2018/nuevo-aeropuerto-mexico/#up3>.
- Muñoz, Jacqueline de Lourdes Quintana. 2019. « Territorio, memoria y género: Significados de la participación política de mujeres en Atenco, México. » *Ambiente & Sociedad* 22: e01161. doi:10.1590/1809-4422asoc0116r1vu1914ao.
- Muñoz Ramírez, Gloria. 2013. « ATENCO otra vez el aeropuerto: un pueblo se niega a morir por la “ciudad futura” de Peña. » *La Jornada*, 13 avril. <https://www.jornada.com.mx/2013/04/13/oja-pueblo.html>.
- Murillo Vidal, Rafael. 1979. « DIARIO OFICIAL DE LA FEDERACIÓN, » 4 janvier.
- Narayan, Uma. 1993. « La collaboration à travers les différences : Quelques réflexions sur les émotions et la pratique politique. » *Canadian Journal of Women & the Law* 6: 66-84.
- Neumann, Alexander. 2012. « La résistance, un principe sociologique à l’œuvre. » *Variations* (16). doi:10.4000/variations.141. <http://journals.openedition.org/variations/141>.
- OAG. 2019. « Megahub 2019. » s.l.: s.n.
- Ortega Bayona, Berenice. 2005. « San Salvador Atenco: La formación de una identidad de clase en la resistencia. » Informe final del concurso: Partidos, movimientos y alternativas políticas en América Latina y el Caribe. Programa Regional de Becas CLACSO. Buenos Aires: s.n. <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/becas/20200129030514/ortega.pdf>.
- Perreault, Julie. 2015. « La violence intersectionnelle dans la pensée féministe autochtone contemporaine. » *Recherches féministes* 28 (2): 33-52. doi:10.7202/1034174ar.
- Ramírez Salazar, Darío. 2008. « La libertad de expresión en México amenazada por las agresiones a periodistas y la concentración de medios. » *El Cotidiano* (150): 47-52.
- Reina, Leticia. 1998. *Las rebeliones campesinas en México 1819- 1906*, Quinta edición, aumentada. México, D.F.: Siglo Veintiuno Editores.

- Rivera Ramírez, Juan Manuel. 2012. « Análisis crítico de la inserción femenina en los movimientos sociales contemporáneos. » Tesis Profesional, Texcoco: Universidad Autónoma Chapingo.
- Robichaux, David et David Lorente Fernández. 2015. « De cerros y manantiales: variantes de la cosmovisión mesoamericana en Tlaxcala y la Sierra de Texcoco. » In *Senderos de la antropología: discusiones mesoamericanistas y reflexiones históricas*, sous la dir. de Andrés Medina et Mechthild Rutsch, Primera edición, 165-192. Colección Etnología y antropología social. Serie Enlace. México, D.F: Instituto Nacional de Antropología e Historia : Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Antropológicas.
- Rovira-Sancho, Guiomar. 2013. « Activismo mediático y criminalización de la protesta: medios y movimientos sociales en México. » *Convergencia* (61): 35-60.
- Santos, Boaventura de Sousa. 2011. « Épistémologies du Sud. » *Études rurales* (187): 21-50. doi:10.4000/etudesrurales.9351.
- Scott, James C. 2019. *La domination et les arts de la résistance: fragments du discours subalterne*. Traduit par Olivier Ruchet. Paris: Éditions Amsterdam.
- Segato, Rita Laura. 2015. *La crítica de la colonialidad en ocho ensayos: y una antropología por demanda*. Buenos Aires, Argentina: Prometeo Libros.
- Smith, Linda Tuhiwai. 2012. *Decolonizing methodologies: research and indigenous peoples*, Second edition. London: Zed Books.
- SUB-TIL. 2020. « L'Abécédaire de GILLES DELEUZE: R comme Résistance (HD). » *YouTube*. [https://www.youtube.com/watch?v=voRRg3HBQnE&ab\\_channel=SUB-TIL](https://www.youtube.com/watch?v=voRRg3HBQnE&ab_channel=SUB-TIL).
- TheRulesOrg. 2019. « #YoPrefieroElLago Documental. » *YouTube*. 7 octobre. <https://www.youtube.com/watch?v=Z1drhgCv8zM&list=PLmI2qk5DeEVVNmi9IDHd7uVlc4tutRJMU&index=3>.
- Tilley, Susan A. 2016. *Doing respectful research: power, privilege and passion*. Halifax ; Winnipeg: Fernwood Publishing.
- Timm Hidalgo, Ana Karina. 2018. « Femicidio extractivista. Reflexiones sobre la violencia hacia las mujeres defensoras del agua y los territorios. » In *Mujeres en defensa de territorios*.



*Reflexiones feministas frente al extractivismo*, sous la dir. de Angela Erpel Jara, Fundación Heinrich Böll, 102. Santiago: Fundación Enrich Böll.

Torres-Mazuera, Gabriela, Jorge Fernández Mendiburu et Claudia Gómez Godoy. 2018. « Informe sobre la jurisdicción agraria y los derechos humanos de los pueblos indígenas y campesinos en México. » s.l.: DPLF Fundación para el Debido Proceso.

Touraine, Alain. 2006. « Los movimientos sociales. » *Revista Colombiana de Sociología* (27): 255-278.

Tuan, Yi-fu. 1990. *Topophilia: a study of environmental perception, attitudes, and values*, Morningside ed. New York: Columbia University Press.

Vázquez García, Verónica. 2018. « Género y arrebato de tierras: el caso del nuevo aeropuerto internacional de Ciudad de México. » *región y sociedad* 30 (73). doi:10.22198/rys.2018.73.a979. <https://regionysociedad.colson.edu.mx:8086/index.php/rys/article/view/979>.

Velázquez García, Mario Alberto. 2004. « La violencia y los movimientos sociales en el gobierno de Vicente Fox, 2001-2002. » *Región y sociedad* XVI (29): 45-74.

*Versión de Televisa y TV azteca (ATENCO)*. 2015. s.l.: s.n.

[https://www.youtube.com/watch?v=EYx7d2b7kul&ab\\_channel=AudienciadeComunicaci%C3%B3nTPP-Cap%C3%ADtuloM%C3%A9xico](https://www.youtube.com/watch?v=EYx7d2b7kul&ab_channel=AudienciadeComunicaci%C3%B3nTPP-Cap%C3%ADtuloM%C3%A9xico).